

Département du CALVADOS
Commune d'AUBERVILLE

Plan Local d'Urbanisme

Révision du POS et Élaboration du PLU

I. Rapport de présentation



Approbation

*Vu pour être annexé à la délibération du Conseil
Municipal en date du 28 juillet 2015*

Le Maire
Antoine Griefu

Table des matières

1	Méthode et résumé non-technique	6
2	participation et concertation du public, des élus, des services	8
3	Articulation du plan avec les dispositions supracommunales.....	9
3.1	Les dispositions nationales	9
3.2	Les dispositions du SDAGE Seine Normandie	11
3.3	L'absence de SAGE	12
3.4	Les dispositions de la DTA.....	12
3.4.1	Les espaces de l'arrière-pays littoral :	14
3.4.2	Les espaces remarquables du littoral.....	14
3.4.3	Les coupures d'urbanisation	14
3.4.4	Les espaces proches du rivage.....	14
3.5	Les dispositions du SCoT Nord Pays d'Auge.....	16
3.6	Le Schéma Régional de Cohérence Écologique.....	20
4	La Communauté de communes de l'estuaire de la dives.....	21
5	Diagnostic de la situation existante	23
5.1	L'environnement physique	24
5.1.1	Le relief et la géologie.....	24
5.1.2	La pédologie	27
5.1.3	Le climat.....	27
5.1.4	L'hydrographie.....	29
5.2	L'environnement biologique :	31
5.2.1	Les fossiles des flores et faunes passées.....	31
5.2.2	La flore de la ZNIEFF.....	31
5.2.3	La faune de la ZNIEFF.....	32
5.2.4	Le site Natura 2000.....	33
5.2.5	L'inventaire du conservatoire du littoral.....	39
5.2.6	La flore sur l'ensemble de la Commune.....	39
5.2.7	La faune sur l'ensemble de la Commune	41
5.2.8	Les fonctions spécifiques des haies	41
5.2.9	Les haies et boisements communaux	43
5.2.10	Les zones humides	44
5.2.11	Les continuités écologiques.....	45
5.3	Les ressources naturelles et leur gestion.....	47
5.3.1	Les richesses du sous-sol.....	47
5.3.2	Le sol en tant que milieu biologique.....	47
5.3.3	Le sol en tant qu'espace à gérer	47
5.3.4	Les richesses liées au sol	47
5.3.5	Les eaux superficielles, leurs fonctions et les richesses liées	48
5.3.6	Les ressources du milieu marin	48

5.3.7	Les sources d'énergies renouvelables.....	48
5.4	Les pollutions et les nuisances.....	49
5.4.1	La pollution des sols.....	49
5.4.2	Pollution de l'air.....	49
5.4.3	La qualité des eaux de baignade.....	50
5.4.4	Les eaux résiduaires et urbaines.....	50
5.4.5	Pollutions agricoles.....	50
5.4.6	Bruit et pollutions sonores.....	51
5.4.7	Origines, importances des pollutions.....	51
5.5	Les risques majeurs.....	52
5.6	Les paysages.....	55
5.6.1	Lecture des grands paysages.....	55
5.6.2	Lecture des paysages locaux.....	58
5.7	La forme urbaine.....	60
5.7.1	L'époque des constructions.....	60
5.7.2	Le potentiel de densification.....	61
5.7.3	La hauteur des constructions.....	62
5.7.4	La consommation foncière.....	63
5.7.5	Les styles architecturaux.....	63
5.8	Fonctions d'agrement et d'accueil des espaces naturels.....	67
5.9	Le transport et la trame viaire.....	70
5.10	La vie quotidienne.....	72
5.10.1	La santé.....	72
5.10.2	Le patrimoine culturel et architectural.....	72
5.11	Le contexte démographique.....	74
5.12	Le parc de logements.....	77
5.13	Les activités économiques.....	82
5.13.1	Les activités non-agricoles communales.....	83
5.13.2	Les activités agricoles.....	85
5.14	Les équipements et l'animation.....	88
5.14.1	Les équipements scolaires.....	88
5.14.2	Les équipements culturels.....	88
5.14.3	Le foncier communal.....	88
5.14.4	Les équipements administratifs et publics et les normes PMR.....	88
5.14.5	Les équipements de culte.....	89
5.14.6	Les syndicats et les associations.....	89
5.15	Les réseaux et services à la personne.....	89
5.15.1	Les eaux usées.....	89
5.15.2	Les eaux pluviales.....	90
5.15.3	L'eau potable et les syndicats d'eau.....	91

5.15.4	La défense incendie	93
5.15.5	La collecte des ordures ménagères.....	94
5.15.6	Les communications numériques	95
5.15.7	Les réseaux d'électricité.....	96
6	Le Plan d'occupation des sols et son bilan	97
7	Les servitudes d'utilité publique.....	99
8	La prise en compte de la loi littoral	100
8.1.1	La bande des 100 mètres	100
8.1.2	Les espaces proches du rivage.....	101
8.1.3	Les espaces remarquables et les coupures d'urbanisation	102
8.1.4	La capacité d'accueil	103
8.1.5	Les voies nouvelles	106
9	motivations et justifications des choix retenus au regard du DIAGNOSTIC	107
9.1.1	Les constats et les enjeux issus du diagnostic et de l'évaluation environnementale	107
10	Les objectifs, Justifications et motivations des choix retenus.....	115
10.1	Protection des espaces naturels et agricoles et principaux enjeux environnementaux	115
10.2	Gestion économe de l'espace.....	116
10.3	Démographie et logements.....	116
10.4	Développement des activités	117
10.5	Développement des équipements et des infrastructures, objectifs en terme de déplacement ..	118
10.6	La capacité d'accueil	118
10.6.1	La capacité d'accueil du milieu	118
10.6.2	La capacité des réseaux.....	118
10.6.3	Spécifiquement : Le hameau du Manoir et le hameau des Bruyères	119
10.6.4	L'accueil scolaire.....	119
11	L'évaluation des objectifs de développement par usages des sols.....	119
11.1	Usages pour les activités extractives.....	119
11.2	Usages liés aux ressources en eau et maîtrise des pollutions et des nuisances	120
11.3	Usages pour les activités agricoles.....	120
11.4	Usages pour les activités forestières.....	121
11.5	Usages résidentiels et gestion économe de l'espace	121
11.6	Usages pour les activités économiques.....	122
11.7	Usages pour les activités de déplacements.....	122
11.8	Objectifs de protection de l'environnement et usages des espaces naturels	123
11.9	Usages récréatifs et d'animation	124
11.10	Compatibilité avec le SCoT	124
12	La traduction règlementaire des objectifs communaux	124
12.1	Dispositions générales.....	124
12.2	Tableau des surfaces des zones et secteurs	126
12.3	Comparaison POS / PLU : une gestion plus économe de l'espace	126

12.4	Les zones et secteurs	127
12.5	Autres protections et indentifications figurant sur le règlement graphique	128
13	L'évaluation TRI ANNUELLE des objectifs du PLU	129
14	L'ÉVALUATION de l'incidence du projet sur l'environnement tous les 6 ans	129
15	L'analyse des impacts du projet	130
15.1	Les risques naturels.....	130
15.2	La prédisposition aux sites et sols pollués.....	130
15.3	La préservation de l'activité	130
15.4	L'aménagement et structuration du cadre de vie.....	131
15.5	La gestion des déplacements.....	131
15.6	La protection de l'espace naturel et du patrimoine paysager	131
16	L'Évaluation des incidences Natura 2000.....	132
17	La compatibilité avec le SCoT Nord Pays d'Auge	133
18	La définition des mesures dites « compensatoires »	137

INTRODUCTION

Le Plan d'Occupation des Sols initial a été approuvé le 14 décembre 1982. Une première Modification a été approuvée, par délibération du Conseil Municipal, en date du 23 mars 1990. Le document a été révisé et la procédure de Révision a été approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 21 septembre 1992.

Une deuxième Modification a été approuvée le 18 mai 1993 et une troisième le 22 septembre 1998. Une quatrième Modification a été approuvée le 18 novembre 2004. Les Modifications n°1 et n°2 correspondent à des adaptations réglementaires.

Dans la délibération de prescription de la Révision du POS en PLU, en date du 8 février 2011, Monsieur le Maire rappelle que la précédente Révision date de 1992 et, que depuis cette date sont intervenues les lois SRU, UH et Grenelle, l'approbation de la DTA de l'Estuaire de la Seine et celle du SCoT Nord Pays d'Auge.

Il indique que la croissance de la population a été relativement forte depuis 1990 et, que les enjeux de développement et de protection sont particulièrement conséquents sur le territoire communal.

Lors de cette délibération du 8 février 2011, la municipalité a énoncé les objectifs suivants :

- Mettre en conformité le document avec les évolutions normatives, notamment SCoT et Loi Littoral.
- Maîtriser l'urbanisation compte tenu de son développement des dernières années et de la capacité d'accueil.
- Privilégier les nouvelles constructions dans les zones déjà urbanisées.
- Préserver et valoriser le site des Vaches Noires

La délibération du 8 février 2011 a été confortée d'une délibération complémentaire, en date du 10 mai 2011, au sein de laquelle la Commune ajoute, à la liste des Personnes Publiques Associées, la Communauté de Communes de l'Estuaire de la Dives.



Les Vaches Noires

1 METHODE ET RESUME NON-TECHNIQUE

En vertu du 6° du I de l'article R.123-2-1, le rapport environnemental comporte un résumé non-technique des éléments du dossier et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est le principal document d'urbanisme de planification. Il remplace le Plan d'Occupation des Sols (POS).

Le PLU est régi par les dispositions du code de l'urbanisme, essentiellement aux articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'AUBERVILLE fixe les orientations d'aménagement et de développement du territoire pour les 15 prochaines années.

Il doit intégrer plusieurs dispositions supracommunales, notamment les lois Solidarité et Renouvellement Urbain, Urbanisme et Habitat et Engagement National pour l'Environnement et le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Nord Pays d'Auge.

Une PLU littoral est d'office soumis à évaluation environnementale (art.R.121-14, II 2°). Le PLU d'AUBERVILLE intègre une évaluation environnementale qui :

- S'appuie sur une connaissance approfondie et formalisée du territoire par une analyse de l'état initial de l'environnement et de son évolution ;
- Analyse la pertinence des choix effectués en mesurant les impacts et en vérifiant régulièrement la cohérence.
- Informe les citoyens sur les enjeux et les résultats des politiques mises en œuvre.

L'intégration de l'environnement dans un document d'urbanisme est assurée plus efficacement par le respect de quelques principes simples que par la seule accumulation de mesures ponctuelles. Celles-ci sont bien entendu des outils indispensables, mais elles ne peuvent dispenser les auteurs du document d'avoir une vision globale et cohérente des rapports entre l'urbanisme et l'environnement.

Parmi les principes essentiels figurent : l'économie d'espace, la préservation de la frange littorale, la protection des secteurs d'intérêt écologique sous la forme de réseaux continus, la promotion des transports les moins polluants, la préservation de la ressource en eau, la prévention des risques et la recherche permanente d'un moindre impact sur l'environnement.

Une étude¹ de la DREAL est utilisée comme fil conducteur pour l'évaluation environnementale du PLU d'AUBERVILLE. Elle liste les thèmes environnementaux en commençant par l'environnement physique, lequel détermine l'environnement biologique. L'ensemble forme l'environnement naturel qui détermine à son tour, pour une large part, les activités humaines et constitue une ressource à gérer ou un risque avec lequel il convient de composer.

Le rapport fait état des dispositions supracommunales à prendre en compte. Il établit un état initial de l'environnement et un diagnostic territorial. Il présente le projet, les motivations des objectifs et leur traduction réglementaire. Il évalue les incidences du projet sur l'environnement, définit des critères de suivi et des mesures de réduction des incidences.

L'évaluation environnementale et le projet ont été établis conjointement. Les services et les usagers du territoire ont été associés tout au long des études : réunions de travail, réunions publiques, expositions, moments d'échanges et de débats, réunions avec les personnes publiques associées. La concertation est close par la délibération jointe qui en tire le bilan. Les services associés disposent de 3 mois pour donner un avis sur le dossier qui sera ensuite soumis à enquête publique, avant approbation.

AUBERVILLE est une commune littorale et rurale, de 506 habitants² soumise à de forts enjeux environnementaux, patrimoniaux et de risques naturels. Le territoire connaît une forte attractivité résidentielle qui s'est concrétisée aux dépens de certains des enjeux précités.

Le dossier inventorie et rappelle l'ensemble des enjeux. Il dresse un projet, à 15 ans, intégrant les thématiques de protection de l'environnement, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation des potentialités agricoles, de restructuration urbaine, de prise en compte de loi Littoral...

Le projet par sa méthode d'élaboration et son contenu diffère nettement du POS.

Le PLU intègre davantage l'environnement et limite les développements. D'ici 15 ans, il est prévu de porter la population à un maximum de 650 à 700 habitants. Cet objectif correspond à une forte décélération des développements. Ramenée à 10 ans et comparée à la précédente décennie, la croissance démographique est réduite d'environ 78%.

Le projet intègre et organise le potentiel de densification du tissu bâti. La densification est privilégiée, avec les opérations en cours, elles sont suffisantes pour définir un développement pour les 15 ans à venir. En s'organisant en densification, sur des pelouses urbaines banales d'un point de vue environnemental, le projet ne porte pas atteinte à la biodiversité. Bien plus, il la sanctuarise dans le site des Falaises des Vaches Noires, la préserve sur le plateau et retisse des continuités par différentes dispositions.

L'organisation de la densification permet de renforcer le bourg en créant un cœur de bourg avec des vocations spécifiques (commerces, services, offre des logements diversifiée, convivialité...).

L'évaluation environnementale et le diagnostic territorial ont mis en évidence des forts enjeux de protection et la nécessité de penser les développements différemment. Le projet s'y emploie et la traduction réglementaire y correspond.

¹ « L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme », 2007

² Recensement 2012 INSEE

2 PARTICIPATION ET CONCERTATION DU PUBLIC, DES ELUS, DES SERVICES

Les mesures prises pour encourager la participation du public et des élus à la préservation de l'environnement sont les suivantes :

- Mise à disposition des documents d'études
- Mise à disposition d'un cahier pour recevoir les observations des habitants,
- Réunions de travail en commission élargie au Conseil Municipal,
- Réunions avec la municipalité et les personnes publiques associées,
- Réunions avec la municipalité, le SCoT Nord Pays d'Auge et le CAUE
- Réunion publique d'informations et d'échanges
- Temps d'informations et d'échange sous la forme d'une soirée « portes ouvertes »

Durant l'ensemble des réunions les participants ont pu être sensibilisés aux enjeux environnementaux. La diversité de la forme des réunions permet de transmettre un message s'appuyant sur des supports pédagogiques variés.

AUBERVILLE - Plan Local d'Urbanisme 700 habitants prévus à l'horizon 2030

■ La mairie d'Auberville a organisé une soirée dite portes ouvertes dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. Une soirée à laquelle se sont rendus de nombreux habitants.

Après celle de mars 2013, il s'agissait de la deuxième réunion de concertation. « A chaque étape importante du dossier, nous avons décidé d'associer les habitants », indique le maire Antoine Grieu. Les habitants ont ainsi pu découvrir, en toute liberté, tous les documents écrits, les graphiques, le projet de zonage et la partie réglementaire. Par ailleurs « un cahier de doléances a été mis à disposition ». Les personnes qui le souhaitent pouvaient y inscrire leurs remarques éventuelles. Ce même cahier est également disponible à la mairie, ainsi que tous les documents. Il suffit de se déplacer aux jours et heures d'ouverture de la mairie pour les consulter.

Développement raisonnable

Le conseil municipal a mandaté Olivier Laurent, urbaniste au sein de la société AménaGéo, pour réaliser un PLU



Olivier Laurent et l'ensemble du conseil municipal étaient présents pour répondre aux différentes questions des habitants.

intégrant les enjeux du Grenelle de l'Environnement et les orientations du SCoT Nord Pays d'Auge, à savoir : protéger les espaces naturels et agricoles, mettre un coup d'arrêt à l'étalement urbain, gérer et organiser le potentiel de densification du tissu urbain, structurer un réel centre bourg autour d'une place publique, développer l'offre en commerces et services de proximité, encourager la convivialité par des

équipements communaux complémentaires, ou encore proposer de nouveaux chemins pour parcourir la commune de façon sécurisée.

« Le PLU intègre une évaluation environnementale et le conseil municipal a décidé de placer la protection de la nature et de la biodiversité au cœur du projet », souligne le maire et de préciser « afin d'organiser un développement plus raisonnable et modéré, en 2030, il est

prévu que la population n'excèdera pas 650 à 700 habitants ». Il faut savoir que la population aujourd'hui représente environ 500 personnes.

Sur le plan calendaire, le projet sera arrêté au printemps et le bilan de concertation sera établi en même temps. Une enquête publique aura lieu avant l'été 2014, après quoi le document pourra être approuvé par le conseil municipal.



3 ARTICULATION DU PLAN AVEC LES DISPOSITIONS SUPRACOMMUNALES

3.1 LES DISPOSITIONS NATIONALES

La loi n°2000/1208 du 13 décembre 2000 dite « loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU), modifiée par la loi du 2 juillet 2003 dite Urbanisme et Habitat (UH), a adapté le Code de l'Urbanisme pour permettre d'élaborer des documents mettant en cohérence les différentes politiques (urbanisme, habitat, déplacements, implantations commerciales...

Dans ce contexte juridique, le PLU constitue un document stratégique et opérationnel qui doit exprimer le projet de la commune.

Élaboré à l'issue d'un diagnostic, il doit exprimer le projet d'aménagement et de développement durables de la collectivité en respectant les principes de développement durable définis aux articles L.110 et L.121-1 du code de l'urbanisme.

« L'urgence écologique » avec le changement climatique, la perte de la biodiversité, la surconsommation d'espace et des ressources énergétiques, a conduit le législateur, par les lois Grenelle 1 (loi de programmation du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement) et Grenelle 2 (loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement) à compléter et renforcer les objectifs de développement durable s'imposant aux documents d'urbanisme :

Article L.110 du code de l'urbanisme modifié par la loi du 3 août 2009 :

« (...) Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par sa conservation, la restauration ou la création de continuités écologiques, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la

demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement. ».

Article L.121-1 du code de l'urbanisme modifié par la loi du 12 juillet 2010 :

« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° - L'équilibre entre :

Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la mise en valeur des entrées de ville et le développement rural ;

L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et, la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

2° - La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, des obligations de diminution de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° - La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des

continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

La loi « Grenelle 2 » et son décret d'application du 29 février 2012 contiennent les principales dispositions suivantes en matière de PLU :

L'affirmation du caractère programmatique du PLU.

Le champ des orientations générales définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) est élargi : outre l'aménagement et l'urbanisme, sont désormais visés : les politiques d'équipement, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques, l'habitat, les transports et déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs. Le PADD doit également fixer explicitement les objectifs de modération de la consommation de l'espace et de la lutte contre l'étalement urbain.

Des orientations d'aménagement et de programmation « aménagement » sont obligatoires et ne se réfèrent pas nécessairement à un secteur géographique, à la différence des orientations d'aménagement des Lois SRU et UH. Elles peuvent porter sur les actions et opérations nécessaires à la mise en valeur de l'environnement, du paysage, des entrées de villes et du patrimoine, à la lutte contre l'insalubrité et au renouvellement urbain.

La priorité donnée à la gestion économe de l'espace et la densification

Le rapport de présentation doit présenter une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et justifier les objectifs du PADD de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain au vu de l'analyse du diagnostic et au regard du SCoT le cas échéant. Le rapport doit également préciser les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application des plans à 3 ans (en matière de logements, d'échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation des zones AU, de

réalisation des équipements correspondants, de dépassement des règles) et à 6 ans pour les PLU soumis à évaluation environnementale (en matière d'environnement, de maîtrise de la consommation d'espace).

Les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement peuvent prévoir une densité minimale de construction dans les secteurs situés à proximité des transports collectifs existants ou programmés.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les PLU devront prendre en compte les futurs « schémas de cohérence écologique » (trames vertes et bleues) et « plans territoriaux pour le climat ».

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent imposer dans les secteurs ouverts à l'urbanisation des règles de performances énergétiques et environnementales renforcées ou des critères de qualités renforcés en matière d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques.

Le règlement doit tenir compte de la redéfinition de la constructibilité en zone agricole (A) et naturelle (N) (cf. article R.123-7 et R.123-8 du code de l'urbanisme).

Les documents graphiques du règlement font apparaître, s'il y a lieu, les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue.

Par ailleurs, Monsieur le Préfet indique que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) doit être compatible avec :

Le SDAGE Seine Normandie, en application de l'article L.212-1 du Code de l'Environnement.

Les orientations de la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) de l'Estuaire de la Seine approuvée le 10 juillet 2006, par application de l'article L.111-1-1 du Code de l'Urbanisme.

Le SCoT Nord Pays d'Auge, conformément à l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme.

3.2 LES DISPOSITIONS DU SDAGE SEINE NORMANDIE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification qui fixe, pour une période de six ans, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux (article L.212-1 du code de l'environnement) à atteindre dans le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands.

Ce plan de gestion est accompagné d'un programme de mesures, qui énonce les actions pertinentes, en nature et en ampleur, pour permettre l'atteinte des objectifs fixés.

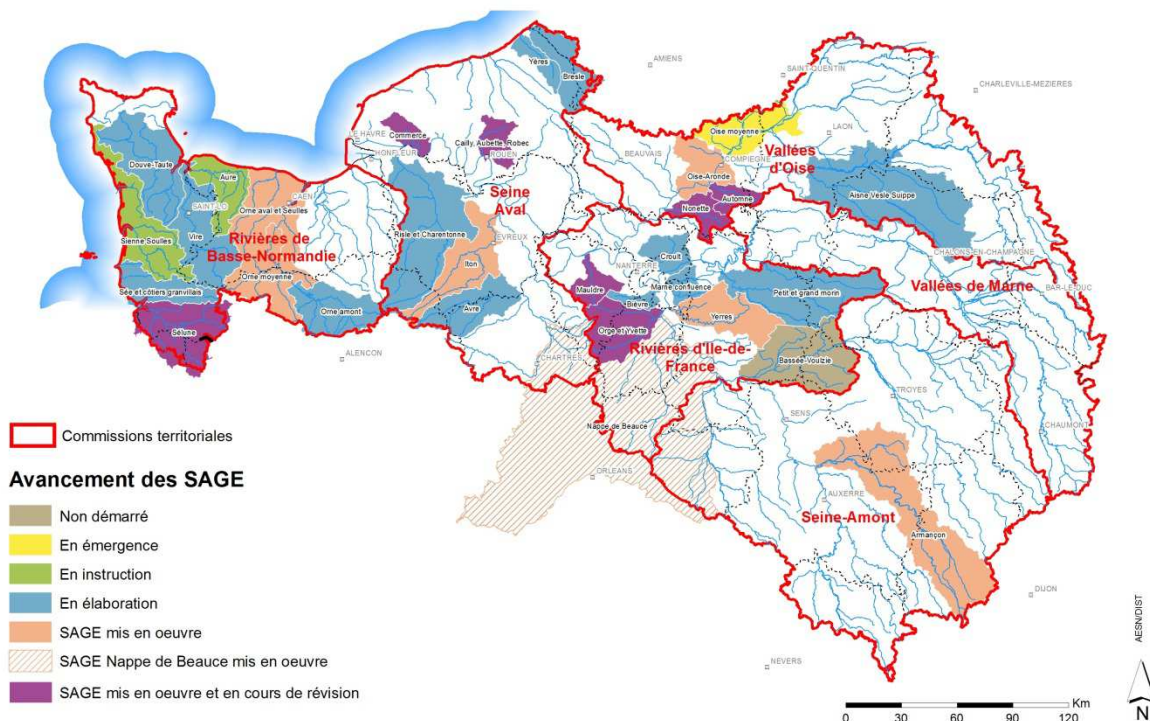
Table des dispositions en lien avec le Littoral :

liste non-exhaustive

- Privilégier les mesures alternatives et le recyclage des eaux pluviales.
- Préserver les espaces à haute valeur patrimoniale et environnementale.
- Décloisonner les cours d'eau pour améliorer la continuité écologique.
- Protéger les zones humides par les documents d'urbanisme.
- Prendre en compte les zones inondables dans les documents d'urbanisme.
- Évaluer les impacts des mesures de protection sur l'aggravation du risque d'inondation et adapter les règles d'urbanisme en conséquence.

Avancement des SAGE dans le bassin Seine et cours d'eau côtiers normands

Situation au 1 août 2013



Carte de l'état d'avancement des SAGE - www.eau-seine-normandie.fr

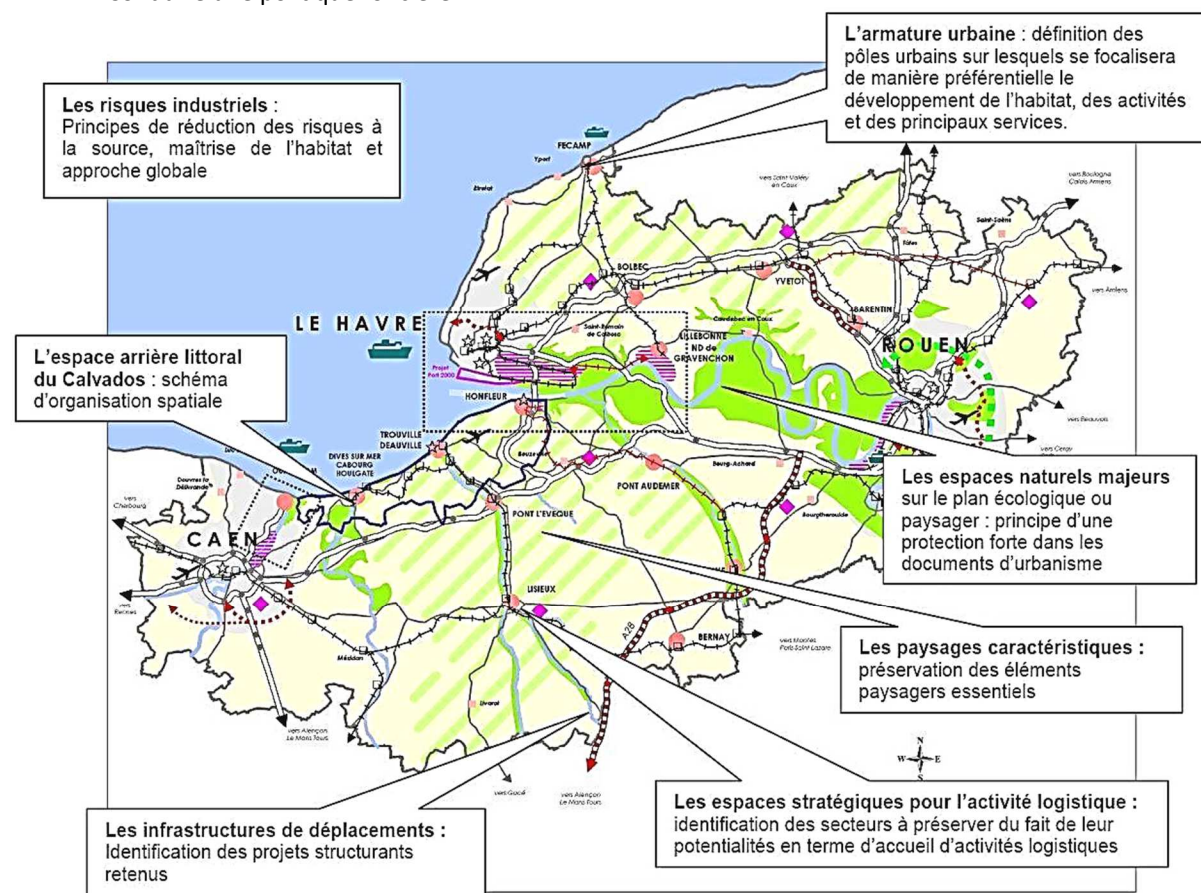
3.3 L'ABSENCE DE SAGE

Il n'existe pas à l'heure actuelle de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) sur le territoire d'étude. En cas d'approbation d'un SAGE postérieurement à l'élaboration du PLU, ce dernier devra être rendu compatible dans un délai de 3 ans, conformément à l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme.

3.4 LES DISPOSITIONS DE LA DTA

La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) de l'Estuaire de la Seine a été approuvée le 10 juillet 2006. Les orientations générales pour le secteur concerné font état d'une préservation des éléments paysagers essentiels. Les objectifs ainsi que les orientations de la DTA sont intégrés dans le Schéma de Cohérence Territoriale du Nord Pays d'Auge. Quelques objectifs sont listés ci-dessous de manière non-exhaustive :

- Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel et les paysages.
- Prendre en compte les risques.
- Mettre en valeur les grands ensembles naturels et paysagers caractéristiques de la Normandie.
- Ménager l'espace en promouvant des politiques d'aménagement tournées vers des politiques de renouvellement urbain.
- Améliorer les échanges et déplacements de personnes.
- Mettre en valeur les éléments caractéristiques des paysages ruraux normands.
- Prévenir les risques.
- Organiser l'urbanisation.
- Conduire une politique foncière.





Sur la partie est de la Côte Fleurie, la DTA définit que l'urbanisation est importante le long du littoral et interrompue par de vastes espaces naturels. Ceux-ci, les Vaches Noires et les Roches Noires par exemple, outre leur propre valeur patrimoniale, empêchent le développement d'une urbanisation trop linéaire le long de la mer.

Par ailleurs, l'attractivité touristique alliée au développement des villes a pour effet de renforcer la pression résidentielle au bord de la mer mais aussi sur les espaces de l'arrière-pays du littoral. Ceux-ci correspondent à des espaces qui, bien qu'en retrait du littoral, en subissent l'attractivité sans relever de l'application de la loi Littoral, dès lors que les communes concernées ne jouxtent pas le rivage. Bien que plusieurs secteurs du territoire de la DTA soient concernés par la pression de l'urbanisation, il s'agit essentiellement de l'arrière-pays des côtes Fleurie et de Grâce jusqu'à l'autoroute A13, où les enjeux communs avec l'espace littoral, en termes de déplacements et d'habitat, sont les plus accentués :

- En termes de déplacements, car les problèmes de congestion de la circulation entre le littoral et l'arrière-pays ainsi que ceux qui se posent en termes de transports en commun et alternatifs sont évidents ;
- En termes d'habitat, notamment en raison du déficit de l'offre de logements pour les actifs qui travaillent sur le littoral et qui sont amenés à résider en arrière-pays.

Dans cet arrière-pays du littoral, la pression du développement est accentuée par le fait que le littoral lui-même ne permet pas, ou plus, pour des raisons de risques naturels, de disponibilité ou de valeur foncières, d'accueillir les besoins du développement urbain.

Sur le littoral du Pays d'Auge, la côte est assez escarpée et les villes alternent avec de grands sites naturels, les falaises des « Roches Noires » et celles des « Vaches Noires » en particulier.

Au contraire des falaises du Pays de Caux, qui constituent presque partout le trait de côte, celles du Pays d'Auge sont plus souvent éloignées du rivage. Cette situation a contribué à la formation de zones humides enfermées entre le pied des falaises et le cordon dunaire du trait de côte. Ces espaces de grande richesse écologique, la zone humide de Pennedepie par exemple, figurent parmi les éléments les plus remarquables du littoral du Pays d'Auge.

Les villes balnéaires de la Côte Fleurie constituent en elles-mêmes un des éléments caractéristiques de cette partie du littoral. Le caractère particulier des stations balnéaires normandes est dû à un ensemble de facteurs parmi lesquels :

- l'architecture de beaucoup de constructions, datant du second empire ou du début de ce siècle et/ou de style anglo-normand ;
- les rapports de la ville à la mer qui ont laissé la place à des espaces libres entre l'urbain et le rivage ;
- une relative anthropisation des plages qui trouve son expression avec les cabines de plages et les planchers, ou « planches », posés sur le sable.

3.4.1 Les espaces de l'arrière-pays littoral :

Compte tenu de la pression urbaine générée notamment par le développement touristique sur le littoral et son proche arrière-pays, dans la partie bas-normande du territoire de la DTA, il est nécessaire qu'un projet global pour l'organisation du développement et la gestion économe des espaces soit pensé sur le très long terme et sur l'ensemble de ces territoires.

Le territoire d'AUBERVILLE est dans son ensemble concerné par ces dispositions.

3.4.2 Les espaces remarquables du littoral

Les espaces concernés par la protection édictée à l'article L.146-6 du code de l'urbanisme doivent présenter un intérêt majeur : « ... *un site ou un paysage remarquable ou caractéristique du patrimoine naturel et culturel du littoral, ... sont nécessaires au maintien des équilibres biologiques ou présentent un intérêt écologique.* ».

Les falaises des Vaches Noires sont classées espaces remarquables.

3.4.3 Les coupures d'urbanisation

Les coupures d'urbanisation prévues à l'article L.146-2 dernier alinéa du code de l'urbanisme ont pour fonction d'éviter la banalisation des espaces urbains qui se développeraient de manière linéaire et continue tout le long de la côte. C'est pourquoi les coupures d'urbanisation à préserver qui sont indiquées sur la carte « littoral » par des flèches de couleur verte sont perpendiculaires au rivage. Partant de celui-ci, ces coupures peuvent se prolonger au-delà des espaces proches du rivage, permettant ainsi de préserver des espaces libres de dimension significative qui prolongent les espaces naturels de l'arrière-pays jusqu'à la mer. De plus, la préservation de ces espaces n'exclut pas la possibilité dans les SCOT et dans les PLU de prévoir d'autres coupures de dimension plus restreinte, qui correspondraient davantage à des espaces d'aération des tissus urbains qu'à des coupures structurantes pour l'urbanisation littorale.

La Commune est incluse dans une coupure d'urbanisation. Sur le littoral du Calvados, en particulier sur la Côte Fleurie et sur la Côte de Nacre, le principe général consiste à préserver les espaces naturels qui demeurent au sein de l'urbanisation linéaire.

3.4.4 Les espaces proches du rivage

La mer n'est pas perceptible à l'arrière des falaises des Vaches Noires. Aussi la délimitation des espaces proches du rivage ne doit pas seulement prendre en compte les relations visuelles. Le long de la côte, où le relief est plat, la délimitation des espaces proches du rivage se fonde davantage sur les relations visuelles. La voie communale Blandin détermine une limite avec au nord l'essentiel des activités touristiques.



En dehors des espaces protégés au titre des orientations de la DTA et des modalités d'application de la Loi Littoral, trois catégories d'espaces peuvent être définies dans les espaces proches du rivage :

Les espaces sensibles

Dans les espaces sensibles, en très grande partie urbanisés, les évolutions de l'urbanisation devront se faire en préservant le patrimoine architectural et urbain.

Cette catégorie d'espaces concerne les secteurs de front de mer issus du XIX^{ème} ou du début du XX^{ème} siècle, où le caractère patrimonial des constructions et de l'urbanisation nécessitent que leurs grandes caractéristiques soient préservées, ainsi que les ZPPAUP (CABOURG, BERNIERES SUR MER, etc.) et autres secteurs protégés. En outre, dans un certain nombre de villes littorales, les constructions sont implantées en retrait du front de mer, maintenant ainsi des espaces libres entre le rivage et l'urbanisation.

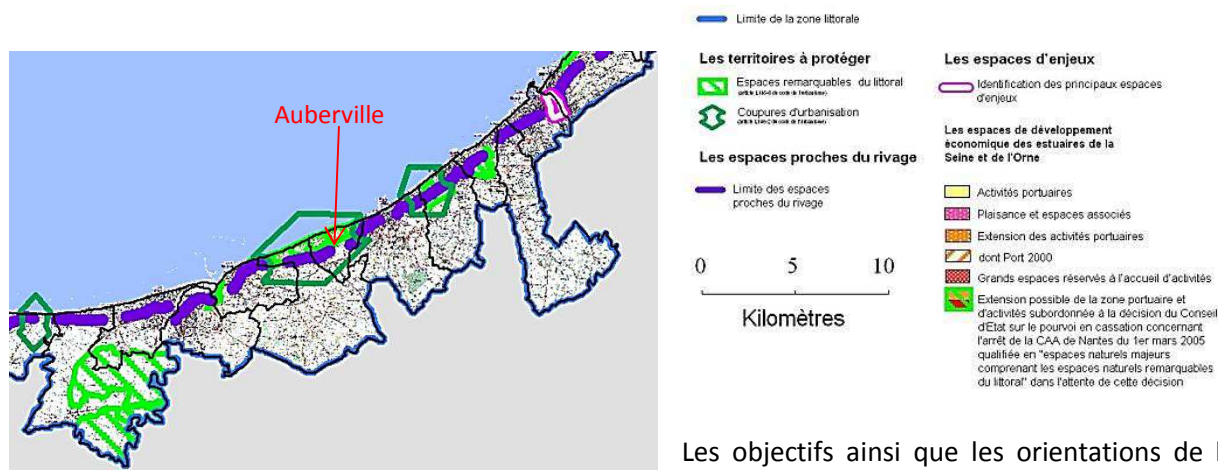
Cette organisation urbaine est caractéristique de nombreuses stations balnéaires normandes. Elle permet le maintien d'espaces publics le long du rivage et la préservation des perspectives. Ces espaces enserlés dans les villes doivent être maintenus en espaces libres, ce qui n'exclut pas qu'ils puissent être aménagés pour l'accueil et la fréquentation du public, les constructions devant y être limitées aux besoins liés à la proximité des plages.

Les secteurs d'enjeux pour le développement

Ces secteurs sont appréciés à l'échelle de leur territoire de référence : le territoire de la DTA. Cette catégorie d'espaces ne concerne pas AUBERVILLE.

Les autres espaces

Dans les autres espaces, l'extension de l'urbanisation ne représente pas d'enjeux forts en termes de protection des paysages littoraux. Elle doit, cependant, être appréciée au regard des besoins de fonctionnement, de développement et d'organisation urbaine. Dans les espaces déjà urbanisés de ces villes ou villages et en continuité immédiate de leur tissu urbain, des opérations de restructuration, de réhabilitation, de rénovation urbaine ainsi que d'extension doivent permettre d'assurer le renouvellement urbain, la diversité de l'habitat, ainsi que la limitation des déplacements en urbanisant de préférence les espaces les mieux desservis. Les Espaces Proches du Rivages sur la Commune correspondent la 3^{ème} catégorie : autres espaces.



Les objectifs ainsi que les orientations de la DTA sont intégrés dans le projet de Schéma de cohérence territoriale.

3.5 LES DISPOSITIONS DU SCOT NORD PAYS D'AUGE

Par arrêté préfectoral en date du 28 octobre 2002, AUBERVILLE a été intégrée dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) pour le Nord Pays d'Auge.

Le SCoT a été approuvé le 15 décembre 2007. Il fixe dans son PADD, dans son document d'orientation générale, les objectifs suivants :

1. L'environnement, composante du développement

Les grandes orientations d'aménagement :

- Assurer la conservation des espaces naturels d'exception dans un objectif de mise en valeur patrimoniale des sites et de développement de l'attractivité et de l'animation du territoire.
- Améliorer les fonctionnalités écologique et hydraulique des zones humides ainsi que de l'ensemble des éléments du réseau hydrographique dans le cadre d'une gestion cohérente des secteurs amont et aval du territoire.
- Favoriser la préservation des boisements et l'établissement de continuités écologiques entre les différents espaces.
- Soutenir la diversité des milieux environnementaux caractéristique du Nord Pays d'Auge et développer la variété des composantes naturelles dans les espaces périurbains et urbains.

Ainsi, ces niveaux de gestion constituent la formalisation, à l'échelle du Nord Pays d'Auge, de la cohérence fonctionnelle qui est recherchée du point de vue écologique.

Les grands principes de maîtrise de l'urbanisation : Le développement urbain tendra à ne pas constituer une extension des zones bâties, sans avoir étudié au préalable les capacités éventuelles des zones urbaines existantes qui pourraient recevoir ce développement. Il s'effectuera, lorsque cela sera possible, en dehors des espaces médians identifiés au SCoT.

L'extension urbaine sera mesurée à la proportion des espaces bâties qu'elle étend. Elle ne devra pas tendre à agglomérer des espaces bâtis de façon diffuse et visera à conserver et à améliorer l'organisation de l'urbanisation générale du territoire en :

- Favorisant le regroupement du bâti de façon structurée autour d'un point de centralité (favoriser la constitution de limites urbaines lisibles),
- Limitant la formation de zones bâties linéaires continues le long des voies en dehors des zones urbaines agglomérées et de leur proximité immédiate,
- Limitant la densification des espaces pavillonnaires de grande taille et urbanisés de façon diffuse. La taille de ces zones pavillonnaires s'appréciera par rapport aux sites urbains traditionnels et aux centralités urbaines de la commune concernée.

L'extension urbaine recherchera à :

- ne pas compromettre les continuités naturelles entre les boisements principaux,
- favoriser la conservation des éléments caractéristiques du territoire tels que les haies bocagères, les canaux, les talus plantés; les ouvrages hydrauliques isolés comme les mares...,
- ne pas altérer de façon notable les grandes orientations d'écoulement des eaux superficielles et à conserver libres de constructions les abords immédiats des cours d'eau,

- ne pas compromettre l'accès aux terres agricoles.
- Les zones bâties veilleront à se doter d'un assainissement de qualité ainsi que d'une gestion des eaux pluviales efficace et limitant autant que possible les rejets dans les cours d'eau.

2. L'habitat, vecteur du développement

Les grandes orientations suivantes seront abordées :

- Diversifier l'offre d'habitat.
- Favoriser le renouvellement et l'optimisation du tissu urbain par un renforcement des bourgs.
- Développer prioritairement les extensions urbaines en priorité en continuité des bourgs et enrayer la généralisation de l'urbanisation en diffus.
- Créer le cas échéant de nouveaux hameaux qualitatifs.
- Prendre en compte la morphologie de l'existant pour organiser, selon les cas, la densification ou la dédensification progressive.
- Généraliser l'urbanisme de projet et favoriser la réalisation de nouvelles urbanisations dans le cadre de projets d'aménagement d'ensemble.
- Prendre en compte les typicités architecturales et paysagères pour éviter la banalisation des espaces bâtis.
- Concilier habitat et énergies renouvelables.
- Limiter et encadrer l'implantation des Habitations Légères de Loisirs (HLL).
- Le SCot prévoit une création maximum de 140 nouveaux logements par an sur la CCED. La Commune ne pourra intégrer qu'une partie de ce potentiel.

3. Les paysages, infrastructures du développement

- Favoriser la mise en œuvre de coupures d'urbanisation.
- Favoriser la mise en place de cônes de vue notamment au niveau du littoral, des lignes de crêtes, des plateaux et des marais.
- Valoriser les entrées de villes.
- Traiter les franges urbaines en définissant des limites nettes entre d'une part les espaces urbains et d'autre part les espaces agricoles et naturels.
- Insérer l'urbanisation avec qualité dans son environnement topographique.
- Préserver et valoriser le patrimoine bâti.
- Limiter et encadrer l'implantation des Habitations Légères de Loisirs (HLL).

4. Les activités économiques et commerciales

Le détail de la vocation des zones définies par le SCot (littoral, rétro-littoral, arrière-pays) a éclairé les modes de localisation des différents types de surfaces à vocation économique, qui ont été hiérarchisées selon cinq typologies :

- Les zones d'activités artisanales, qui ont vocation à être réalisées dans le rétro-littoral et l'arrière-pays, et, sous certaines conditions, sur le littoral.
- Les parcs d'activité "high-tech" qui ont vocation à être édifiés du rétro-littoral à l'arrière-pays.
- Les parcs d'activité à grande capacité, qui ont vocation à être créés sur les échangeurs et diffuseurs de l'A13.
- Les parcs d'activités des centres urbains de l'arrière-pays.
- Les pôles industriels, tertiaires, et/ou portuaires et logistiques de Dives sur Mer et de Honfleur, qui constituent l'armature industrielle du Nord Pays d'Auge et qui ont vocation à être confortés et, pour celui de Honfleur, étendus de manière très importante.

5. La prévention des risques

L'information sur les risques et les aléas prend pour base de multiples sources documentaires et travaux de recherche dont la précision et l'exhaustivité sont très hétérogènes.

6. La gestion des ressources

- Poursuivre la sécurisation de l'alimentation en eau potable
- Favoriser l'amélioration des rendements des unités de gestion de l'eau.
- Améliorer la protection des captages en eau potable.
- Promouvoir, particulièrement dans les parcs d'activités, les dispositifs individuels ou collectifs de collecte et de réutilisation des eaux pluviales.
- Poursuivre l'amélioration des réseaux et des dispositifs d'assainissement, collectifs ou non.
- Favoriser la mise en œuvre de mesures limitant les phénomènes de ruissellement et la diffusion des pollutions dans le milieu courant et les zones humides.
- Favoriser un usage rationnel des phytosanitaires et promouvoir des modalités alternatives au désherbage chimique (collectivités, agriculteurs, particuliers ...).

Spécifiquement, l'espace littoral dans lequel se situe la Commune :

Le littoral, lieu principal de l'urbanisation du Nord Pays d'Auge jusqu'ici, a « porté » le développement de tout le Pays depuis plus d'un siècle. Si le mode de développement qui l'a caractérisé ne peut plus être poursuivi sans de graves risques, il n'en reste pas moins que cet espace singulier à vocation à poursuivre son développement, mais de façon nouvelle et plus économe de ressources de toute nature (environnementales, naturelles, agricoles, etc...). L'ère du développement extensif du littoral s'achève. Celle du développement qualitatif et d'une « intensité intérieure » doit se conforter.

Le caractère urbain et touristique de ce secteur doit encore s'affirmer, dans une recherche de valorisation des espaces actuellement bâtis, et d'une amélioration de leur richesse en emplois et en emplois qualifiés. Cette évolution est en effet rendue possible par une collaboration avec les espaces du périmètre du SCoT situés plus au sud, offrant au littoral la possibilité de concilier un développement et une urbanisation qui sont limités par le manque de place disponible et par la volonté de préserver les espaces non construits, notamment lorsqu'ils possèdent une valeur naturelle agricole ou récréative. De plus, les réalités du littoral conduisent à la nécessité d'une intervention de détails, puisqu'en outre sa vocation touristique et tertiaire, ce territoire est

également le lieu d'implantation, à ses deux extrémités, des pôles industriels et/ou portuaires majeurs du Nord Pays d'Auge, à DIVES et HONFLEUR.

Le littoral appelle donc une programmation fine prenant en compte : le renouvellement urbain des stations balnéaires, dans une optique de développement touristique, commercial et tertiaire qualitatif ne conduisant pas à aggraver la pression pesant sur cet espace sensible, et respectant ses éléments architecturaux et urbains caractéristiques, sans pour autant prohiber l'irruption de la modernité qui peut être un des vecteurs du renouvellement souhaité. De ce point de vue, autant l'émergence d'une identité touristique « Nord Pays d'Auge » est une nécessité supposant de fortes coopérations entre communes littorales, autant les moyens du développement de chaque station peuvent être particuliers dans l'objectif d'une affirmation de leur spécificité ou même de leur différence, le positionnement global devant cependant, tendre à privilégier les produits touristiques d'excellence. La nécessité de la limitation de l'urbanisation nouvelle, en continuité immédiate des urbanisations existantes.

Les opérations de renouvellement, de rénovation, de réhabilitation et de restructuration urbaine doivent, dans tous les cas, être entreprises sur le littoral prioritairement à toute extension. Cette extension doit être justifiée, en outre, par la nécessité d'une amélioration du fonctionnement urbain et le besoin de développement du logement dans sa diversité, des services et par l'intérêt d'une limitation des déplacements domicile-travail. Les urbanisations à destination touristique qui ne trouveraient pas la place nécessaire dans le renouvellement urbain ou l'extension limitée à proximité du littoral ont vocation à être réalisées, non dans les espaces immédiatement situés en-deçà du littoral, mais dans le rétro-littoral ou dans l'arrière-pays. La préservation des qualités intrinsèques du littoral exige dans tous les cas :

- De préserver des coupures d'urbanisation permettant des percées visuelles, des accès et des corridors écologiques vers le front de mer,
- De valoriser les points de vue existants sur le littoral,
- D'interdire la mise en place d'aires de camping, caravanning et habitations légères de loisir dans des secteurs qui interagissent avec les espaces naturels.

L'agriculture, globalement en difficulté dans la zone littorale, doit être préservée, ce qui implique la possibilité d'autoriser, en-dehors des espaces proches du rivage au sens de la Loi littoral, des constructions dispersées dans le cas, uniquement, de bâtiments utilisés pour l'activité agricole ou hippique et les activités annexes de tourisme liées aux activités agricoles ou hippiques dans les conditions des 1^{er} et 3^{ème} Alinéas de l'article L.146-4 du code de l'urbanisme. Ces dispositions ne sont pas applicables à certains espaces compte-tenu de leur caractère stratégique à l'échelle du Nord Pays d'Auge ou dans certains cas, à une échelle plus grande encore. Il s'agit : des espaces de développement économique liés aux activités portuaires, para-portuaires et industrielles à HONFLEUR, qui constituent le pendant sud de l'opération d'intérêt national de « Port 2000 » au Havre et notamment du parc d'activités « Honfleur-Calvados », dont la réussite est un des grands enjeux du TERRITOIRE et qui doit pouvoir assurer sa pleine réalisation dans les conditions prévues par la DTA. de l'Estuaire de la Seine.

Les espaces remarquables du littoral et les coupures d'urbanisation, identifiés dans la DTA., comportent des prescriptions particulières avec lesquelles le SCOT est compatible; il appartiendra aux PLU des communes concernées, le cas échéant, d'en préciser les limites et d'en apprécier les moyens, conformes à la Loi littoral et à la DTA., permettant d'en faciliter la fréquentation par le public. Il en va de même pour les espaces sensibles énumérés dans la DTA (ZPPAUP, etc...) où des dispositions spécifiques s'appliquent, notamment en ce qui concerne la préservation des caractéristiques des ensembles urbains et le maintien du recul des constructions face au rivage. Il y a lieu de noter que le littoral, tel que défini dans le SCOT, comprend la totalité des espaces proches du

rivage cartographiés dans la DTA. Les espaces de l'arrière-littoral calvadosien identifiés dans la DTA présentent une limite différente, quelquefois en-deçà et quelquefois au-delà du littoral tel que défini dans le SCOT. Mais, pour l'essentiel, les prescriptions édictées par la DTA sont comprises dans celles déterminées par le SCOT dans le littoral, bien que naturellement, elles restent valides dans tous les cas et notamment pour les espaces situés dans le rétro-littoral au sens du SCOT.

Les espaces utilisés dans le présent document du SCOT (littoral, rétro-littoral, arrière-pays) ont été conçus pour faciliter la compréhension et pour marquer fortement les orientations fondamentales de redéploiement du SCOT. Leurs limites n'ont pas vocation à être lues « à la parcelle » et les orientations que ces espaces comportent, ont une portée générale ; que les PLU et cartes communales, le cas échéant, pourront préciser aussi finement que possible en application du « principe de subsidiarité » qui gouverne les rapports SCOT/PLU.

3.6 LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ÉCOLOGIQUE

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) identifie que de nombreux habitats naturels ont régressé ou ont été détruits, en raison surtout de l'artificialisation des terres liée à l'urbanisation. Celle-ci s'est accrue de plus de 10% entre 1993 et 2003, et plus particulièrement sur le littoral.

Dans le même temps, certains espaces agricoles, considérés comme peu productifs, sont menacés par l'abandon, ce qui constitue aussi une menace pour le maintien des richesses naturelles qu'ils recèlent, en particulier dans les milieux fragiles telles que les zones humides. Les méthodes culturales ont en effet organisé l'espace dans la région et contribué à diversifier les milieux voire à les maintenir en état d'équilibre. Il en est ainsi par exemple de certaines grandes zones humides, des grandes pelouses calcaires ou bien encore de grandes landes.

Les principaux types de continuités écologiques de Basse-Normandie sont imbriqués, dans un système relativement préservé.

Le principal réseau écologique régional structurant est le réseau de milieux aquatiques et humides (ou Trame Bleue), qui inclut les rivières, leurs lits et leurs marges de divagations (méandres, zones naturelles inondables). Il met en connexion, de l'amont à l'aval, les sources, jusqu'aux marais littoraux et aux estuaires.

On peut également évoquer le réseau bocager et forestier qui, partant des grandes zones que sont les massifs forestiers de l'Orne et du sud Manche, se diffuse sur tout le territoire par les haies et bosquets. Un réseau herbacé diffus est, par ailleurs, relayé par les prairies, les talus et les bords de routes herbeux. Il est sans doute très lié au réseau agricole extensif incluant les lisières.

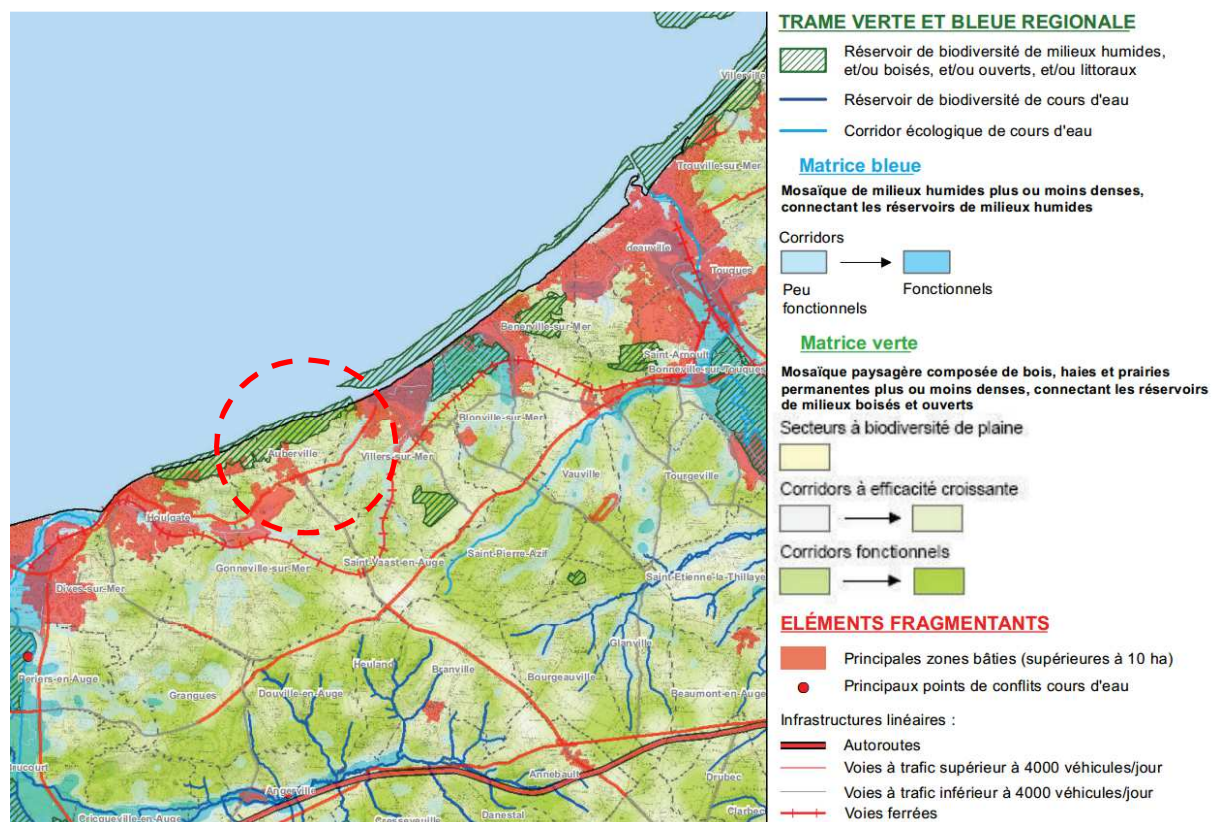
Ces réseaux se composent et se structurent localement autour d'habitats naturels qui sont tous plus ou moins influencés par l'homme.

Or, une augmentation de la fragmentation et du mitage des paysages naturels est constatée à l'échelle régionale. Cela a une incidence négative directe sur les possibilités d'échanges entre milieux, pour le déplacement et la dissémination des espèces, et sur la qualité et la stabilité d'ensemble du système.

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique met en évidence les principaux enjeux suivants :

- Caractériser l'intérêt écologique de secteurs potentiellement riches en éléments favorables aux habitats et aux espèces,
- Limiter les impacts sur les habitats et espèces dits patrimoniaux ;

- Éviter les impacts sur les réservoirs de biodiversité ;
- Maintenir les actions de gestion au sein des réservoirs identifiés en bon état de conservation ;
- Limiter la fragilisation des continuités écologiques terrestres faiblement fonctionnelles ;
- Maintenir un bocage fonctionnel compatible avec l'agriculture d'aujourd'hui et de demain, grâce à un accompagnement et une gestion adaptée ;
- Maintien de la fonctionnalité des espaces boisés ;
- Préserver de l'urbanisation les espaces littoraux non encore bâtis.



L'extrait de plan ci-dessus met en évidence le réservoir de biodiversité constitué par le site des Falaises des Vaches Noires et les éléments fragmentant que sont les zones bâties et la RD 513.

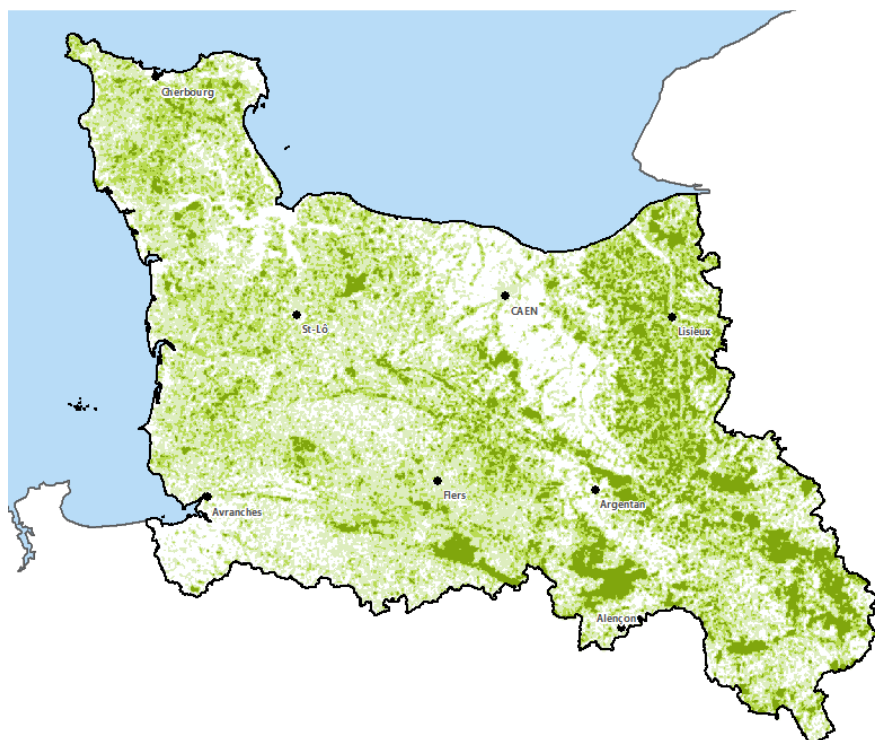
4 LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'ESTUAIRE DE LA DIVES

La Commune d'AUBERVILLE est membre de la Communauté de Communes de l'Estuaire de la Dives (CCED) qui réunit six communes : AUBERVILLE, CABOURG, DIVES-SUR-MER, GONNEVILLE-SUR-MER, HOULGATE et VARAVILLE. Les six Communes ont transféré à celle-ci les compétences suivantes :

- l'aménagement de l'espace et l'urbanisme,
- le développement économique et touristique,
- l'assainissement et la gestion des déchets,
- la protection et la mise en valeur de l'environnement,
- la construction, l'entretien et le fonctionnement d'équipements culturels et sportifs,
- la politique du logement et du cadre de vie.

La Communauté de Communes de l'Estuaire de la Dives rassemble 13941 habitants et compte de l'ordre de 26000 habitants avec les résidents secondaires. En période estivale, près de 40 000 usagers sont présents sur le territoire communautaire

SRCE Matrice verte : une mosaïque paysagère composée de bois, haies et prairies permanentes plus ou moins denses



Extrait SRCE

SRCE Matrice bleue : Corridors des cours d'eau, une mosaïque de milieux humides et/ou inondables plus ou moins denses



Extrait SRCE

Rq : Les haies, mares et boisements de la Commune sont protégées par le projet de PLU : haies et mares (L.123-1-5) et boisements (L.130-1).

5 DIAGNOSTIC DE LA SITUATION EXISTANTE



AUBERVILLE est une Commune de la Côte Fleurie. Elle borde la Manche avec 2,1 km de façade littorale constituant le site exceptionnel des falaises argileuses des Vaches Noires. Elle fait partie de la Communauté de Communes de l'Estuaire de la Dives (CCED) et du SCoT Nord Pays d'Auge.

D'une superficie de 264 hectares, la Commune est limitrophe de VILLERS-SUR-MER et GONNEVILLE SUR MER, elle se trouve à 8 km de CABOURG, 9 km de DEAUVILLE. 9 km la sépare également d'ANNEBAULT et de son échangeur autoroutier (A13). La RD 513 (Est/Ouest) et la RD 163 (Nord-Sud) sont les deux axes routiers structurant la Commune.



Carte Michelin : Géoportail

Le recensement communal de 2012, légal au 1^{er} janvier 2013, fait état de 506 habitants.

La Commune connaît une forte pression foncière, sur une côte où les possibilités de développement se font rares. Elle accueille une population de jeunes couples avec enfants (70 enfants scolarisés pour la plupart à VILLERS-SUR-MER) et de jeunes retraités. AUBERVILLE revêt, de plus en plus, un caractère résidentiel et touristique (camping, centres de vacances, centre équestre). Il n'y plus qu'un seul siège d'exploitation agricole.

5.1 L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

5.1.1 Le relief et la géologie

Le territoire³ s'appuie sur un plateau, reposant sur des argiles à silex. Il avoisine une altitude de 130 mètres et occupe l'essentiel du relief communal. Au Nord, il s'abaisse vers la mer via les falaises des Vaches Noires, en 800 mètres linéaires N/S (largeur des falaises), par des pentes supérieures à 15%.

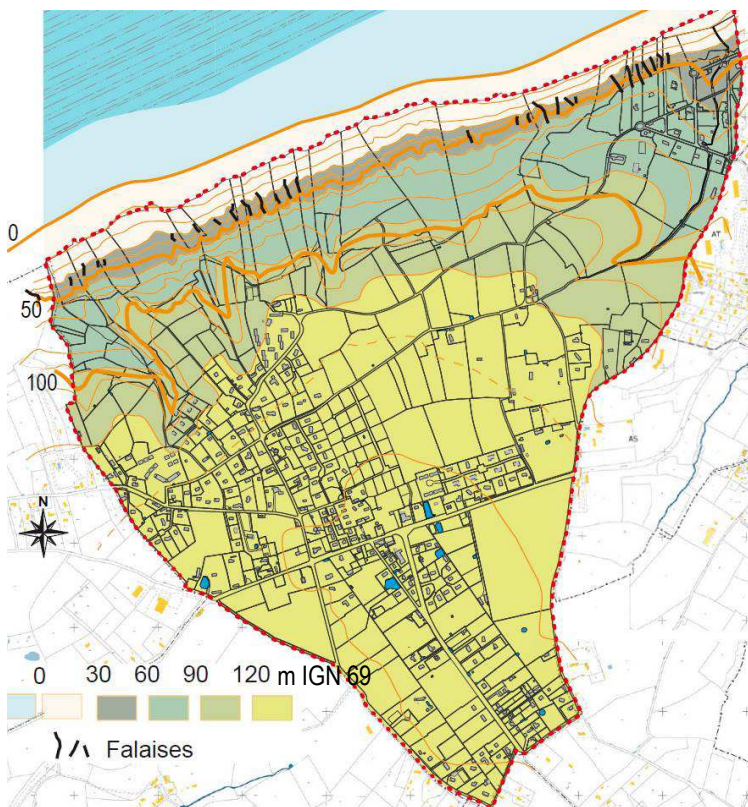
Au Nord-Est, la vallée de la Sente du Ravin incise le plateau. Au Nord, il s'abaisse jusqu'au niveau de la mer, en constituant les fameuses Falaises des Vaches Noires classées au patrimoine géologique national, intérêt patrimonial ***, référence du site : BNO0363. L'arrêté préfectoral du 20 octobre 1952 interdit l'extraction de matériaux sur les côtes du Calvados. Le site appartient à l'espace naturel sensible "Falaises des Vaches Noires" du département du Calvados.

Stratigraphie : Les Vaches Noires constituent la coupe stratigraphique de référence pour le Jurassique moyen à supérieur de l'Ouest du Bassin parisien. Site très riche en fossiles stratigraphiques bien conservés.

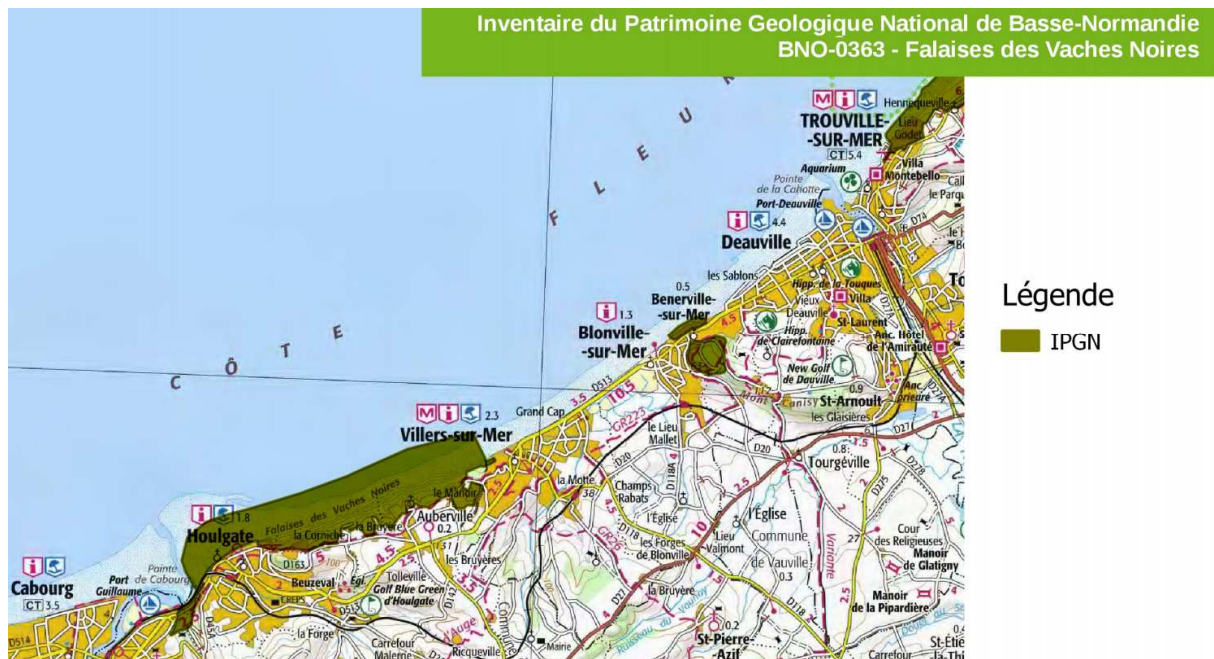
Géomorphologie : Morphologie de "bad-lands" liée à de nombreux phénomènes d'érosion actuelle qui en fait un laboratoire de terrain exceptionnel.

Paléontologie : Ammonites pyritisées exceptionnelles du Callovien supérieur et de l'Oxfordien inférieur présentes dans les collections du monde entier. Nombreux fossiles d'invertébrés et de vertébrés du Callovien supérieur, de l'Oxfordien inférieur et du Crétacé inférieur. Faune d'oursins de l'Oxfordien moyen.

Sédimentologie : Passage progressif d'un environnement de vasière externe à un environnement de plate-forme carbonatée oolithique puis périrécifale, avec l'enregistrement d'épisodes détritiques de sables quartzux ou d'oolithes ferrugineuses. Traces fossiles diversifiées.



³ 264 hectares



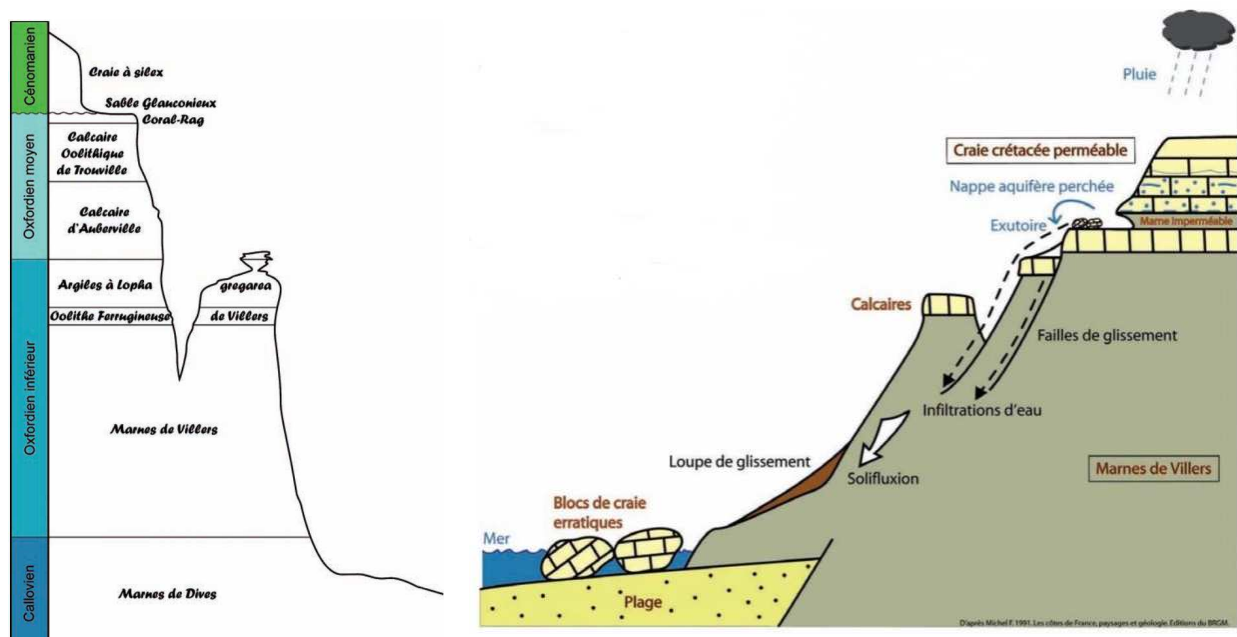
Les falaises des Vaches Noires sont constituées de falaises d'argile coiffées à leur sommet, d'une petite falaise de craie.

Elles sont remarquables et reconnues sur le plan géologique⁴. Les couches supérieures des falaises recèlent de nombreux fossiles.

Les marnes jurassiques, sous l'action du ruissellement des eaux d'une nappe aquifère qui les surmonte, sont entaillées de profonds ravins.

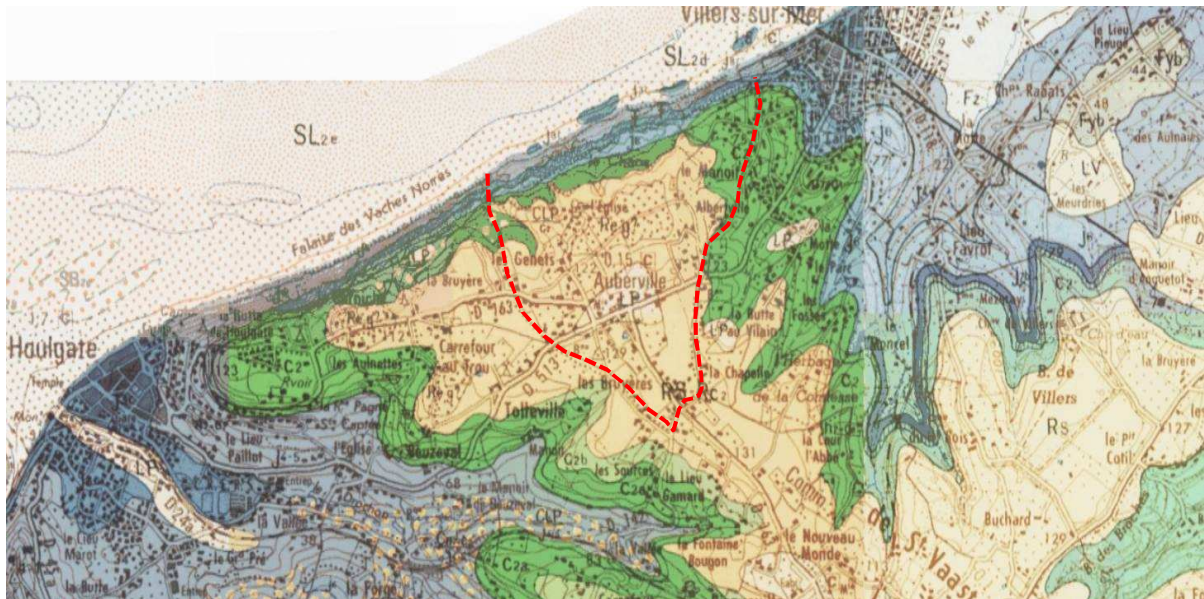
Les ravins sont parcourus de coulées boueuses qui avancent, lentement, vers la mer et contiennent des blocs de craie crétacée venus du sommet.

⁴ Source Le service pédagogique du Paléospace



Altitude /Épaisseur	Age	Formation géologique ⁵
En dessous du niveau de la mer, profondeur de 15/20 m,		« marnes du Mauvais Pas »
Au-dessus du niveau zéro sur une épaisseur d'environ 8/10 m,	Callovien supérieur, environ 155 millions d'années	Marnes bioclastiques avec bancs calcaires silteux lumachelliques dites « marnes de Dives »
À 10 m, sur une épaisseur de 25/27 m		Marnes grises massives avec cordons de nodules et petits bancscalcaire dites « marnes de Villers »
À 37 m, sur une épaisseur 2 m		Alternance de marnes et de calcaires argileux fossilifères à oolithes dites « oolithes ferrugineuses de Villers »
À 40 m, sur une épaisseur de 5/7 m		Marnes silteuses avec biothermes de Lophia gregarea
À 47 m, sur une épaisseur de 12/15 m		Marnes silteuses avec biothermes de Myophorella hudlestoni
À 75/80 m	Oxfordien inférieur (environ 150 millions d'années).	Calcaire d'Auberville
Épaisseur 6/15 m	Oxfordien moyen (environ 140 millions d'années)	Calcaire oolithique de Trouville » composé de calcaire oolithique et bioclastique, bioturbé, en bancs massifs entrecoupés de cordons de galets intraformationnels
épaisseur 1/3 m		Marnes et des calcaires bioclastiques détritiques à pelletoides ferrugineux « Coral rag de Trouville ».
Altitude 100m épaisseur 40/50 m	Crétacé (entre 130 et 100 millions d'années environ).	Couches de craie glaucomineuse et de craie à spongiaire reposent sur un lit de sable glauconieux
Surface	Tertiaire (environ 65 millions d'années)	Argile à silex et de limon des plateaux

⁵ BRGM et Géoportail

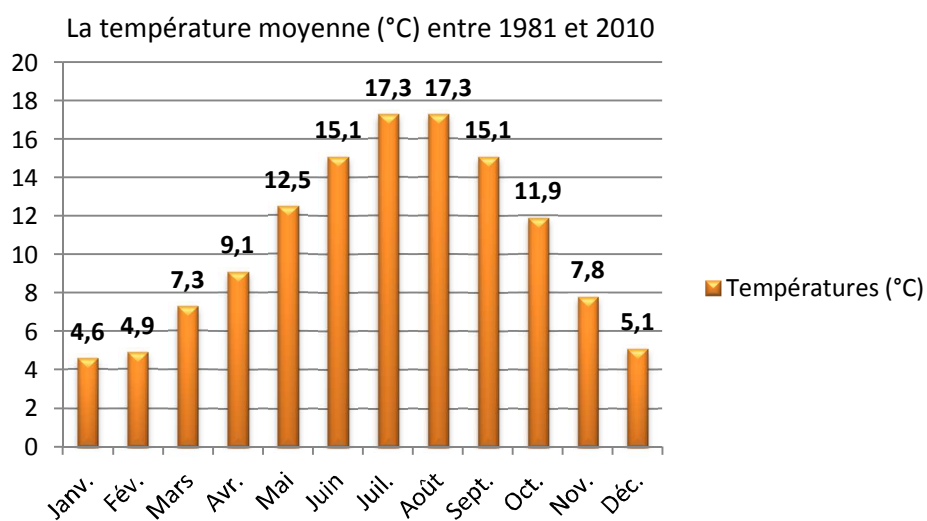


5.1.2 La pédologie

Sur le plateau, les sols sont constitués essentiellement d'argiles à silex. Ils sont peu perméables. Localement, au niveau du cœur de bourg, il s'agit de limon de plateau. Les types de sols, à hauteur des falaises, sont fortement anisotropiques.

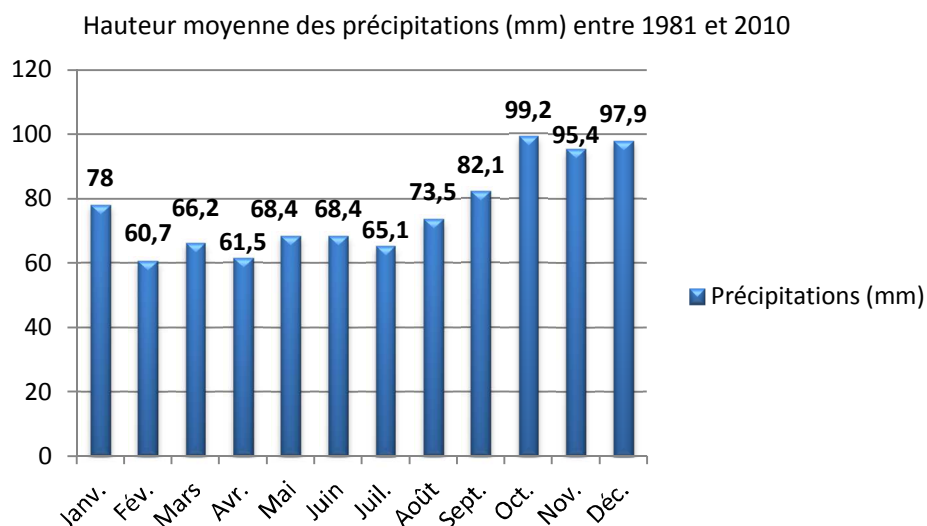
5.1.3 Le climat

Les données climatiques ont été récoltées à partir de la station météorologique de SAINT-GATIEN-DES-BOIS. Pour la précipitation et les températures, elles correspondent à la normale⁶ de la période 1981/2010. Pour les données relatives aux vents, la normale porte sur la période 1962/1998.



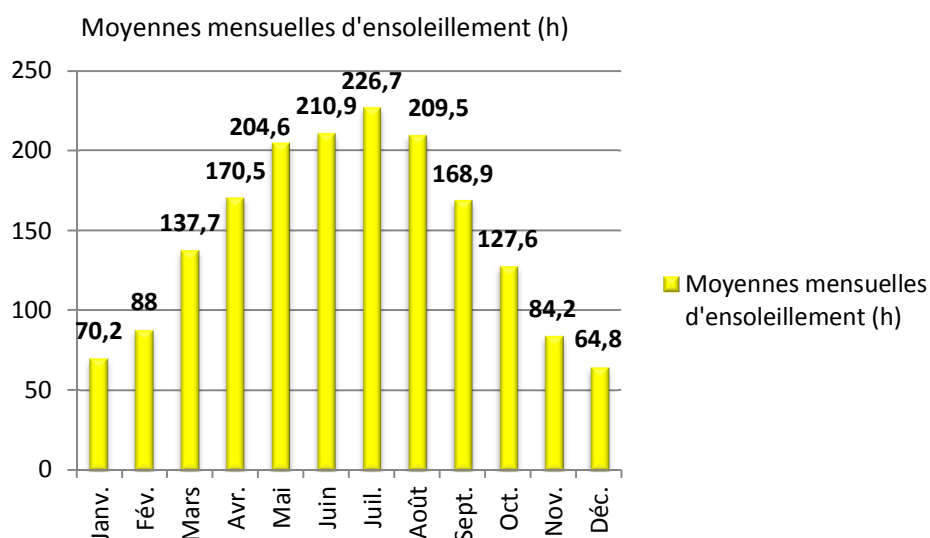
⁶ Période de 30 ans

Les températures les plus élevées sont rencontrées aux mois de juillet et août. Le froid touche plus fréquemment la région en janvier et février. L'amplitude thermique est relativement réduite et la région est soumise à des températures tempérées.



Les précipitations maximales sont rencontrées en fin d'année : aux mois d'octobre, novembre et décembre. La moyenne annuelle s'établit à 916,4 mm (moyenne mensuelle 76,3 mm), soit une moyenne supérieure à la moyenne nationale (770 mm). La hauteur quotidienne maximale de précipitations, entre 1932 et 2013, est de 71,8 mm en 2003.

Les valeurs d'ensoleillement sont analysées à partir de la station de CAEN-CARPIQUET, pour la période 1961-1990. La moyenne annuelle est de 1764 heures d'ensoleillement, soit une moyenne inférieure à la moyenne nationale (1973 heures).



Sur la station de SAINT-GATIEN-DES-BOIS, Météo-France ne fournit plus de données relatives au vent depuis 1998. La rose des vents, établie à partir de relevés sur la période 1962/1998, laisse apparaître une prédominance des vents de Sud-Ouest.

Les vents les plus forts (> 8 m/s) viennent de l'Ouest, ils représentent environ 5% des mesures. 56% des vents s'inscrivent dans une vitesse comprise entre 5 et 8 m/s. Il s'agit des vents les plus fréquents. De plus, 12,1% des vents ont une vitesse inférieure à 2 m/s et ne sont pas pris en compte par le graphique ci-dessus.



ROSE DES VENTS

Station MN DEAUVILLE MN

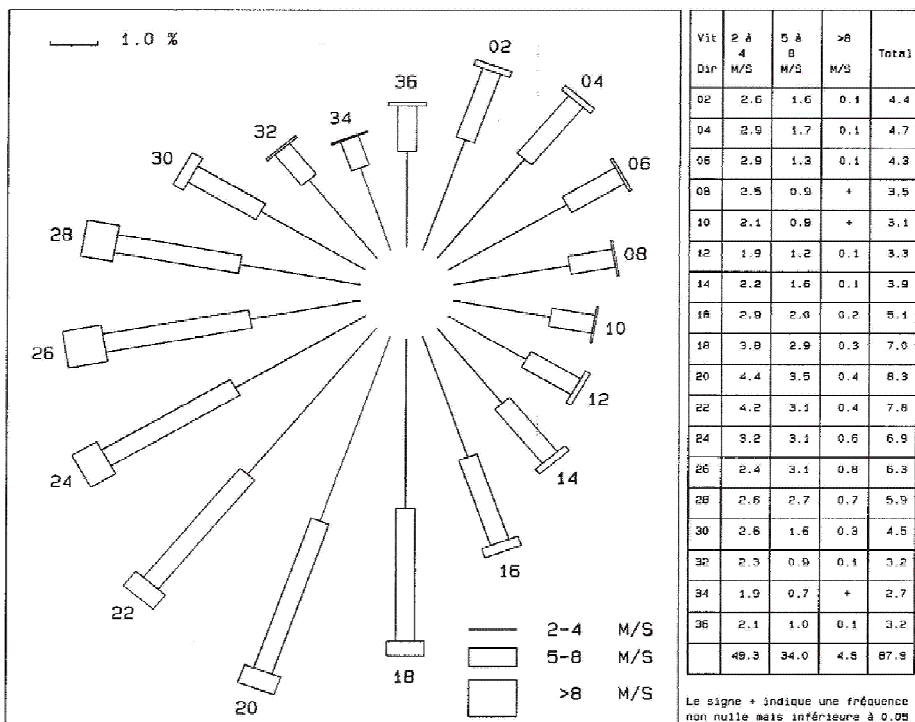
Commune SAINT GATIEN DES BOIS
Lieu-dit
Département CALVADOS

Altitude 144.0 m
Latitude 49.21'5" N
Longitude 00°10'2"
Hauteur anémo. 10.0 m

Période : JANVIER 1962 à DECEMBRE 1998

Fréquences moyennes des directions du vent en %
Par groupes de vitesses : 2-4 M/S, 5-8 M/S, sup. à 8 M/S

Type de données : Valeurs trihoraires de 00 à 21 heures UTC

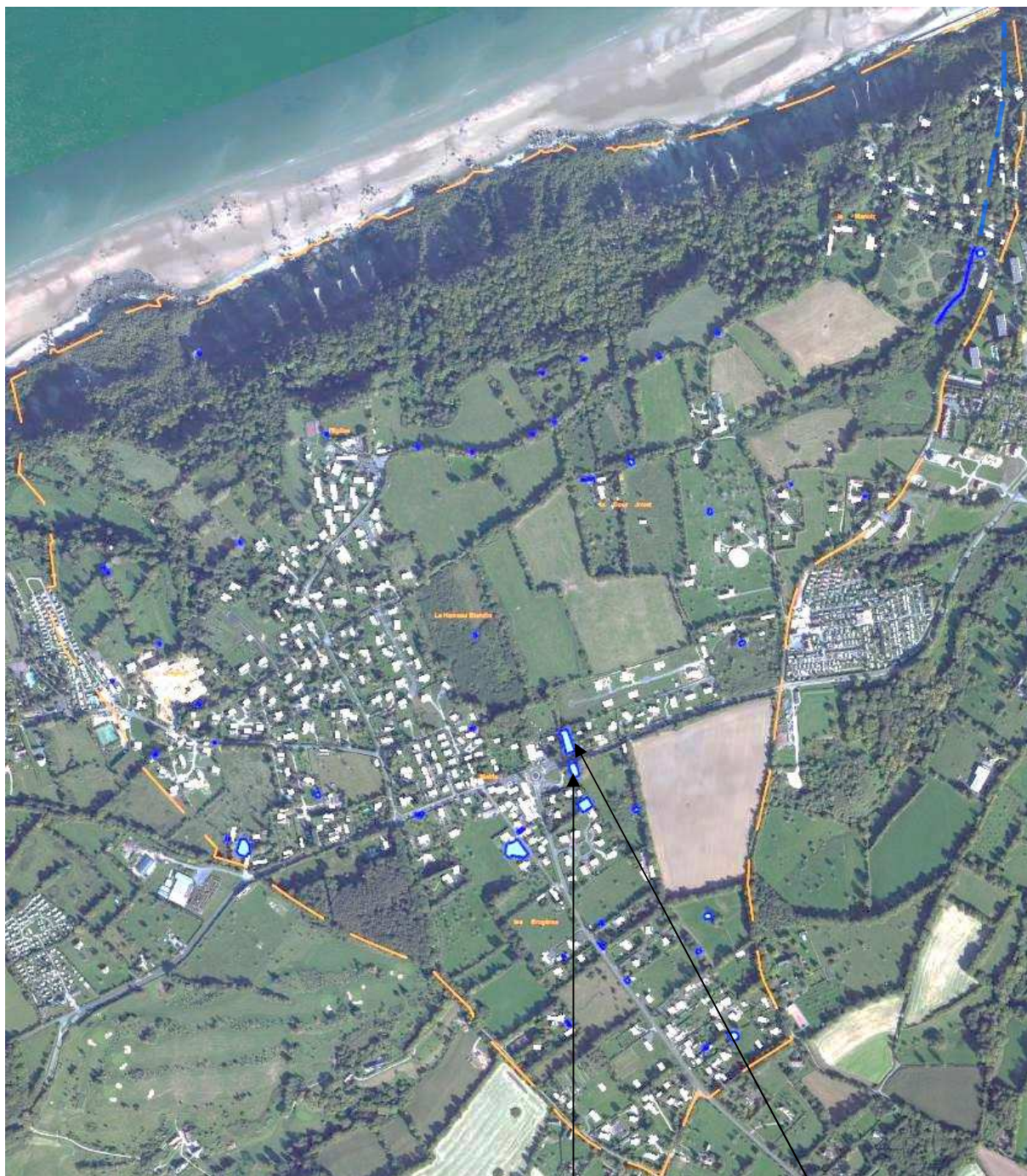


Fréquence des vents inférieurs à 2 M/S : 12.1 %

Nombre de cas observés : 102340
Nombre de cas manquants : 5700

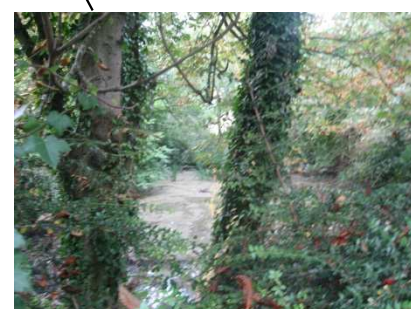
5.1.4 L'hydrographie

Le réseau hydrographique est peu développé. Néanmoins, 46 mares sont recensées sur le plateau et un cours d'eau non-pérenne, au Nord-Est de la Commune. Le cours d'eau non-pérenne s'inscrit dans le talweg de la Sente du Ravin.



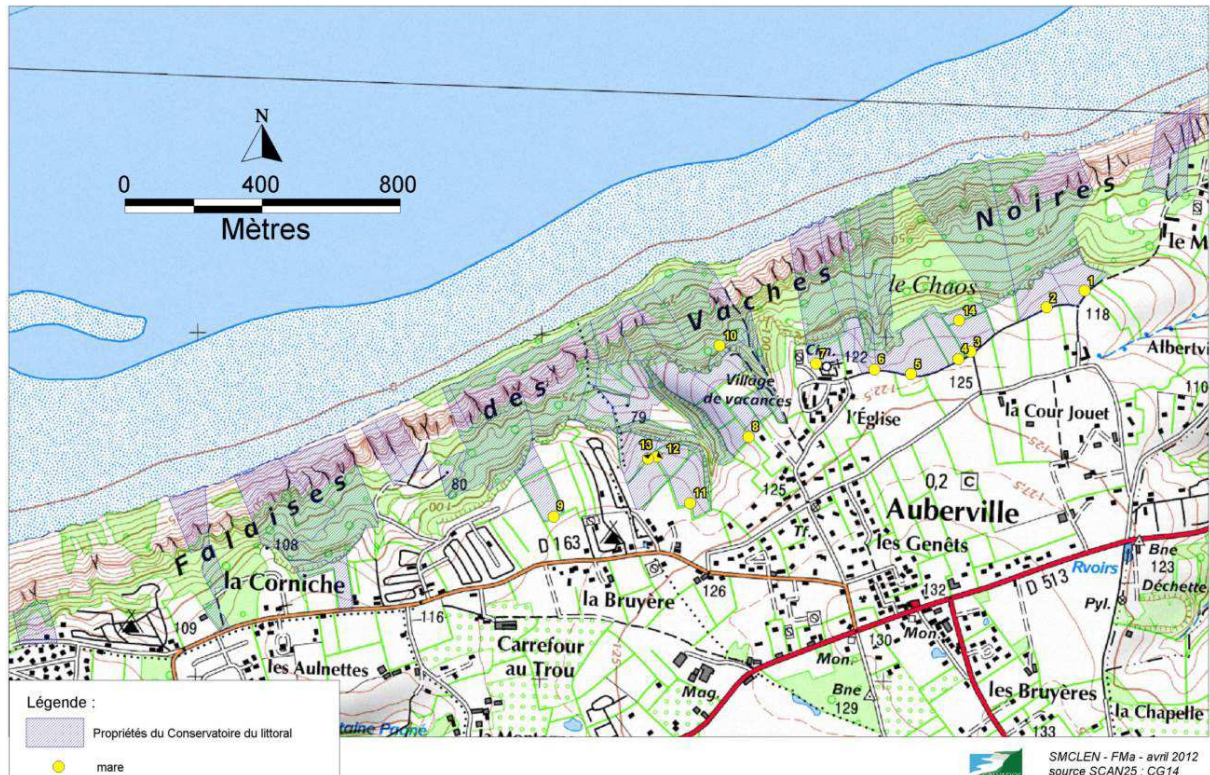
Les mares sont identifiées par des éléments ponctuels ou surfaciques de couleur bleu (plan ci-dessus).

Cet inventaire intègre le recensement réalisé par le Conservatoire du Littoral dans ses propriétés (plan ci-après).



FALAISES DES VACHES NOIRES

carte de localisation des mares



Ces éléments peuvent être complétés de rus qui s'inscrivent de façon non-pérenne sur la microtopographie des parcelles peu perméables, lors de fortes précipitations.

La limite Nord de la Commune correspond à 2,1 km de façade littorale.

5.2 L'ENVIRONNEMENT BIOLOGIQUE :

L'environnement biologique est identifié, en partie, par la ZNIEFF de type 1 « Falaises des Vaches Noires » qui couvre 25% de la Commune. L'inventaire de la ZNIEFF liste les espèces les plus remarquables répertoriées.

5.2.1 Les fossiles des flores et faunes passées

Les falaises comprennent de nombreux fossiles notamment des ammonites de diverses espèces (*Cardioceras cordatum*, *Lamberticeras lamberti*, *Peltoceras athleta*, *Perisphinctes parendieri*, *Pachyceras*, *Kosmoceras*...), des oursins (*Nucleolites scutatus*, *Cardiaster fossarius*...), des polypiers, des bois silicifiés et même des os de Sauriens ou de Crocodiliens.

5.2.2 La flore de la ZNIEFF

L'instabilité et la difficulté d'accès ont mis ces lieux à l'écart de toute utilisation humaine, d'où une flore variée des éboulis, de pelouses calcaires, de bois frais...



Troscart des marais



Grassette vulgaire

On note la présence d'espèces rares tels le Troscart des marais (*Triglochin palustre*), l'Argousier (*Hippophae rhamnoides*), *Centaurea microptilon*, l'Ophrys mouche (*Ophrys insectifera*), l'Epipactis des marais (*Epipactis palustris*)... La Grassette vulgaire (*Pinguicula vulgaris*), espèce protégée au niveau national, a été mentionnée par Bournérias en 1950.



Troscart des marais



l'Ophrys mouche

5.2.3 La faune de la ZNIEFF

La présence de bois et fourrés, de pelouses et de dépressions humides favorisent la nidification d'espèces variées, parmi lesquelles le Pic vert (*Picus viridis*), la Bouscarle de Cetti (*Cettia cetti*), la Poule d'eau (*Gallinula chloropus*)...



Pic vert

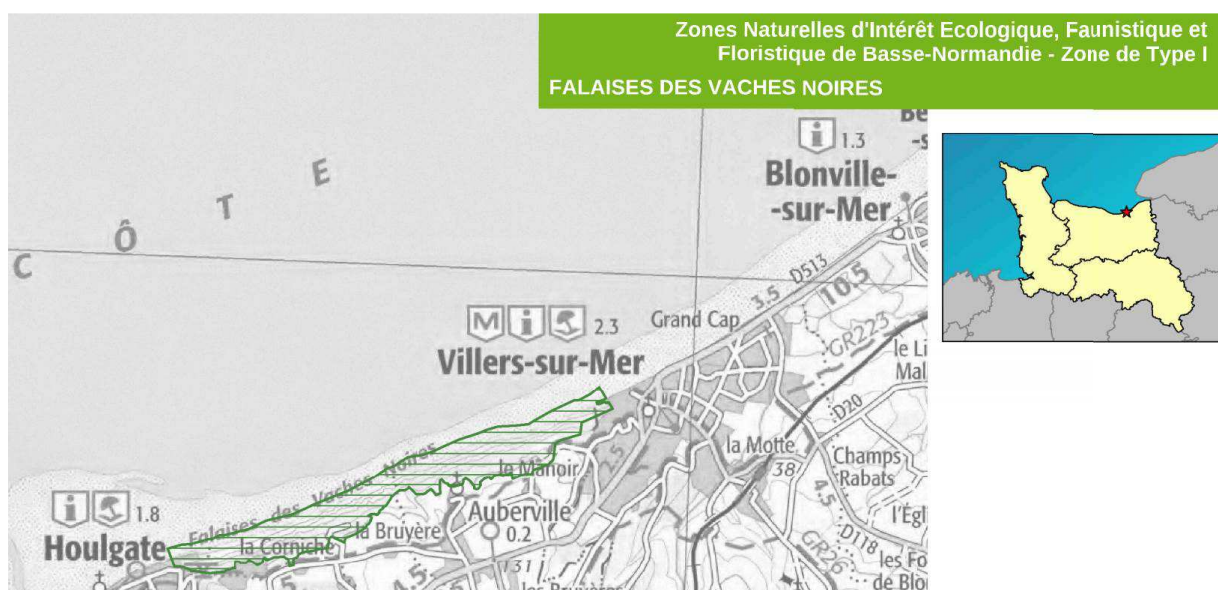


la Bouscarle de Cetti



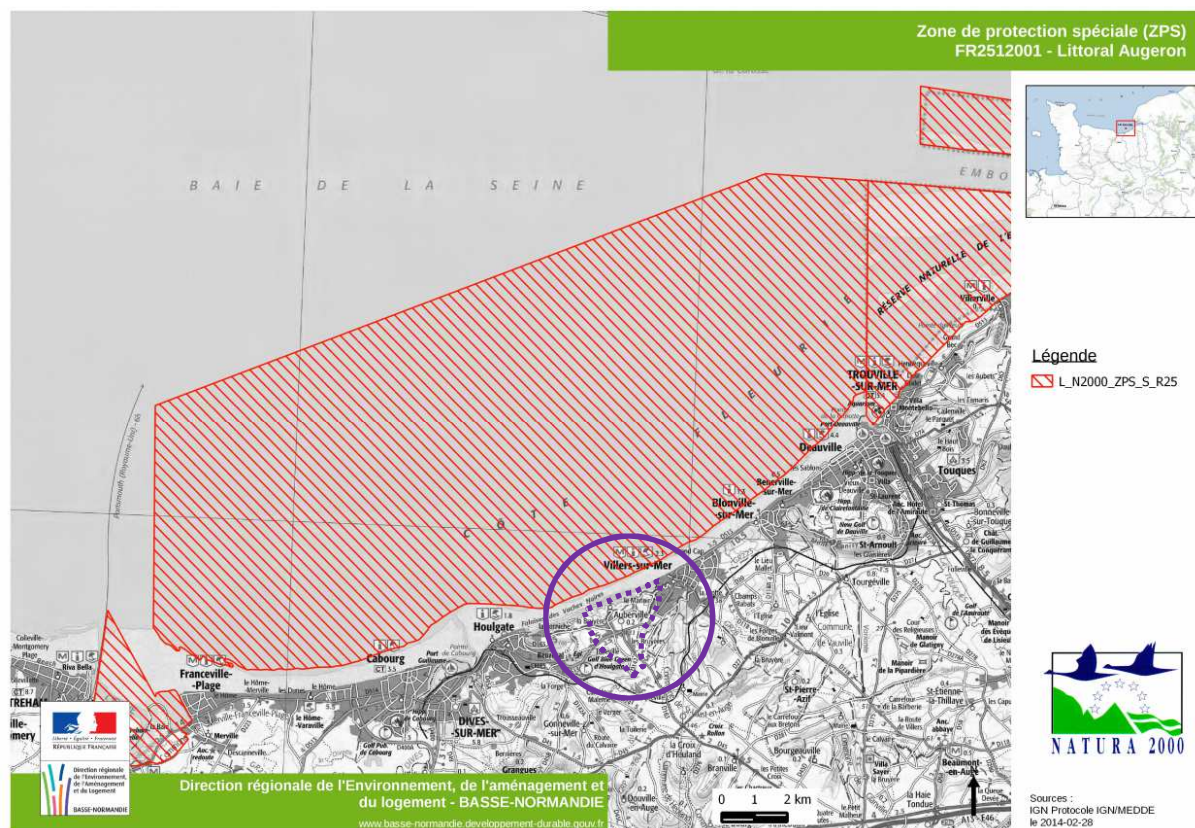
Poule d'eau

Le périmètre de la ZNIEFF de type 1, recensant ces espèces, figure sur l'extrait de plan de la DREAL, ci-dessous. La ZNIEFF couvre environ 67 ha sur AUBERVILLE.



5.2.4 Le site Natura 2000

La baie de Seine Orientale correspond à un site Natura 2000. Le site s'étend sur 44456 ha, dont une partie sur l'estran et au large d'AUBERVILLE (code du site FR2502021). Le site Baie de Seine orientale est concerné pour partie par la Zone de Protection Spéciale *Littoral augeron* qui a fait l'objet d'un arrêté de désignation le 6 janvier 2005.

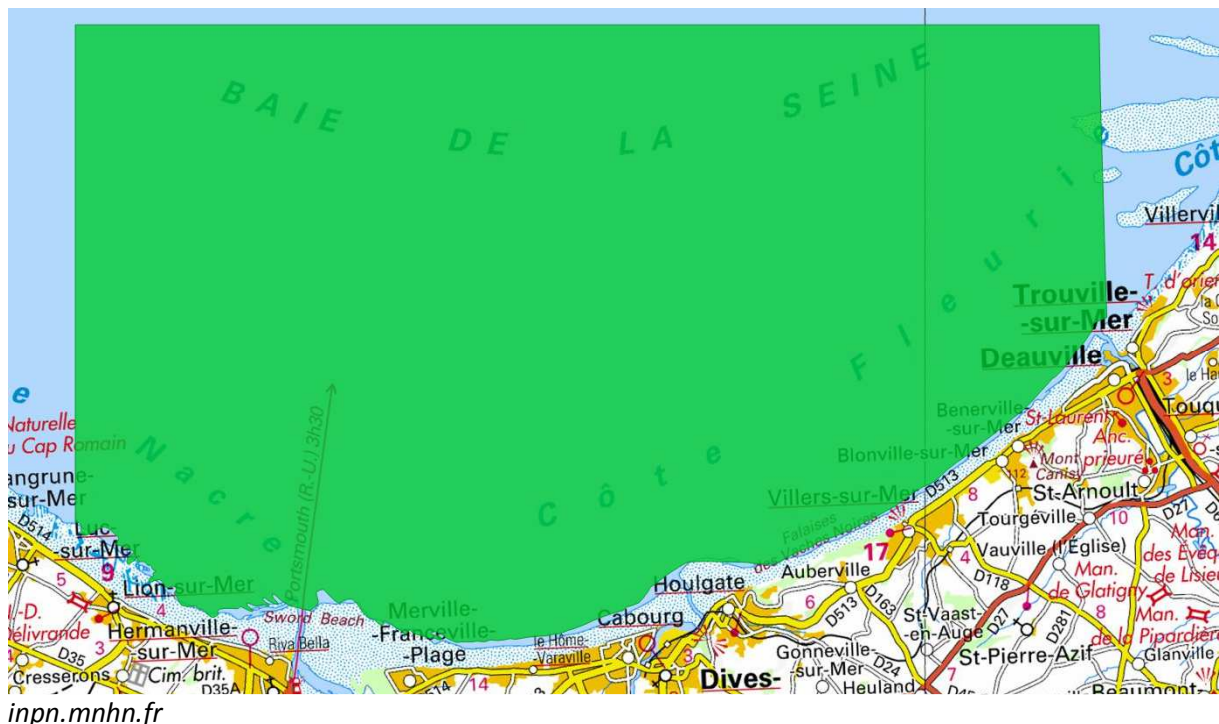


« Il convient de noter que le site présente des recouvrements d'habitats : l'habitat 1160 "Grandes criques et baies peu profondes" recouvre pour partie les habitats 1110 "Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine" et 1170 "récifs". Il représente au total 77% du site, ce qui correspond à une superficie de 341 km².

Le profil bathymétrique de ce site exclusivement marin montre qu'il s'agit d'une grande plaine, peu profonde, avec une pente très faible d'environ 0,1 à 0,2%. On peut estimer la profondeur moyenne à environ 12 m. Les fonds sont essentiellement constitués de sables, couvrant 86% de la surface du site. La granulométrie des sables permet de distinguer 8% de sables graveleux, 62% de sables moyens et 30% de sables moyens à fins, envasés. Le reste des fonds se partage entre des graviers sableux (4%) et des vases, plus ou moins sableuses (9%). On retrouve moins de 1% de fonds rocheux (roches de Lion).

Les éléments sédimentaires les plus grossiers se retrouvent sur la partie nord-ouest du site. En revanche, les ensembles d'éléments fins et vaseux se retrouvent à l'est et au sud, près des estuaires.

La configuration et le fonctionnement hydraulique de ce site sont structurés par des activités et des aménagements humains liés à la nécessité de desserte du port de Rouen. Le chenal de navigation présente des spécificités géographiques (profondeur, vitesse des courants, turbidité...) qui résultent de l'action combinée de l'homme et des évolutions morphologiques naturelles. Ainsi, l'existence du chenal de navigation et son entretien par des opérations de dragages, l'immersion des produits dragués dans l'estuaire sont constitutifs de l'état actuel justifiant la désignation du site. » : inpn.mnhn.fr



Habitats

L'intérêt écologique majeur du site Baie de Seine orientale, qui justifie sa désignation dans le réseau Natura 2000, consiste en la présence d'habitats sableux et vaseux, sous l'influence directe de grands fleuves tels que la Seine et l'Orne, et dans une moindre mesure, la Dives et la Touques. Au contact de la partie aval des systèmes estuariens, ces milieux présentent une forte turbidité de l'eau et une certaine dessalure. Une grande quantité de sédiments fins est apportée par les fleuves, notamment lors des crues, ce qui contribue à un engorgement notable de ce secteur de la baie de Seine. Toutefois, les secteurs engorgés sont en constante évolution, de par l'irrégularité des phases de dépôts et l'activité hydrodynamique liée aux mouvements de marée qui remobilisent les sédiments vaseux.

Ces habitats sablo-vaseux, qui abritent une grande richesse biologique, se déclinent dans deux habitats d'intérêt communautaire que sont les "Grandes criques et baies peu profondes" (1160) et les "Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine" (1110).

En fonction de la nature du substrat, de sa granulométrie, de la proportion de sédiments vaseux et des communautés animales et végétales qui s'y retrouvent, on distingue un certain nombre d'habitats variés, déclinaisons des habitats génériques précédemment cités, comme les vasières infralittorales, les sables mal triés, les sables hétérogènes engorgés infralittoraux, les sables moyens dunaires et les sables grossiers et graviers.

La particularité majeure du site "Baie de Seine orientale" consiste en la présence d'un peuplement benthique unique pour sa richesse, son abondance et son intérêt sur le plan trophique : le peuplement des sables fins engorgés à *Abra alba* - *Pectinaria koreni*. Couvrant la majeure partie du site, on distingue de nombreuses espèces très représentées telles que les mollusques *Abra alba* et *Nassarius reticulatus*, les annélides polychètes *Pectinaria koreni*, *Owenia fusiformis* et *Nephtys ombergii*, des ophiures et des crustacés tel que l'amphipode *Ampelisca brevicornis*.

Au-delà des communautés benthiques qu'il héberge, cet habitat assure un rôle fonctionnel très important en tant que nourricerie pour les poissons. La partie du site située à l'est et au sud, à la sortie des estuaires, correspond à la zone où l'on retrouve la diversité et l'abondance halieutiques les plus importantes de l'ensemble du secteur ouest de la baie de Seine. On observe jusqu'à 20 espèces de poissons. De plus, les fonds de moins de 10 m de profondeur, très représentés sur le site "Baie de Seine orientale" apparaissent comme les plus riches en ce qui concerne les juvéniles de poissons, avec une densité largement supérieure à celle des habitats marins situés plus au large.

Espèces

On note également la présence de certaines espèces de mammifères marins d'intérêt communautaire, comme le Grand Dauphin (*Tursiops truncatus* - 1349), le Marsouin commun (*Phocoena phocoena* - 1351), le Phoque gris (*Halichoerus grypus* - 1364) et le Phoque veau-marin (*Phoca vitulina* - 1365).

Leurs observations sont ponctuelles. Toutefois, la diversité et l'abondance halieutique de ce secteur de la baie de Seine constitue une zone d'alimentation probable pour ces mammifères marins, au comportement souvent côtier.

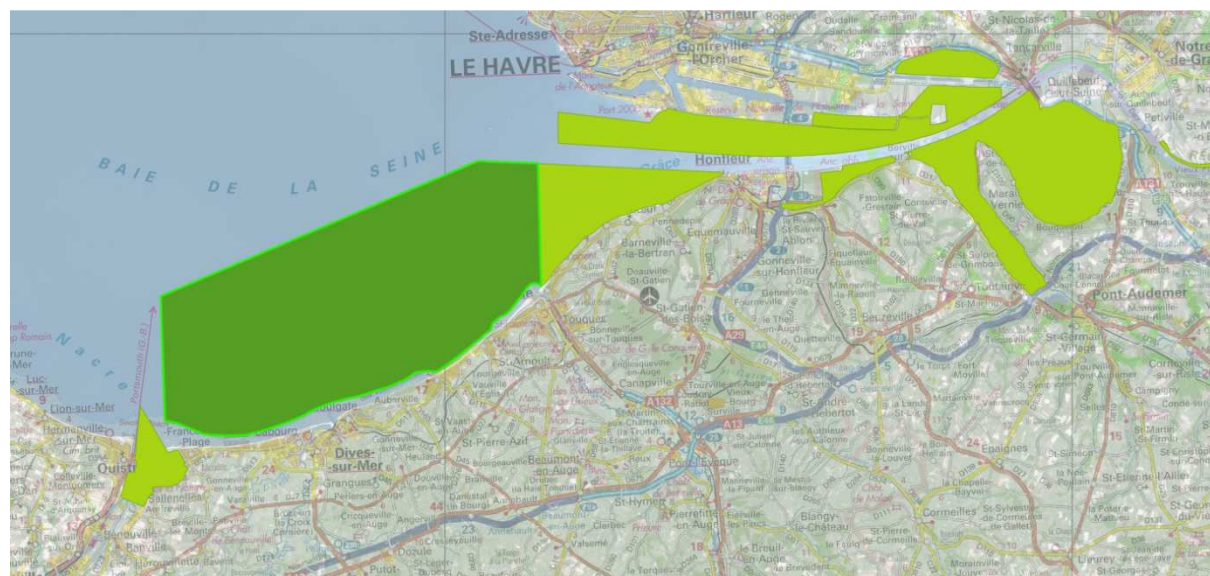
Il est à noter que le Marsouin commun, petit cétacé farouche, plutôt solitaire ou se déplaçant en petits groupes, autrefois abondant puis devenu rare, est observé de plus en plus souvent sur le littoral bas-normand, et notamment sur ce secteur, au vu de l'augmentation sensible des échouages ces dernières années. Affectionnant les zones proches des estuaires, le site "Baie de Seine orientale" pourrait avoir une importance pour cet espèce, ciblée par Natura 2000 et la convention OSPAR, et donnant à la France une responsabilité forte dans le maintien de son aire de répartition.

De même, le Phoque veau-marin est observé de plus en plus régulièrement, en individus isolés, depuis 2004, dans les estuaires de la Seine et de l'Orne (Livory & Stallegger, février 2007).

Plusieurs espèces de poissons migrateurs d'intérêt communautaire remontent les cours des fleuves Seine et Orne pour se reproduire. Toutefois, l'absence de données avérées pour le milieu marin n'a pas permis de les considérer comme significatives pour le site.

Vulnérabilité

S'agissant d'un site proche de la côte, un certain nombre d'activités anthropiques s'y exercent ou sont susceptibles de s'y exercer, pour lesquelles des évaluations d'incidences seront lancées. » : inpn.mnhn.fr



inpn.mnhn.fr

5.2.5 Les Espaces Naturels Sensibles

La Commune comprend des terrains compris dans l'inventaire des Espaces Naturels Sensibles.

Un espace naturel sensible est un site reconnu pour son intérêt écologique et paysager ayant vocation à être ouvert au public. Le Calvados en compte 39, répartis sur l'ensemble du territoire.

Dès 1977, le Département a engagé une politique en faveur des espaces naturels sensibles de son territoire. Dans le cadre de cette politique, il achète donc les sites remarquables du département, les gère dans un objectif de préservation des milieux naturels et les ouvre au public.

Pour mettre en œuvre cette politique, il dispose de deux outils :

- Le droit de préemption qu'il instaure sur ces sites et qui lui permet d'être prioritaire sur les acquisitions ;
- La taxe départementale des espaces naturels sensibles, de 0,8 % sur les permis de construire.

Les Falaises des Vaches Noires



« Les falaises des Vaches noires se situent entre Houlgate et Villers-sur-Mer. L'appellation « Vaches noires » proviendrait des paroles de marins. La présence de gros blocs de craie sur la plage recouverts de lichens et d'algues, évoquerait, vus de la mer, un troupeau de vaches paissant au pied de la falaise. Il s'agit d'une formation géologique très originale composée de marnes qui s'effondrent par l'action du ruissellement, de la mer et du gel. L'aspect du site évolue perpétuellement au fil du temps.

Milieux naturels et paysages

Ces imposantes falaises de couleurs sombres permettent à la personne qui est attentive, d'observer une gamme de couleurs allant du gris sombre au vert de gris en passant par la couleur rouille.

Cela s'explique par les successions de couches de marnes puis de calcaire qui se sont accumulées, il y a 150 millions d'années. Ce site permet de contempler 10 millions d'années d'histoire de notre planète. Il s'agit d'un site géologique de référence notamment pour sa richesse en fossiles d'animaux marins de l'ère secondaire.

Cette géologie particulière a permis la formation d'une mosaïque de milieux, secs ou humides, argileux ou calcaires qui permettent de réunir sur le même site des prairies humides, des ravins frais, des coteaux secs sur calcaire et des milieux pionniers qui sont soumis à une forte instabilité.

Cette diversité donne la sensation d'une zone sauvage, vierge de toute action de l'homme.

Faune

Promontoire naturel qui permet au cours des saisons d'observer les falaises et le littoral, la zone marine accueille en hiver des rassemblements importants d'oiseaux marins pouvant compter jusqu'à 500 Macreuses noires et brunes, 800 Grèbes huppés, une dizaine de Plongeurs catmarins.

Ces effectifs en font une zone d'hivernage d'importance européenne qui a permis de désigner le littoral du pays d'Auge en Zone d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux.

Situées sur un axe migratoire, les falaises permettent l'observation de passereaux et il n'est pas rare, par une belle journée d'octobre avec un vent de Sud-Est d'observer plus de 1000 passereaux en une heure dont des Pinsons des arbres, des Alouettes des champs, des Pipits farlouses, des Etourneaux et des Gros becs...

Les mammifères terrestres sont aussi présents comme la Martre, le Blaireau, l'Ecureuil et le discret Muscardin qui trahit sa présence par la manière caractéristique qu'il a de ronger les noisettes.

Les anciens ouvrages militaires du site sont favorables à l'hibernation des chauves-souris, si elles ne sont pas dérangées. Cinq espèces ont été recensées dont le Grand rhinolophe et le Grand murin.

La fin de l'été et de l'automne permet l'observation en mer de groupes de globicéphales en migration.

Flore

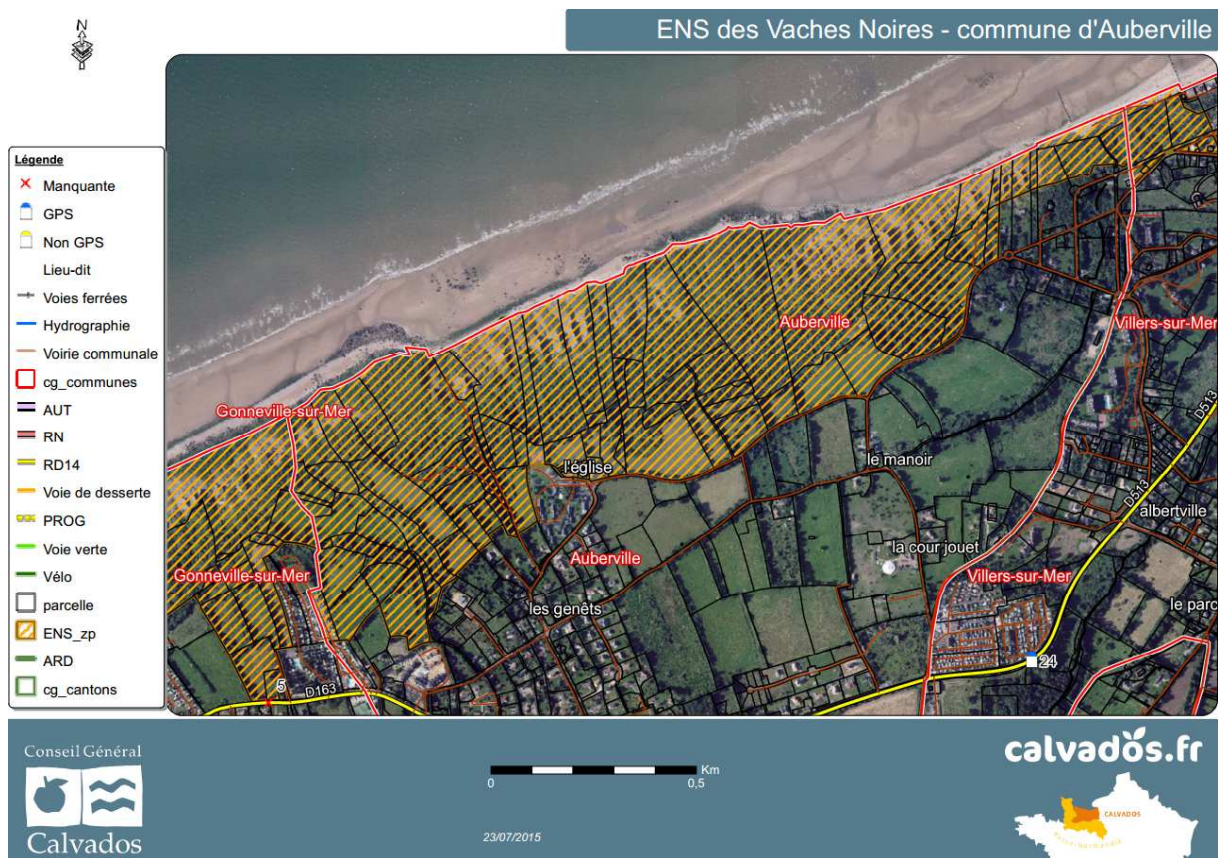
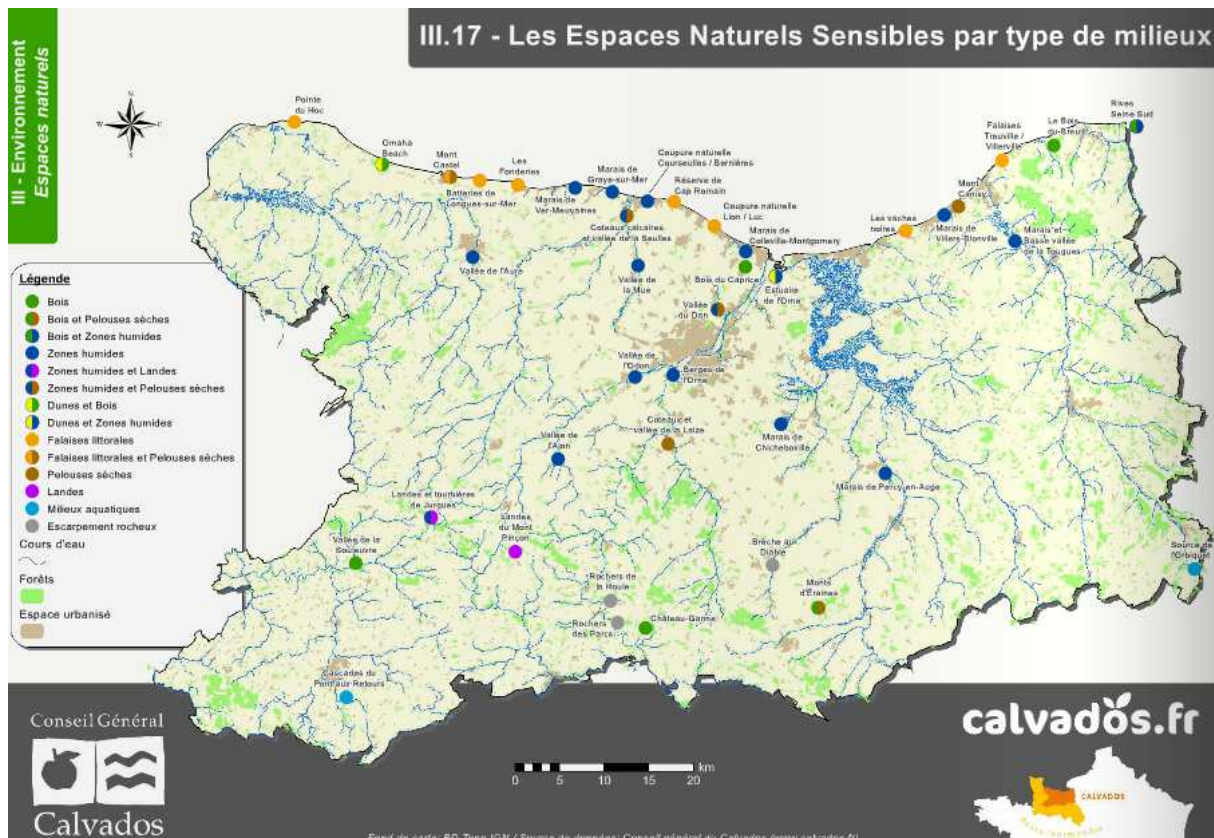
Sur le site, les falaises inaccessibles, se distinguent du plateau, dont le paysage a été façonné par l'homme.

Les mouvements de terrain ont toujours préservé le site de projets d'infrastructures ou d'urbanisation. Le bocage du plateau n'a pas subi de remembrement. Le réseau de haies sur talus bas, les mares et les arbres têtards sont ainsi toujours présents mais le peu de valeur agronomique de ces terres conduit à l'abandon des pratiques agricoles.

La mosaïque de milieux présente sur le site a permis à une flore diversifiée de se développer. Plus de 278 espèces de plantes ont été recensées.

Les zones les plus caractéristiques sont les suivantes : les bois de ravins où le frêne est abondant et le sol tapissé de fougères ; les prairies calcaires sèches en rupture de pente où poussent des plantes qui apprécient la chaleur telle l'Ophrys abeille ; les fourrés d'Argousier et les Prêles au pied de falaise, influencés par les embruns marins. »

<http://www.calvados.fr>



5.2.6 L'inventaire du conservatoire du littoral

Le garde-gestionnaire des propriétés du Conservatoire du littoral indique que les chauves-souris sont un bon indicateur de la qualité de l'environnement. La présence de chauves-souris à AUBERVILLE signale ainsi un territoire où la diversité des plantes, qui attirent les insectes, est riche. Six espèces de chauve-souris ont été identifiées (sur les 21 vivants en Normandie), notamment une espèce rare, le grand rhinolophe.

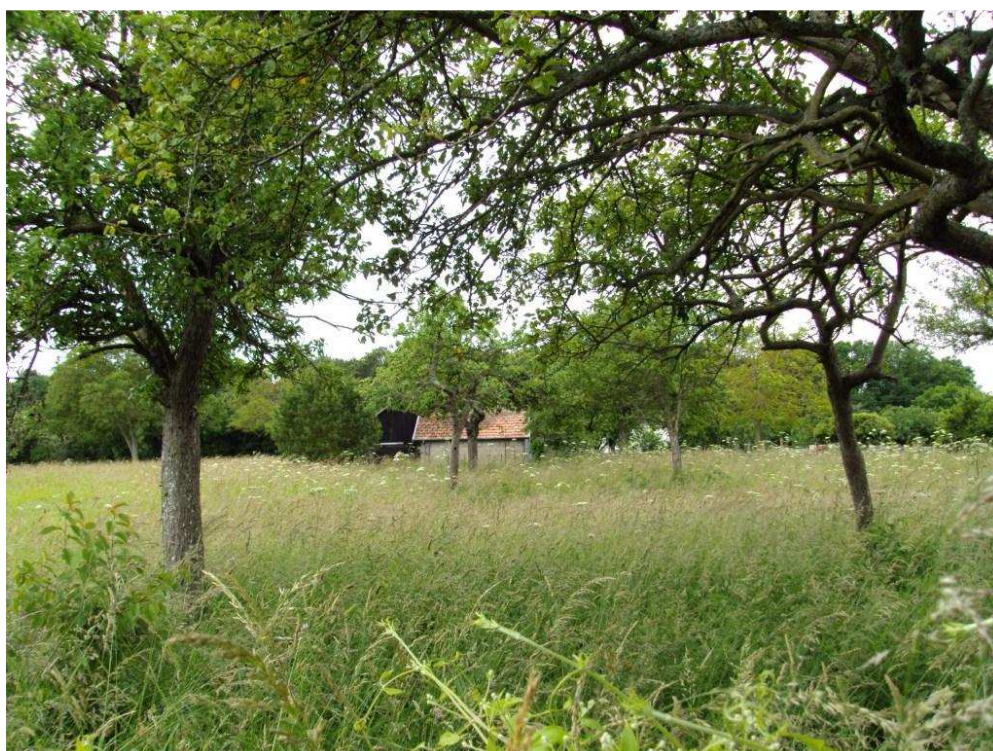
Ces chauves-souris peuvent hiberner dans certains blockhaus, dont les accès ont été fermés par des grilles.



Grand rhinolophe

5.2.7 La flore sur l'ensemble de la Commune

La grande diversité des milieux favorise l'implantation d'une variété d'espèces. Les prairies, les vergers, le maillage des haies ainsi que les vallons sont des milieux naturels de bonne qualité écologique propice au développement d'une faune et d'une flore riche.



Il existe trois grands types de milieux sur la Commune :

- I. Les fonds de vallon humides (notamment la Sente du Ravin) : constitués de dépôts d'alluvions, de cailloutis et d'argiles. Ils accueillent entre autres le vulpin bulbeux, l'asaret, l'aconit napel...



Vulpin bulbeux



Aconit napel

- II. Les coteaux calcaires sur lesquels affleurent des couches de craie. Ils accueillent la gentiane croisette, la gentiane d'Allemagne, le bois-gentil, la belladone, la raiponce délicate...



Raiponce délicate



Belladone

- III. Sur le plateau constitué d'argiles à silex ou de limons, les milieux sont moins préservés. La flore est ainsi plus banale. Les essences dominantes sont :

- *Strate arborée* : pin exotique, marronnier, cèdre, cyprès, séquoia, frêne, merisier, hêtre, chêne, bouleau, châtaignier.
- *Strate arborée en haie* : frêne, peuplier, chêne, orme, hêtre, saule, platane, merisier, châtaignier, aulne.

- *strate arbustive en haie bocagère* : noisetier, érable champêtre, houx, buis, sureau, prunellier, charme, aubépine, troène, églantier, if, viorne.
- *strate arbustive en haie d'habitations récentes* : hêtre, sureau, thuya, laurier palme, rosier, lonicera, charmillle.

5.2.8 La faune sur l'ensemble de la Commune

La juxtaposition de prairies, de coteaux, vallons et de bois calcicoles est favorable à la présence d'une entomofaune riche et variée (orthoptères, coléoptères, hyménoptères,...). La variété des milieux est favorable à la présence de nombreuses espèces de papillons.

La mammofaune compte aussi des espèces remarquables, notamment en ce qui concerne les micro-mammifères (Mulot à collier) et les chiroptères.



Les haies jouent un rôle incontestable dans le maintien et le déplacement des espèces animales.

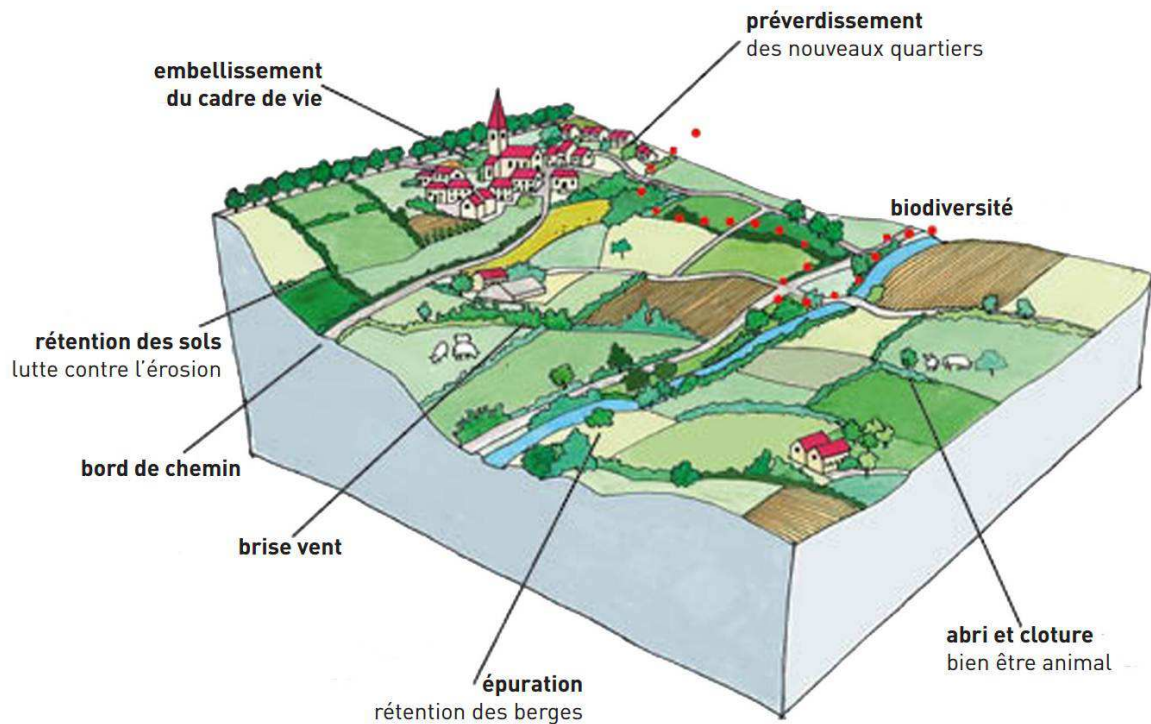
Elles servent de couloirs de dispersion et contribuent au développement de la faune et de la flore. Ces espaces naturels constituent également un refuge pour de très nombreuses espèces d'oiseaux communs.

5.2.9 Les fonctions spécifiques des haies

Leurs fonctionnalités sont utiles à tous comme en témoigne le croquis ci-après.

La haie brise vent : Le rôle de brise-vent des haies est un rôle essentiel : il faut savoir qu'une haie constituée d'arbres et d'arbustes feuillus bien denses (haie pleine sans trouée) protège une surface de 15 à 20 fois équivalente à la hauteur de la haie.

La haie bioclimatique : Les haies à proximité du bâti jouent un rôle important dans la régulation thermique. Elles ralentissent le vent en hiver, en limitant les déperditions de chaleur de l'habitation. En été, l'ombre des feuilles apporte une fraîcheur indispensable.



Le rôle de régulation de l'eau : Une haie sur talus fonctionne comme une éponge. Elle garde l'eau et la libère peu à peu.

Lutte contre l'érosion : Les haies peuvent limiter les coulées de boue, le comblement des fossés et préservent ainsi le capital agronomique des sols.

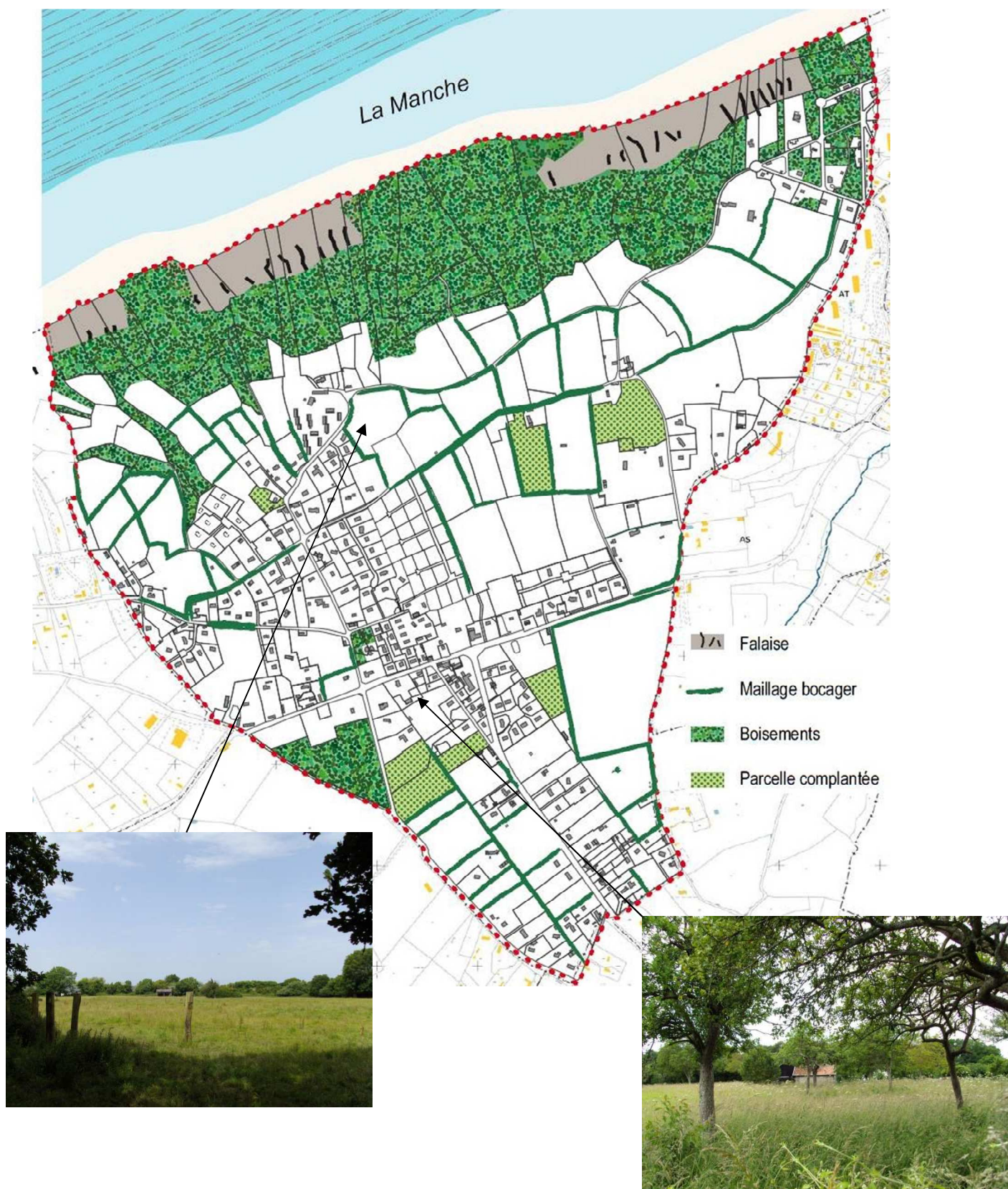
Haie source de biodiversité : Pour certaines espèces, une coupure de plus de 100m entre deux haies bloque leur circulation dans l'espace et réduit ainsi leur territoire. Les haies sont des sources de biodiversité animale et végétale très importantes. Interfaces entre la forêt et l'agriculture, elles accueillent une flore et une faune spécifiques de la forêt, de l'agriculture et de la haie elle-même. La haie fournit nourriture, abri et site de reproduction à de nombreuses espèces vivantes: il s'agit d'un véritable habitat. À cette notion d'habitat s'ajoute la notion de corridor: de nombreux animaux se déplacent dans l'espace en suivant les haies. Par exemple, la plupart des chauves-souris utilisent abondamment les haies: celles-ci leur servent de guide de circulation dans l'espace, de territoire de chasse directe (nombreux insectes sous les branches des haies) et de réservoir d'arbres creux (gîtes d'été).

Lutte contre les ravageurs : La richesse faunistique de la haie la transforme en alliée de l'agriculteur lorsqu'elle accueille des prédateurs des ravageurs de cultures.

Une source de revenu économique : Un nouvel intérêt économique vient de voir le jour: l'utilisation des copeaux de bois issus des branches de haies.

5.2.10 Les haies et boisements communaux

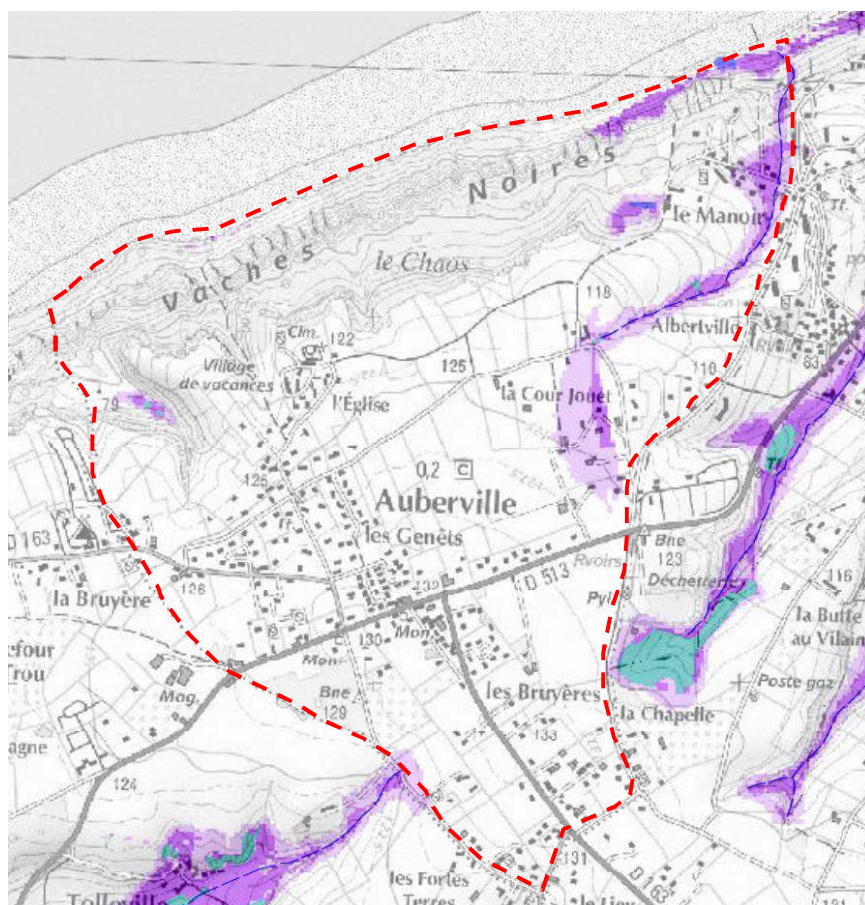
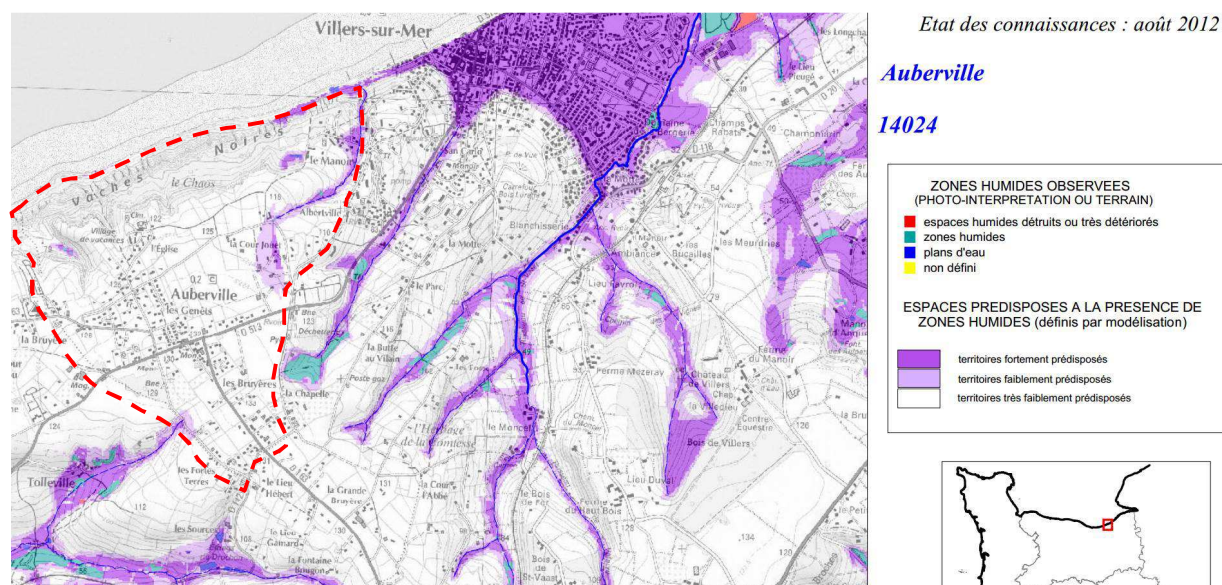
La commune recense environ 57 ha de boisements et 12 km de haies. Il s'y ajoute plusieurs prairies complantées de pommiers. Aussi, le territoire s'inscrit dans un véritable écrin de verdure.



5.2.11 Les zones humides

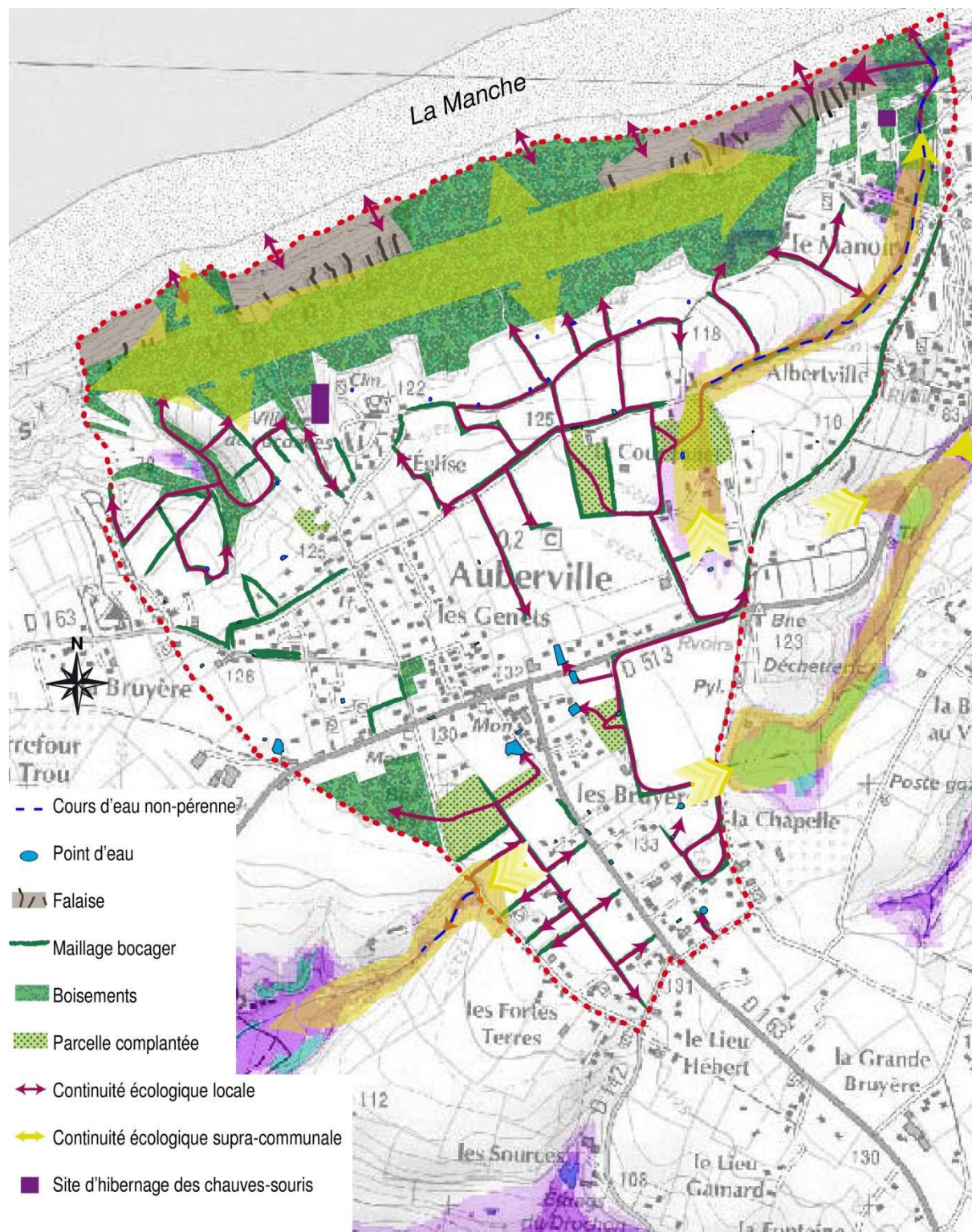
La DREAL identifie plusieurs vallons et coteaux comme support à des zones humides d'intérêt naturel. Les zones humides favorisent la diversité des espèces.

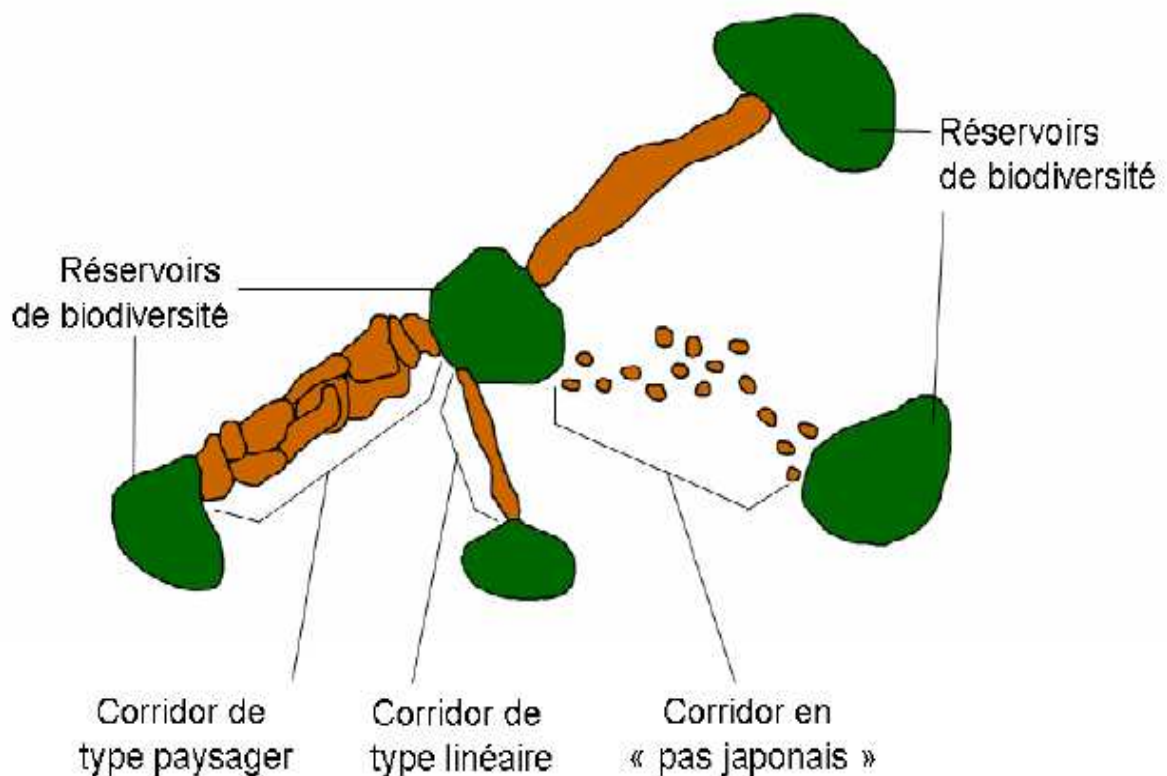
Le vallon de la Sente du Ravin à l'Est de la Commune correspond à la principale zone humide identifiée. Les autres zones humides correspondent à des vallons s'amorçant à l'aval du territoire communal. Les zones humides intègrent également une fonction épuratrice du milieu.



5.2.12 Les continuités écologiques

Zones humides, haies, boisements, mares, blockhaus... génèrent des continuités écologiques de qualité. Certaines continuités écologiques apparaissent d'intérêt local. D'autres, plus importantes correspondent à des corridors qui dépassent les limites communales.





Extrait SRCE

Les boisements, les haies, mares correspondent à des secteurs d'intérêts écologiques. Ils constituent la trame verte et bleue. Leur intérêt naturel est à préserver.

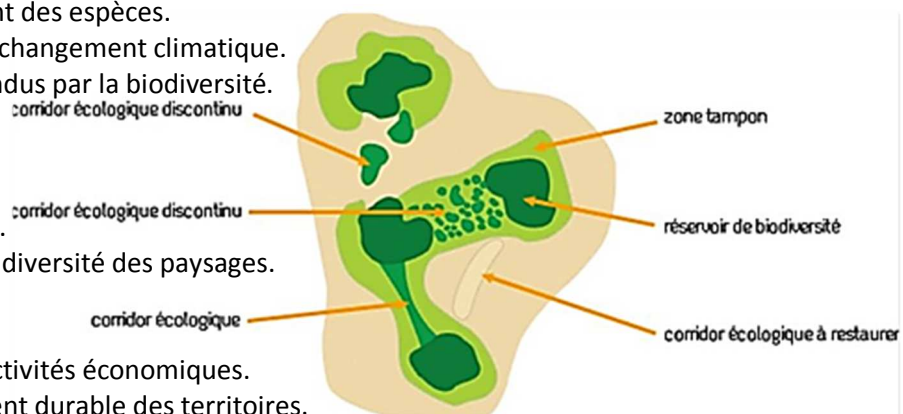
La Trame verte & bleue : un ensemble de continuités écologiques. Les continuités écologiques : l'ensemble des « réservoirs de biodiversité » et des « corridors écologiques » terrestres ou aquatiques, qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder à ces réservoirs

➤ Des objectifs écologiques...

- Réduire la fragmentation des habitats.
- Permettre le déplacement des espèces.
- Préparer l'adaptation au changement climatique.
- Préserver les services rendus par la biodiversité.

➤ ... mais aussi

- Améliorer le cadre de vie.
- Améliorer la qualité et la diversité des paysages.
- Prendre en compte les activités économiques.
- Favoriser un aménagement durable des territoires.



5.3.5 Les eaux superficielles, leurs fonctions et les richesses liées

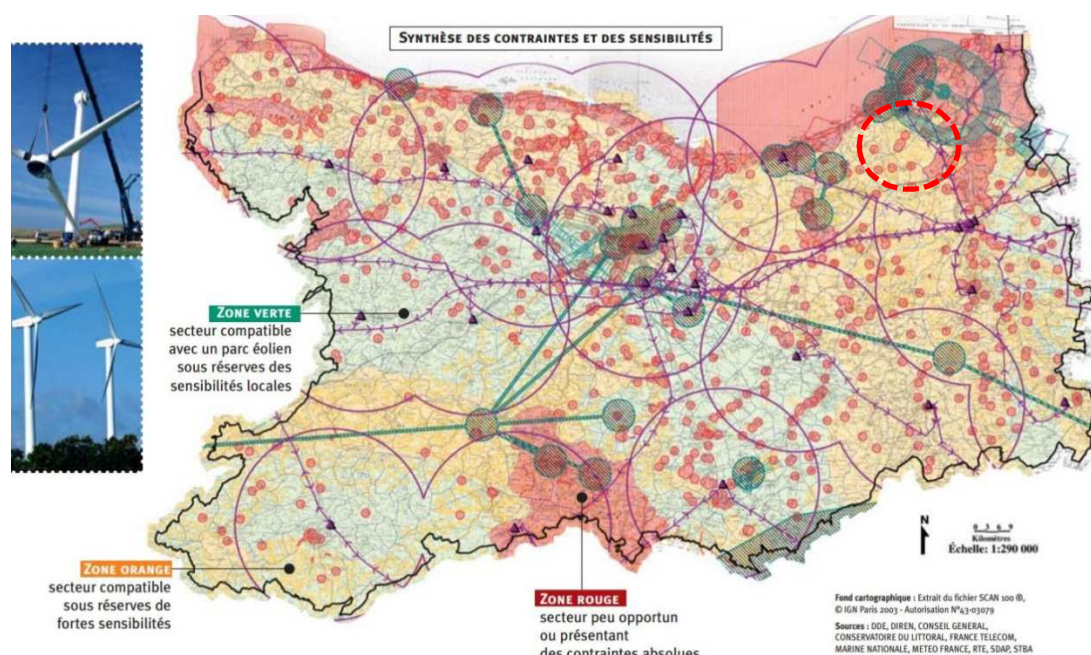
Les mares ne sont pas exploitées et peu entretenues. Elle joue néanmoins un rôle de bassin tampon en cas de forte pluie ; la perméabilité des sols sur la commune est moyenne à faible. Le cours d'eau de la Sente du Ravin n'est pas pérenne et n'est pas exploité. Les mares appartenant au Conservatoire du littoral sont entretenues par le syndicat mixte calvados littoral.

5.3.6 Les ressources du milieu marin

Sur la Commune, le milieu marin sert de support à des activités touristiques (nautisme et tourisme balnéaire). Les voiliers liés à l'activité de nautisme peuvent stationner, au hameau du Manoir, en limite avec VILLERS SUR MER (gestion assurée par le Cercle Nautique Villersois). Le tourisme balnéaire est essentiellement présent sur les Communes voisines. À AUBERVILLE, l'espace supra tidal se limite au pied de falaises. Aucun accès à la mer n'est possible depuis le plateau. Il convient d'accéder au pied de falaises par VILLERS SUR MER ou HOULGATE. Aucun pêcheur n'est installé à AUBERVILLE. L'estran n'intègre pas de culture marine (parc ostréicole ou autre).

5.3.7 Les sources d'énergies renouvelables

S'agissant de la valorisation de l'énergie solaire, le potentiel du territoire pour les énergies renouvelables est réel : environ 1764 heures d'ensoleillement / an. Une habitation (route de Lisieux) comprend des panneaux solaires. Tout le système de chauffage du centre de vacances EDF est lié à des panneaux photovoltaïques sur la toiture de chaque bâtiment. Pour l'éolien, si les vents d'Ouest sont fréquents, les contraintes du site placent la Commune en secteur peu opportun ou présentant des contraintes absolues (schéma départemental éolien).



5.4 LES POLLUTIONS ET LES NUISANCES

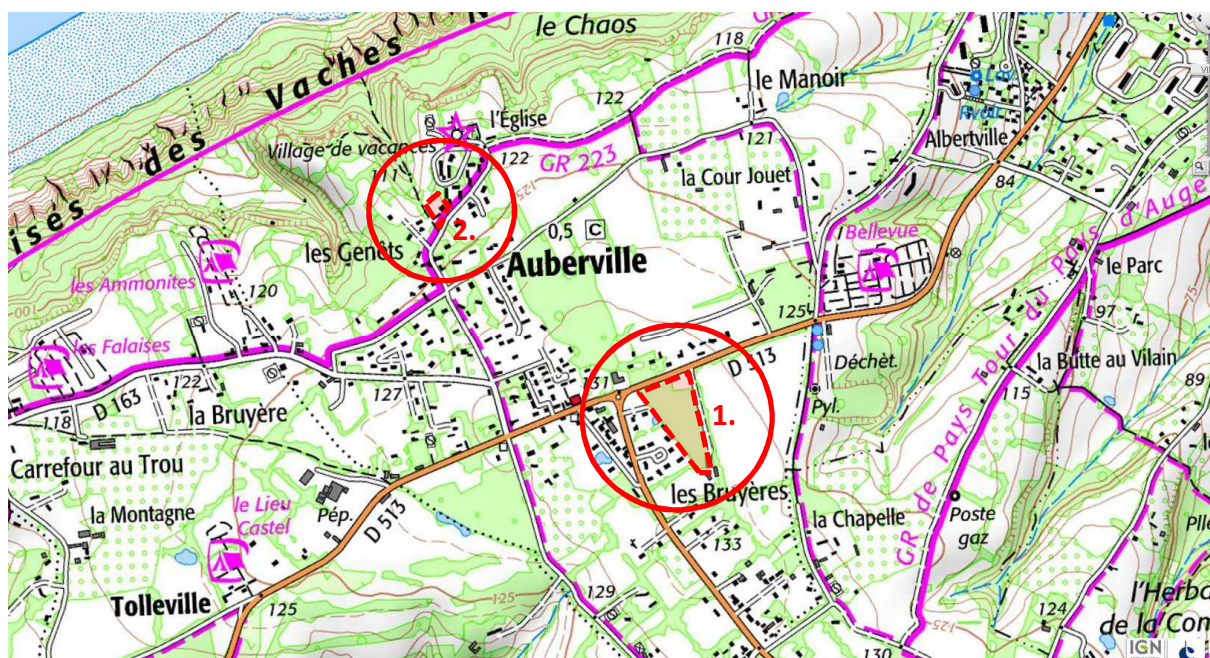
5.4.1 La pollution des sols

Les données collectées par la base de données BASOL, sur les sites et sols pollués, appelant une action des pouvoirs publics, ne font état d'aucun site pollué ou potentiellement pollué sur la Commune d'AUBERVILLE.

Les deux garages sont équipés de récupérateurs d'huile et de débourbeurs déshuileurs. Leurs eaux usées et eaux pluviales sont rejetées dans des réseaux séparatifs. Ils ne génèrent pas de pollution des sols. Un des garages (vente et réparation automobile) – *Gérard Lion – ELAN* – correspond à une Installation Classée au titre de l'environnement.

Néanmoins,

1. Par le passé, une casse automobile s'est organisée sur les parcelles A776, A777 et A778. Il est vraisemblable que les sols de ces parcelles aient été pollués (métaux, jus de vidange...).
2. Dans les années 1950, une usine de piles Wonder a exercé une activité sur la parcelle A503. Il est possible que les sols de cette parcelle aient été pollués.



De plus, il se peut que les sols contiennent des polluants liés aux pesticides et autres produits phytosanitaires, mais leur concentration n'est vraisemblablement pas suffisante pour considérer les sols comme pollués.

5.4.2 Pollution de l'air

En 2000, Air C.O.M a été créée (Calvados - Orne - Manche) avec pour mission la surveillance et l'information de la qualité de l'air sur les trois départements bas-normands. Les archives des alertes à la pollution, depuis 2008, font état de pollutions à l'O₃ et aux particules dans le département.

Considérant le brassage des masses d'air en milieu littoral et sa situation, la Commune n'apparaît pas directement concernée par ces alertes.

5.4.3 La qualité des eaux de baignade

L'eau des sites de baignade est contrôlée au minimum une fois par mois par les services de l'État. Le site de contrôle le plus proche de la Commune se situe à VILLERS SUR MER, en face de la place Jean Mermoz. Les résultats figurent ci-après : la qualité des eaux de baignades est bonne (A) depuis 3 ans.

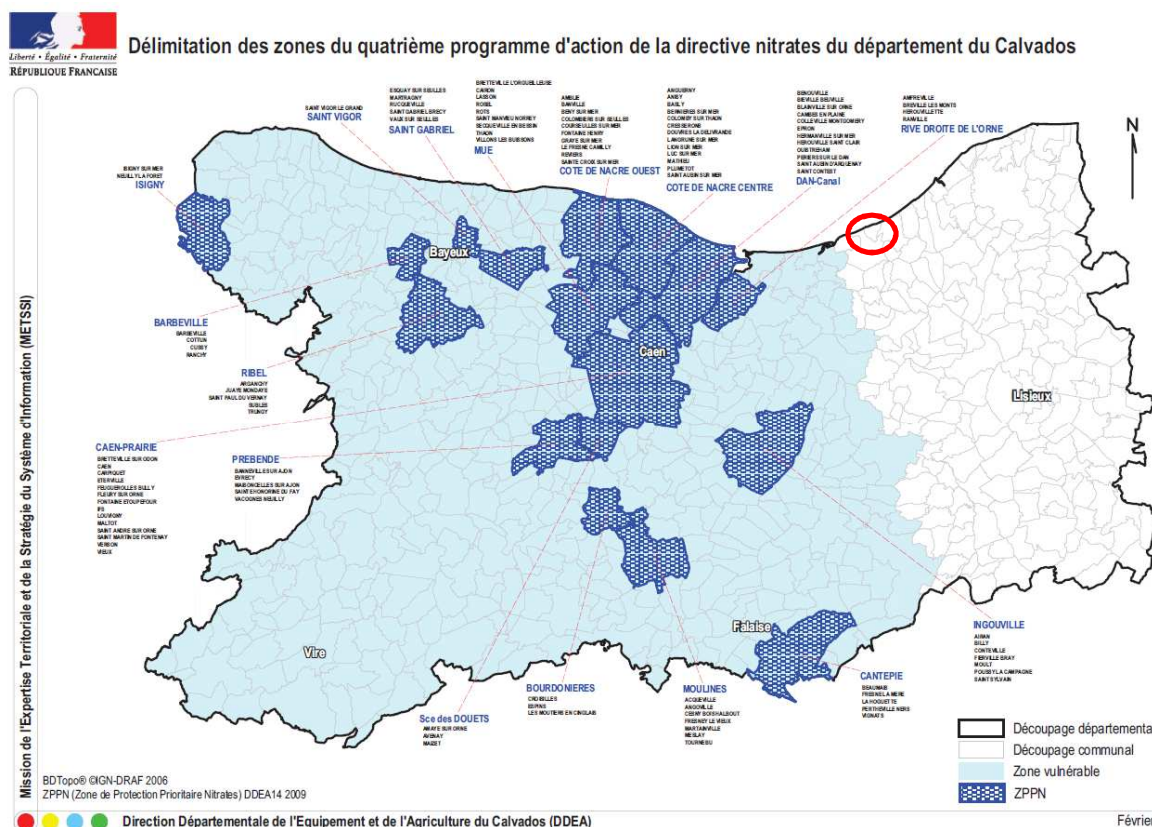


5.4.4 Les eaux résiduaires et urbaines

Comme tout le reste du bassin Seine Normandie, AUBERVILLE est située en zone sensible à l'eutrophisation des cours d'eau par les nitrates et le phosphore des eaux résiduaires urbaines (arrêté ministériel du 23 novembre 1994).

5.4.5 Pollutions agricoles

L'arrêté n°2007-1635 du 1^{er} octobre 2007 du Préfet coordonnateur du bassin délimite les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole dans le district Seine et cours d'eau côtiers normands. La Commune n'est pas située dans les zones vulnérables.



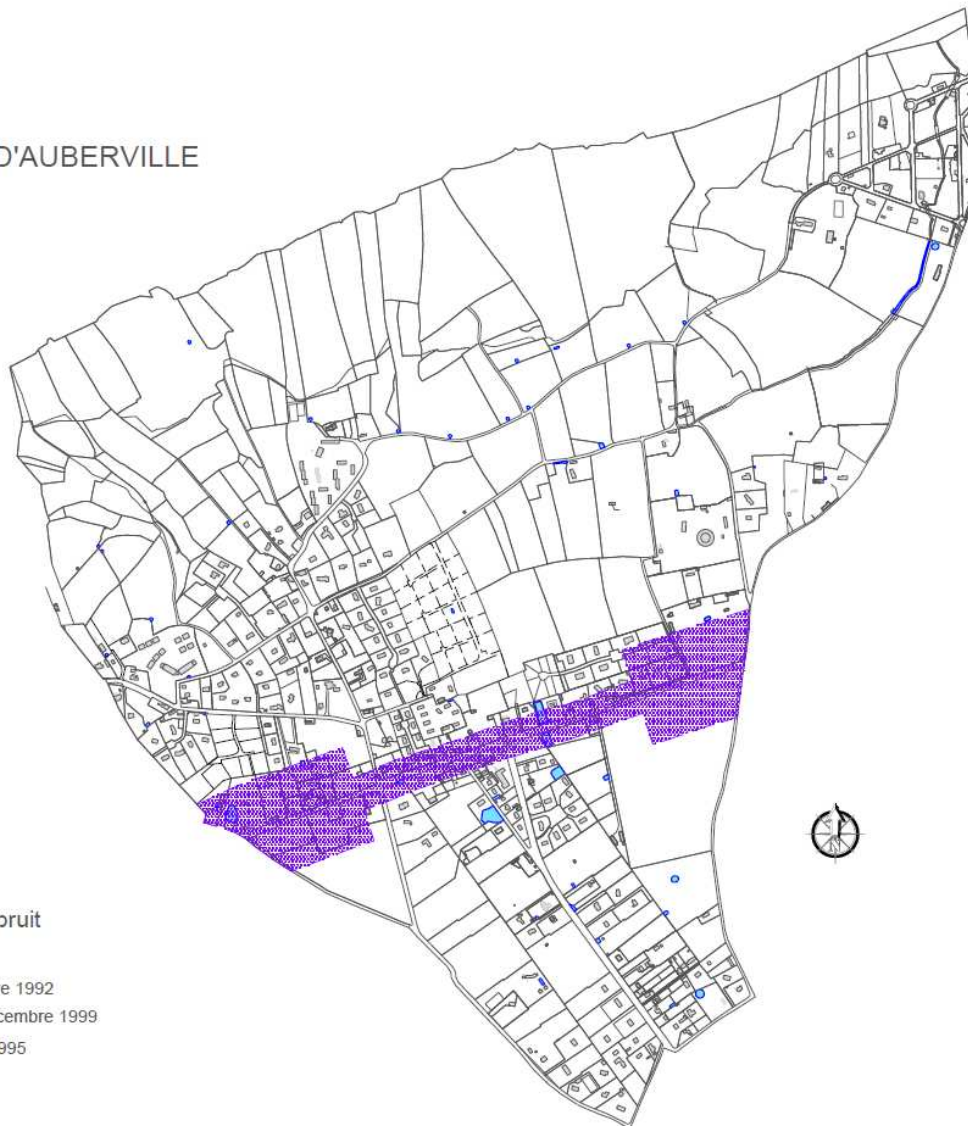
5.4.6 Bruit et pollutions sonores

Par application de la loi 92.1444 du 31 décembre 1992 (et ses décrets d'application), relative à la lutte contre le bruit, la Commune est concernée par le classement sonore de la RD 513 institué par arrêté préfectoral en date du 15 décembre 1999, ainsi que par le décret 95/21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres, et l'arrêté du 30 mai 1996.

COMMUNE D'AUBERVILLE

Prise en compte du bruit

Loi 92.1444 du 31 décembre 1992
Arrêté préfectoral du 15 décembre 1999
Décret 95/21 du 9 janvier 1995
Arrêté du 30 mai 1996



5.4.7 Origines, importances des pollutions

Les pollutions sont relativement limitées sur le territoire, notamment depuis le passage à l'assainissement collectif et la fermeture d'ancienne usine ou casse. Les activités en cours répondent aux exigences en terme de rejets.

Le bruit généré par la circulation automobile (6944 véhicules / jour dont 4,4% de poids lourd en 2011 sur la RD 513) constitue une des principales pollutions.

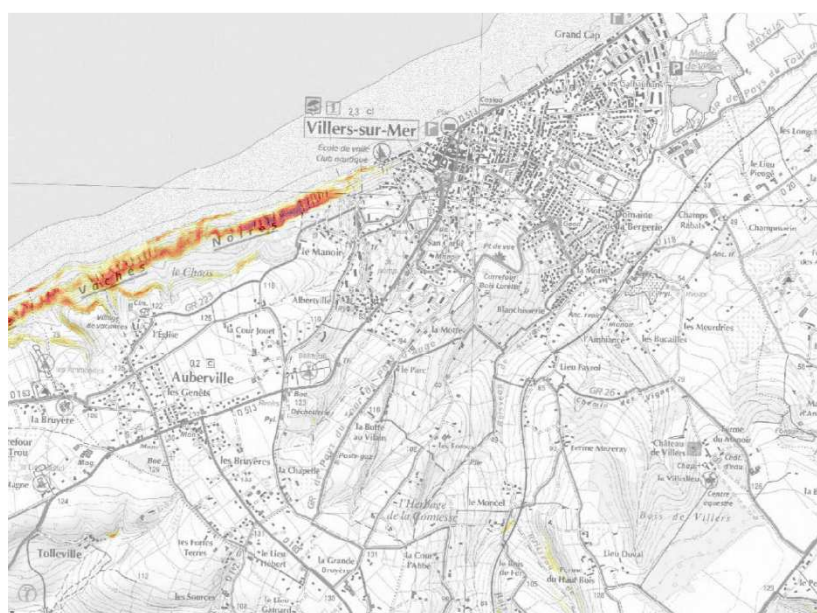
La qualité des eaux de baignade est liée au traitement des eaux résiduaires et urbaines. Les phénomènes de ruissellement constatés, lors des pluies d'orage, sont susceptibles de générer des pollutions.

5.5 LES RISQUES MAJEURS

Les risques naturels et technologiques sont traités dans cette partie. Dans la région, les risques naturels recouvrent les risques liés à l'eau (inondation par débordement de cours d'eau, remontée de nappe, ruissellement, submersions marines), aux mouvements de terrain (glissement, effondrements), aux phénomènes climatiques (houles, tornades, tempêtes, vagues de froid, sécheresses), aux incendies dans les espaces naturels, à l'exposition à la radioactivité du radon... Les risques technologiques englobent les risques industriels, ceux liés aux transports de matières dangereuses, aux ruptures de barrages, ainsi que le risque nucléaire.

À AUBERVILLE, sont recensés par la DREAL Basse Normandie :

- La prédisposition aux chutes de blocs, qui est essentiellement localisée dans les falaises des Vaches Noires.



Atlas de prédisposition aux chutes de blocs de Basse-Normandie

Etat des connaissances : novembre 2011

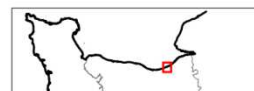
version L93 V2.02 du MNT DREAL

AUBERVILLE

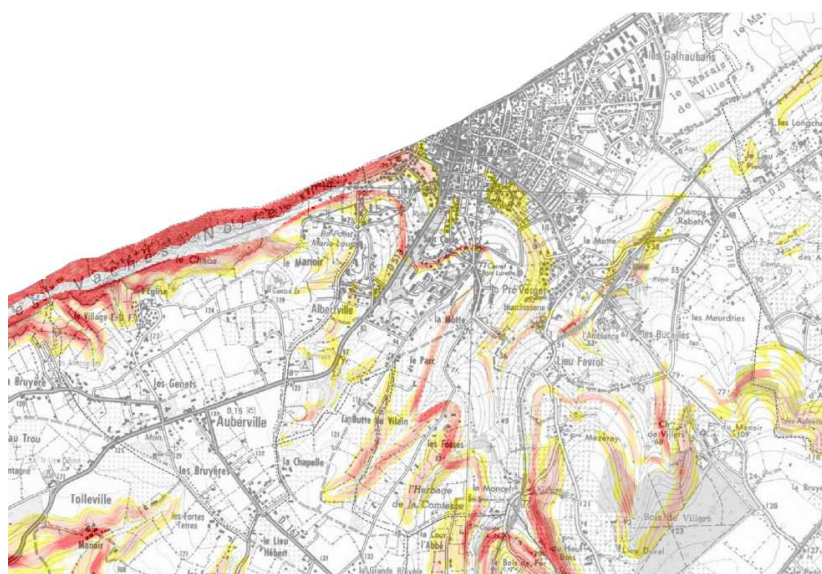
14024

Indice de prédisposition (évaluation reposant sur des critères de pente)

- fortement prédisposé
- moyennement prédisposé
- faiblement prédisposé
- a priori non prédisposé



- La prédisposition aux mouvements de terrain, qui est essentiellement localisée dans les falaises des Vaches Noires et qui a fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques.



Prédisposition aux mouvements de terrain

fluages, glissements de pente et phénomènes associés (chute de pierres et coulées de boues)

Mise à jour septembre 2004

Cette cartographie ne traite pas des mouvements de terrain liés à la présence de marnières ou autres cavités souterraines

Son utilisation doit s'appuyer strictement sur une lecture attentive de la notice explicative

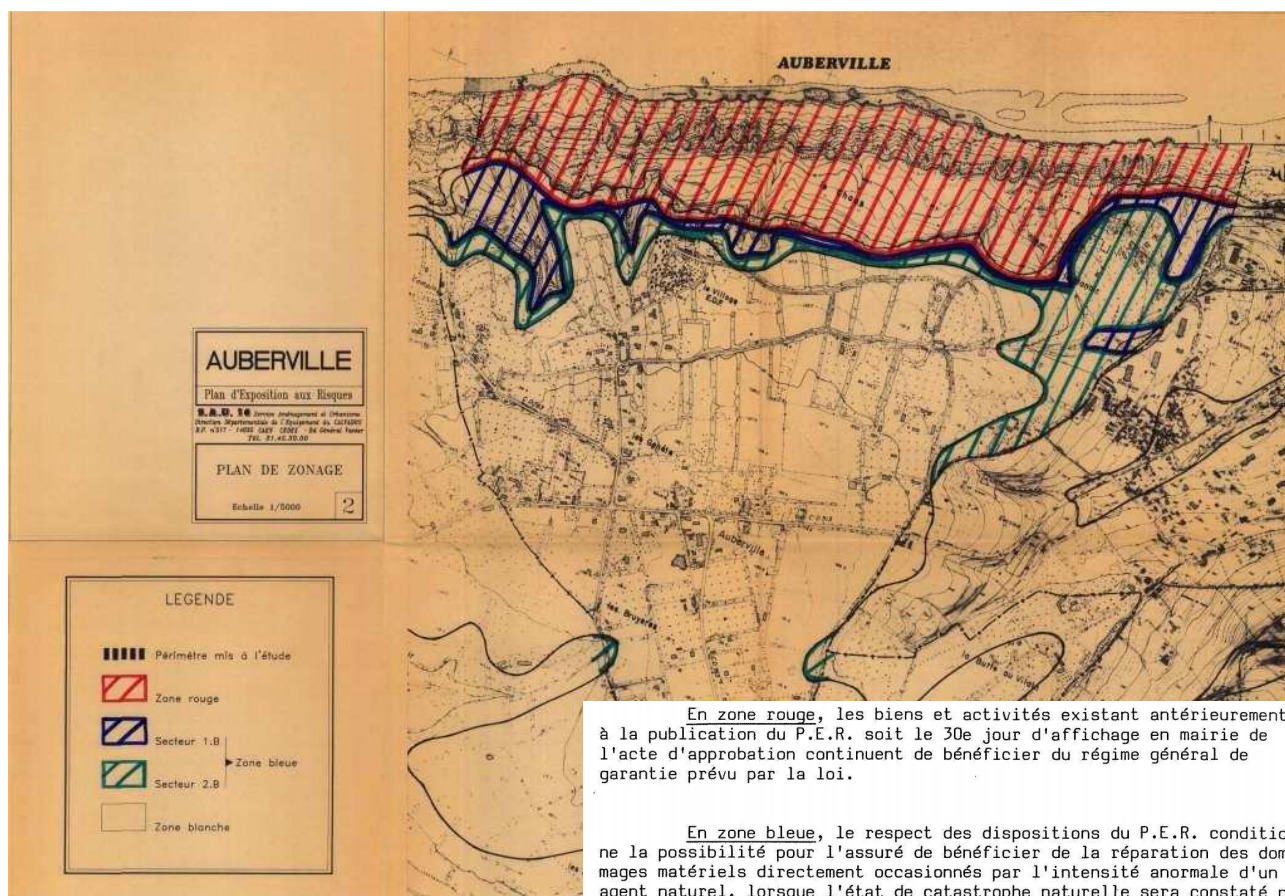
- Prédisposition très forte
- Prédisposition modérée à forte
- Prédisposition faible à modérée
- Prédisposition nulle à faible

AUBERVILLE

14024



Le Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain des « Falaises des Vaches Noires » a été approuvé le 28 juin 1993 puis le 13 février 1997 pour la commune de GONNEVILLE SUR MER.



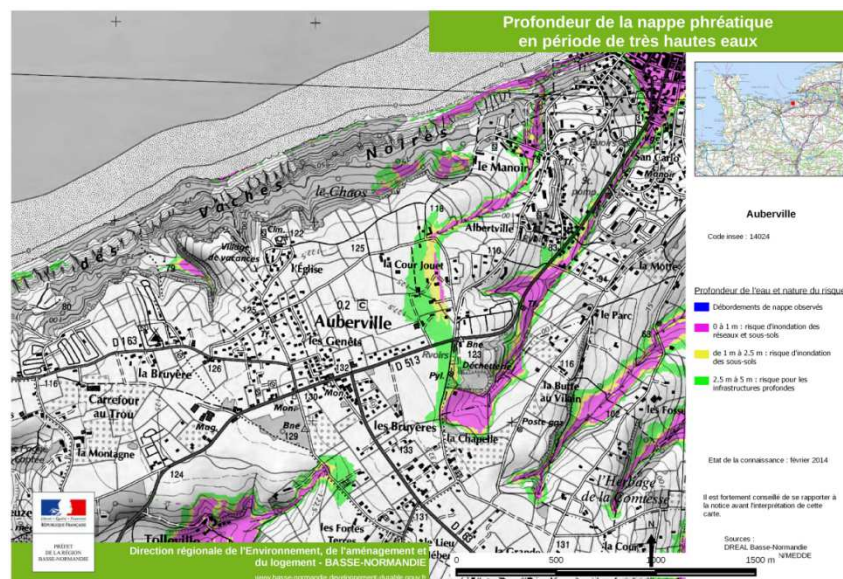
En zone rouge, les biens et activités existant antérieurement à la publication du P.E.R. soit le 30e jour d'affichage en mairie de l'acte d'approbation continuent de bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi.

En zone bleue, le respect des dispositions du P.E.R. conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque l'état de catastrophe naturelle sera constaté par arrêté interministériel. Pour les biens et activités implantés antérieurement à la publication de ce plan, le propriétaire ou l'exploitant dispose d'un délai de cinq ans pour se conformer au présent règlement.

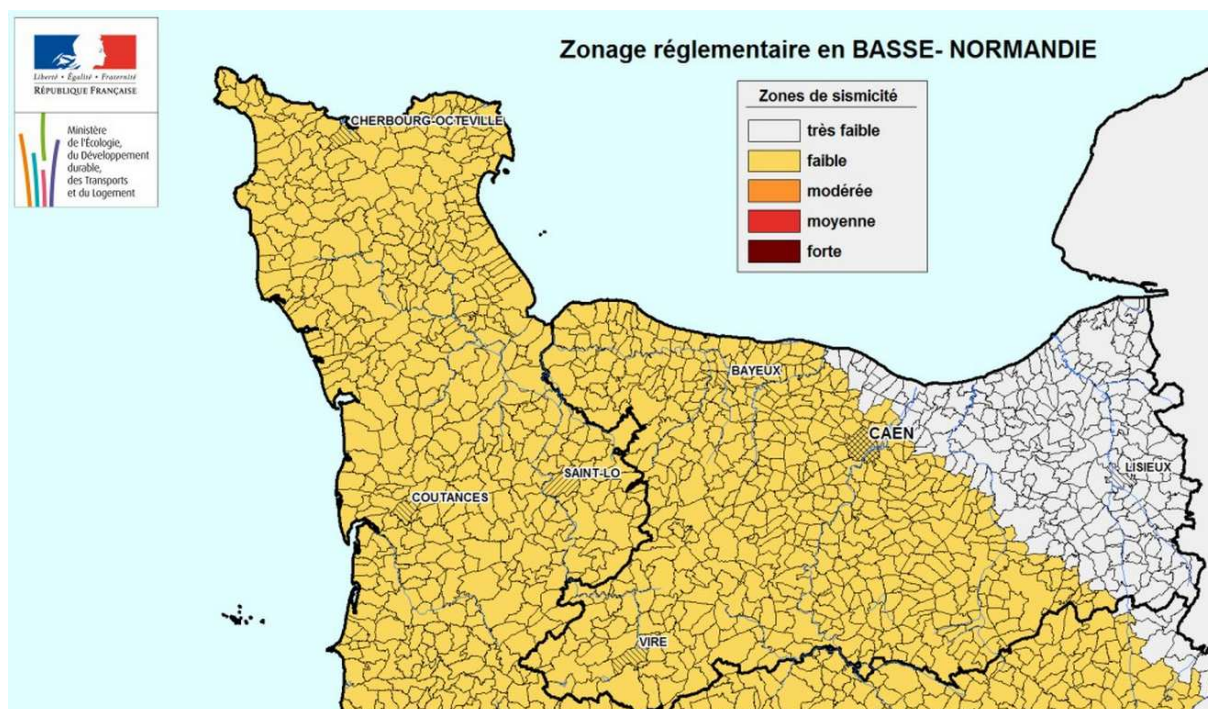
- La profondeur de la nappe phréatique en période de très hautes eaux ne concerne la Commune que marginalement.

En zone blanche, il n'est pas prescrit de mesures de prévention.

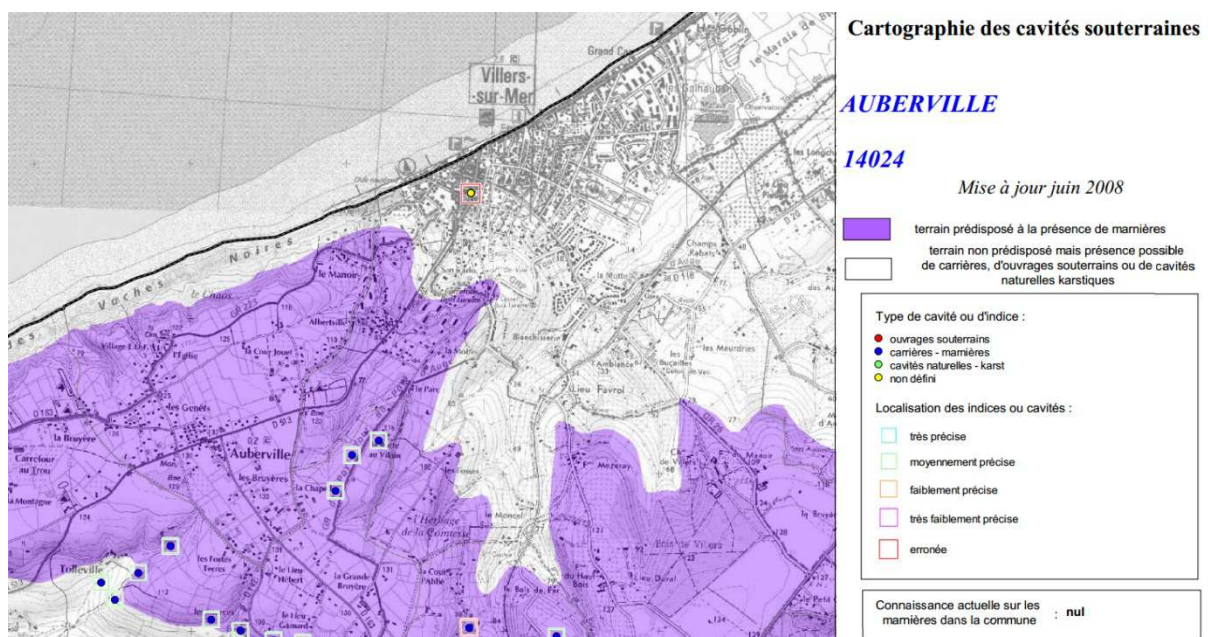
Conformément à l'article 6 du décret n° 84-328 du 3 mai 1984, les mesures de prévention prévues par le Plan d'exposition aux risques naturels prévisibles concernant les biens existant antérieurement à la publication de ce plan ne peuvent entraîner un coût supérieur à 10 % de la valeur vénale des biens concernés.



- Le risque sismique : La Commune est comprise dans le périmètre de la zone de « sismicité 1 » (sismicité très faible) défini par le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010. Dans cette zone, aucune règle de construction parasismique n'est applicable (arrêtés du 22 octobre 2010).

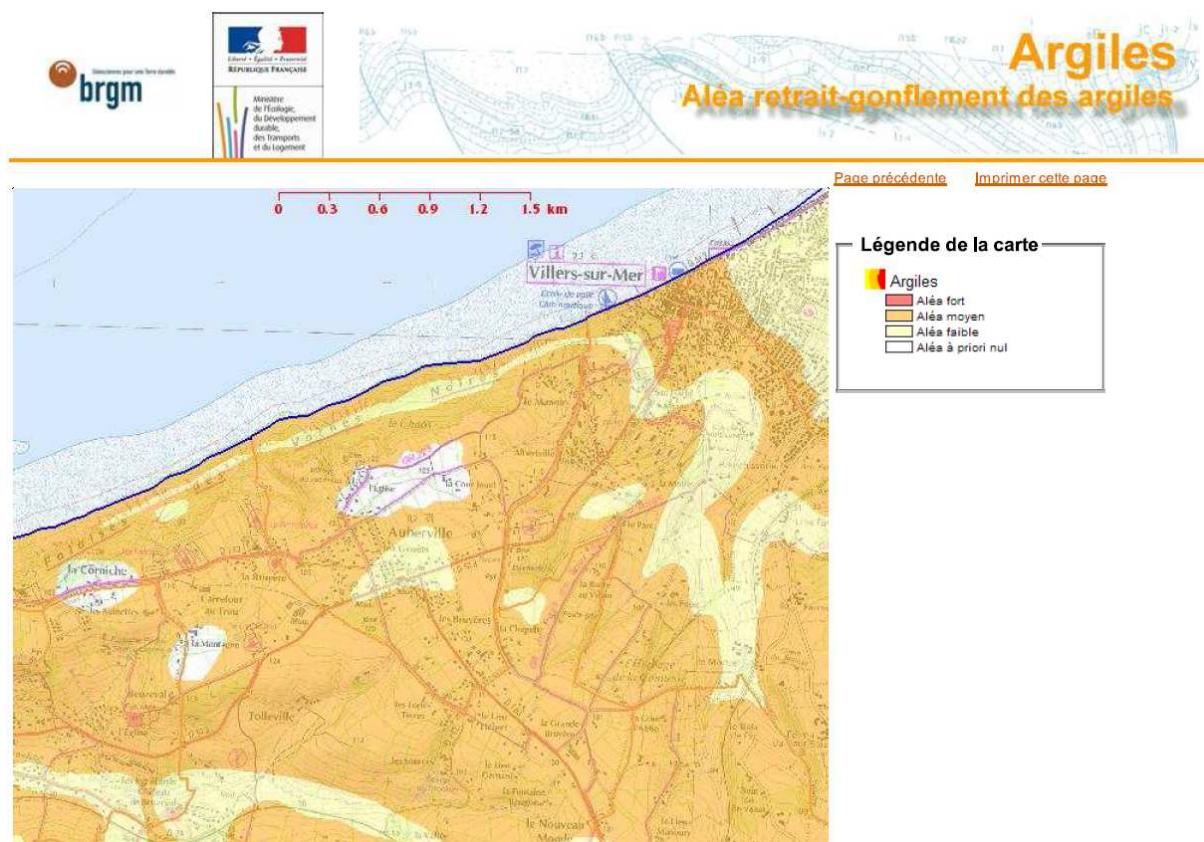


- Les marnières et les cavités souterraines. Si une partie du territoire communal apparaît prédisposé, la connaissance actuelle, sur les marnières à AUBERVILLE, ne recense aucun indice particulier.



Un inventaire communal (connaissance des anciens) mené concomitamment à l'élaboration du PLU fait état d'un indice éventuel de marnière sur la parcelle A929, lieudit les Bruyères.

- L'aléa retrait gonflement des argiles présente un aléa moyen sur le territoire communal en dehors du cœur de bourg et des abords du hameau Blandin où l'aléa est faible à nul.



Dans les zones de retraits et gonflements des sols argileux aléa moyen, il est recommandé de mener une étude géotechnique sur la parcelle, de réaliser, le cas échéant, des fondations appropriées, de consolider les murs porteurs, de désolidariser les bâtiments accolés et éviter les variations d'humidité à proximité des bâtiments.

- Les arrêtés de catastrophes naturelles sont au nombre de deux.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Tempête	15/10/1987	16/10/1987	22/10/1987	24/10/1987
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

- Risque technologique : aucun risque n'a été identifié.

5.6 LES PAYSAGES

5.6.1 Lecture des grands paysages

Le Pays d'Auge septentrional correspond au relief d'un plateau profondément disséqué par un réseau dense de vallons, couvert d'un bocage herbagé complanté de pommiers dans lequel sont dispersés des bâtiments de colombage et de briques. C'est un paysage de relief qui enchaîne des tableaux successifs nets et soignés.

L'aménagement agraire est étroitement lié à une mutation précoce de l'économie agricole. Dès le début du XVII^{ème} siècle, en profitant des pâturages estivaux des marais de la Dives et de la Touques, la région s'est orientée vers une spécialisation dans un élevage bovin destiné à la production d'animaux gras dans les grandes exploitations, de fromages à pâte fermentée dans les autres. Les sols argileux, le climat plus humide que dans la Campagne de Caen, et les pentes fortes peu accessibles à la charrue ont privilégié l'herbage permanent enclos de haies. Ce nouveau paysage a gagné peu à peu les vallées et vallons, tandis que les plateaux demeuraient fidèles aux champs labourés jalonnés de quelques alignements de pommiers. Sur les nouveaux herbages, les pommiers pouvaient être plantés plus denses, superposant le verger à l'herbage pâturé. L'habitat, héritier d'une ancienne conquête progressive de l'espace, multiplie les fermes dispersées et les petits hameaux autour de chefs-lieux paroissiaux minuscules. Et les fermes renouvellent cette dispersion dans leurs bâtiments multiples coiffés de tuiles plates (habitation, étables, écuries, boulangerie, pressoirs, bouillierie ...) que la rareté d'une pierre non gélive a fait construire en colombage de bois, hourdis de torchis. Vers le milieu du XIX^{ème} siècle, la brique a tendu à remplacer le pan de bois dans les habitations.

La combinaison des divers éléments qui forment cette région donne des tableaux aux profondeurs de vue variables, souvent étendues, au dessin de haies assez complexe, dans lequel dominent les obliques avec lesquelles s'opposent les alignements d'arbres sinueux au long des ruisseaux. Le quadrillage des vergers de pommiers y ajoute sa texture et, en avril, leurs fleurs blanches égayent pendant quelques semaines le vert permanent. Les toits de tuiles des bâtiments jettent une autre note de couleur, discrète, çà et là. C'est l'une des richesses de cette partie du terroir augeron que d'offrir à la fois des aperçus sur de vastes tableaux et des ambiances fort intimes d'enclos et de belles constructions. Ce paysage sans cesse se décline au regard à plusieurs échelles, délicatement imbriquées. Les plateaux rompent avec l'impression d'intimité des pentes. Les champs ouverts y occupent près de la moitié de la superficie et un bocage à grandes mailles le tiers. Quoique toujours majoritairement en herbe, ils laissent plus de 20 % aux labours tandis que les vergers restent discrets. Dans les haies, aussi variées que sur les versants, le merisier, le saule et le frêne signalent les sols profonds et frais alors que l'érable, le chêne, le frêne et le houx préfèrent les sols plus acides de l'argile à silex des marges des plateaux. Le plateau associe donc deux nuances paysagères, l'une ouverte, aérée, lumineuse, aux couleurs plus variées grâce aux cultures, et l'autre cloisonnée de larges mailles où les bâtiments se cachent et où alternent ombre et lumière. La limite du plateau et des pentes est toujours franchement marquée par des haies opaques ou transparentes au regard selon les saisons.



Les villages nouent les carrefours et les fermes-manoirs y sont fréquentes. L'influence de la Côte Fleurie s'étend en diminuant graduellement du nord vers le sud. Ce paysage est ainsi devenu, depuis les débuts de la balnéarisation au XIX^{ème} siècle, un espace de transition entre la côte urbanisée et le pays rural qui la borde. La même structure paysagère se trouve à l'amont de Deauville et Trouville, reprise dans toutes ses composantes avec un aspect jardiné : de Dozulé à Deauville.



Un fond commun parcellaire passe progressivement de la prairie à la pelouse, tandis que les fermes deviennent résidences secondaires puis villas et que les haies cèdent la place aux lices de bois peintes en blanc qui délimitent les prés où paissent les chevaux des haras. Il semble au promeneur que tout doucement la campagne se « déguise » en espace vert urbain. Il existe une continuité paysagère entre le Pays d'Auge des pommiers et des prés et les villas deauvillaises, comme si, doucement, l'on passait de l'un à l'autre.

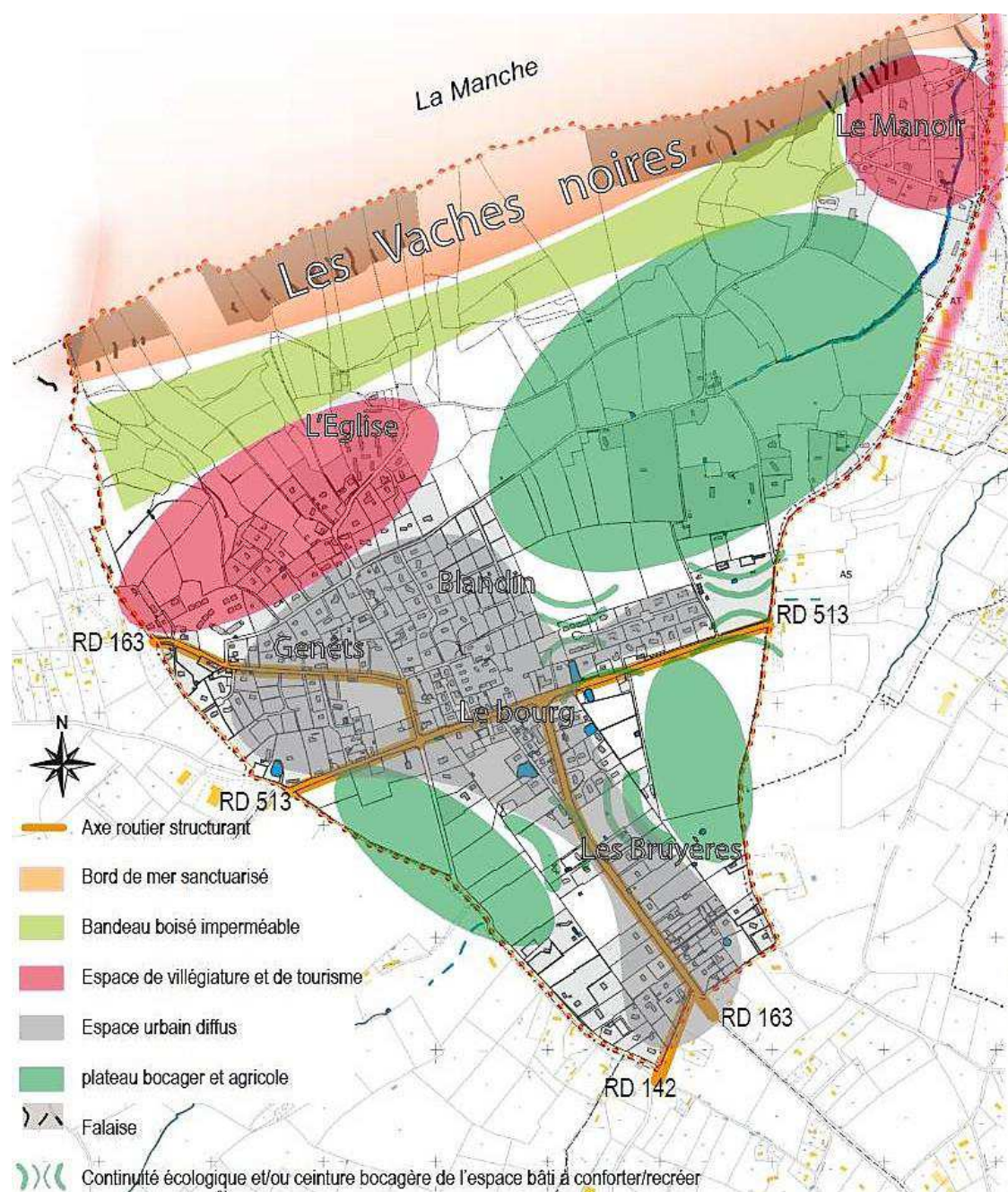
Sur plus de quatre kilomètres, d'Houlgate à Villers-sur-Mer, s'étend un paysage littoral extraordinaire et unique en Basse-Normandie. La falaise de plus de 100 mètres de haut se présente sous une couleur sombre en crêtes morcelées de pinacles, d'aiguilles et de tours, perpendiculaires à la mer, séparées par des vallons qui s'élargissent en cônes bosselés ourlant le contact avec la plage. À leur pied, des blocs assez volumineux pour résister aux tempêtes sont recouverts d'algues noirâtres et sont à l'origine du nom des « Vaches Noires ». Un chanfrein bosselé et crevassé sépare les deux corniches sommitales. Ce relief original est dû à l'affleurement des argiles oxfordiennes, épaisses de 60 mètres et armées à leur partie supérieure de trois minces bancs de calcaires marneux. Les calcaires rauraciens et la craie pénétrée de poches ocrées d'argile à silex les surmontent. Après les pluies, les argiles se mettent en mouvement sous forme de coulées de boue épaissies vers l'aval, tandis que les crêtes s'effondrent malgré les chapeaux de calcaire marneux qui leur confèrent leur silhouette de pinacles. Cette instabilité élimine toute végétation. Elle évite aussi tout habitat.

Les teintes dominantes sont ici celles de la roche constitutive des pentes de la falaise, faite d'argile noirâtre, d'où émergent des blocs de teinte beige clair. L'estran se décompose en une partie sablonneuse dont la blondeur est recouverte par la mer à marée haute et une partie caillouteuse aux

couleurs extrêmement variées : gris bleuté, beige clair, gris rosé à rose soutenu composent un «patchwork» de nuances. Au-dessus de la crête de la falaise, le manteau broussailleux et arboré apparaît comme une masse vert dense, impénétrable, d'où émerge, çà et là, un pignon de villa, jetant ses notes claires surmontées d'ardoises sombres.

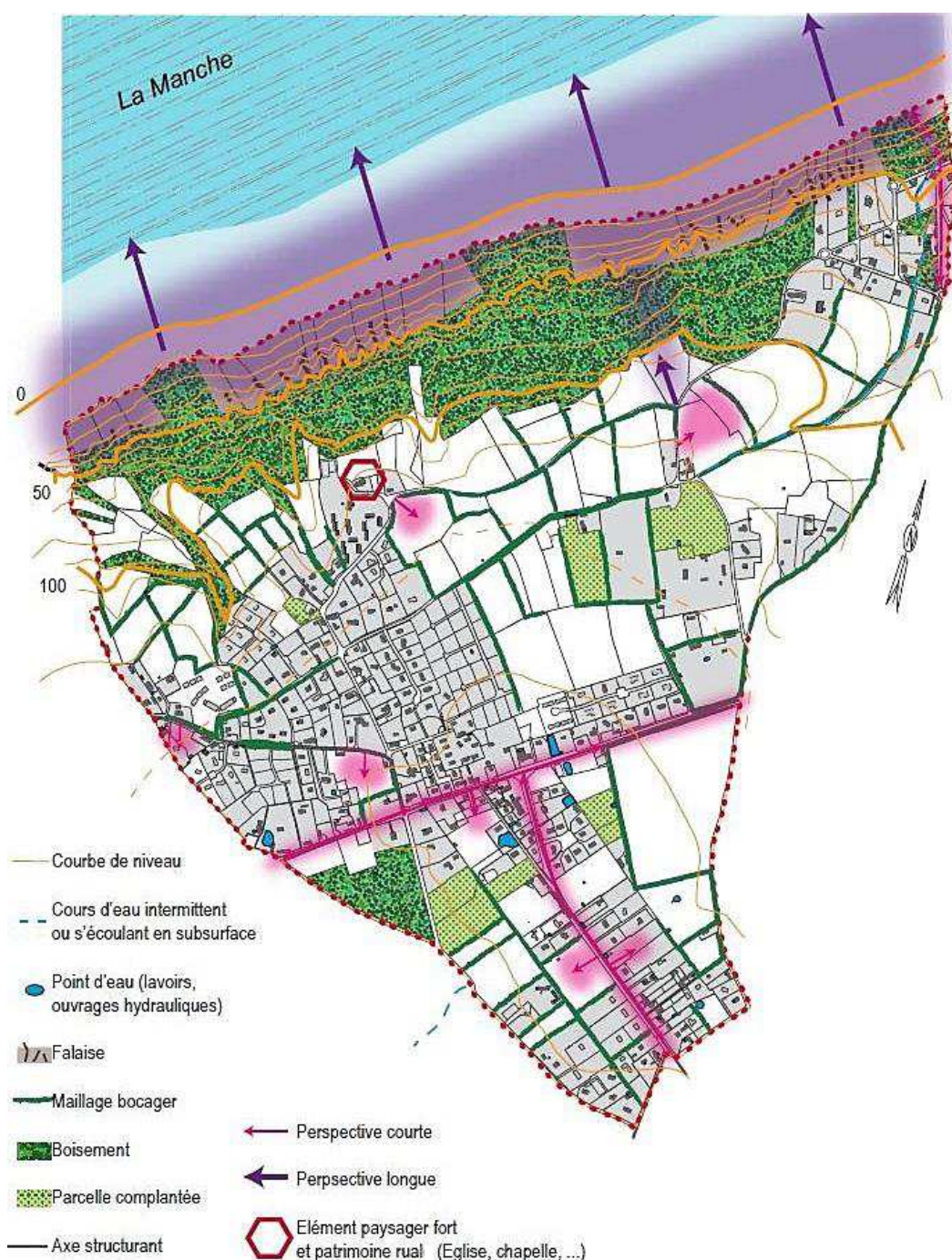
5.6.2 Lecture des paysages locaux

Les paysages d'AUBERVILLE sont caractérisés principalement par cinq unités paysagères : un bord de mer sanctuarisé (par de nombreuses protections), un bandeau boisé imperméable (qui masque les vues sur la mer depuis le plateau), un espace de villégiature et de tourisme, un espace de plateau bocager et agricole et, un espace urbain diffus.



La notion de bassins visuels est développée pour répondre à cette composante du territoire et y apporter une acuité visuelle et paysagère propre à définir un constat ciblé et des enjeux de développement.

Les bassins visuels à grandes et petites échelles, font ressortir des secteurs de point de vision lointain, où l'œil perçoit le village sur une ligne d'horizon, et des secteurs sensibles qui ne permettent cependant pas d'appréhender le village dans son ensemble, mais de le découvrir en vision défilante. Les zones comprises dans le bassin visuel partent donc des secteurs les plus fréquentés et utilisés. Dans les secteurs à enjeux visuels tout développement éventuel devra être intégré avec soin dans le paysage. Les secteurs d'enjeu visuel sont limités par les boisements et les haies qui constituent des filtres paysagers. La RD 513 et la RD 163 sont deux axes relativement fréquentés dont les abords sont sensibles.



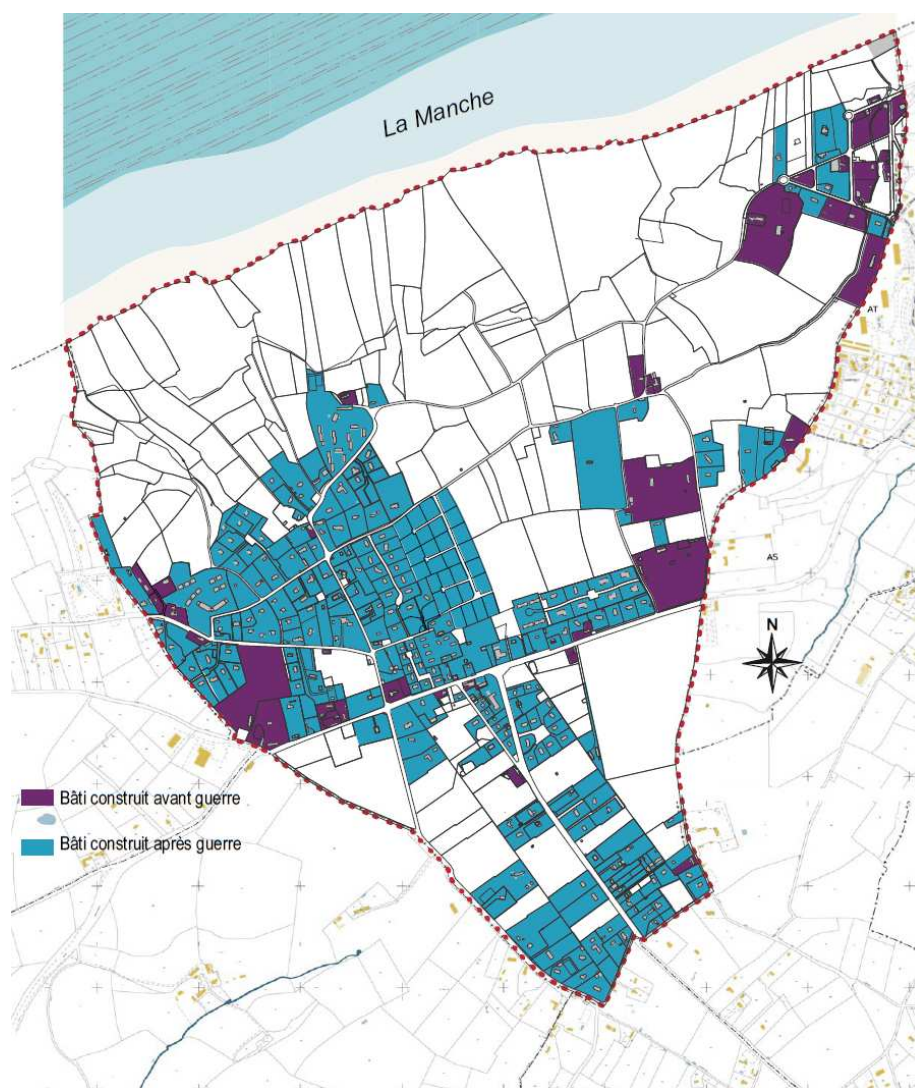
La traversée de la Commune, par la RD 513, manque de lisibilité. Les seuils des franges urbaines méritent d'être définis. Hormis depuis la mer ou plage sur les falaises, il n'existe pas de vue longue sur le territoire, du fait des nombreux boisements et haies. Il n'existe pas de covisibilité entre la mer et le plateau.

5.7 LA FORME URBAINE

5.7.1 L'époque des constructions

À AUBERVILLE, le bâti est relativement récent. Il s'agit souvent d'ilôts juxtaposés ou d'urbanisation au fil de l'eau sur de grandes parcelles. Les voies en impasse sont nombreuses. Dans son ensemble l'urbanisation manque de cohérence.

Le bâti ancien sur la Commune est relativement réduit et dispersé. Il correspond à d'anciennes fermes en colombage ou villégiature de l'époque des bains de mer. La Commune compte également quelques manoirs ou édifices de qualités architecturales.



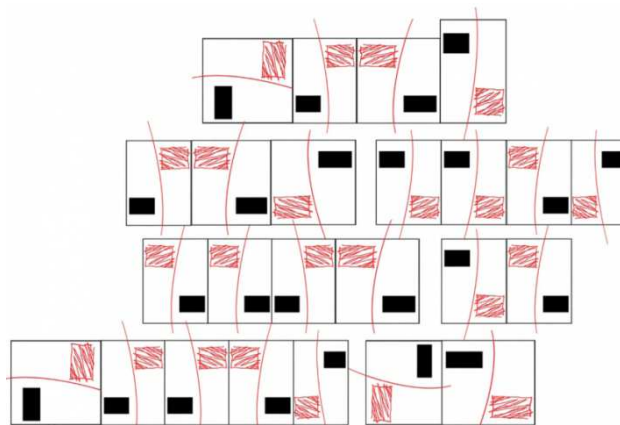
5.7.2 Le potentiel de densification

L'habitat pavillonnaire est généralement implanté au milieu de grande parcelle. En moyenne les zones urbanisées de la Commune compte environ 4 logements / ha, soit de l'ordre de 2500 m² de terrain par logement.

Les habitations sont distantes des voies et des limites séparatives, néanmoins la faible densité rend envisageable des divisions et ventes de terrains constructibles

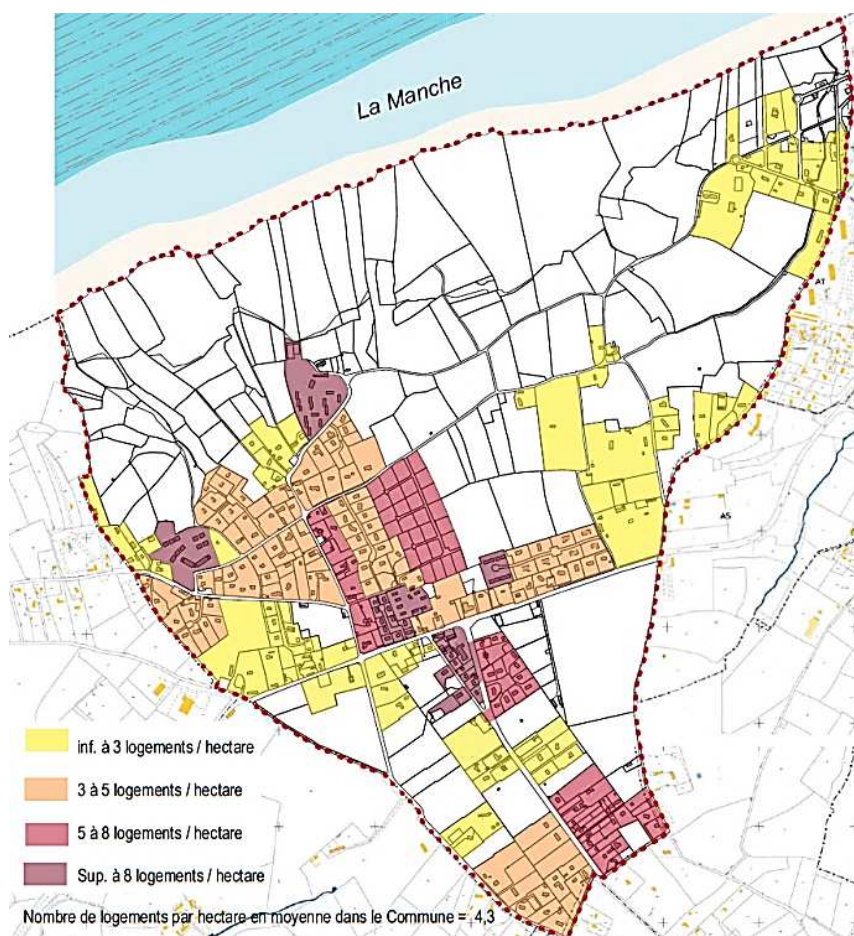
Sur la base de lots divisés selon une densité de 8 logements / ha (1250 m²), le potentiel de création de logements par division de terrain, en zone déjà urbanisée, correspond à une quarantaine de logements.

Durant la prochaine quinzaine d'année, il peut être estimé que de l'ordre de 15 % de ce potentiel pourrait être mobilisé : ≈ 6 logements en densification pour les 15 ans à venir.



Dans le bourg, les quelques constructions anciennes sont implantées à l'alignement des voies et en limite(s) séparative(s) de propriétés.

Les secteurs plus denses correspondent aux programmes de tourisme, à quelques opérations résidentielles dans le bourg et de l'habitat ancien le long de la RD 513.

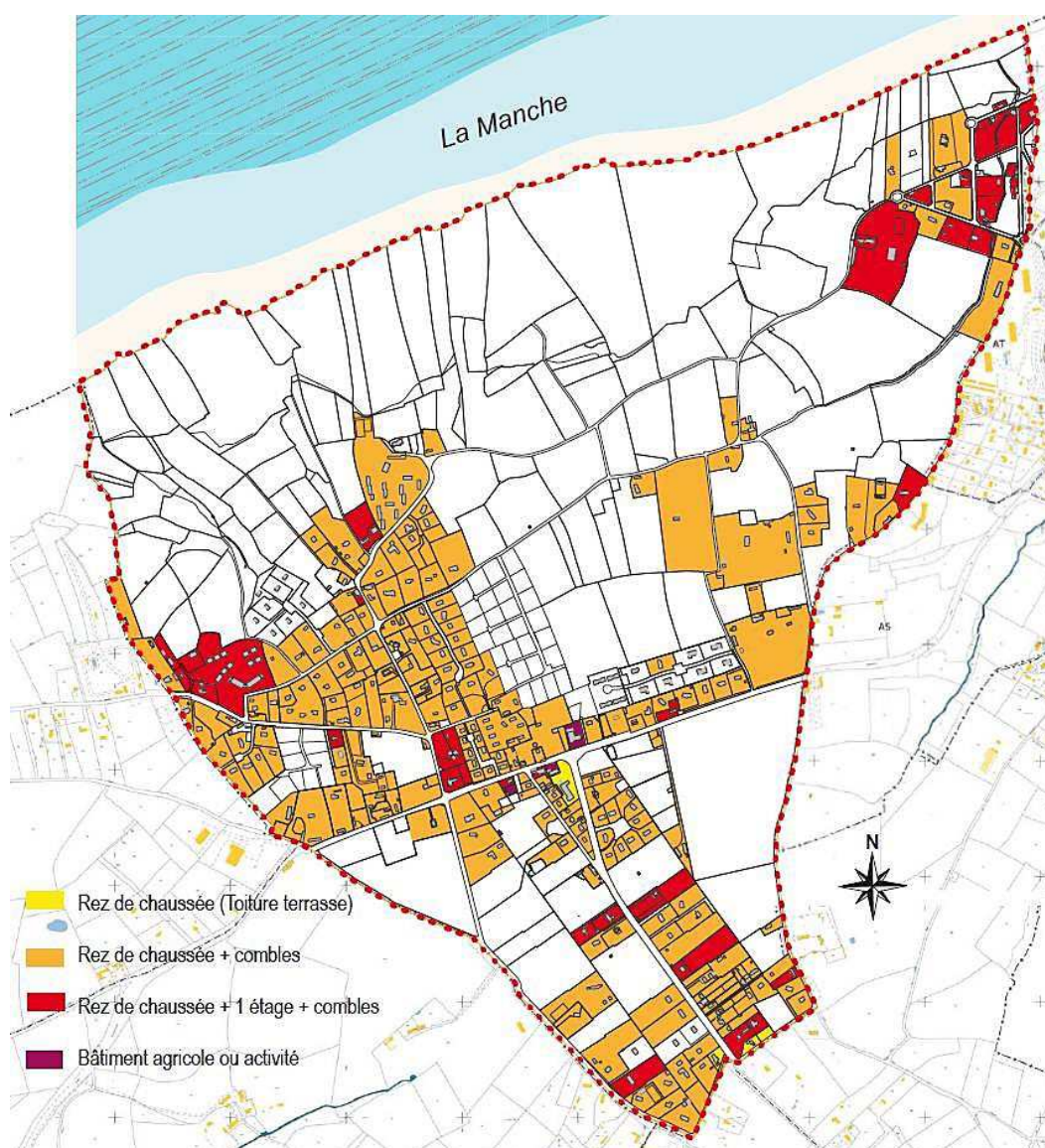
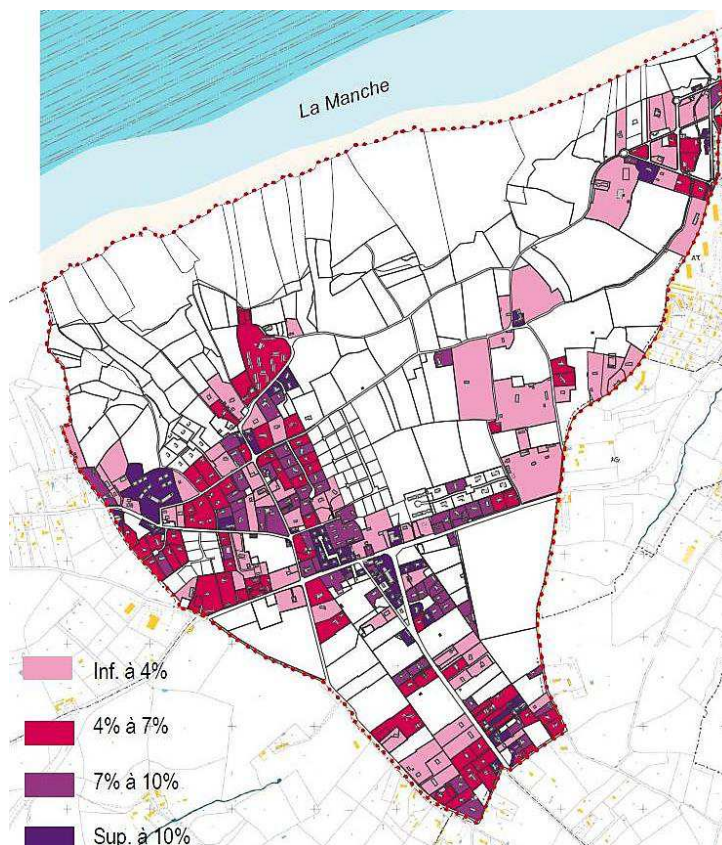


À l'image du nombre de logements / ha, le coefficient d'emprise au sol des constructions est relativement faible.

Les pavillons sont majoritairement organisés en rez-de-chaussée plus combles aménagés, soit 8 mètres au faitage maximum.

5.7.3 La hauteur des constructions

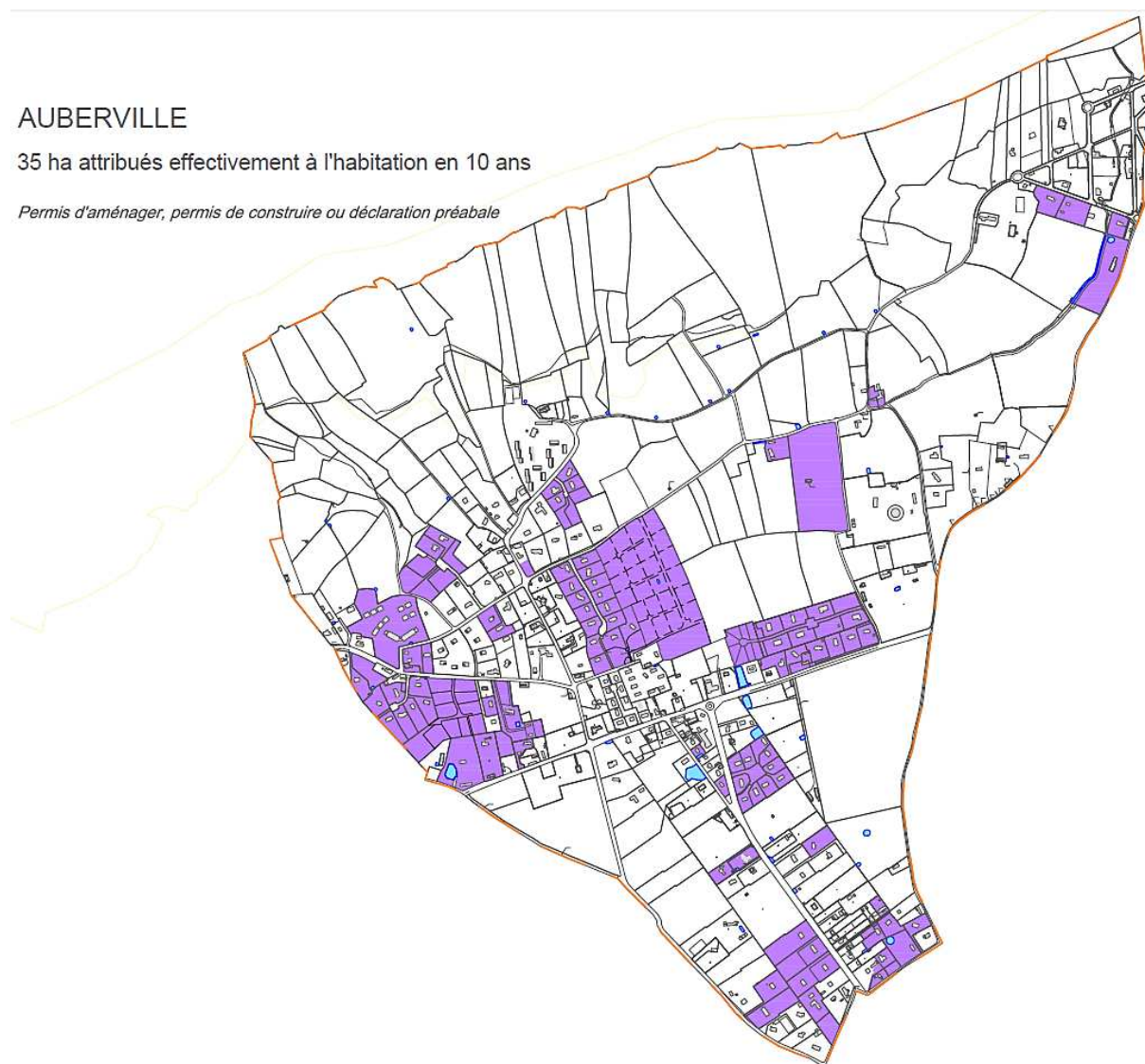
L'habitat ancien est régulièrement plus élevé et comprend un étage droit : R+1+Combles (10 à 11 mètres).



5.7.4 La consommation foncière

Durant les 10 dernières années, la surface consommée par les développements résidentiels et touristiques s'établit à 35 ha.

Cette valeur est très élevée. Les terrains concernés par l'urbanisation des 10 dernières années figurent sur le plan ci-après.



5.7.5 Les styles architecturaux

L'architecture dans le Pays d'Auge est relativement typique (pour la plus ancienne). Dans tous les cas, elle renvoie à des styles architecturaux listés ci-après :

Les constructions traditionnelles en colombages

Traditionnellement, les murs sont en pans de bois (type orme ou autre), hourdés de torchis (terre argileuse mêlée de paille et de bouse de vache) appliquée sur un lattis (en chêne) horizontal et régulier. Les pans de bois constituent une structure régulière à prédominance de pièces verticales et de liens. Cette technique de construction assure aux habitats une certaine souplesse dans le temps. Il

est possible aussi de trouver des pans de bois à structure irrégulière de type «épi de blé » sur certains bâtiments.

Les soubassements sont réalisés de différentes manières, en pierre, en brique, en pierre et en brique ou alors en galet de silex. Les toitures débordent afin de protéger la structure de bois et de torchis des intempéries. Les extensions sont en brique ou en pierre de Caen.



Les toitures-charpente sont à deux versants et croupes ou demi-croupes, les toitures pentues et parfois débordantes type queue de geai. Elles sont en ardoise, tuile plate ou, pour les plus anciennes, en chaume.

Réinterprétation des constructions traditionnelles en colombages

Certaines constructions récentes sur le territoire possèdent des modes d'écriture architecturale directement inspirés de la typologie traditionnelle des bâtiments augerons. Les réinterprétations les mieux réussies restent fidèles aux matériaux et à la morphologie générale ; matériau, taille des ouvertures, pentes de toiture, volume, longueur et implantation.

Les maisons bourgeoises

Ce sont généralement des maisons de brique ; d'un volume plus large et plus long, elles comprennent souvent un rez-de-chaussée et un étage plein.

La toiture peu pentue, à quatre pans est recouverte le plus souvent d'ardoise et accueille des lucarnes.

D'aspect général, ces maisons présentent des façades claires, en brique apparente, entourages de fenêtres soulignées de moellons de pierre; très ordonnées et symétriques, les ouvertures sont plus hautes et plus larges.



Les constructions en brique : villa et maison de bourg

Il s'agit bien souvent de fermes ou de constructions hautes de villégiature du 19^{ème} et début 20^{ème} siècle.

Les toitures et épannelages sont plus richement décorées et complexes.

Leur implantation correspond à un mode de mise en scène sur la parcelle (généralement rectiligne) suivant l'axe d'une allée (au sein d'un verger) et très en retrait de la route ou alignée sur la rue.

Les pavillons des 50 dernières années

Leur mode de construction rompt singulièrement avec l'ambiance traditionnelle du bocage augeron, tant par leur volume, les ouvertures, les matériaux utilisés, les toitures et leur implantation. Cette époque est caractérisée par des modes constructifs et des procédés de fabrication: les médiocres références à un pseudo-style "Île-de-France" ont conduit à des standards universels pauvres qui vieillissent mal.

Les années 60-70

Une architecture d'urgence, marquée par la fabrication industrielle : volume cubique : un rez-de-chaussée, un étage plein et une toiture à quatre pans (combles non aménagés), implantation en "motte" au milieu de la parcelle, enduit clair, larges baies et grandes fenêtres, volets métalliques en accordéon..., balcon face à la rue, quelques constructions à toiture en un seul pan.

Les années 70-80

Une architecture plus typée: R + combles aménagés sans étage plein, huisseries, menuiseries et volets en bois brut et vernis, poutres en linteau, structure des terrasses et loggia en bois, couverture tuile brune (mécanique) et toiture à deux pans, quelques variations dans les découpes de toitures et quelques toitures en chaume.

Les années 80-90

Des constructions plus variées : pavillons R+ combles, enduit clair, encadrement de fenêtres par une nuance d'enduit, toiture ardoise ou tuiles plates, menuiseries colorées ou blanches, huisserie blanches (PVC), châssis de toiture.

Toutes ces périodes (schématiquement décrites) ont vu des réhabilitations plus ou moins heureuses se réaliser (voir plus haut).

Les constructions neuves, dites "contemporaines"

On y trouve le mode standard de maison en agglos + enduit avec l'apport d'une certaine mixité. On peut relever trois typologies : les maisons "normandes", réinterprétation qui se résume bien souvent à quelques artifices comme les lucarnes, les faux colombages (parfois peints) et des ouvertures en hauteur (pour éviter les baies), les maisons universelles, sorte de standard type pavillon avec des associations de couleurs et de matériaux sans réelle vérité architecturale, les maisons contemporaines: de facture architecturale ou d'intention postmoderne.

Quelques réussites, mais cette intention se résume parfois à de petites caricatures comme des fenêtres d'angles, des frontons collés sur la façade.

La cour augeronne – les fermes

Les différentes constructions qui constituent la ferme étaient (et le sont encore parfois) disposés autour d'une cour en retrait des routes principales; une allée permettait d'y accéder. Les prairies alentours (ceintes de haies) étaient complantées de vergers. Cet ensemble, ce domaine formait une entité autonome, une "cour". Cette typologie est encore présente aujourd'hui et a perduré à travers les époques de construction: une maison ou un ensemble de maison formant une "cour" reliée à la voie publique par une allée ou une "rade".

Les constructions à usage d'activités

Il s'agit principalement de constructions répondant à des besoins et des opportunités et aux dimensions particulières; généralement elles sont implantées de façon à être vues (aux carrefours) et sont sans qualité architecturale particulière.



Bâtiments d'activités

Développement résidentiel respectant les échelles et les volumétries



Résidence touristique

5.8 FONCTIONS D'AGREEMENT ET D'ACCUEIL DES ESPACES NATURELS

AUBERVILLE est fréquentée, notamment en période estivale, par de nombreux touristes à la recherche d'un cadre champêtre et de la proximité de la mer. Les caractéristiques naturelles du territoire communal sont le support d'espace d'agrément. De même, les habitants permanents se sont souvent installés sur la Commune pour son cadre de vie champêtre et rural.



L'accès aux espaces naturels et ruraux, dans une situation juridiquement protégée, c'est-à-dire sans enfreindre les règles protégeant la propriété, conditionne la pratique de nombreuses activités, telles que les sports et les loisirs de proximité, et dans une large mesure le tourisme.

Aucun cheminement, dans une situation juridiquement protégée, ne permet d'accéder à la mer sur la Commune. Un arrêté de péril de la préfecture interdit l'accès aux falaises. Les nombreuses voies en

impasse ne favorisent pas les cheminements et n'offrent pas une bonne lisibilité des parcours sur le territoire.



La Commune est néanmoins inscrite dans un écrin de verdure et la nature se trouve à la porte des habitations. Si elle est accessible pour les habitants, elle l'est moins pour les usagers.

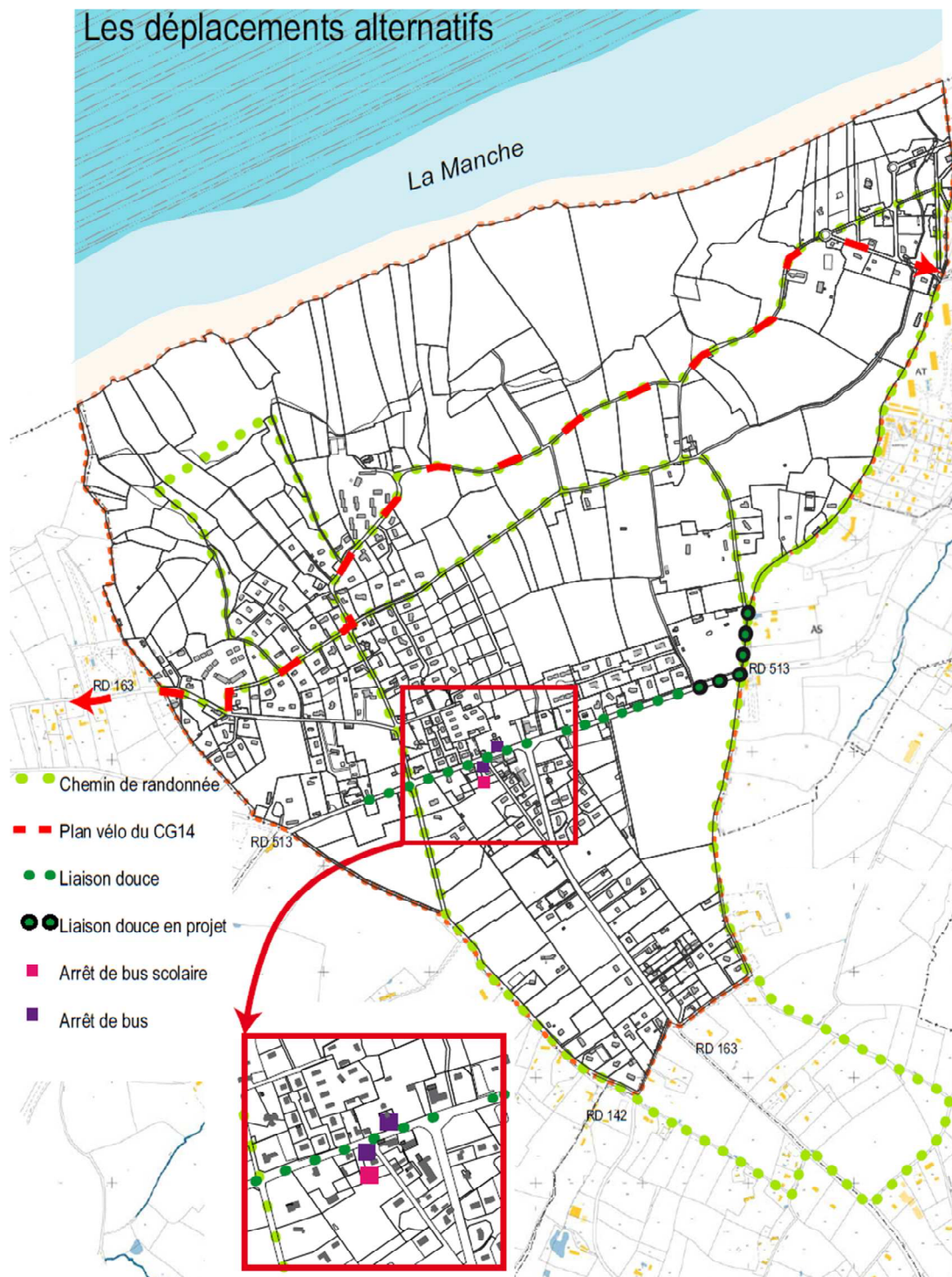
Une mise en relation des espaces et un balisage apparaît nécessaire. La véloroute du Conseil Général du Calvados encouragera les cheminements doux. Les abords de la RD 513 seront aménagés pour offrir des cheminements sécurisés. De même, le Conservatoire du littoral envisage d'ouvrir une sente piétonne sur le plateau en retrait des falaises.

L'accès à la nature se limite à des cheminements et aucune aire de nature conséquente n'est à la disposition des habitants.

L'existence de réseaux d'espaces naturels et de chemins publics accessibles depuis les principaux lieux habités et indispensable pour que le « droit à la nature » puisse s'exercer.

Les divers modes de déplacement, incitant les usagers à recourir davantage aux modes de déplacement dits « doux » (transports collectifs, vélo, marche à pied...), dans un souci de moindre impact environnemental, de santé publique et d'économie figurent sur le plan ci-après.

Les déplacements alternatifs



5.9 LE TRANSPORT ET LA TRAME VIAIRE

La Commune est traversée par deux principaux axes de communication : la RD 513 et la RD 163. Ils accueillent le trafic routier suivant :

- La RD 513 : 3855 véhicules / jour dont 6,3% de poids lourd en 2012 (réseau cantonal)
- La RD 163 : 3 629 véhicules / jour dont 4,2% de poids lourd en 2009 (réseau cantonal et réseau secondaire en partie nord).

Détail du trafic RD 163 :

La RD 163 A : 2291 véhicules / jour dont 4,5% de poids lourd en 2004.

La RD 163, au nord de la RD 513 : 1668 véhicules / jour dont 3,4% de poids lourd en 2008.

Tout aménagement en lien avec le réseau routier départemental doit faire l'objet, au préalable, d'une concertation et d'un accord express du département (Cg14).

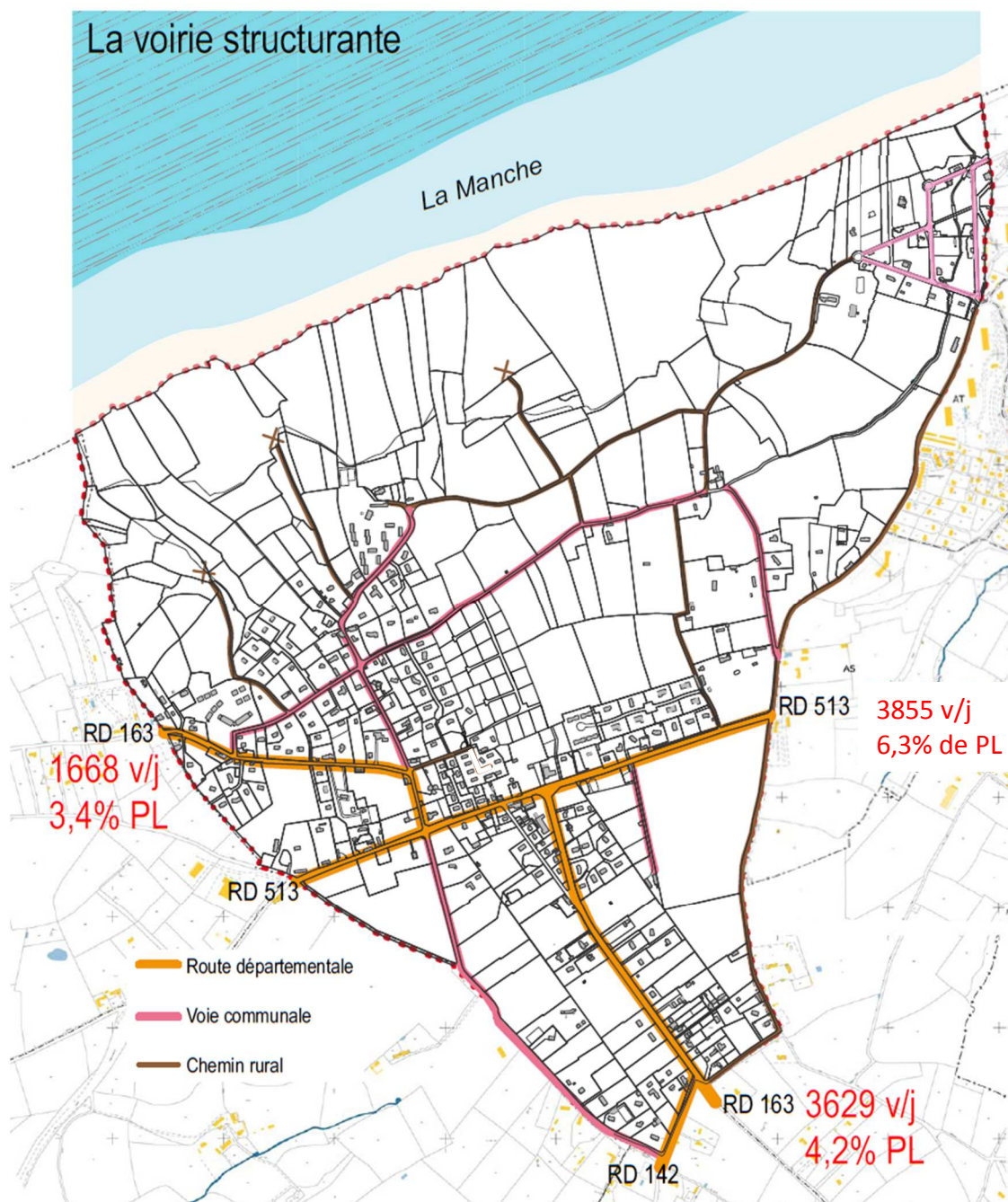
La RD 163 conduit à ANNEBAULT et à l'autoroute A13. Au Nord de la RD513, la Cg14 prévoit d'aménager la RD 163 en voie partagée jusqu'à HOULGATE (Le département n'aménagera pas la totalité de la RD163).

Le Cg14 souhaite aménager le carrefour RD163/chemin de l'église.

Les voies communales correspondent à des voies rurales sans aménagement particulier des accotements. Elles ne sont pas adaptées à un trafic routier important. Plusieurs voies (privée ou non) sont en impasse.

Les impasses conduisent à davantage de saturation de certaines sections de VC en haute saison.





La Commune est desservie par la ligne 20 des Bus Vert du Calvados (LE HAVRE, HONFLEUR, DEAUVILLE, CAEN). Un passage toutes les heures est assuré du lundi au samedi. Cette ligne relie les principales destinations des habitants de la Commune. L'arrêt de ces bus se situe au bourg, près de la mairie.

Carte des lignes du Transport en Commun : Cg14



Sur les 10 dernières années, l'Escadron Départemental de Sécurité Routière (EDSR) a recensé 4 accidents sur la Commune, notamment sur la RD 513.

Date	Commune	Jour	Heure	Période	Agglo	PK	Axe1	Axe2	Intersection	Véhicule en cause	Cause	Acc mortel
06/05/2009	AUBERVILLE	Mercredi	10:15	JOUR	Non		RD.513		N	1 VL/ 1PIETON	Imprudence piéton	Non
17/12/2006	AUBERVILLE	Dimanche	18:15	NUIT	Oui		RD.???		N	1CYCLO/ 1VL	Dépassement dangereux	Non
13/12/2004	AUBERVILLE	Lundi	07:50	NUIT	Oui		RD.513		N	1VL/ 1PIETON	Vitesse inadaptée	Non
14/07/2003	AUBERVILLE	Lundi	00:50	NUIT	Non	24+600	RD.513	RD.163	O	3 VL	Refus de priorité	Non

5.10 LA VIE QUOTIDIENNE

La notion de vie quotidienne, avec les pratiques qu'elle sous-entend, apparaît plus intéressante que celle de « cadre de vie » qui évoque un décor figé. Elle donne la cohérence aux 4 grands thèmes qui la composent :

5.10.1 La santé

La santé est un thème particulièrement difficile à traiter de façon à la fois rigoureuse et utile lorsqu'on parle d'environnement. Il conviendrait en principe, à partir d'un tableau de bord de l'état sanitaire de la population dans un territoire déterminé, de mettre en évidence certaines particularités, aussi bien positives que négatives, et de les corrélérer à des facteurs environnementaux favorables ou défavorables. Dans la pratique, si l'on veut aller au-delà des généralités valables quel que soit le territoire, on se heurte à deux types de problèmes :

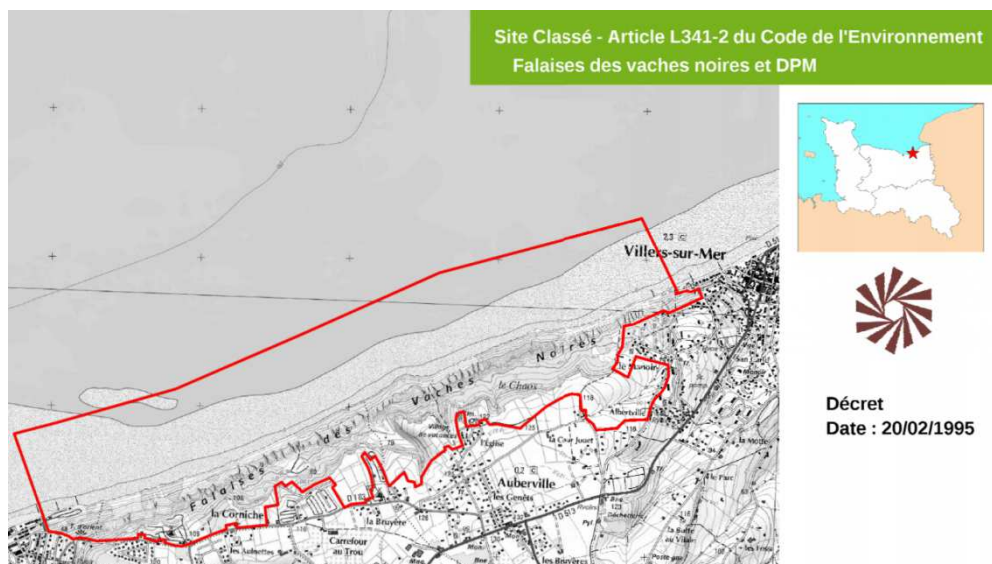
- L'obtention de données épidémiologiques sur un territoire géographique donné ;
- L'établissement d'un lien de causalité entre l'état sanitaire de la population et les données environnementales du territoire considéré. Si ce lien peut souvent être établi de façon probante sur des lieux de travail, il est en revanche plus difficile à démontrer dans l'environnement général.

Ce constat ne saurait bien entendu dispenser de prévoir dans le PLU des mesures qui ne peuvent de toute manière qu'être favorables à la santé publique, telles que la réduction des pollutions à la source, la protection des zones d'habitat contre les pollutions et nuisances sonores, la promotion des sports et loisirs de proximité en plein air...

5.10.2 Le patrimoine culturel et architectural

L'approche patrimoniale joue un rôle essentiel dans la qualité du cadre de vie des habitants et dans l'identité et la lisibilité (l'image) d'un territoire.

Le site des Falaises des Vaches Noires constitue un site classé par arrêté du 20 février 1995. Cet élément patrimonial majeur de l'identité communale est protégé par une servitude de conservation. Comme évoqué précédemment, ce site est également inventorié comme un élément du patrimoine géologique national.



Il s'agit d'un marqueur fort pour l'identité de la Commune. L'identité communale apparaît davantage liée au patrimoine naturel. Aussi, l'étalement urbain des dernières années a porté atteinte à l'identité d'AUBERVILLE.

Aucun édifice n'est classé au titre des Monuments Historiques. Deux éléments sont néanmoins notables :

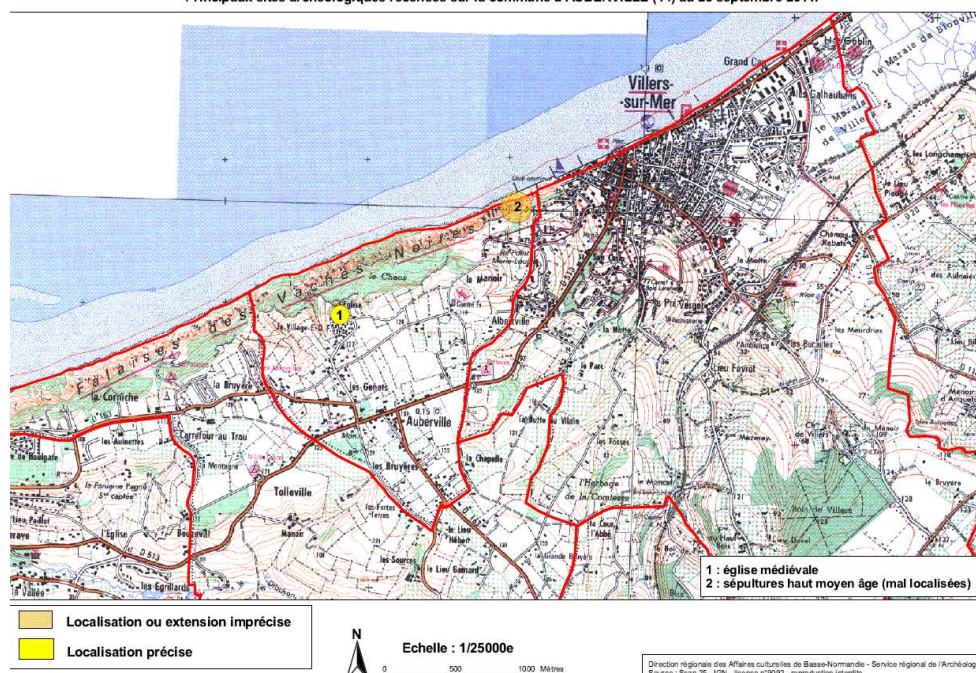
L'église Sainte Barbe, édifiée XIII^{ème} et XVI^{ème} siècles, sur le haut de la falaise, cette église construite sur un plan en croix comprend deux petites chapelles. L'intérieur du bâtiment est décoré d'un ensemble de boiseries et de bancs anciens. La voûte de la nef est couverte de planches en bois de pays naturel et celle du chœur est composée de planches peintes. Jusqu'au début du XIX^{ème}, la route reliant HONFLEUR à CAEN n'était en fait qu'un chemin longeant la mer et le haut des falaises. L'église était donc située près de la voie de communication.



Ouverte de nombreux weekends par an, l'église a été découverte par près de 7000 visiteurs durant les deux dernières années. Elle est un point d'attraction pour les promeneurs fréquentant le chemin de randonnée qui passent devant son portillon.

L'If est un arbre funéraire dans la tradition celtique. Utilisé pour la dureté de son bois, cet arbre est connu pour la toxicité de ses fruits. Un if relativement ancien se situe dans le cimetière de l'église.

Albervilla, *Osbervilla* et *Odburvilla* sont les formes anciennes du nom du village. Pendant la Révolution, le curé résidant, l'abbé Mariette, réfractaire, officie en mer sur des bateaux ou dans les fermes. Source : Flohic Jean Luc, « *Le Patrimoine Des Communes Du Calvados* », Edition Flohic, 2001.



La Commune se situe dans un secteur archéologique sensible. L'église d'origine médiévale est identifiée, ainsi qu'une sépulture du haut moyen âge, dans le hameau du Manoir.

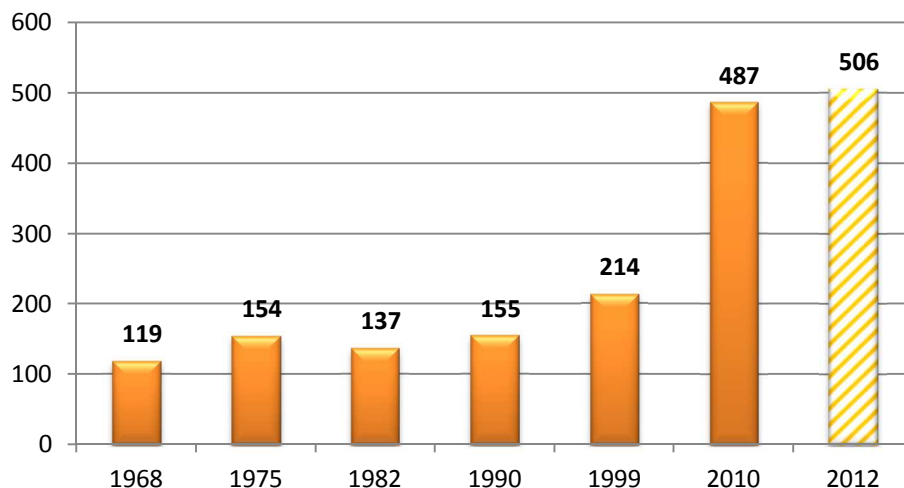
AUBERVILLE recense quelques villas de l'époque des bains de mer, des bâtiments augerons traditionnels et de nombreuses habitations pavillonnaires plus ou moins standardisées.

5.11 LE CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE

Au dernier recensement légal commun, la Commune compte 487 habitants (population sans double compte) sur les 264 hectares de son territoire. **Le recensement communal de 2012 fait état de 506 habitants.**

Après avoir été relativement stable, la croissance démographique augmentée très fortement entre 1999 et 2010 : +127,5 %, soit + 273 habitants. Le nombre d'habitants a plus que doublé en 10 ans.

Evolution démographique communale



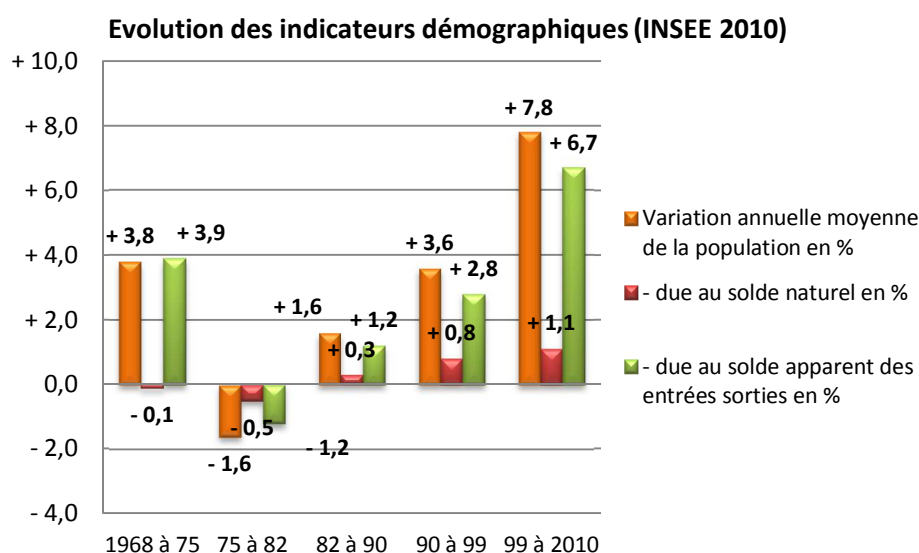
À titre de comparaison, avec 13 941 habitants (INSEE 2010), la population de la Communauté de Communes a progressé de +9,2% entre 1999 et 2010.

En proportion, la croissance de la population communale a été très largement supérieure à celle de la moyenne de la Communauté de Communes. Les habitants d'AUBERVILLE représentent 3,5% du poids démographique de la CCED.

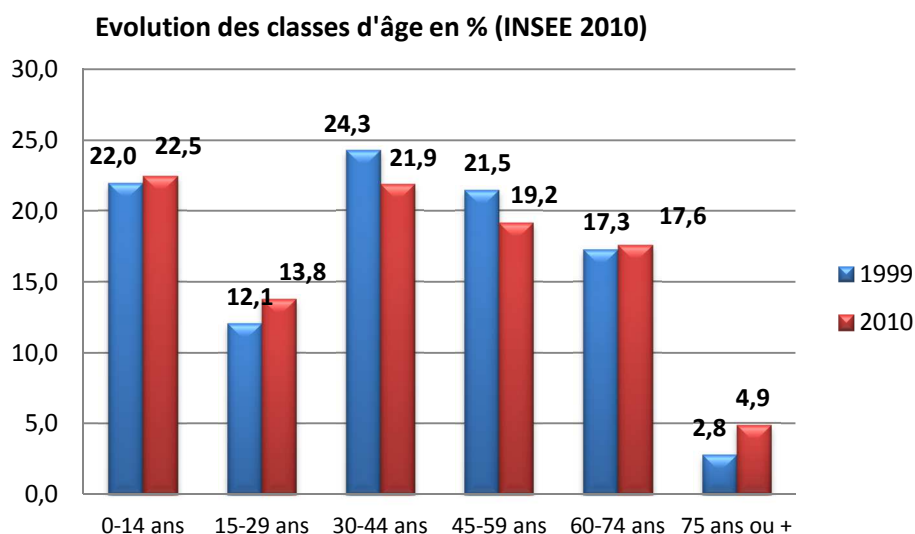
L'évolution de la population communale est étroitement liée au bilan des entrées et sorties : le solde migratoire. Le solde migratoire est fluctuant depuis 40 ans, et depuis 1999, il est très élevé.

Le solde naturel (différence entre les naissances et les décès) est stable depuis 20 ans. Son influence sur le solde démographique est minoritaire néanmoins, il est nettement supérieur à la moyenne de la CCED (+1,1% / an contre +0,1% / an pour la CCED).

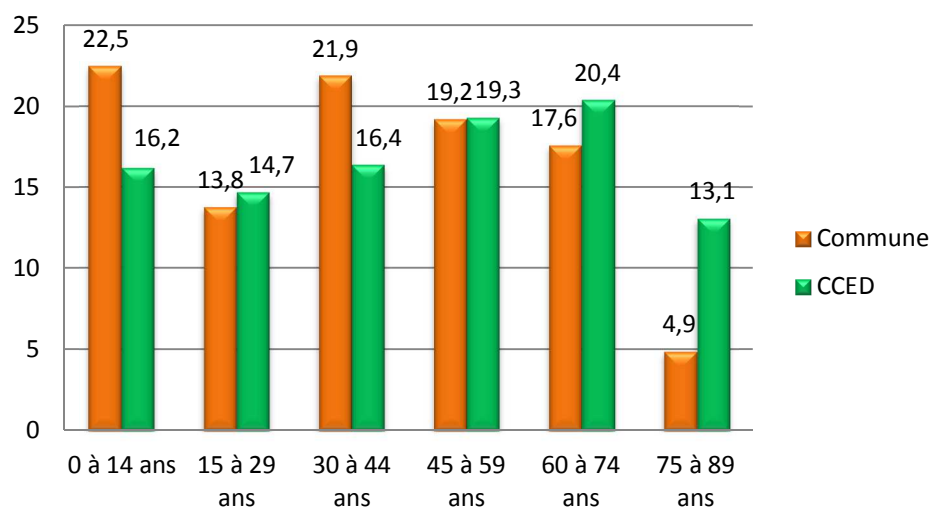
Sur la dernière dizaine d'années, 5 à 6 naissances ont lieu en moyenne chaque année pour 2 décès en moyenne par an.



Entre 1999 et 2010, la population d'AUBERVILLE a connu un rajeunissement. Les 0-14 ans représentent la classe d'âges modale avec 22,5% de la population.



Comparaison entre les tranches d'âges

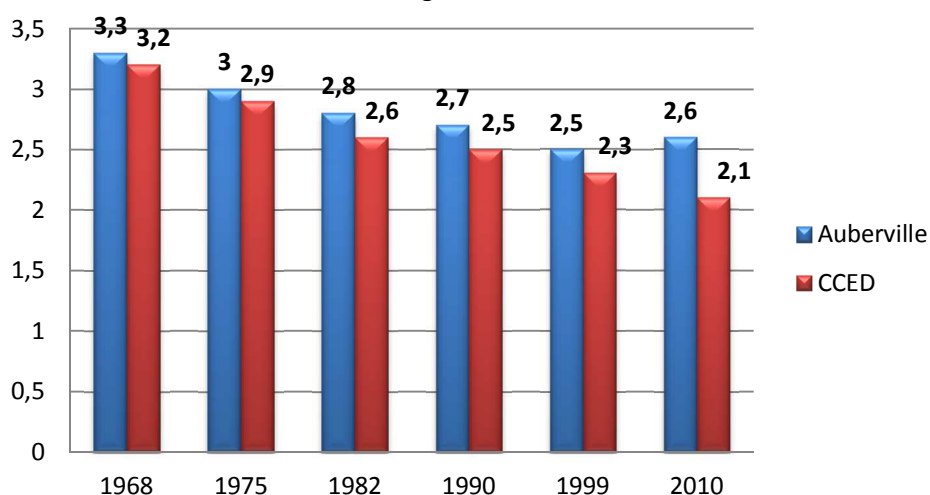


Les classes d'âges communales diffèrent de celles de la moyenne communautaire. La population communale est nettement plus jeune et cette caractéristique s'est renforcée entre 1999 et 2010.

Le fort solde migratoire correspond à l'installation de nombreux jeunes couples en âges de procréer et à la natalité qui a logiquement suivi. Considérant le vieillissement généralisé dans le département et la CCED, l'évolution des classes d'âge d'AUBERVILLE correspond à un épiphénomène lié à une urbanisation galopante depuis une vingtaine d'années. La population de la Communauté de Communes connaît un vieillissement.

Depuis 40 ans, la taille moyenne des ménages diminue régulièrement dans la moyenne de CCED. À AUBERVILLE, la diminution régulière de la taille des ménages s'est ralentie puis, interrompue sur la dernière dizaine d'années.

Evolution de la taille des ménages



L'afflux de jeunes ménages, en quête d'un cadre de vie de qualité, aux portes de CABOURG et VILLERS-SUR-MER, a été permis par un POS en vigueur inadapté aux enjeux d'économie d'espace.

Les jeunes ménages de la CCED, dont l'urbanisme communal avait suivi les évolutions normatives, ont saisi l'effet d'aubaine que représentait cette Commune littorale offrant de nombreux terrains constructibles (au détriment des espaces naturels et de l'activité agricole).

Par un système de vases communicants, depuis 20 ans, AUBERVILLE a attiré une partie des jeunes ménages environnants.

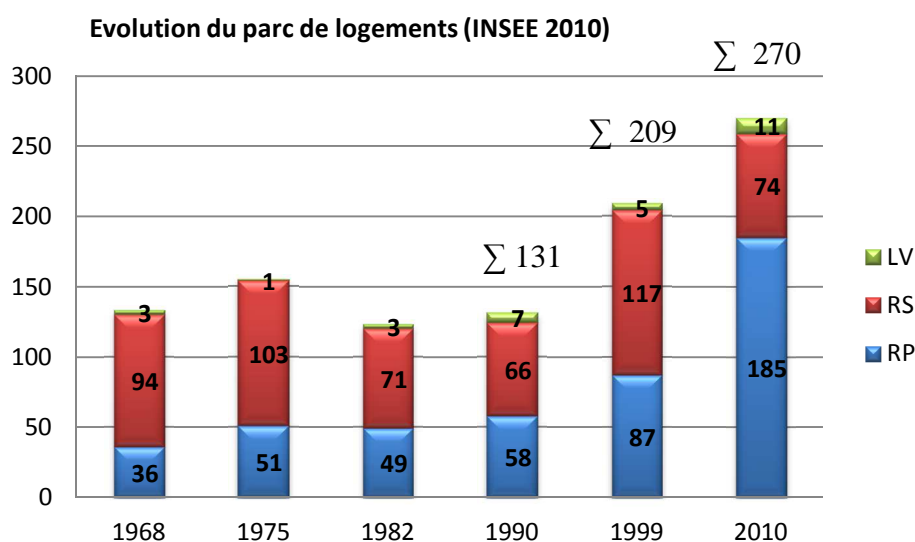
Durant la période estivale ou lors des grands week-ends, la population résidant à AUBERVILLE peut augmenter considérablement. Il convient d'intégrer les 74 résidences secondaires ou occasionnelles (dont 50 pour le centre de vacances du CCAS EDF) et une résidence de 101 appartements.

De même, le Camping des Ammonites (80 emplacements), inscrit essentiellement sur la Commune de GONNEVILLE-SUR-MER (seuls les établissements administratifs, techniques et de service du camping et quelques emplacements se trouvent sur la Commune), comprend son adresse postale et son raccordement aux réseaux sur AUBERVILLE. À ce titre, il est à considérer dans la capacité d'accueil touristique de la Commune et dans le nombre d'habitants en période estivale.

AUBERVILLE, en période estivale, peut compter de l'ordre de 1000 habitants, soit une population multipliée par 2.

5.12 LE PARC DE LOGEMENTS

En 2010, AUBERVILLE recense 270 logements : 68% de résidences principales (RP), 27% de résidences secondaires ou logements occasionnels (RS) et 4% de logements vacants (LV).



La CCED comprend 21984 logements. Le parc communal représente 1,2% du parc communautaire.

Entre 1990 et 1999, 78 logements ont été créés (+59%). Ils ont bénéficié, durant 10 ans, essentiellement aux RS. Entre 1999 et 2010, 61 logements ont été construits et le parc de logements a progressé de +29%.

La période 1999 à 2010 a connu un double phénomène : une importante création de logements et une mutation de nombreuses RS, construites entre 1990 et 1999, en RP ; d'où, un boom démographique sur depuis 1999.

→ 1999-2010 = 61 logements neufs + une quarantaine de RS en RP ≈ 100 RP nouvelles en 10 ans

Le double phénomène s'explique par une attractivité résidentielle liée à la recherche d'une qualité de vie dans une Commune rurale et littorale, aux portes de VILLERS-SUR-MER et CABOURG.

Les actifs locaux sont soumis à la concurrence des résidents secondaires et des résidents seniors, dont la capacité financière est plus élevée. À AUBERVILLE, en léger retrait des stations balnéaires renommées, ils ont trouvé une offre, plus abordable, en terrains constructibles et en transactions privées.

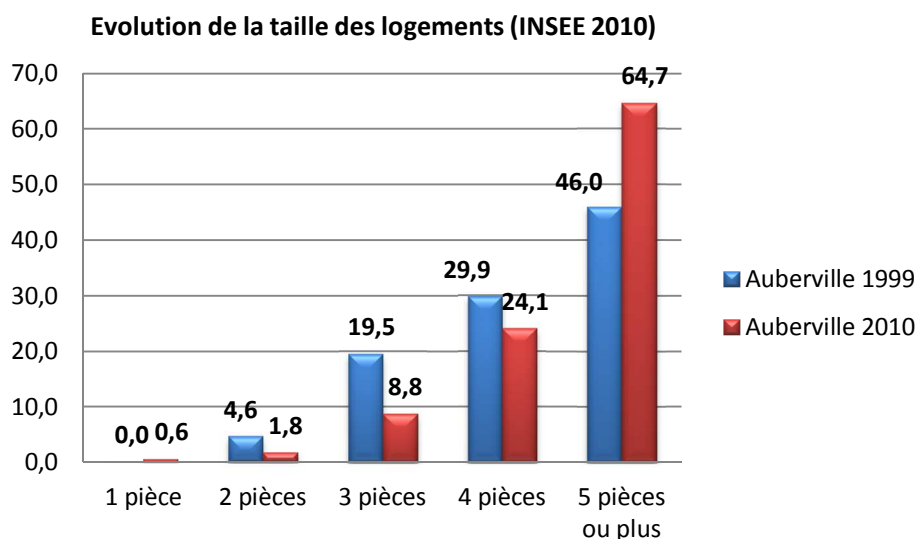
La spectaculaire création de RP, sur la dernière dizaine d'années, révèle la forte demande, en logements financièrement abordables, des populations actives locales.

La proportion RP/RS s'est inversée et, se faisant, le profil communal s'est distingué de la moyenne de la CCED où les RS restent majoritaires.

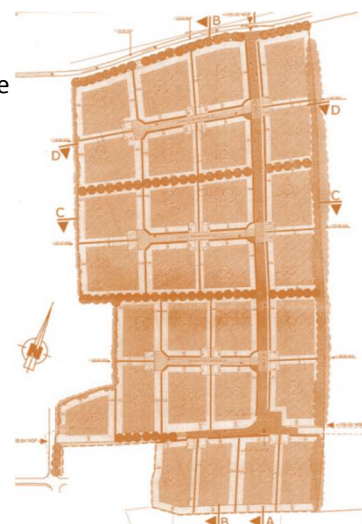
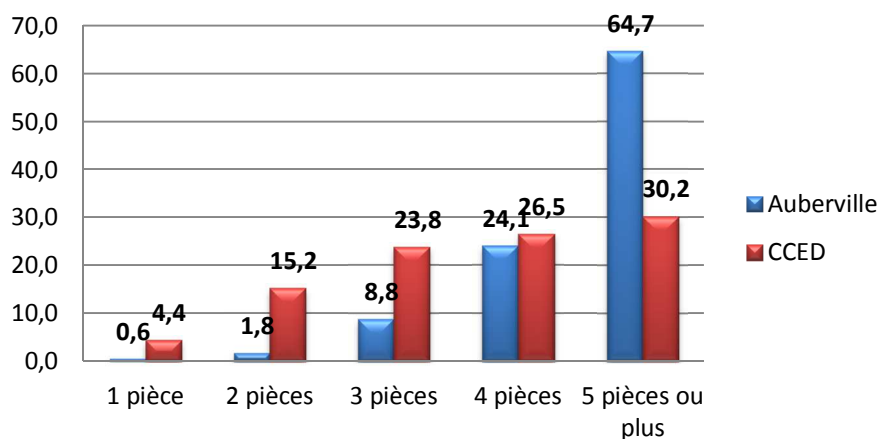
Le parc de logements communal est relativement récent et monospécifique (pavillon).

En 2010, AUBERVILLE compte 11 appartements pour 259 maisons. Le nombre d'appartements a néanmoins doublé depuis 1999. Les appartements représentent 4,1% du parc (58,3% du parc dans la CCED). Les appartements sont issus de division de maisons.

La dimension des logements a augmenté sur la commune en 10 ans. Les logements de 5 pièces ou plus constituent 64,7% du parc de RP. Leur proportion est deux fois plus importante que celle de la moyenne communautaire (30,2%).



**Comparaison de la taille des logements (%)
entre Auberville et la CCED (INSEE 2010)**

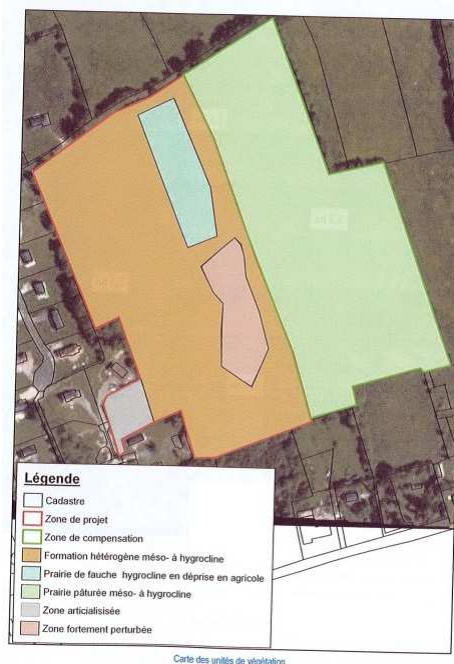


Une opération de 29 logements, de type pavillon individuel, est en cours. Sa densité correspond à 6 à 7 logements / ha (densité brute). Elle se réalisera en trois tranches réparties sur 15 ans. La commercialisation des lots a débuté.

Pour sa réalisation, l'opération du hameau Blandin, s'accompagne de mesures compensatoires qui seront établies sur la parcelle situées à l'Est de l'opération.



2.3.- Cartographie des unités de végétation et zones humides



Les conclusions générales du dossier de déclaration au titre du code de l'environnement art.L214-I à VI sont les suivantes : « *Sur la base des inventaires effectués, la valeur patrimoniale globale du site peut être considérée comme faible mais constitue un nature ordinaire relativement bien conservée. Sur le plan de l'analyse des zones humides. La majorité des parcelles, destinées à recevoir le projet de lotissement, correspondent à des zones humides au sens de l'Arrêté du 24 juin 2008. Il en va de même pour la zone destinée à recevoir les éventuelles mesures compensatoires. Les parties les plus au Sud de ces parcelles ont une tendance mésophile plus marquée. La limite, s'inscrivant dans un gradient écologique, reste difficile à déterminer. Du fait des caractéristiques du site, de son positionnement biogéographique et de son bocage bien conservé l'ensemble constitue une entité de nature présentant une certaine sensibilité écologique du fait de la présence de zones humides et ceci malgré l'absence de patrimoine écologie identifié.* » : ALCEA Cabinet Conseil.

Les logements sont correctement équipés en éléments de confort (chauffage, douche ou baignoire). Le confort des logements a progressé entre 1999 et 2010. La lutte contre l'insalubrité ne représente pas un enjeu sur le territoire communal et il n'existe pas de logements insalubres.

En 2010, 21,8% des RP sont en location à AUBERVILLE, la moyenne dans la CCED est de 41,5%. Il existe une forte demande de RP en location sur le territoire. Le parc social locatif est inexistant à AUBERVILLE.

L'offre résidentielle manque de diversité. Les logements de moins de 4 pièces sont sous-représentés. La proportion de T3 a chuté. Les densités des lots, dans les opérations, avoisinent 5 à 8 logements / ha.

Données issues du diagnostic du projet de PLH :

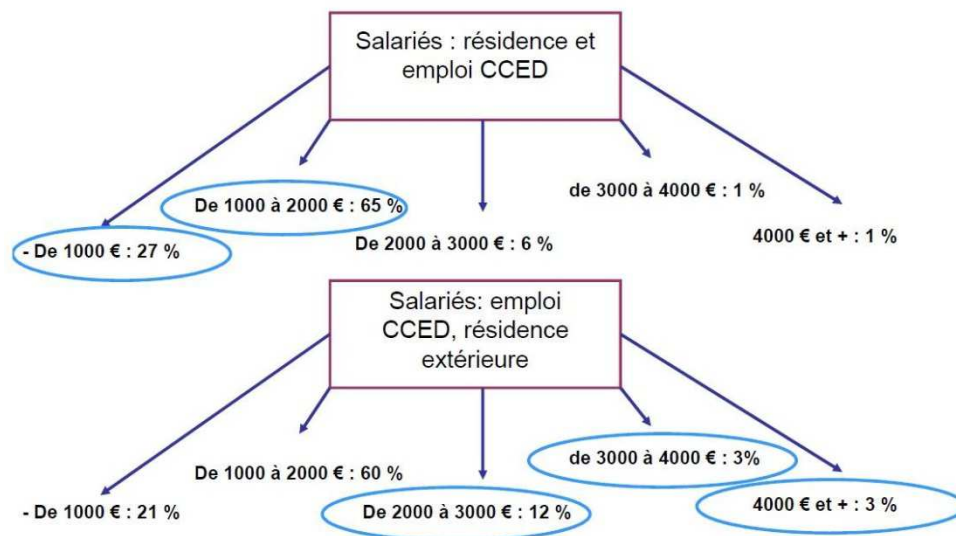
Dans la CCED, tout âge confondu, 90% des salariés disposent d'un salaire net inférieur à 2000 € : a priori compatibles avec l'accessibilité aux logements aidés. Le manque de diversité des logements amène les actifs locaux, notamment les moins de 40 ans, à résider hors de la CCED.

Les actifs locaux de moins de 40 ans, gagnant moins de 2000 € net, résident à l'extérieur de la Commune.

Les actifs locaux, plus âgés (+ de 50 ans), n'ont pas été soumis aux mêmes conditions d'achat et ont pu s'installer près de leur lieu de travail (dans la CCED), même s'ils gagnent moins de 2000 euros nets / mois.

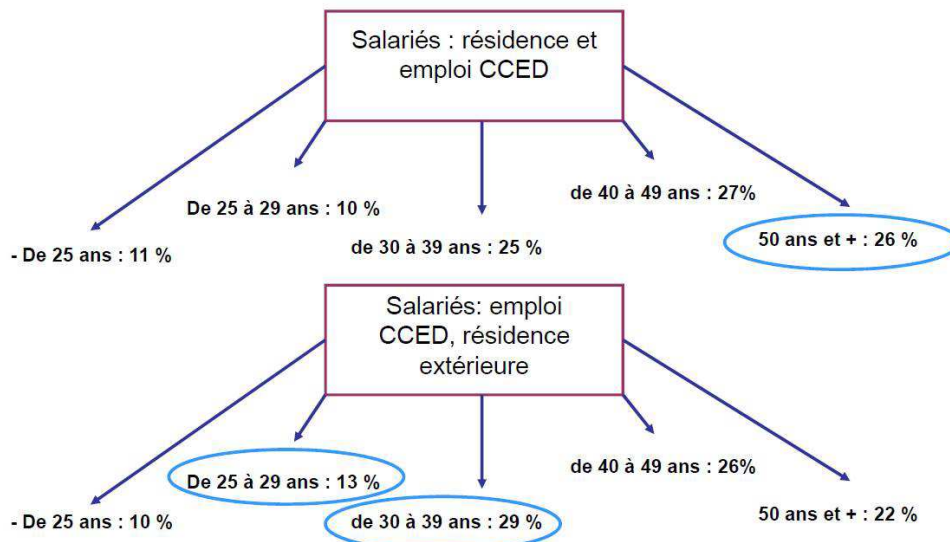
Dans la CCED, l'offre de logements proposée n'incite pas ou ne permet pas à une majorité de la population (- de 40 ans et - de 2000 euros nets / mois) d'habiter près de leur lieu de travail.

Une prédominance confirmée des salaires de moins de 2000€ ; des salaires moins élevés pour les salariés travaillant et résidant dans la CCED



Extrait du diagnostic du PLH, source DDAS 2005

Des profils d'emplois « internes / externes » sur la CCED également similaires ; les « jeunes » salariés habitent un peu plus en proportion hors de la CCED.



Extrait du diagnostic du PLH, source DDAS 2005

Durant 10 à 15 ans, l'urbanisme communal a permis, à une partie de cette population, de s'installer près de son lieu de travail, dans un cadre de vie de qualité (d'où le boom démographique et urbain) mais, au dépend d'une gestion économe de l'espace et sans intégrer les salariés aux revenus plus proche de 1000 € nets que de 2000 (correspondant à un gros 1/3 de la population).

Le Programme Local de l'Habitat de la CCED a été interrompu et les études n'ont pas dépassé le stade du diagnostic. Celui-ci offre néanmoins un regard sur le logement à échelle du bassin de vie. Il met en évidence des éléments majeurs, dont les principaux figurent ci-après :

Dans les besoins satisfaits, tant en matière de production de logements qu'en terme de transactions dans le parc privé existant, la part des ménages « locaux » et « non-retraités » est faible sur le territoire de la CCED.

Entre des résidents « retraités et secondaires » relativement aisés, et une population « active », comptant une forte proportion de ménages financièrement modestes, les profils sociologiques sont différents et la demande en type de logements peut être contradictoire.

→ Un des enjeux du PLU d'AUBERVILLE sera de continuer à offrir des logements financièrement « abordables » (locatif et accession) au sein de la construction neuve tout en préservant les espaces naturels et agricoles.

→ Un des enjeux du PLU d'AUBERVILLE sera d'intégrer l'identité d'une commune rurale qui est destinée à se développer à un rythme inférieur à celui des villes de la côte.

→ En considérant son caractère rural, les réponses à apporter aux seniors dépendants ne semblent pas devoir se concrétiser sur la Commune. De même, il ne semble pas souhaitable d'accroître la dépendance à l'automobile des ménages aux revenus très modestes. Une offre pour les actifs saisonniers et des logements à vocation sociale, de type primo-accédant ou location accession, ou, des logements personnes âgées (encore valide) semble davantage appropriée aux spécificités communales.

→ Inciter à la réalisation de logements sur de « plus » petits terrains afin de diminuer la charge financière et de conserver les actifs locaux dans le parc de logements. Réaliser des opérations immobilières mixtes.

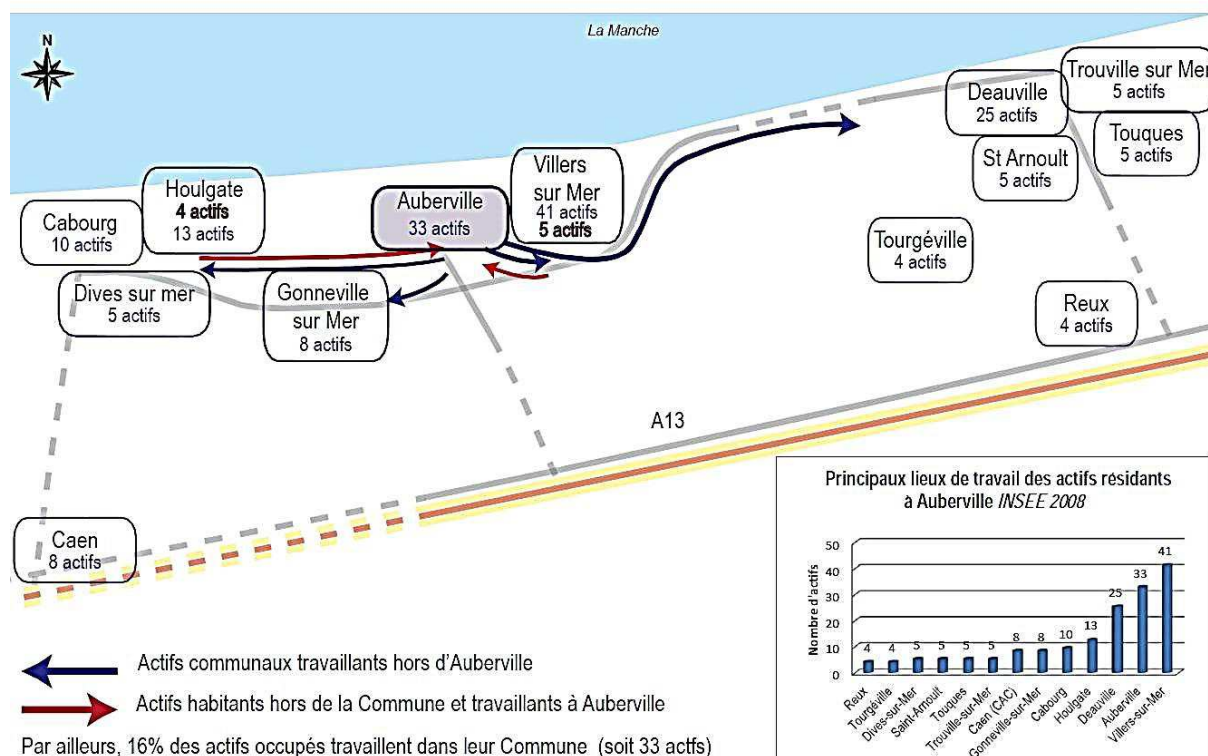
Le desserrement de la population s'est interrompu entre 1999 et 2010. Depuis 10 ans, les RP communales comptent davantage d'habitants : 2,9 hab. / RP (contre 2,4 en 1999). En moyenne dans la CCED, le phénomène de desserrement est sensible et une RP ne compte plus que 2,2 habitants en moyenne.

5.13 LES ACTIVITES ECONOMIQUES

En 2010, les 15 à 64 ans (population en âge de travailler selon l'INSEE) représentent 307 habitants. 221 aubervillais sont des actifs occupés. 78 emplois sont exercés dans la Commune (dont 33 par des aubervillais).

Le premier bassin d'emplois de la Commune est VILLERS-SUR-MER et, plus généralement la Communauté de Communes Cœur Côte Fleurie (CCCF). Les actifs occupés s'y rendent en utilisant la RD 513. Les villes de la Communauté de Communes de l'Estuaire de la Dives (CCED) constituent le second bassin d'emplois.

Carte des navettes domicile / travail : INSEE 2008
Principales migrations pendulaires



Les catégories socio-professionnelles se répartissent comme suit : 36,4% employés, 25,5% commerçants/artisans/chef d'entreprises, 16,3% des professions intermédiaires et 12,6% professions intellectuelles supérieures, 9,2% des ouvriers.

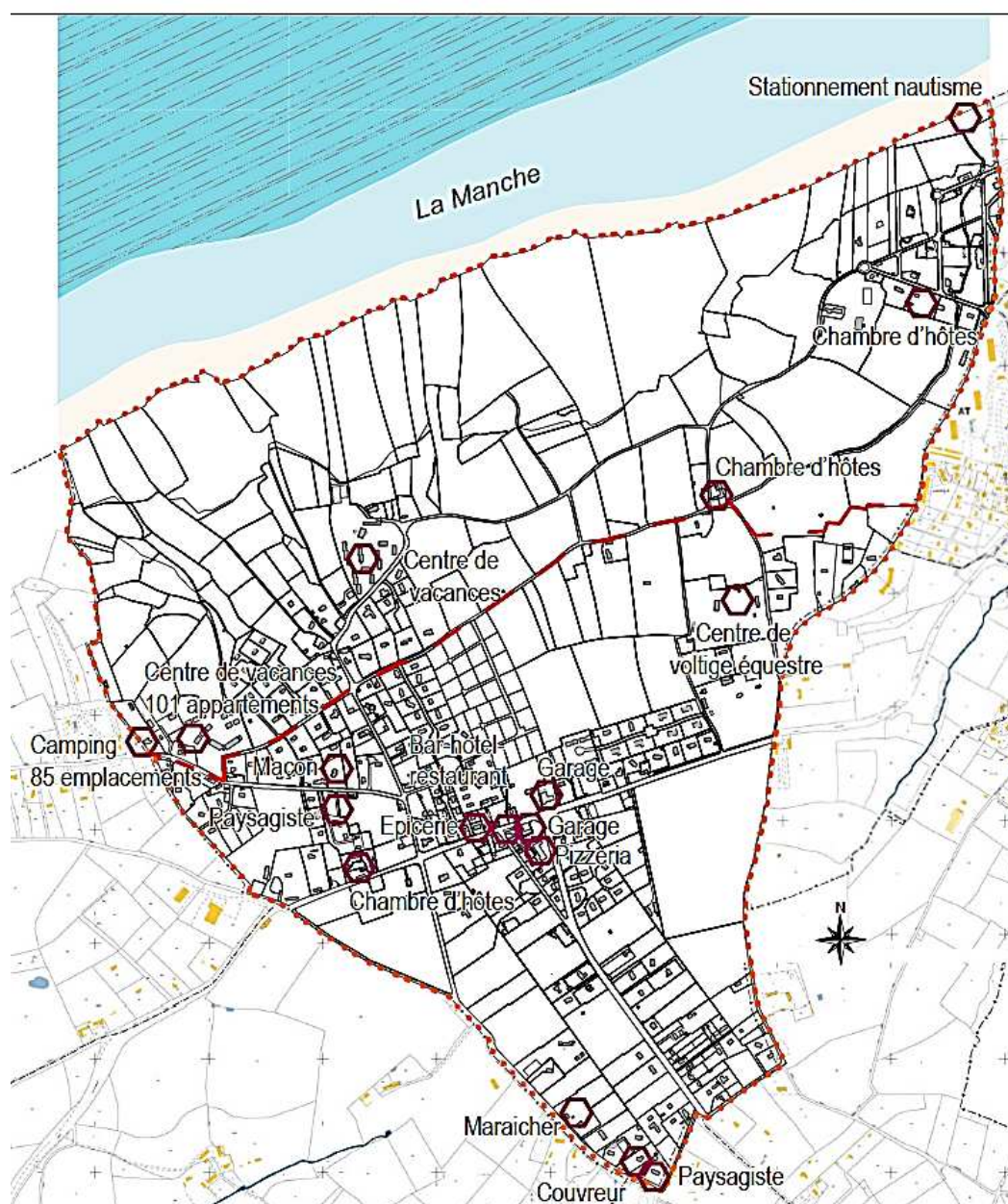
5.13.1 Les activités non-agricoles communales

Les activités touristiques liées à la proximité de la mer sont principalement situées au Nord de la Commune, notamment au Nord de la VC Blandin.

- Camping des Ammonites (en grande partie sur GONNEVILLE-EN-AUGE) : 85 emplacements.
- Résidence touristique : 101 appartements.
- Le centre de vacances du CCAS et EDF : 50 logements.
- Chambre d'Hôtes du lieudit *La Cour Jouet*.
- Stationnement de dériveur (accès aux emplacements pour la Commune de VILLERS SUR MER). AUBERVILLE met à disposition un emplacement pour le Centre Nautique de VILLERS SUR MER (CNV).



Les activités commerciales, artisanales ou de services



Les autres activités se situent essentiellement le long de la RD 513. Pour l'essentiel, elles sont ouvertes toute l'année et leur activité est moins dépendante de la haute saison.

La Commune bénéficie de la proximité de la mer et plusieurs activités valorisent cette situation. Néanmoins, AUBERVILLE ne correspond pas à une station balnéaire. Aucun accès à la mer n'est possible depuis la Commune. Il faut y accéder par HOULGATE ou VILLERS SUR MER.

Auparavant, des chemins y conduisaient mais, les glissements de terrains les ont interrompus. De plus, un arrêté préfectoral de péril interdit la fréquentation des falaises des vaches noires.

Les activités touristiques conduisent, en haute saison, à faire doubler la population communale. Durant l'été, la pression anthropique sur le milieu naturel est relativement forte.

La capacité d'accueil du territoire est dépendante des villes voisines (VILLERS SUR MER, DIVES, CABOURG, HOULGATE) : accès à la mer, hyper marché, activités de loisirs...

5.13.2 Les activités agricoles

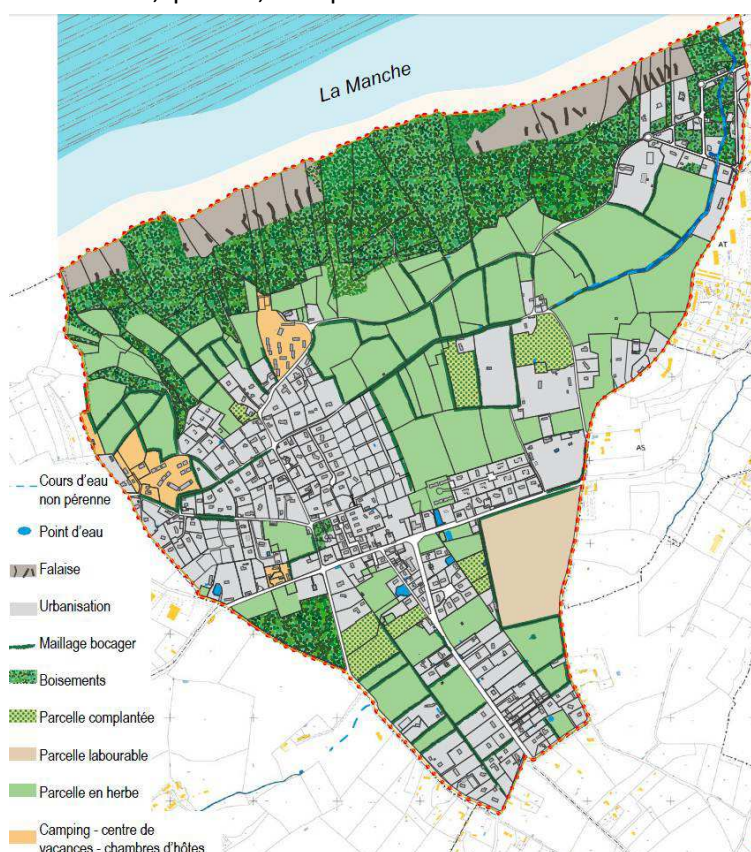
Les données de déclarations de surface des exploitations agricoles, issue du Porter à Connaissance, indiquent que la Commune possède 36,03 ha de Surface Agricole Utile (SAU), dont : Surface en herbe : 19,25 ha ; Oléagineux : 5,21 ha ; Protéagineux : 3,43 ha ; autre utilisation : 27,89 ha.

Une étude fine, établie à partir de questionnaires, précise, complète et actualise cette base de données.

Les surfaces toujours en herbe demeurent majoritaires. Elles s'inscrivent dans un bocage plus ou moins aéré. L'Ouest du territoire comprend également une belle pièce de labours.

D'après les données de la DDAF, la commune est définie comme un espace ou préfigure un agrosystème d'élevage. Le plateau est composé d'argile à silex et, les sols sont soumis à une pierrosité et une hydromorphie importante.

La Commune est située dans l'aire géographique des Appellations d'Origine Contrôlée Calvados, Calvados Pays d'Auge et Pommeau de Normandie, des Appellations d'Origine Protégées Cidre Pays d'Auge, Camembert de Normandie, Livarot et Pont L'Evêque ainsi que, dans l'aire géographique des Indications Géographiques Protégées (IGP) Cidre de Normandie, Porc de Normandie, Volailles de Normandie et Calvados (vins).

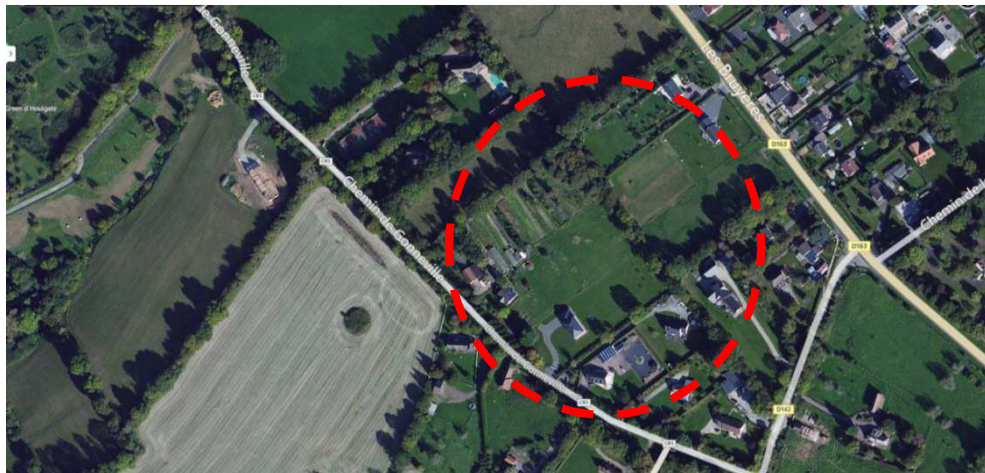


1. Le siège d'exploitation chemin de Gonnevillle, dit du Monument.

Situé au Sud de la Commune, un couple travaille, depuis le printemps 2008, à une activité de maraichage, de culture et d'élevage. L'activité agricole est leur unique activité. L'exploitation s'étend

sur 15 ha : 12 ha à AUBERVILLE et 3 ha à GONNEVILLE-SUR-MER. De l'achat de fourrage à lieu également depuis une parcelle située à VILLERS-SUR-MER. Culture fourragère : 1 ha ; Maraichage 12 ha ; Élevage 3 ha.

Pour exercer son activité les exploitants utilisent plusieurs voies et chemins, reportées sur le plan ci-avant.



L'exploitation recense de 0 à 10 bovins (veaux, brouards, vaches allaitantes). Elle ne dispose pas de plan d'épandage. Elle est soumise au Règlement Sanitaire Départemental. Les exploitants n'effectuent pas d'accueil à la ferme et n'envisagent pas d'en faire.

- *Atouts de l'exploitation identifiés par les exploitants* : Proximité des lieux de commercialisation des produits et forte demande en produits naturels.
- *Difficultés de l'exploitation identifiées par les exploitants* : Manque de petites parcelles d'herbage à disposition à proximité.

Les exploitants disposent de trois petits hangars, d'un atelier, d'un garage et d'une habitation. Les bovins sont au champ une grande partie de l'année et les informations sur un éventuel abri n'ont pas été transmises (*l'éventuel périmètre de réciprocité ne pourrait être tracé sans interprétation discutable – le parti pris, en l'absence de connaissance précise, sera de limiter les développements éventuels à proximité*). Ils indiquent qu'à court ou moyen terme, ils auront besoin de nouveaux bâtiments, localisés de préférence près des bâtiments existants.

Âgés de 47 et 37 ans, ils envisagent de poursuivre et développer leurs activités agricoles.

- Devenir de l'exploitation à une échelle de 10 ans (informations des exploitants) : « *En fonction des terres disponibles, dans un rayon de 5 km, agrandissement du cheptel en vaches allaitantes afin de produire nos propres veaux [...] de races normandes [...]* ».
- Suggestions pour le PLU : « *Toute parcelle à partir de 5000 m² est exploitable pour le fourrage, du moment qu'elle n'est pas enclavée entre deux parcelles construites. Toute parcelle d'1 ha peut être utilisée pour le pâturage (1,6 bête / ha) qu'elle que soit son degré de pente.* » Demande : « *Construire sur de petites parcelles voir très petites parcelles et laisser ainsi disponibles les terres agricoles. Faciliter l'implantation de commerces de proximité et garder, voire développer, le côté rural associé au côté touristique afin d'atténuer le côté cité dortoir de la Commune. De ce fait, préserver un cadre de vie et des chemins agréables pour la promenade et un environnement écologique favorable à la faune et la flore* ».

2. L'exploitation située à Villers-sur-Mer

Elle est tenue par un homme de 39 ans qui exploite depuis 2000. L'activité agricole est son unique activité. Il exploite 200 ha, dont 10 ha à AUBERVILLE. En dehors d'AUBERVILLE, ces terres se trouvent à SAINT-PIERRE-AZIF, VILLERS SUR MER, BLONVILLE et GONNEVILLE.

Il utilise avec ses engins agricoles la RD 27 et la RD 45. Il réalise notamment de la culture céréalière, dispose de plans d'épandage et, ne fait pas d'accueil à la ferme. 6 UTH travaillent sur son exploitation. L'étroitesse des routes est identifiée comme une difficulté. Il dispose de 3000 m² de bâtiments et pourrait avoir des besoins complémentaires (localisés près de ceux existants). Il indique que son exploitation perdurera dans 10 ans. Il demande d'arrêter le mitage, de créer des îlots de constructions, de faire un inventaire de la qualité agronomique des sols.

3. L'exploitation située à Gonneville-sur-Mer

Née en 1954, l'exploitante était conjoint-collaborateur jusqu'en 2008, depuis cette date, elle est chef d'exploitation et travaille seule. Elle est double active (location de bateaux). Elle exploite 2,5 ha sur la Commune et d'autres à GONNEVILLE-SUR-MER. Les cheminements qu'elle utilise ont été retracés sur le plan ci-avant.

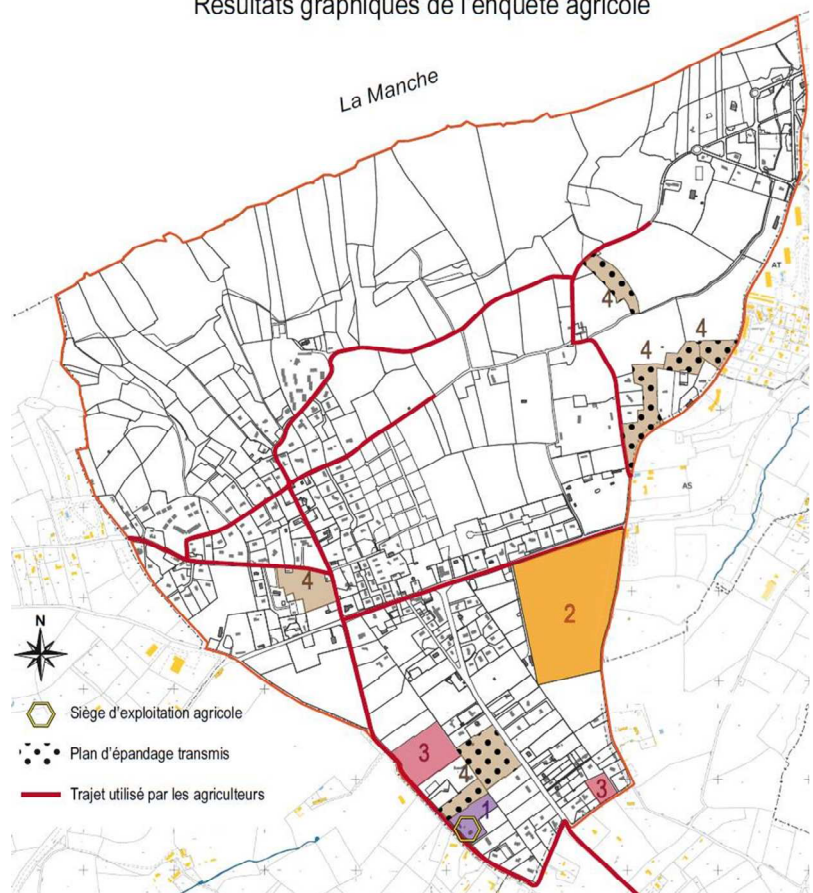
- Difficultés de l'exploitation identifiées par l'exploitante : « *Pas de possibilité de développement à Gonneville (pas assez de zones A et contraintes environnementales)* ».
- Atouts de l'exploitation identifiés par l'exploitante : « *Il serait possible de diversifier avec commercialisation de produits de l'exploitation en circuit court (escargots ou fromage de chèvres)* »

L'exploitante aurait besoin de nouveaux bâtiments pour transformer et avoir un point de vente. Elle demande d'être particulièrement vigilant dans l'application de la DTA Estuaire de la Seine et dans l'application de la Loi Littoral, afin que l'agriculture puisse-t-elle être maintenue et développée à AUBERVILLE et dans les Communes voisines.

4. L'exploitation de Saint Vaast-en-Auge

Elle est tenue par deux exploitants depuis 1991. Il s'agit de leur unique activité. Ils exploitent 7 ha sur la Commune. Les cheminements qu'ils utilisent à titre professionnel ont été retracés sur le plan ci-avant. Les parcelles qu'ils exploitent sont en herbe. Il dispose de plans d'épandage.

Résultats graphiques de l'enquête agricole



5.14 LES EQUIPEMENTS ET L'ANIMATION

5.14.1 Les équipements scolaires

AUBERVILLE est en Regroupement Pédagogique Intercommunal avec VILLERS-SUR-MER qui dispose d'un groupe scolaire (maternelle et primaire). Tous les niveaux de la maternelle et du primaire sont présents. En 2010, 72 enfants d'AUBERVILLE sont scolarisés en maternelle (23) et en élémentaire (49). Le groupe scolaire regroupe, dans son ensemble, de l'ordre de 255 élèves.

En 2011, le budget « écoles » est le plus gros poste de dépense de la Commune. 72 000 euros sont déboursés afin de payer la part de la Commune dans le budget de fonctionnement des écoles fréquentées par les enfants d'AUBERVILLE. Il s'agit de 33% du budget de fonctionnement de la Commune.

Pour le secondaire les élèves vont à DIVES-SUR-MER. Des lycées se situent à DIVES-SUR-MER, DEAUVILLE, CAEN ou LISIEUX.

Le ramassage scolaire des élèves de maternelle et primaire fréquentant les écoles de VILLERS SUR MER est assuré par un bus scolaire qui dessert la Commune à proximité de la Mairie. Un abri de bus et des emplacements pour le stationnement sont présents.

Les écoles de VILLERS-SUR-MER sont dans une problématique de maintien des effectifs. L'établissement dispose d'une capacité d'accueil suffisante pour l'ouverture d'une classe, le cas échéant.

De nombreuses places restent disponibles dans le bus scolaire.



5.14.2 Les équipements culturels

La Commune envisage de créer une salle de convivialité au centre de la Commune.

5.14.3 Le foncier communal

La Commune est propriétaire de la parcelle A655 (3000 m²) en bordure la RD 513. Il pourrait s'y inscrire toutes activités ou équipements favorisant la convivialité ou les activités commerciales.

5.14.4 Les équipements administratifs et publics et les normes PMR

La Commune est équipée d'une mairie. La mairie n'est pas adaptée aux normes des personnes à mobilité réduite (PMR). La prise en compte des normes PMR pourrait intervenir durant l'année 2014. La municipalité cherche à agrandir les locaux de la Mairie.

5.14.5 Les équipements de culte

Une église et un cimetière sont présents à AUBERVILLE. La façade et la toiture de l'église ont été restaurées récemment. Des concerts et des expositions s'y produisent. Situées le long d'un chemin de randonnée, près de 7000 randonneurs l'ont visitée durant les deux dernières années. Cette ouverture au public a été permise par les interventions de l'association de Sauvegarde du Patrimoine d'Auberville.

Une extension du cimetière a été réalisée sur la parcelle A685.

Un espace pour le stationnement aux abords de l'église permettrait d'organiser la fréquentation du site par les véhicules.

5.14.6 Les syndicats et les associations

AUBERVILLE recense l'ASPA AUBERVILLE (Association de Sauvegarde du Patrimoine d'AUBERVILLE) et AUBERVILLE Animations (repas dansant, vide grenier, exposition...). Les villes voisines de VILLERS-SUR-MER et HOULGATE proposent de nombreuses activités estivales et à l'année qui sont en mesure d'offrir aux habitants de nombreux services et activités de loisirs.

5.15 LES RESEAUX ET SERVICES A LA PERSONNE

5.15.1 Les eaux usées

La quasi-totalité des eaux usées d'AUBERVILLE sont traitées par la station d'épuration de la CCED, située à CABOURG.

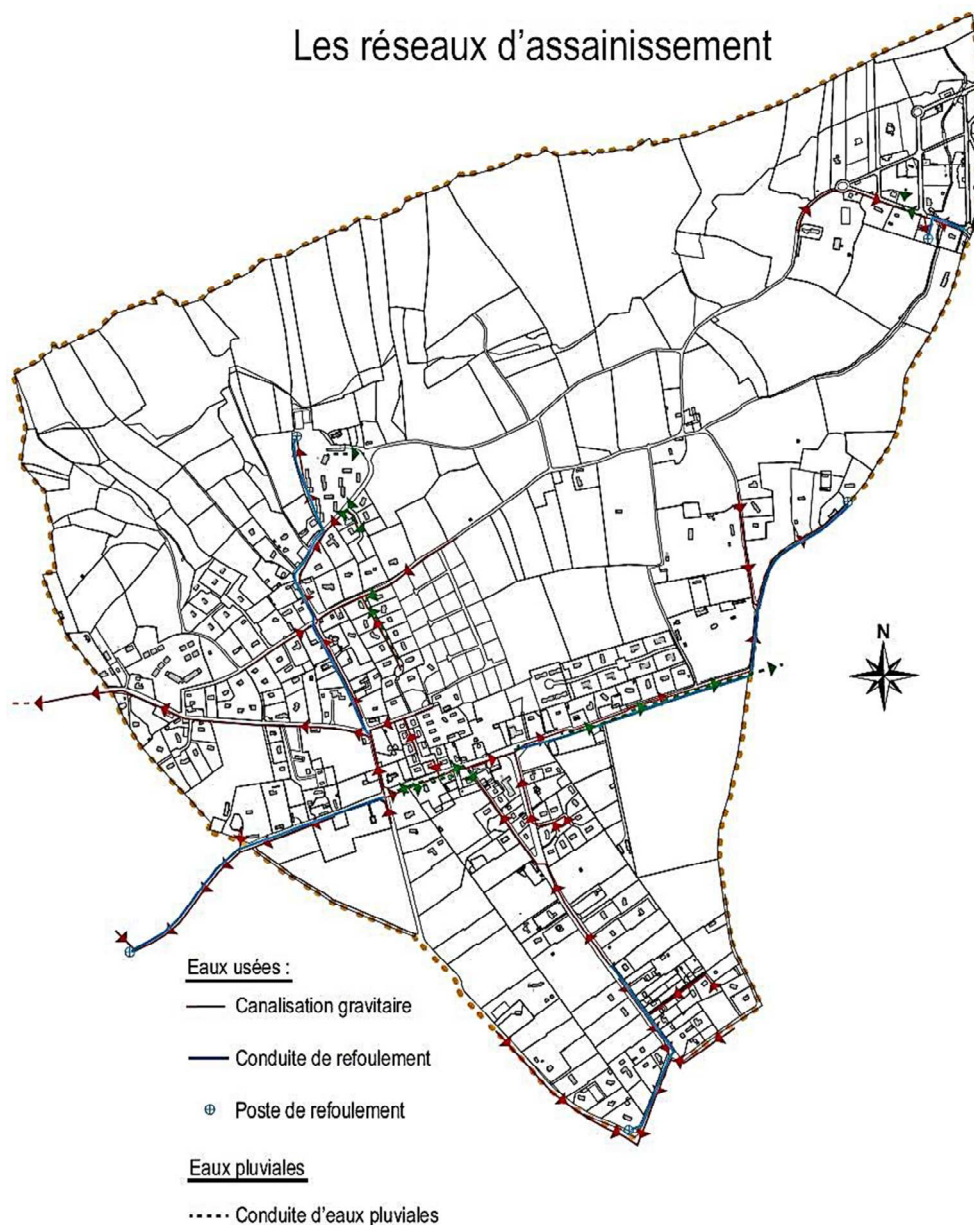
L'intégralité de la commune est en zone d'assainissement collectif.

Depuis décembre 2009, les eaux usées de la CCED sont traitées dans une station d'épuration utilisant une technique filtration membranaire. Ce traitement permet de renforcer la qualité des eaux rejetées dans le milieu et, ainsi des eaux de baignade et des zones de pêche.

La station d'épuration de la CCED a été construite à l'emplacement de la précédente, à l'entrée de CABOURG, elle est en mesure de traiter 70 000 EH (équivalents habitants). En période estivale, la CCED accueille de l'ordre de 40 000 habitants, la station dispose d'une capacité d'accueil d'effluents complémentaires signifiante.

Des bassins tampons ont été installés pour écrêter les pics hydrauliques qui peuvent avoir lieu en été.

Les réseaux d'assainissement



Le hameau du Manoir est en partie relié au service public d'assainissement collectif. Sa gestion est déléguée à la Société des Eaux de Trouville Deauville et Normandie (SETDN – VEOLIA Eau). Cœur Côte Fleurie (CCCF) assure le transfert et le traitement des eaux usées de quelques abonnés des communes d'AUBERVILLE, CRICQUEBOEUF et SAINT GATIEN DES BOIS.

Les eaux usées sont acheminées vers la station d'épuration de TOUQUES qui est dimensionnée pour assurer le traitement de 115 000 EH. Avec une capacité maximum de 12 000 m³/jour en moyenne, la STEP a reçu, en 2011, 10 833 m³/j en moyenne.

Des bassins tampons ont été installés pour écrêter les pics hydrauliques qui peuvent avoir lieu en été.

5.15.2 Les eaux pluviales

Pour éviter les surcharges hydrauliques en cas de fortes pluies, la CCED a construit la construction de 6 bassins-tampons qui stockent les eaux de pluie (en provenance du réseau d'assainissement unitaire) avant de les envoyer progressivement vers la station d'épuration :

- Un bassin enterré de 1500 m³ (27x15 m), est situé à HOULGATE, sous le parking du Temple.
- Deux bassins enterrés de 1500 m³, sont situés à DIVES-SUR-MER, sur le port près de la halle aux poissons et rue du 19 mars.
- Deux bassins semi-enterrés à CABOURG l'un de 1400 m³ situés au Clos Pasteur et l'autre à Cap Cabourg de 900 m³.

Les surcharges hydrauliques sont liées aux réseaux unitaires d'HOULGATE, DIVES SUR MER et CABOURG. À AUBERVILLE, le réseau EU est de type séparatif.

Le service assainissement de la CCED gère les rejets depuis le domicile du particulier jusqu'au retour, après traitement, en milieu naturel. Les eaux de baignade sont d'excellente qualité sur les plages de VARAVILLE et CABOURG et de bonne qualité à HOULGATE (classement 2014).

Les eaux pluviales sont infiltrées à la parcelle, stockées dans les mares ou dans les fossés le long des voies. Une étude hydrologique et hydraulique sera réalisée prochainement sur l'ensemble du territoire communal.

En 2015, la Commune, en collaboration avec la CCED, a lancé une étude sur la gestion des eaux pluviales (non aboutie à la date d'approbation du PLU).

5.15.3 L'eau potable et les syndicats d'eau

La desserte en eau potable est assurée par le syndicat des eaux du Plateau d'HEULAND, sur l'essentiel de la Commune. Il couvre l'adduction d'eau potable de :

- 10 communes en totalités : ANGERVILLE, AUBERVILLE, BRUCOURT, CRIQUEVILLE EN AUGE, DOUVILLE EN AUGE, GONNEVILLE SUR MER, GRANGUES, HEULAND, PERIERS EN AUGE, SAINT VAAST EN AUGE),
- 5 communes en partie : DANESTAL, DIVES SUR MER, HOULGATE, SAINT PIERRE AZIF et VILLERS SUR MER),
- 2 abonnés sur deux communes différentes (1 abonné sur BRANVILLE et 1 abonné sur SAINT LEGER DUBOSQ).

En 2012, le syndicat comptait 2624 abonnés.

L'approvisionnement en eau est assuré par quatre ressources appartenant au SIAEP du Plateau de Heuland et par deux apports de secours : la ressource Syndicat Mixte de Production d'Eau potable de la Région du Nord Pays d'Auge et la ressources Fontaine Heuland.

L'autorisation de prélèvement du SIAEP a été majorée à l'issue d'une procédure d'enquête publique dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2008 pour la ressource de la Cour aux Lièvres :

<i>Ressources</i>	<i>Forage MB</i>	<i>Cour aux Lièvres</i>	<i>Captage St-Ortaire</i>	<i>Fontaine Gautier</i>	<i>Syndicat mixte NPA</i>
<i>Volume journalier maximum autorisé sauf syndicat mixte NPA</i>	<i>600 m³ (500 m³ en hivers)</i>	<i>270 m³</i>	<i>250 m³</i>	<i>840 m³ (530 m³ en période d'été)</i>	<i>206 m³ (minimum à prélever)</i>
<i>Volume journalier maximum prélevé courant 2011</i>	<i>520 m³ (17.07.2011)</i>	<i>224 m³ (03.08.2011)</i>	<i>250 m³</i>	<i>724 m³ (15.07.2011)</i>	<i>303 m³ (08.08.2012)</i>
<i>Volume journalier moyen prélevé courant 2011</i>	<i>252 m³</i>	<i>136 m³</i>	<i>101 m³</i>	<i>431 m³</i>	<i>212 m³</i>

L'autorisation de prélèvement maximum sur les ressources de SIAEP du Plateau de Heuland représente un volume journalier de 1960 m³ sans l'apport du Syndicat Mixte Nord Pays d'Auge.

La plus forte production journalière a été de 1830 m³ le 15 juillet 2011 (Rappel : production de 2598 m³ le 15 juillet 2005).

Le SIAEP de Heuland par courrier en date du 24 janvier 2013 garantit l'alimentation de 10 000 m³ complémentaire à la consommation actuelle pour les 10 à 15 prochaines années. Sur une base de 130 m³ / logement / an, cette garantie équivaut à un potentiel de 70 à 80 logements à créer.

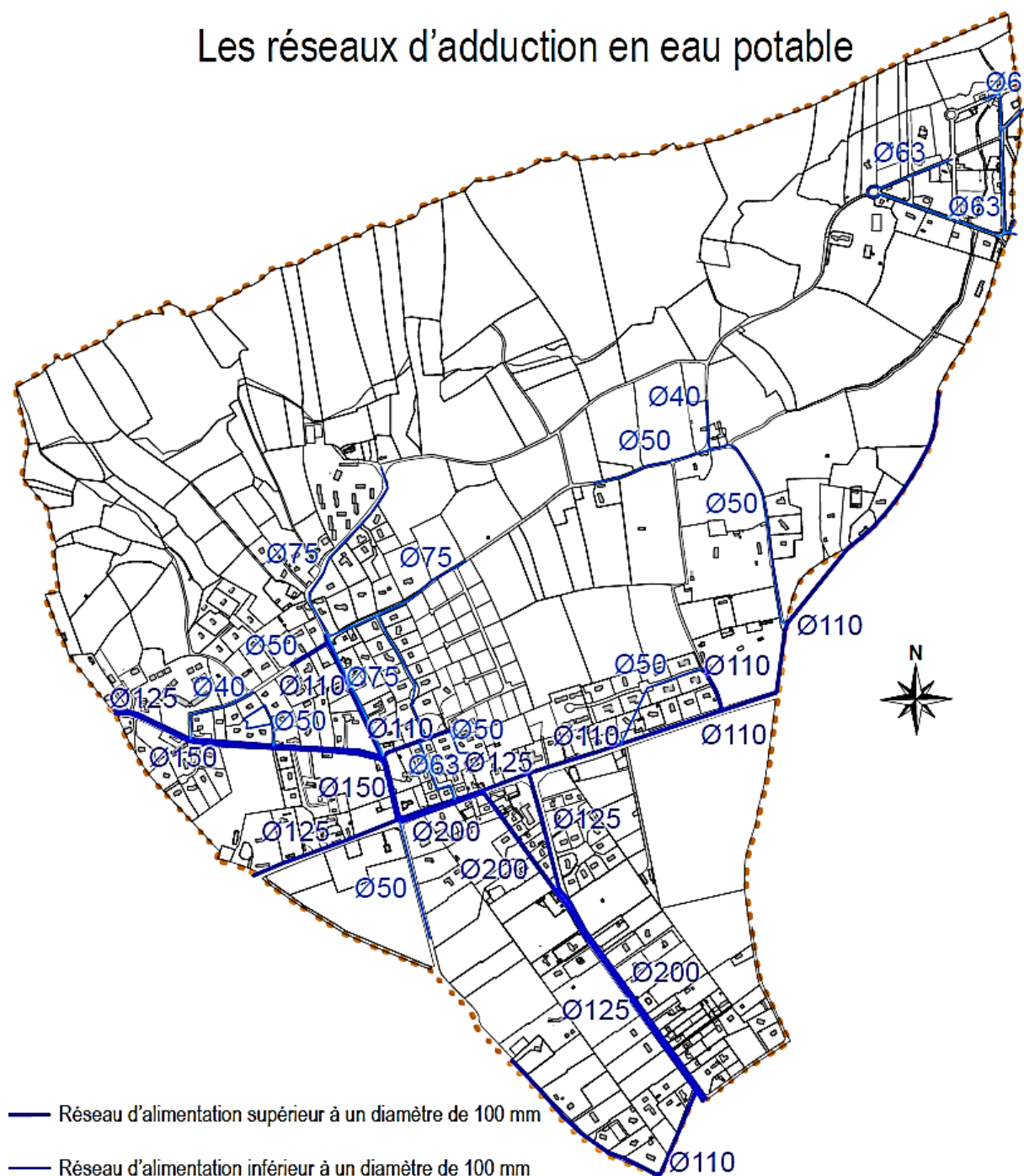
Pour une partie de la Commune, le hameau du Manoir, l'alimentation en eau potable, est raccordée aux sources et forages de la CCCF. Le délégataire est la SETDN / Veolia Eau. La CCCF est raccordée au Syndicat de productions Nord Pays d'Auge.

Les réseaux et les sources de production d'eau potable sont la propriété de la CCCF. Ils fournissent 8 000 m³ par jour d'eau potable et plus de 19 000 m³ en période de pointe estivale.

La consommation en eau du hameau du Manoir est infime par rapport à l'ensemble du territoire concerné.

Considérant les contraintes environnementales et normatives, les développements devront y être limités et, de fait, la consommation d'eau du hameau demeure minime et peut être garantie par la CCCF.

Les réseaux d'adduction en eau potable



5.15.4 La défense incendie

La défense incendie est assurée par 14 points de défense : 10 poteaux et 4 réserves. L'inventaire des hydrants précise que les points de défense sont aux normes : PI n°63 : 114 m³/h à 1bar, PI n°78 : 62 m³/h à 1bar, PI n°65 : 114 m³/h à 1bar, PI n°64 : 114 m³/h à 1bar, PI n°79 : 127 m³/h à 1bar, PI n°86 : 79 m³/h à 1bar, PI n°85 : 61 m³/h à 1bar, PI n°87 : 106 m³/h à 1bar, PI n°83 : 88 m³/h à 1bar, PI n°84 : 75 m³/h à 1bar, Réserve : 120 m³, Réserve : 120 m³, Réserve : 120 m³, Réserve : 120 m³.

Un poteau se situe sur VILLERS SUR MER, dans le hameau du Manoir, au Nord-Est, au niveau du rond-point Marie Louise.

La défense incendie



5.15.5 La collecte des ordures ménagères

La compétence ordures ménagères a été transférée à la CCED pour les six Communes qui la composent (AUBERVILLE, CABOURG, DIVES SUR MER, GONNEVILLE-SUR-MER, HOULGATE et VARAVILLE).

La collecte est gérée en régie par le service gestion des déchets de la CCED, ce qui confère à la collectivité une certaine adaptabilité dans les rythmes d'enlèvement et le tonnage à ramasser.

La collecte des ordures ménagères a lieu une fois par semaine (lundi). La collecte du tri-sélectif s'effectue, chaque semaine également, le mercredi. L'enlèvement est organisé sur un parcours commun entre AUBERVILLE et GONNEVILLE-SUR-MER.

À AUBERVILLE, le rythme du ramassage est identique en haute et basse saison. Les camions bennes sont d'une dimension suffisante pour intégrer le surplus d'ordures ménagères durant la période estivale, sans qu'il n'y ait besoin de recourir à une tournée supplémentaire. En haute saison (juillet et août), des bennes volantes assurent un ramassage complémentaire (mercredi et vendredi) spécifique aux campings et résidences touristiques.

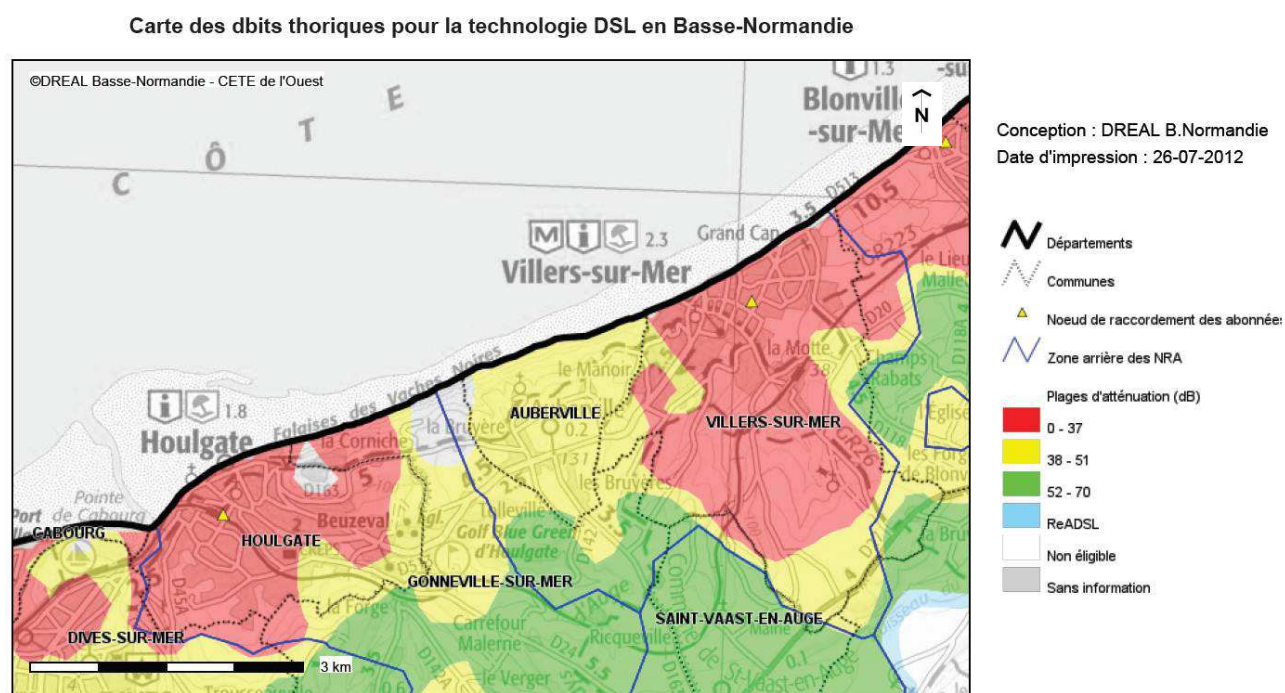
Les déchets verts sont ramassés du 15 mars au 15 novembre en porte à porte. Des sacs en papier sont mis à la disposition des habitants par la CCED. Une collecte des encombrants est réalisée tous les bimestres en porte à porte.

La CCED compte 13 941 habitants permanents et de l'ordre de 40 000 en haute saison. À l'année le tonnage équivaut à 8 000 tonnes. Considérant une moyenne de 26 000 habitants sur l'ensemble de l'année, la moyenne correspond à 307 kg / habitant / an.

Le tonnage par habitant correspond à une moyenne basse. Il s'explique notamment par le type d'habitat essentiellement horizontal au sein duquel le stockage est plus aisé.

Une déchetterie est présente à PÉRIERS-EN-AUGE. Afin de limiter l'empreinte carbone liée aux déplacements, l'accès à la déchetterie de VILLERS SUR MER est autorisé.

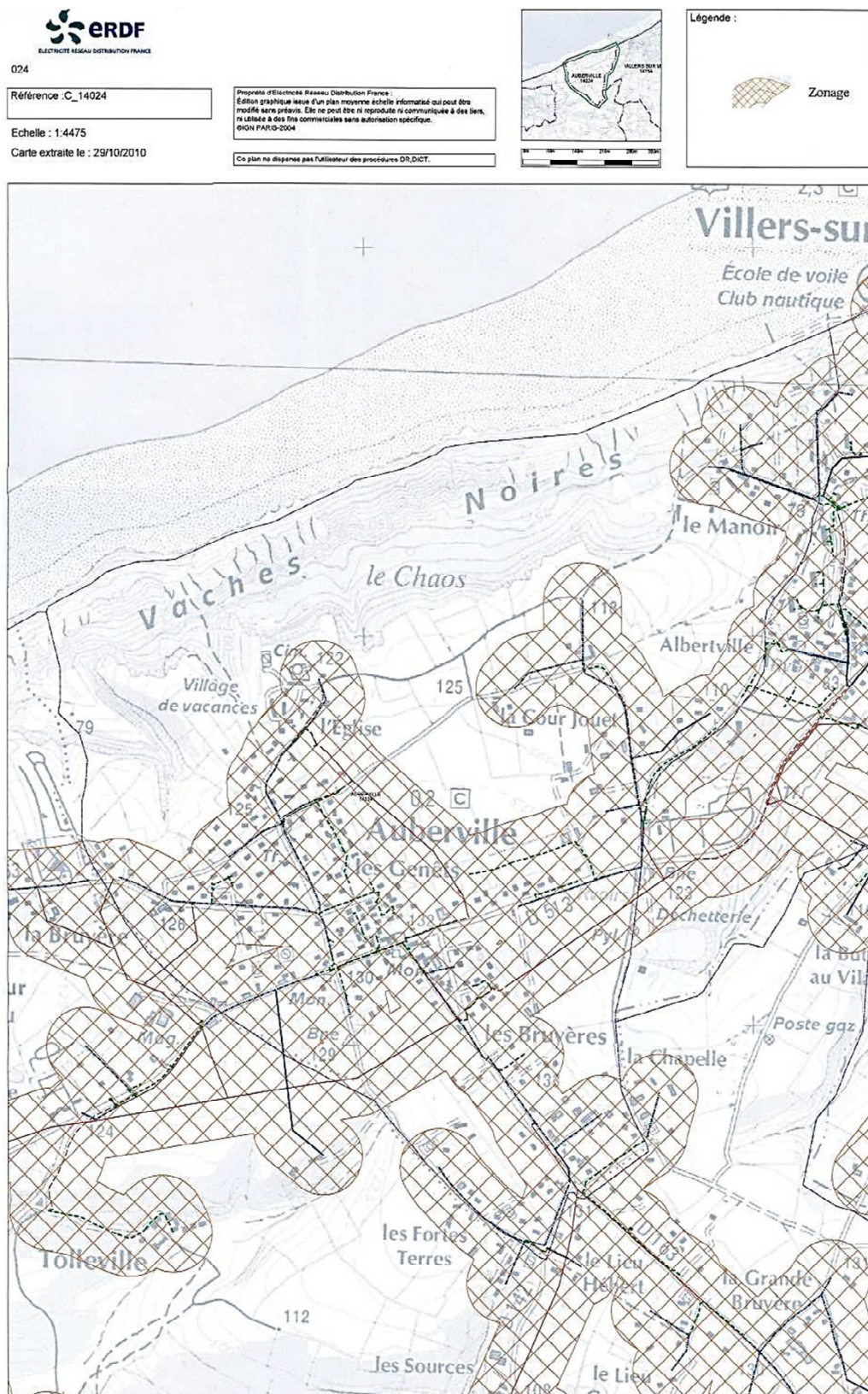
5.15.6 Les communications numériques



La Commune de AUBERVILLE est couverte par les technologies DSL. Elle dispose d'un débit numérique de qualité moyenne sur son territoire. Le programme du Conseil Général du Calvados place la commune en phase 1 pour le raccordement à la fibre optique.

5.15.7 Les réseaux d'électricité

Les secteurs raccordables aux réseaux ERDF figurent sur le plan ci-contre.



6 LE PLAN D'OCCUPATION DES SOLS ET SON BILAN

Le POS initial a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 14 décembre 1982. 14 ha étaient classés en zones urbaines à vocation d'habitations, 196 ha en zone naturelle (dont une partie en naturelle agricole et, l'autre, en naturel lié au site et aux paysages).

La Modification n°1 approuvée en 1990

L'objectif de la Modification n°1, approuvée par délibération en date du 23 mars 1990, correspondait à des adaptations réglementaires.

La Révision n°1 du POS approuvée en 1992

Les objectifs de la Commune lors de la Révision n°1 sont les suivants :

- Accueillir une population sédentaire et des résidents secondaires dans un habitat de qualité ;
- Créer un centre pour la Commune en densifiant le secteur de la mairie ;
- Garder un caractère tranquille à la Commune ;
- Ne pas augmenter les capacités d'accueil touristique au niveau des campings.

Le parti d'aménagement du POS est axé sur les points suivants :

- Densification du centre du village ;
- Accueil de commerces ;
- Développement de l'urbanisation sous forme de lotissements autour du secteur plus dense de la mairie ;
- Prise en compte de la réalisation de la première tranche du réseau d'assainissement collectif ;
- Prise en compte du projet de classement au titre de la loi du 2 mai 1930 du site des Falaises des Vaches Noires, des dispositions du PPR et de la nouvelle délimitation de la zone de préemption.

La modification n°2 du POS approuvée en 1993

L'objectif de la Modification n°2, approuvée par délibération en date du 18 mai 1993, correspondait à des adaptations réglementaires.

La Modification n°3 du POS approuvée en 1998

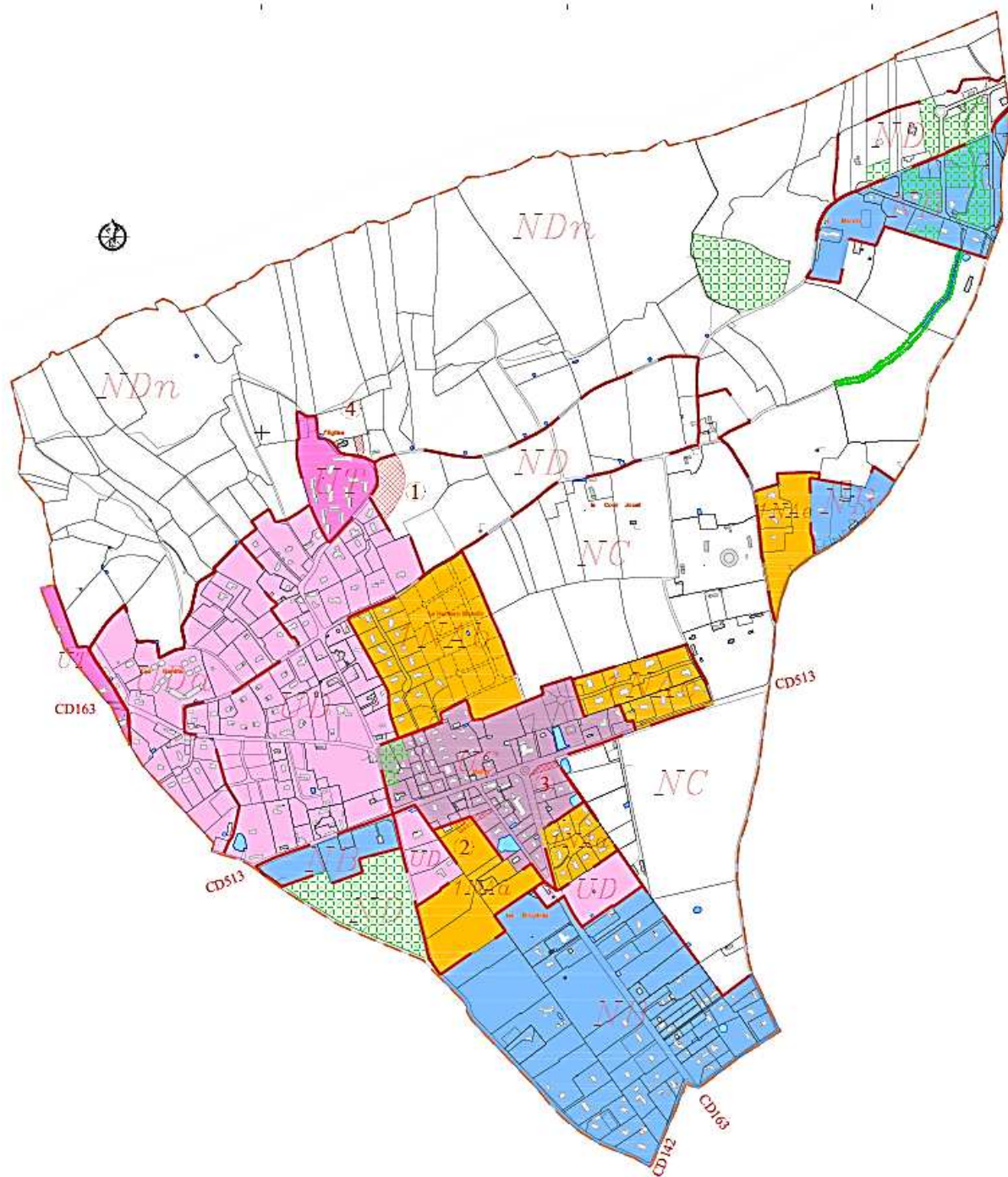
L'objectif de la Modification n°3 correspondait à des adaptations réglementaires et à un reclassement, en zone UC, d'une zone NA dont l'urbanisation est terminée (UC = 10 ha +1 ha ; 1NA = 19,5 ha – 1 ha).

La Modification n°4 du POS approuvée en 2004

L'objectif de la Modification n°4 correspondait à des adaptations réglementaires.

Le POS prévoyait également 4 emplacements réservés au bénéfice de la Commune :

- 1 : Création de places de stationnement
- 2 : Création de stationnement
- 3 : Aménagement du carrefour, stationnement et salle polyvalente
- 4 : Extension du cimetière



En application des principes exposés ci-dessus, le POS classait :

- Zone UC : 10 ha,
- Zone UD : 34 ha,
- Zone UT : 3,4 ha,
- Zone 1NA 19 ha,
- Zone NB : 32ha,
- Zone NC 39 ha,
- Zone ND : 127 ha.

8,4 ha de boisements sont classés dans le POS en Espace Boisé Classé (EBC) protégé au titre du L.130-1 du code de l'urbanisme.

L'accueil de populations sédentaires et secondaires a eu lieu dans des proportions très importantes et le POS correspondait à un document très ambitieux. L'accueil de population a sans doute été sous-estimé par le document de 1992, qui aurait mérité d'être révisé plus tôt. Des îlots urbains se sont juxtaposés au bourg, mais la densification n'a pas eu lieu et le bourg est peu lisible. La Commune a malgré tout conservé un caractère tranquille, qui aujourd'hui se conjugue sous la forme d'une périphérie résidentielle de VILLERS ou CABOURG. L'accueil d'activités touristiques s'est renforcé et quelques commerces sont présents sur la Commune.

Pression sur l'état initial de l'environnement en l'absence du projet de PLU : Il demeure dans le POS en vigueur de très importantes potentialités de développement qui contreviennent notamment aux objectifs du SCoT Nord Pays d'Auge et à l'application de la Loi Littoral.

7 LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Ces servitudes s'analysent comme des limitations administratives au droit de propriété dans l'intérêt général. Elles sont établies dans le cadre de législations particulières qui poursuivent des buts autres que l'aménagement ; elles affectent l'utilisation du sol. Conformément aux dispositions de l'article R126-1 du Code de l'Urbanisme, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol concernent la conservation du patrimoine (naturel – culturel et sportif) ; L'utilisation de certaines ressources et équipements : énergie (électricité et gaz, énergie hydraulique, hydrocarbures, chaleur), mines et carrières, canalisations (produits chimiques, eaux et assainissement) communications (cours d'eau, navigation maritime, voies ferrées et aérotrains, réseau routier, circulation aérienne, télécommunications) ; La défense nationale ; La salubrité et la sécurité publique.

- Les « Falaises des Vaches Noires » constituent un site classé par décret du 20 février 1995 (fiche et décret joints en annexes documentaires).
- Le territoire, à l'instar de l'ensemble du territoire national, est grevé par la servitude T7 (arrêté et circulaire du 25 juillet 1990) qui concerne la protection à l'extérieur des servitudes de l'aérodrome.
- Le territoire communal est couvert par le Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain des « Falaises des Vaches Noires » approuvé le 28 juin 1993 puis le 13 février 1997 pour la commune de GONNEVILLE SUR MER. Le règlement du PPRM, dans son intégralité, est situé en annexe documentaire du PLU.

8 LA PRISE EN COMPTE DE LA LOI LITTORAL

AUBERVILLE est riveraine de la mer et est soumise à l'application de la Loi du 3 janvier 1986, dite Loi Littoral. Aussi, s'appliquent les dispositions relatives :

- Aux Coupures d'Urbanisation et aux Espaces Proches du Rivage tels que prévus aux articles L.146-2 et L.146-4-2 du Code de l'Urbanisme ;
- Aux Espaces Remarquables prévus à l'article L.146-6 du Code de l'Urbanisme tels qu'ils ont été identifiés aux collectivités concernées en 1996 ;
- À la Capacité d'Accueil (L.146-6 du Code de l'Urbanisme) ;
- À l'éloignement des voies de transit ou de l'interdiction en bordure du rivage de nouvelles routes de desserte (L.146-7 du Code de l'Urbanisme).

La DTA de l'estuaire de la Seine précise les modalités de l'application de la Loi Littoral, elle retient sur la Commune notamment une coupure d'urbanisation, un espace remarquable intégrant le site des falaises Vaches Noires et une délimitation des Espaces Proches du Rivage limité au Nord du territoire.

8.1.1 La bande des 100 mètres

La préservation d'une bande littorale est fondamentale puisque c'est la zone la plus soumise aux pressions liées à de multiples usages : baignade, nautisme, activités de pêches, urbanisation. Directement soumise au recul du trait de côte, la bande littorale est l'espace susceptible d'être le plus affecté par l'élévation du niveau de la mer, l'augmentation de la force et de la fréquence des tempêtes.

L'inconstructibilité des espaces les plus ressources naturelles et culturelles, facteur d'équilibre écologique et d'attrait touristique, mais aussi de préserver la valeur d'usage et économique de ces milieux. En dehors des espaces urbanisés, les constructions et installations sont interdites sur une bande de 100 mètres. Seules sont autorisées les constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques nécessitant la proximité immédiate de l'eau. Elle est calculée à partir du rivage de la mer (limite des plus hautes eaux) en dehors des circonstances météorologiques exceptionnelles, à une distance de 100 mètres comptée horizontalement, sans tenir compte des obstacles et accidents du relief.

À AUBERVILLE, le trait de côte recule, néanmoins la bande des 100 mètres s'inscrit sur des falaises interdites au public et la « sanctuarisation » du site est portée au-delà des 100 mètres, notamment par l'arrêté de péril du préfet.



8.1.2 Les espaces proches du rivage

Dans les espaces proches du rivage l'extension de l'urbanisation doit être limitée et respecter les échelles et volumétries existantes.

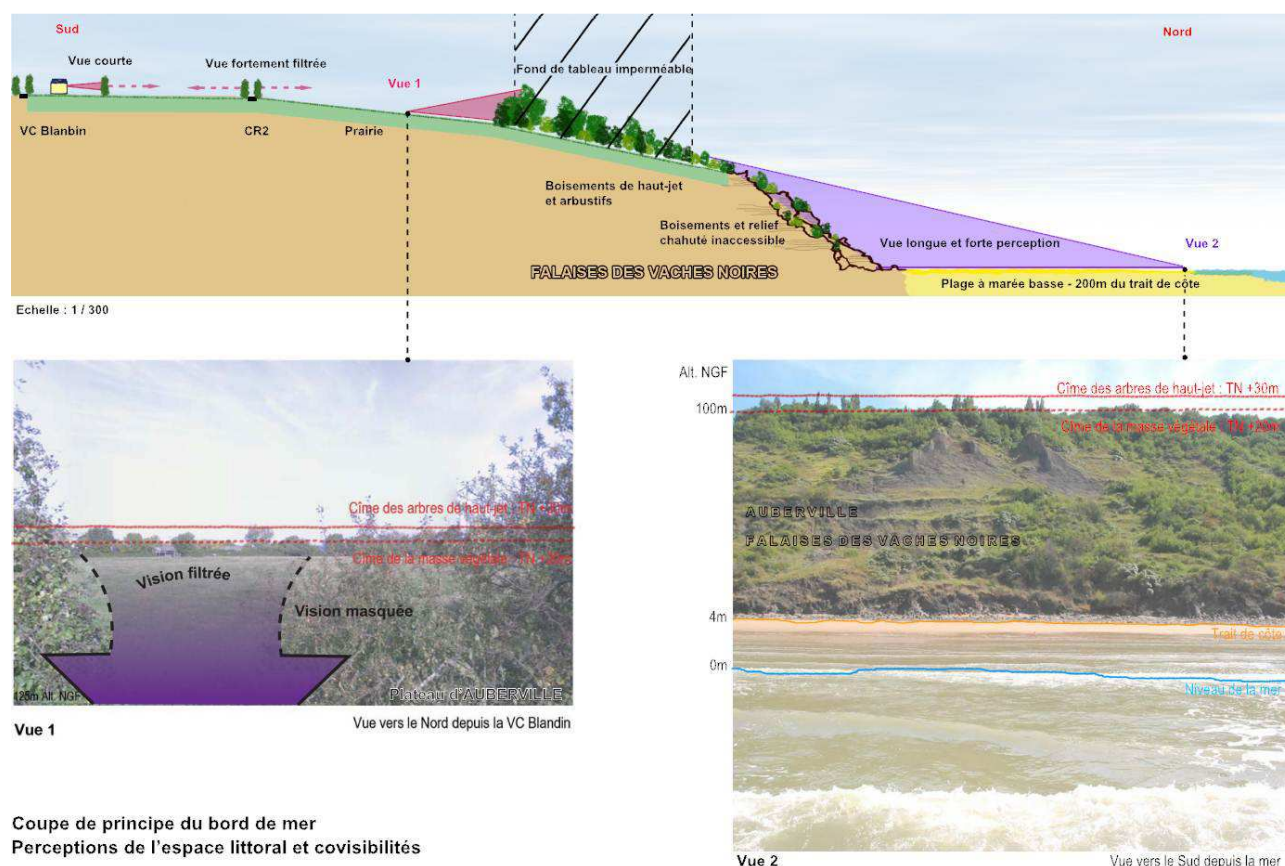
Comme évoqué précédemment, le relief est très marqué (falaises). Considérant, les falaises boisées, protégées et infréquentables qui limitent les perceptions du littoral depuis le plateau et celles du plateau depuis la plage, les covisibilités ne sont qu'en faible partie déterminantes pour le périmètre des espaces proches du rivage.

Aussi, l'ambiance littorale sur la commune s'exprime par la présence d'activités touristiques liées au bord de mer : dériveurs, résidences touristiques, campings (sur la commune ou en limite), centre de vacances, chambres d'hôtes...

Considérant ces éléments, les Espaces Proches du Rivage à AUBERVILLE couvrent une surface d'environ 146 ha. Leur délimitation est rappelée sur la carte ci-après.

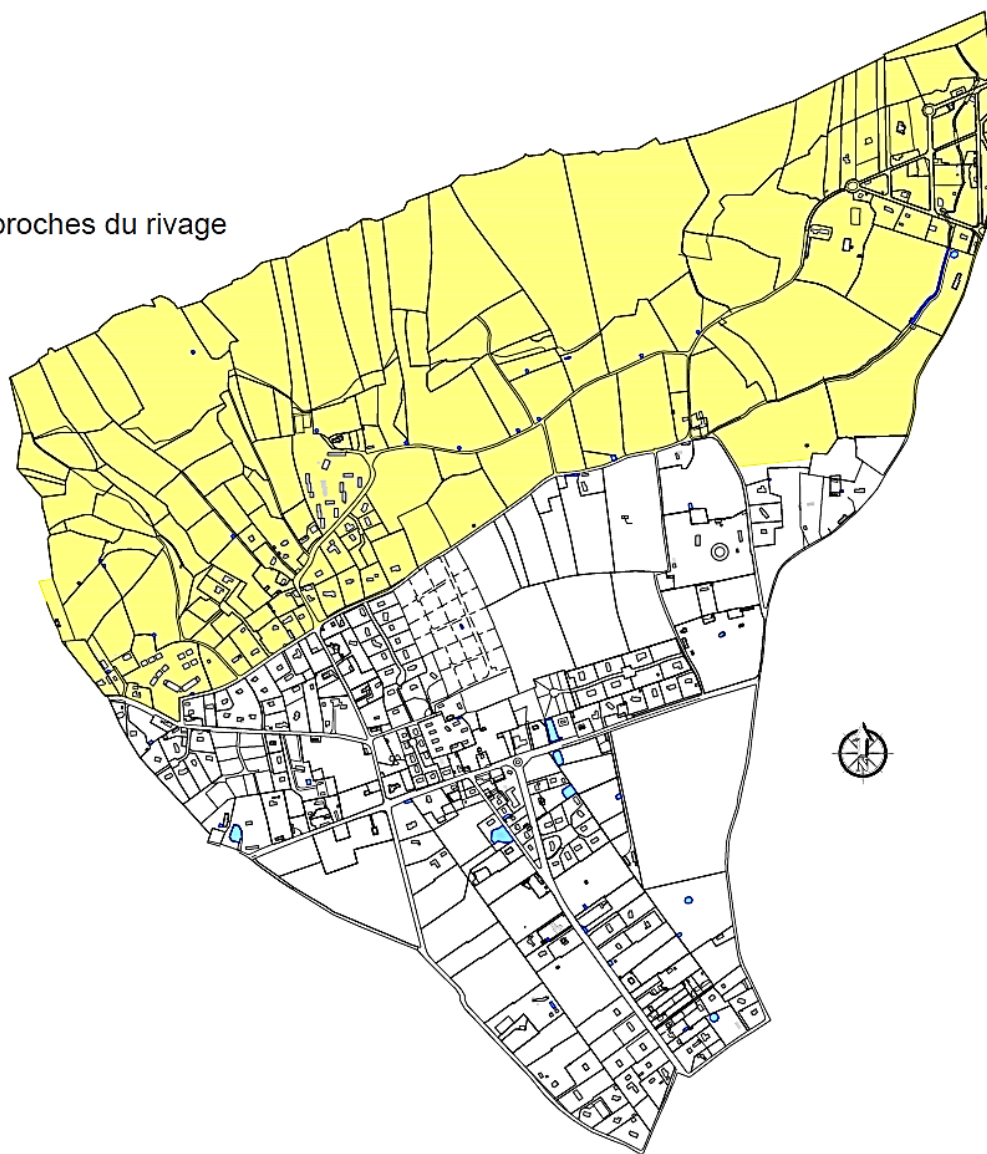
Catégories des espaces proches du rivage selon la DTA : Les espaces proches du rivage inscrit dans le site classé et la bande des 100 mètres correspondent à des Espaces Proches du Rivage Sensibles.

Le reste des Espaces Proches du Rivage sont compris dans la catégorie Autres Espaces



Le profil et les vues démontrent l'incidence du relief et des boisements qui limitent les covisibilités et la diffusion d'une ambiance littorale.

Les espaces proches du rivage



8.1.3 Les espaces remarquables et les coupures d'urbanisation

L'intérêt de maintenir des coupures d'urbanisation dans les communes littorales est multiple : elles permettent une aération et une structuration du tissu urbain, elles peuvent remplir des fonctions récréatives ou contribuer au maintien et au développement d'activités agricoles. Elles contribuent à la trame verte, aux équilibres écologiques de la biodiversité et permettent le maintien d'un paysage naturel caractéristique. Leur objectif principal est de maintenir des espaces "ouverts" et le rapport avec la mer et les paysages, en évitant la constitution d'un front urbain continu.

Les coupures d'urbanisation ne peuvent recevoir que :

- Des équipements publics d'infrastructures d'intérêt général dont la localisation répond à une nécessité technique impérative,
- Les constructions, aménagements et installations nécessaires au maintien ou à la mise en culture des terres, au fonctionnement des activités sportives ou de loisirs existantes,
- Les constructions, aménagements et installations légers nécessaires à la réalisation de parcs et jardins publics et aux activités de loisirs en plein air.

La coupure d'urbanisation mentionnée par la DTA Estuaire de la Seine est précisée. Elle traverse l'ensemble du territoire communal dans le prolongement des falaises des Vaches Noires, en dehors des zones urbanisées. La cohérence et la visibilité de la coupure d'urbanisation ont été atteintes par les opérations récentes (notamment celles longeant le Nord de la RD 513) et par l'étalement urbain. À AUBERVILLE, les coupures d'urbanisation couvrent de l'ordre de 194 ha.

La coupure d'urbanisation, correspondant au site classé à une vocation, d'intérêt naturel et paysager. En dehors du site classé, la vocation des coupures d'urbanisation est agricole.



8.1.4 La capacité d'accueil

Pour mieux organiser le développement de leur territoire et définir la constructibilité dans les documents d'urbanisme, les collectivités doivent apprécier leur capacité d'accueil. Tout territoire est une ressource produisant à la fois de la valeur d'usage et de la valeur économique. Plus que tout autre sans doute, le littoral est une ressource limitée, ce qui rend, absolument, nécessaire d'avoir en permanence une vision d'anticipation sur le long terme. Siège de multiples activités économiques liées à la mer, le littoral est également un puissant vecteur de valeurs en termes d'usages et de

modes de vie. À cet égard, la capacité d'accueil détermine ce que le territoire peut supporter comme activités et usages, sans qu'il soit porté atteinte à son identité physique, économique, socioculturelle et aux équilibres écologiques.

La capacité d'accueil prend, également en compte, le niveau général d'équipement du territoire. Elle est également importante à définir lorsque la population saisonnière augmente considérablement, mettant en péril l'équilibre des espaces naturels et des plages en particulier.

Les eaux usées : La station d'épuration est en mesure de traiter 70 000 EH (équivalents habitants). En période estivale, la CCED accueille de l'ordre de 40 000 habitants, la station dispose d'une capacité d'accueil d'effluents complémentaires signifiante. Aussi, elle est en mesure d'accueillir des populations complémentaires.

L'eau potable : Le syndicat d'eau garantit une alimentation en eau potable des développements à hauteur de 10 000 m³ complémentaires sur la consommation annuelle.

Les eaux pluviales : Sur parcelles privées, les eaux pluviales sont gérées par infiltration naturelle. Le ruissellement dans le vallon sec, au Nord-Est de la Commune, et les inondations ponctuelles qui y sont liées limite la capacité d'accueil du secteur du Hameau du Manoir. Sur le domaine public, le ressuyage s'effectue par infiltration naturelle.

Les ordures ménagères : La Communauté de Communes possède la compétence ordures ménagères. Le ramassage des ordures ménagères est géré en régie. La capacité d'accueil est satisfaisante.

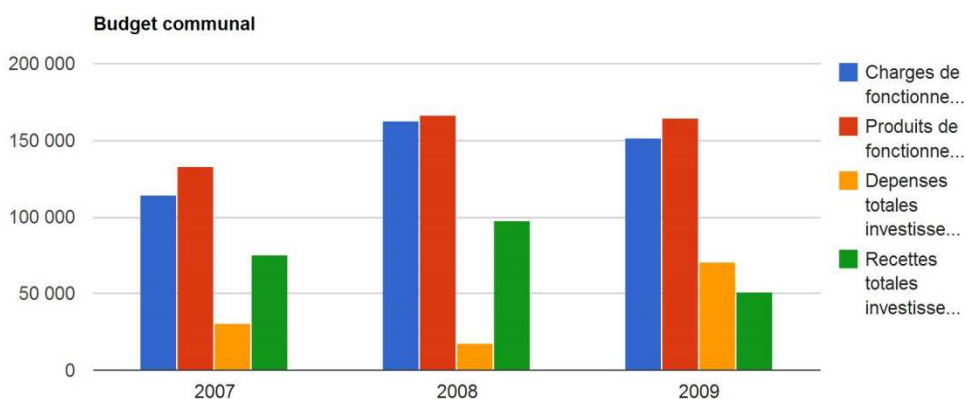
Les infrastructures et les équipements des populations résidentes et saisonnières : Les touristes comme les habitants utilisent les services, équipements et commerce des villes côtières voisines. L'accès à la mer se fait depuis VILLERS SUR MER ou HOULGATE. La RD 513 permet d'assurer une bonne fluidité de la circulation, notamment en direction de VILLERS SUR MER et CABOURG. La RD 163 dans sa partie Nord n'est pas adaptée pour accueillir un trafic important. Les nombreuses voies en impasse conduisent à des encombrements sur certaines sections au nord de la Commune, notamment l'été. La capacité d'accueil des infrastructures et des équipements est limitée sur le territoire communal, qui dépend des villes côtières voisines.

Cette estimation nécessite que soient pris en compte :

Les coûts, et en particulier les coûts de fonctionnement pour la collectivité en tenant compte de sa capacité financière,

Les nombreux permis de construire et le versement de TLE, puis de la TA, ont permis de présenter des budgets à l'équilibre. Afin d'économiser l'espace et de conserver le caractère rural, cette entrée financière est appelée à diminuer.

En 2012, 1/3 du budget communal correspond au budget scolaire. Sans école, AUBERVILLE doit verser aux Communes recevant les élèves une somme importante par rapport au budget communal.



La capacité d'accueil financière est liée aux développements : entrées relatives à la TA et la taxe de séjour des résidences touristiques / sorties liées aux coûts de la scolarité. Toute évolution du projet de développement devra se faire progressivement pour prendre en compte le bilan financier.

L'incidence des risques naturels et technologiques : Les principaux risques naturels ont été identifiés et le projet les intègre.

La fragilité des espaces naturels et les conditions de leur fréquentation par le public : Les Falaises des Vaches Noires sont sanctuarisées par le site classé et l'arrêté de péril. Le plateau bocager est en revanche soumis à une forte pression anthropique, notamment en période estivale. La capacité d'accueil « naturelle » du plateau bocager a été largement entamée.

Le fonctionnement des écosystèmes : Les continuités écologiques sont destinées à être confortées notamment de part et d'autre des RD 513 et 163

Les besoins de préservation des espaces agricoles et maritimes : Les projets de développement doivent s'inscrire prioritairement en densification (en dehors des opérations validées qui seront réalisées progressivement durant les 15 ans à venir). Les périmètres de zones du projet de PLU devront alléger la pression sur les espaces agricoles et naturels (par rapport au POS).

Les capacités des milieux et les ressources locales (eau potable, assainissement, etc.).

En 2012, la Commune recense 506 habitants permanents. En période estivale, le territoire communal peut compter près de 1100 usagers. Comme évoqué précédemment, le projet de PLU (dont la capacité d'accueil est garantie par les syndicats) doit réduire les possibilités de développement du POS en vigueur.

L'accueil scolaire

La capacité d'accueil scolaire est définie ainsi :

Le nombre d'enfants, de 2 à 10 ans scolarisés, sur la commune s'élève à 72 élèves (source INSEE 2010). Ils se répartissent comme suit :

INSEE 2010	Enfants scolarisés : 72	Nb de ménage	Nb d'élève / ménage
Maternelle 2-5 ans	23	183	0,12
Élémentaire 6-10 ans	49		0,26

Le projet génère de l'ordre de 80 logements complémentaires dans les 15 ans à venir.

Nb de ménage et progression	Nb d'enfants scolarisés et progression
263 ménages dans 15 ans dont :	100 élèves dont :
80, en plus, issus du projet	+ 30 élèves issus du projet

Dans 15 ans, les effectifs scolaires compteront de l'ordre de 100 enfants scolarisés, soit une augmentation de 30 élèves, par rapport à l'effectif de 2010. Considérant que l'offre de nouveaux logements sera mobilisée progressivement, c'est en moyenne 2 élèves de plus par an. La présente estimation table sur un maintien de la taille des ménages pour les 15 ans à venir et maintien du ratio 0,38 élèves par ménage : soit une stabilisation du phénomène démographique de rajeunissement (*Rappel : progression de la taille moyenne des ménages de 4% entre 1999 et 2010*).

8.1.5 Les voies nouvelles

La Loi Littoral prévoit que les routes de transit devront être localisées à une distance minimum de 2000 mètres du rivage. De plus, il est interdit de créer des routes nouvelles sur les plages, cordons lagunaires, dunes et corniches. Ces interdictions peuvent toutefois être écartées en cas de contraintes liées à la configuration des lieux ou à l'insularité, après consultation de la commission des sites sur l'impact de l'implantation de ces nouvelles routes sur la nature. L'aménagement de routes dans la bande littorale est également possible dans les espaces urbanisés ou lorsqu'elles sont nécessaires à la desserte des services publics et activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.

Le projet communal n'envisage pas de création de voie nouvelle dans la bande des 2000 mètres. Des aménagements ou élargissements de chaussée existantes sont envisagés, ils ne correspondent pas à de nouvelles voies de transit.

9 MOTIVATIONS ET JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS AU REGARD DU DIAGNOSTIC

9.1.1 Les constats et les enjeux issus du diagnostic et de l'évaluation environnementale

Les enjeux du PLU tels qu'ils sont ressortis des différents thèmes traités sont rappelés ci-après :

Thème	Constat	Enjeux
DIAGNOSTIC DE LA SITUATION EXISTANTE		
Site et situation	Une Commune de 264 ha située dans un écrin naturel. Elle intègre le site exceptionnel des falaises des Vaches Noires, connaît une attractivité résidentielle importante et des activités touristiques prégnantes.	<p><i>Préserver et valoriser le patrimoine naturel.</i></p> <p><i>Gérer l'attractivité résidentielle et définir la capacité d'accueil du territoire communal.</i></p>
Le contexte démographique	<p>487 habitants permanents et de l'ordre de 1000 résidents en été. En 2012, 506 habitants ont été recensés.</p> <p>Le nombre d'habitants a été multiplié par 2 en 10 ans. Un phénomène de rajeunissement de la population depuis 10 ans.</p> <p>Une évolution démographique démesurée, au prix d'une consommation d'espace importante et, au détriment des villes proches dotées de davantage de services et d'équipements.</p>	<p><i>Limitier l'accueil de population pour ne pas augmenter la pression anthropique sur le milieu naturel. Intégrer la variation estivale de la population dans la définition de la capacité d'accueil.</i></p> <p><i>Assurer une évolution mesurée de la population, adaptée à une Commune rurale.</i></p> <p><i>Favoriser l'accès des populations aux services et équipements par une offre en mobilité et en transport alternatif.</i></p>
Le parc de logements	<p>270 logements en 2010. Les RP ont été multipliée par 3 en 20 ans. Une progression du parc démesurée.</p> <p>Un parc de logements relativement monospécifique : du pavillon individuel essentiellement.</p>	<p><i>Définir un objectif de développement adapté à une Commune rurale disposant de peu de services et d'équipements. Rompre avec les pratiques de surconsommation d'espace.</i></p> <p><i>Intégrer les orientations du SCoT pour la</i></p>

	<p>Un diagnostic de PLH intercommunal : Dans la CCED, les actifs locaux de – de 40 ans et gagnant – de 2000 € nets n’habitent pas près de leur lieu de travail.</p>	<p><i>CCED (140 logements / an en moyenne). Prendre en compte les opérations en cours.</i></p> <p><i>Permettre aux actifs locaux de résider près de leur lieu de travail en proposant des offres de logements financièrement accessibles à leurs profils et économe en espace.</i></p>
L’activité économique (hors agriculture)	<p>La CCCF est le 1^{er} bassin d’emplois, notamment VILLERS SUR MER, la CCED arrive juste après. La RD 513 accueille l’essentiel des navettes domicile/travail.</p> <p>Plusieurs activités touristiques liées à la proximité de la mer, notamment au Nord du Chemin Blandin. Un tissu d’activités, moins saisonnières, le long de la RD 513.</p> <p>Un arrêté de péril interdisant la fréquentation des falaises des Vaches Noires. Pas d’accès à la mer depuis le plateau, nécessité de faire un détour par VILLERS SUR MER ou HOULGATE.</p> <p>Une capacité d’accueil touristique dépendante des Communes voisines.</p> <p>Une ancienne usine de piles Wonder et une ancienne casse automobile où sont pressentis des sols pollués.</p>	<p><i>Garantir la sécurité et la fluidité des voies notamment de la RD 513.</i></p> <p><i>Développer les liaisons douces afin d’éviter aux vacanciers d’utiliser leurs véhicules sur des voies non-adaptées au trafic élevé.</i></p> <p><i>Valoriser la fréquentation de la RD 513 en permettant l’implantation de commerces aux abords du carrefour RD 513/RD 163.</i></p> <p><i>Axer les nouveaux logements éventuels aux abords des moyens de circulation alternatifs (arrêt de bus) pour encourager leur utilisation.</i></p> <p><i>Limiter le développement des activités d’hébergement touristique en considérant la pression anthropique en période estivale et la capacité d’accueil propre à la Commune.</i></p> <p><i>Limiter tout projet dans ces secteurs.</i></p>
L’activité agricole	<p>L’agriculture peine à se maintenir ou à se développer : étalement urbain, contraintes environnementales et réglementaires.</p> <p>Les potentialités agronomiques du territoire sont faibles.</p> <p>Une grande partie des voies sont utilisées pour le transit agricole.</p> <p>Un siège d’exploitation a été créé en 2008.</p>	<p><i>Définir les franges et protéger les terres agricoles et permettre aux exploitations de se développer.</i></p> <p><i>Intégrer la dimension des engins agricoles pour dimensionner les voies de transit et les aménagements routiers.</i></p> <p><i>Prendre en compte les plans d’épandage transmis. Préserver les parcelles en herbes et/ou cultivées.</i></p> <p><i>Accompagner le développement de la vente directe en prévoyant un espace</i></p>

		<i>« vitrine » pour les produits des exploitants.</i>
Les équipements et l'animation	<p>Les affaires scolaires sont gérées en RPI avec VILLERS-SUR-MER : 72 enfants de 2 à 10 ans sont scolarisés.</p> <p>Les écoles de VILLERS-SUR-MER, disposant d'une capacité d'accueil complémentaire, permettent d'envisager d'éventuels développements à AUBERVILLE.</p> <p>Le budget de fonctionnement communal est impacté à 33% par le poste scolaire.</p> <p>Un ramassage scolaire est assuré au droit de la mairie.</p> <p>Un emplacement réservé pour l'extension du cimetière est prévu au POS près de l'église, un autre pour du stationnement.</p> <p>AUBERVILLE propose quelques activités associatives mais, les activités de loisirs des habitants s'exercent davantage à VILLERS SUR MER.</p>	<p><i>Considérant la natalité et le projet du hameau Blandin, le budget « écoles » est à intégrer notablement dans la capacité d'accueil financière de la Commune.</i></p> <p><i>Favoriser les liaisons douces entre la Commune et VILLERS-SUR-MER pôle de services et d'équipements et celles permettant d'accéder au point de ramassage depuis les quartiers.</i></p> <p><i>Cibler essentiellement les développements dans le bourg de la Commune, soit à proximité de l'arrêt du bus et des équipements existants et en projet.</i></p> <p><i>Le 1^{er} emplacement a été mobilisé, le deuxième mérite d'être maintenu selon une superficie adaptée.</i></p>
Le transport, la trame viaire et la mobilité	<p>Deux axes principaux la RD 513 et la RD 163, dont le trafic est relativement important.</p> <p>La RD 163, dans sa partie au Nord de la RD 513, va être, en partie, aménagée en voie partagée par le Cg14. Des sections de la RD 513 ont été sécurisées (cheminement piéton).</p> <p>Le Plan Vélo du Cg14 traverse la Commune et le Conservatoire du Littoral va ouvrir une sente piétonne en retrait des falaises.</p> <p>Il n'y a pas de sente piétonne envisagée pour descendre à la mer sur la Commune. Les VC sont des voies légères peu adaptées à un trafic routier important. Plusieurs</p>	<p><i>Valoriser économiquement la fréquentation de la RD 513, notamment au carrefour RD 513 / RD 163.</i></p> <p><i>Sécuriser et développer les déplacements et cheminements non-automobiles.</i></p> <p><i>Mettre en relation les voies de desserte locale pour éviter le goulot d'étranglement sur certaine section.</i></p> <p><i>Prévoir des emplacements et aménagements pour le stationnement des cycles.</i></p> <p><i>Cibler les développements éventuels au droit des arrêts du bus.</i></p> <p><i>Conditionner les développements à la prise en compte du bruit en bordure de la</i></p>

	<p>voies de desserte secondaire existante ou prochainement créées sont en impasse.</p> <p>Une bonne desserte par le réseau de bus au droit de la mairie.</p> <p>La RD 513 génère des nuisances sonores et un arrêté préfectoral définit des dispositions à prendre en compte.</p>	RD513.
Les réseaux et les ordures ménagères	<p>AUBERVILLE est raccordée à la STEP de CABOURG qui est dimensionnée pour 70 000 EH et, est utilisée à environ 60% de son potentiel.</p> <p>Les eaux pluviales rejetées au milieu sont de bonne qualité.</p> <p>L'alimentation en eau potable, tant en volume qu'en pression dans les réseaux, permet d'envisager des développements.</p> <p>La défense incendie est assurée par 14 points de défense incendie aux normes.</p> <p>La collecte des ordures ménagères est mutualisée. Elle est gérée en régie.</p> <p>Les réseaux ERDF couvrent une part importante du territoire.</p> <p>Les débits numériques connaissent des plages d'affaiblissement sur la Commune. Le raccordement à la fibre optique est prévu en phase 1 du programme du Conseil Général.</p>	<p><i>Prendre en compte les réseaux dans la définition de la capacité d'accueil.</i></p> <p><i>La capacité d'accueil de la STEP est importante.</i></p> <p><i>Infiltrer préférentiellement les eaux pluviales à la parcelle. Limiter l'imperméabilisation des sols. Prévoir des emplacements réservés pour l'aménagement d'ouvrages hydrauliques.</i></p> <p><i>Axer les secteurs de développement là où la desserte par les réseaux est la meilleure.</i></p> <p><i>Obtenir les garanties des Syndicats pour la desserte des projets de développement.</i></p>
L'ANALYSE DE L'ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT		
La présentation du territoire communal	La Commune appartient au Pays d'Auge. Ses paysages sont marqués par le bocage et les coteaux. Ce paysage est en pleine mutation.	<i>Inventer de nouveaux modes de développements (urbains) et de gestion (agricole) adaptés à l'identité de la Commune.</i>
La géologie	Les formations géologiques sont de renommées. Elles génèrent des	<i>Tenir compte des prédispositions aux risques naturels issues de la géologie.</i>

	prédispositions aux risques naturels.	<i>Protéger les boisements et haies existantes qui maintiennent les sols. Prévoir des bassins de rétention des eaux de surface pour limiter le ruissellement. Protéger les mares.</i>
Le climat	<p>Les données climatiques ne révèlent pas de contraintes particulières.</p> <p>La commune n'est pas pressentie pour accueillir des projets éoliens.</p>	<i>Tenir compte des vents dominants dans l'implantation des projets.</i>
L'hydrologie	Plusieurs mares ponctuent le plateau et un cours d'eau non pérenne.	<i>Les ruisseaux et points d'eau doivent être préservés, entretenus et les aménagements alentours réalisés avec précautions. Limiter les ruissellements pour préserver la qualité des eaux de baignade et de garantir la sécurité des biens de des personnes.</i>
Le patrimoine naturel	<p>La richesse du patrimoine naturel est reconnue, présente un grand intérêt en termes de qualité paysagère et de diversité des espèces. Les haies sont une composante essentielle de l'identité du paysage du bocage.</p> <p>Les haies, les boisements, les mares, le blockhaus et les cours d'eau sont d'intérêts écologiques.</p> <p>Hormis une « coupure » générée par la RD 513, les continuités écologiques sont de bonnes qualités sur la Commune. Néanmoins les derniers développements résidentiels les ont réduites.</p> <p>La flore et faune des secteurs urbains sont banales.</p>	<p><i>Protéger les boisements et les haies. Protéger les mares et les abords du cours d'eau.</i></p> <p><i>Préserver les continuités écologiques, Reconstituer ou préserver les continuités écologiques aux abords de la RD 513.</i></p> <p><i>Limiter l'extension de l'urbanisation. Privilégier la densification du tissu déjà bâti pour organiser les développements.</i></p> <p><i>Axer les développements là où ils impactent le moins la biodiversité.</i></p>
Le paysage	<p>5 principales unités paysagères. Le paysage agricole et bocager est en recul.</p> <p>Les boisements et les haies favorisent l'insertion paysagère des édifices.</p>	<p><i>Préserver les paysages agricoles et naturels.</i></p> <p><i>Intégrer les projets à l'aide d'un traitement paysager s'inspirant des haies bocagères.</i></p> <p><i>Marquer les seuils et les franges</i></p>

	<p>La traversée de la commune par la RD 513 est peu lisible.</p> <p>Il n'existe pas de covisibilités entre la mer et le plateau.</p>	<p><i>urbaines.</i></p> <p><i>Prendre en compte l'absence de covisibilités mer / plateau pour déterminer les espaces proches du rivage.</i></p>
Le bâti	<p>Le bâti est essentiellement récent (pavillons individuels) et dispersé. Les résidences touristiques disposent de gabarits supérieurs aux habitations environnantes.</p> <p>Des bâtiments d'activités, de gabarits supérieurs aux habitations environnantes, sont présents le long de la RD 513.</p> <p>Le bâti ancien est riche et diversifié. Le bâti récent présente des caractéristiques standards dans ses modes constructifs et dans ses implantations.</p> <p>≈ 5 à 6 logements seront vraisemblablement créés, durant la prochaine décennie, en densification.</p> <p>Les hauteurs des pavillons se limitent à 8 m au faitage, celles des villas s'élèvent jusqu'à 15 m et avec des ponctuations de toiture qui peuvent s'élever davantage.</p> <p>4 logements / ha en moyenne dans la commune.</p> <p>Les emprises au sol inférieures ou égales à 15% (sauf dans le centre bourg où elles peuvent s'élever à 40%)</p> <p>Le bilan de la consommation foncière fait état de 35 ha consommés entre 2002 et 2012.</p> <p>Les limites des espaces bâtis sont floues. Un centre bourg peu lisible.</p>	<p><i>Mettre fin à l'urbanisation linéaire et la surconsommation de l'espace.</i></p> <p><i>S'inspirer du bâti ancien dans ses implantations et son architecture. Respecter les formes et les volumétries environnantes.</i></p> <p><i>Intégrer le potentiel de densification dans le projet et l'organiser.</i></p> <p><i>Identifier par des indices les secteurs touristiques et économiques qui disposent de particularités urbaines (gabarit, implantation, hauteur, emprise...)</i></p> <p><i>Structurer le bourg et mettre en relation les ensembles bâtis.</i></p>

LES CHOIX DU PADD – LES ÉLÉMENTS DE DÉCISION		
Les dispositions supracommunales	<p>Plusieurs organes supra-communaux sont à associer ou à prendre en compte.</p> <p>Le projet doit notamment intégrer les dispositions de la loi Littoral.</p>	<p><i>Penser à l'échelle d'un territoire et d'un bassin de vie. Le projet de PLU doit être compatible avec les orientations du SCoT.</i></p> <p><i>Définir et justifier la délimitation des espaces de la Loi Littoral.</i></p>
La Loi Littoral	<p>Une coupure d'urbanisation traverse l'intégralité du territoire communal.</p> <p>La bande des 100 mètres s'inscrit sur le versant des falaises des vaches noires, au sein d'un site classé.</p> <p>Les espaces remarquables correspondent au site classé des vaches noires.</p> <p>Les espaces proches du rivage « sensibles » correspondent au site classé des vaches noires. Les espaces proches du rivage « autres » correspondent à des espaces où sont inscrits des activités de tourisme liées à la mer. Les covisibilités avec la mer sont limitées.</p> <p>La capacité d'accueil des réseaux AEP et EU est satisfaisante. La capacité d'accueil de la RD 163 (partie Nord) est limitée. La capacité d'accueil des équipements, commerces et services (sur la commune) est limitée. La capacité d'accueil financière va diminuer suivant la décélération des développements. La capacité d'accueil des écosystèmes du plateau bocager est limitée. Les continuités écologiques de part et d'autre des RD sont à préserver ou à</p>	<p><i>Intégrer les dispositions de la Loi Littoral dans la traduction des enjeux du Diagnostic en projet de PADD.</i></p> <p><i>Respect des échelles et volumétries environnantes dans les espaces proches du rivage.</i></p> <p><i>Préserver les paysages et le caractère rural dans les coupures d'urbanisation.</i></p> <p><i>Sanctuariser les espaces remarquables et la bande des 100 mètres.</i></p> <p><i>Prendre en compte la pression anthropique sur le milieu pour définir la capacité d'accueil et limiter les développements.</i></p> <p><i>Ne pas aménager de nouvelles voies routières de transit sur la commune.</i></p>

	reconstituer.	
Les servitudes d'utilité publique	De nombreuses servitudes grèvent le territoire communal : Site classé, télécommunication, PPRM.	<i>Assurer les protections et dispositions correspondantes. Faire figurer le PPRM sur le règlement graphique.</i>
Les autres protections et inventaires	Existence de diverses contraintes ou éléments d'intérêts particuliers : risques naturels, ZNIEFF, Archéologie, bruits issus de la RD513...	<i>Intégrer ces éléments dans les projets de développement.</i>
Le bilan du POS en vigueur	<i>Les objectifs généraux du POS n'ont pas tous connu une traduction réglementaire adéquate. Le POS est inadapté et ne participe pas à une urbanisation de qualité. Il demeure dans le POS en vigueur de très importantes potentialités de développement qui contreviennent aux objectifs du SCoT Nord Pays d'Auge et de la Loi Littoral.</i>	<i>Réviser le POS, élaborer un PLU et s'adapter aux enjeux du territoire. Penser l'espace à long terme, suivant la demande de la DTA. Renforcer le bourg. Gérer et organiser la densification. Axer les développements en dehors des zones de risques. Acter un objectif de croissance modéré et l'atteindre en consommant moins l'espace et en intégrant les opérations en cours. Préserver les paysages et l'intérêt naturel de la Commune. Permettre le développement de l'activité agricole.</i>

Ces différents enjeux sont intégrés tant dans les objectifs que dans le PADD ou dans les dispositions réglementaires diverses qui sont mises en œuvre. Quelques enjeux apparaissent de première importance :

- Limiter la consommation de l'espace agricole et naturel et assurer les protections correspondantes.
- Intégrer les opérations en cours et le potentiel de densification dans le projet de PADD et retrouver progressivement un rythme de développement cohérent avec les orientations du SCoT pour la Communauté de Communes.
- Intégrer la loi Littoral.
- Identifier des seuils et des limites aux entrées de bourg et aux franges urbaines.
- Structurer une ambiance urbaine plus conviviale dans le bourg et organiser les fonctions urbaines.
- Diversifier l'offre de logements.
- Conforter le niveau d'équipements, de commerces de proximité et de services (en priorité ceux fonctionnant toute l'année).

10 LES OBJECTIFS, JUSTIFICATIONS ET MOTIVATIONS DES CHOIX RETENUS

10.1 PROTECTION DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES ET PRINCIPAUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

La municipalité souhaite transmettre aux générations futures un cadre de vie rural, préserver l'activité agricole et protéger l'intérêt naturel et paysager du site. Le projet vise, ainsi, à conserver les caractéristiques d'AUBERVILLE qui font son attrait (auprès des populations résidentes) et sa renommée (auprès des populations de passage : touristes occasionnels, vacanciers, universitaires...).

Les Falaises des Vaches Noires correspondent à un site naturel de renommée internationale. Elles constituent un élément fort du Schéma Régional de Cohérence Écologique. L'objectif est d'assurer leur protection et celle de leurs abords, qui participent à la mise en ambiance du site. S'agissant, en partie, de l'identité communale, les composantes rurales et naturelles sont à préserver.

Objectifs :

- **Sanctuariser le site des falaises des Vaches Noires**

Moyens : Boisements protégés au titre de l'art. L130-1, zonage **N** sur le règlement graphique, report sur le règlement graphique du site classé, Identification du site classé comme espace remarquable au titre de l'art.L146-6, identification comme espace proche du rivage au titre de l'art. L.146-4, identification de la bande des 100 mètres au titre de l'art.L.146-4, protection des haies (trame verte) et des mares (trame bleue) au titre de l'art.L.123-1-5, hameau du Manoir en partie classé en zone **N** (sans indice) pour prise en compte de la ZNIEFF de type 1.

- **Protéger les abords du site des falaises des Vaches Noires**

Moyens : zonage **N** ou **Aa** (inconstructible) sur le règlement graphique, identification comme espace proche du rivage au titre de l'art. L.146-4, protection des haies (trame verte) et des mares (trame bleue) au titre de l'art.L.123-1-5. Limitation des évolutions du bâti diffus par la délimitation de secteurs de taille et de capacité d'accueil limité (**Nh**), identification de franges urbaines et fin de l'étalement urbain, Organisation du stationnement aux abords de l'église pour limiter et canaliser la pression anthropique, pas de nouveaux projets d'hébergement touristique d'ampleur conséquente.

- **Protéger le plateau bocager et ses composantes (prairies, zones humides, haies, mares et boisements).**

Moyens : zonage **N** ou **Aa** (inconstructible) sur le règlement graphique, identification pour partie comme espace proche du rivage au titre de l'art. L.146-4, protection des haies (trame verte) et des mares (trame bleue) au titre de l'art.L.123-1-5, limitation des évolutions du bâti diffus par la délimitation de secteurs de taille et de capacité d'accueil limité (**Nh** ou **Ah**), limitation des développements au sud du territoire (**Ur**) considérant le faible niveau d'équipement et de desserte existant ou à venir, identification de franges urbaines et fin de l'étalement urbain, protection par un zonage **Aa** et **N** des coupures d'urbanisation et maintien des continuités écologiques (voire reconstitution à l'Est de secteur **Uap** via des orientations d'aménagement et de programmation), limitation de la pression anthropiques en axant les développements au droit des sites de transport en commun.

Ces objectifs de protection répondent aux enjeux des espaces remarquables et des coupures d'urbanisation, liés à la loi Littoral. La protection des espaces de cultures et de pâtures permet également le maintien d'une utilisation agricole et rurale des terrains.

Considérant les coupures d'urbanisation, les espaces proches du rivage, les espaces remarquables, le site classé, la ZNIEFF de type 1, la capacité d'accueil du territoire, les risques naturels : seuls les secteurs urbains les plus structurés et les mieux desservis ont été retenus comme pouvant accueillir des développements.

10.2 GESTION ECONOMIQUE DE L'ESPACE

Durant la dernière décennie, 35 ha d'espace naturel et agricole ont été consommés. La consommation d'espace des opérations actées par le POS, est considérée comme faisant partie des 35 ha consommés durant la dernière décennie. La densité moyenne de l'espace urbain s'établit aujourd'hui à 4 à 5 logements par hectare.

Pour les 15 ans à venir, l'objectif est d'inscrire le développement des habitations nouvelles au sein du tissu urbain existant. Les principaux développements et/ou évolutions de l'habitat s'organiseront à l'intérieur de ces franges. Le projet permettra la densification du bâti existant et organisera le potentiel dans ses principaux secteurs. Seuls les secteurs les mieux desservis et les plus structurés pourront connaître des développements importants.

Il n'y aura pas de création d'habitation nouvelle (non lié à l'activité agricole), en extension urbaine, dans les 15 prochaines années.

Les projets d'ensemble, valorisant les principaux potentiels de densification, s'organiseront selon une densité minimale brute de 25 logements / ha.

Les surfaces permettant la création de nouveaux logements (non-agricoles) seront réduites de 30% minimum par rapport au Plan d'Occupation des Sols.

10.3 DEMOGRAPHIE ET LOGEMENTS

L'objectif d'une création de 80 logements est fixé, soit en moyenne et environ 5 logements par an.

❖ **La moitié du potentiel** de logements à créer sera mobilisée dans le cadre d'un projet d'ensemble (secteur **Uap**), visant à donner de l'épaisseur au cœur de bourg. Considérant, la volonté de gérer la densification, le potentiel existant en « dent creuse » (1,4 ha environ) dans le cœur de bourg, et l'objectif de structurer ce potentiel comme un réel espace de centralité nécessitant d'une densité affirmée (environ 25 logements / ha) : La décision de mobiliser un potentiel d'une quarantaine de logements est prise.

❖ **Le potentiel restant** correspondra à une densification du bâti existant (sans orientation particulière : environ 10 logements en 15 ans) et aux des opérations actées par le POS (une trentaine de logements actée dans le cadre l'opération du hameau Blandin).

Il est organisé un développement de l'habitat mobilisant 3 à 4 % du potentiel défini par le SCoT pour l'ensemble de la communauté de communes. Cette proportion est dans la mesure du poids démographique d'AUBERVILLE dans la CCED.

L'objectif est aussi d'organiser une décélération progressive du rythme de création de logements. Considérant les 7 logements / an en moyenne sur les 20 dernières années, le projet réduit, de près de 28%, le rythme moyen de création de logements pour les 15 ans à venir.

Considérant, le potentiel de densification important lié à un tissu urbain aéré, le phasage des opérations actées par le POS (une trentaine de logements en seront issus et se réaliseront durant les 15 ans à venir), l'objectif de donner de l'épaisseur au bourg notamment par une offre de logements plus adaptées, et la nécessité de prendre en compte les ressources budgétaires : le caractère progressif de la décélération des développements a été retenu. Le présent PLU correspond à la première étape d'un retour à un développement plus modéré.

Près de la moitié des logements à créer (secteur **Uap**) correspondra à une diversification de l'offre de logements (densité plus importante, petit collectif ou individuel groupé).

L'objectif de développement est à contextualiser. Le PLU intègre des opérations délivrées sur la base du POS et dont le phasage s'impose sur la période du PLU en projet. Le caractère urbain de plusieurs quartiers (forme bâtie et réseaux) est avéré. Ces espaces urbains sont aérés. Leur densification porte sur des espaces déjà impactés, par la vocation d'habitation, et il n'y a pas d'impact complémentaire sur le milieu. Le parti d'aménagement est d'organiser la densification et de ne pas la laisser s'effectuer au fil de l'eau ou selon une relative pauvreté de la forme urbaine. Cette organisation de la densification, notamment dans le cœur de bourg, optimise, de fait, le projet de développement (pour moitié). La création d'un cœur de bourg et la volonté d'organiser les potentialités du secteur Uap sont fondamentales et au cœur du projet. Le secteur Uap correspond à une opportunité (sans doute la dernière) pour donner du sens à l'urbanisation. Il apparaît que ce projet urbain génère un potentiel de développement supérieur à celui d'une dizaine de parcelle en drapeau ou d'un permis d'aménager en impasse. Néanmoins, l'indivision du réel potentiel urbain du secteur et son organisation sont des enjeux majeurs et d'avenir. Aussi, la mobilisation d'une quarantaine de logements dans ce secteur est nécessaire dès lors que l'on considère la nécessité de diversifier le parc de logement et de conforter l'urbanité sur le territoire. L'autre quarantaine de logements du projet est factuelle.

Par ailleurs, les autres communes de la CCED sont en dessous de leurs objectifs de développement. Il apparaît que la création moyenne et annuelle de logements, attribuée par le SCOT à la CCED, ne sera pas contredite par le projet d'AUBERVILLE.

10.4 DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES

Un espace commercial sera souligné dans le bourg. L'objectif est de tirer profit du site (dans le cœur de bourg) et de la situation (le long de la RD 513). Deux types d'activités y sont recherchés : d'une part, des activités administratives et de service, de dimensions limitées, dans le cœur de bourg et, d'autre part, des activités commerciales valorisant les abords de la RD 513, « portes d'entrée » dans la communauté de communes.

La renommée touristique du site provient essentiellement de ses caractéristiques naturelles. Afin de limiter la pression anthropique sur le milieu naturel, notamment en période estivale, le territoire n'est pas destiné à recevoir de nouvelles opérations touristiques d'envergure. Seuls de nouveaux projets touristiques limités pourront être créés (gîtes, chambres d'hôtes, etc.)

La municipalité souhaite transmettre aux générations futures un cadre de vie rural et préserver l'activité agricole. Les espaces de potentialités agronomiques seront préservés, y compris ceux où

l'activité agricole s'inscrit au voisinage de zone urbaine, et le siège d'exploitation existant pourra se développer.

10.5 DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS ET DES INFRASTRUCTURES, OBJECTIFS EN TERME DE DEPLACEMENT

L'objectif est de créer une place publique multi-usages : espace de vie ouvert, central, accessible et sécurisé. Cette place sera soulignée par un front bâti comprenant rez-de-chaussée administratifs, de services et/ou de bureau.

De nouvelles voies mettront en relation des îlots urbains. Elles conforteront la trame viaire existante. Elles faciliteront les accès vers les espaces de vie. En direction de VILLERS-SUR-MER, le long de la RD 513, une voie douce est en cours d'aménagement. Une voie partagée, le long de la RD 163, partie Nord, est prévue. Le plan vélo du Conseil Général est identifié, son tracé permet les cheminements valorisant ce site exceptionnel. Des continuités et complémentarités avec ces voies douces seront recherchées.

Les principaux développements s'organiseront au droit de la desserte en transport en commun.

Un espace d'équipements publics de détente, loisirs et de convivialité s'associera aux développements envisagés. Il a pour objectif d'encourager le dynamisme de la vie communale et de permettre des manifestations dans un espace public. Pour des raisons de bonne gestion de la mixité des usages et de prise en compte d'éventuelles nuisances, cet espace se situera hors frange urbaine mais en continuité, dans un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (**Nep**).

La traduction règlementaire, notamment les emplacements réservés, et les orientations d'aménagement de programmation permettent de répondre à ces objectifs.

10.6 LA CAPACITE D'ACCUEIL

10.6.1 La capacité d'accueil du milieu

Le milieu naturel, notamment en période estivale, apparait très sollicité par les structures d'accueil touristique. Le projet ne prévoit pas de développement touristique d'envergure complémentaire. L'écrin naturel sera protégé pour ses qualités intrinsèques et pour ne pas porter atteinte au « produit » touristique référent d'AUBERVILLE.

La capacité d'accueil du plateau bocager a été très sollicitée par l'urbanisation des dernières décennies. Le projet met un coup d'arrêt à l'étalement urbain et organise les développements dans le tissu urbain déjà constitué ou acté par des autorisations d'urbanisme.

Les développements s'organiseront sur des pelouses de particuliers, d'essences banales. Ils ne porteront pas atteinte à la biodiversité, ni à l'intérêt naturel du territoire. Les projets de développements s'accompagnent de reconstitutions de continuités écologiques, notamment à l'Est des secteurs **Uap** et **Ue**. Le secteur **Nep** ne permettra que des constructions ou installations limitées (secteur de taille et de capacité d'accueil limitées), un aménagement paysager est prévu sur une partie de la parcelle.

10.6.2 La capacité des réseaux

Comme évoqué précédemment, la capacité d'accueil des réseaux permet d'envisager des développements. Les courriers de garantie des Syndicats se trouvent dans les annexes documentaires.

10.6.3 Spécifiquement : Le hameau du Manoir et le hameau des Bruyères

Considérant les coupures d'urbanisation, les espaces proches du rivage, les espaces remarquables, le site classé, la ZNIEFF de type 1, la capacité d'accueil du territoire, les risques naturels : seuls les secteurs urbains les plus structurés et les mieux desservis ont été retenus comme pouvant accueillir des développements.

❖ Le hameau du Manoir comprend un bâti diffus où les habitations existantes pourront simplement évoluer, lorsque les dispositions référant au terrain le permettent. Les dispositions règlementaires du PLU pour ce hameau intègrent les considérations mentionnées au précédent paragraphe et/ou leur proximité. Il s'agit d'un secteur sensible : sensibilités naturelles, paysagères, patrimoniales. Éloigné du bourg d'AUBERVILLE, ce hameau est aussi inscrit à la périphérie de VILLERS-SUR-MER.

❖ Le hameau des Bruyères, au Sud d'AUBERVILLE, correspond à un espace plus structuré et bien desservi par les réseaux. Néanmoins, éloigné des services, commerces et équipements existants ou à créer, son évolution est limitée.

10.6.4 L'accueil scolaire

Dans 15 ans, les effectifs scolaires compteront de l'ordre de 100 enfants scolarisés, soit une augmentation de 30 élèves, par rapport à l'effectif de 2010.

Considérant que l'offre de nouveaux logements sera mobilisée progressivement, c'est en moyenne 2 élèves de plus par an.

Les équipements scolaires sont en capacité d'intégrer cette évolution limitée.

11 L'EVALUATION DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT PAR USAGES DES SOLS

La méthode consiste, à partir des analyses contenues dans les chapitres précédents, à analyser les incidences sur les différentes composantes de l'environnement. L'évaluation porte sur l'évolution des types d'usages des sols.

11.1 USAGES POUR LES ACTIVITES EXTRACTIVES

Aucun usage de ce type n'a été identifié que ce soit pour des produits énergétiques ou non. Aucune surface n'y est attribuée. Le projet de PLU n'affecte aucune surface à ces usages. Il n'est pas envisagé d'évolution pour les 15 ans à venir.

11.2 USAGES LIES AUX RESSOURCES EN EAU ET MAITRISE DES POLLUTIONS ET DES NUISANCES

La commune ne comprend pas de périmètres liés à la production d'eau potable, ni d'eau industrielle. La pisciculture et l'aquaculture ne sont pas présentes. Il n'est pas envisagé d'évolution pour les 15 ans à venir.

La pêche s'exerce en mer, dans le domaine maritime, sans qu'aucun pêcheur, ni port de pêche ne soient présent sur la Commune. Le projet de PLU n'affecte aucune surface à ces usages. Il n'est pas envisagé d'évolution pour les 15 ans à venir.

L'activité balnéaire (récréation/baignade) est limitée à AUBERVILLE puisqu'il n'y a pas moyen d'accéder directement au littoral communal depuis le plateau. Ces usages s'effectuent à la marge Nord-Est de la Commune, en limite avec VILLERS SUR MER. Le PLU veille à préserver la qualité des eaux de baignades en axant les développements dans les secteurs les mieux desservis, notamment par le réseau d'assainissement des eaux usées, en gérant le ruissellement des eaux des surfaces par la protection des boisements, des haies, des mares, en privilégiant l'infiltration à la parcelle et la temporisation dimensionnée des débits de fuite en cas d'impossibilité. Dans les 15 ans à venir, il n'est pas prévu d'affecter une surface spécifiques aux usages de récréation/baignade mais de maintenir, voire d'améliorer, la qualité des eaux de baignade par des dispositions règlementaires (protections au titre des espaces boisés classés entendue, protections titre des éléments remarquables (haies et mares), emplacements réservés (pour retisser des continuités écologiques, entretenir les mares et veiller à leur bon fonctionnement hydraulique), reprise de la rédaction des articles 4 du règlement.

Un stationnement ponctuel et saisonnier de dériveurs s'organise sur le domaine public, en limite avec VILLERS SUR MER. La dimension réduite de cet usage et sa temporalité n'ont pas justifié d'affectation des sols spécifiques. Le projet de PLU n'affecte pas non plus une vocation spécifique à cet usage qui ne nécessite pas de développement. Le PLU continuera à l'autoriser, en l'état, durant les 15 ans à venir.

Les nuisances sonores de part et d'autres de la RD 513 sont identifiées les habitations intégreront des dispositifs en matière de réduction de nuisance sonores pour les prendre en compte.

Deux sites pourraient connaître des sols pollués (ancienne usine de piles Wonder et ancienne casse automobile). Ces deux secteurs (parcelles A776, A777, A778 et A503) ne sont pas destinés à accueillir de développement.

11.3 USAGES POUR LES ACTIVITES AGRICOLES

La Commune recense un seul siège d'exploitation et 36 ha de SAU. 3 agriculteurs siégeant sur des Communes voisines se rendent, de plus, à AUBERVILLE. La SAU correspond essentiellement à des surfaces en herbes. La commune compte néanmoins une pièce de 8,6 ha de terre labourable. Le zonage du POS classe 39 ha en zone **NC** (agricole).

Pour les 15 ans à venir, le projet préserve et encourage cette activité et cet usage du sol. Une zone **A** (sans indice) est créée pour permettre le développement du siège d'exploitation existant (au dépend d'une zone **NB**).

La superficie dans des secteurs **A** et **Aa** couvre 40 ha, soit une superficie équivalente au POS mais redistribuée. En effet, le secteur **Aa** est étendu au Sud de la Commune (ancienne zone **NB**) et limité

dans le secteur de la Cour Jouet. La limitation dans le secteur de la Cour Jouet correspond à un reclassement en profit de la zone **N**, dont le caractère inconstructible est mentionné et identique au secteur **Aa**, mais dont la justification change (intérêt naturel lié notamment à la présomption de zones humides). La Cour Jouet comprend également des secteurs **Nh** qui intègrent des habitations existantes non-agricoles.

Dans les espaces à dominante agricole, le bâti diffus est classé en secteur de taille et de capacité d'accueil limité (**Ah**). Considérant l'ensemble des secteurs (**A**, **Aa**, **Ah**) la vocation agricole du territoire progresse de 10%.

La vocation spécifique d'un secteur, de 1,2 ha, est par ailleurs prise en compte, sur la base de l'enquête agricole. Ce terrain est classé en espace cultivé protégé au titre de l'art. L.123-1-5.9° du code de l'urbanisme (parcelle A255).

La place multi-usages accompagnant le projet de cœur de bourg pourra être le support à un marché de vente directe des produits fermiers.

11.4 USAGES POUR LES ACTIVITES FORESTIERES

Aucune activité de sylviculture n'est présente sur la Commune. Il n'est pas prévu d'évolution de cet usage pour les 15 ans à venir. Aucune surface n'y est attribuée.

11.5 USAGES RESIDENTIELS ET GESTION ECONOMIQUE DE L'ESPACE

Les surfaces vouées à l'habitat (**UC**, **UD**, **1NA**, **1NAa**, **NB**) représentent 95 ha, soit 36% du territoire. Il s'agit d'habitat pavillonnaire à la densité aérée (4 logements / ha en moyenne). Il s'organise en îlots juxtaposés, sans réelle cohérence d'ensemble. Il demeure dans ces espaces un potentiel important de densification et de capacité d'accueil de nouvelles opérations. Quelques habitations disséminées (anciennes fermes réhabilitées...) complète ce tableau à hauteur de 4 à 5 ha.

L'état initial fait ressortir près de 100 ha lié ou voué à un usage résidentiel, soit plus d'1/3 de la commune.

Le projet, pour les 15 ans à venir, réduit, réserve et spécifie l'affectation de cet usage à 59,5 ha de zone urbaine (**Ua**, **Uap**, **Ub**, **Ur**). Cette surface est portée à 73 ha (+14 ha) par la prise en compte de l'usage résidentiel disséminé existant (**Ah** et **Nh**). Les usages résidentiels sont réduits de 27% par le projet de PLU.

L'objectif de cette évolution est de mettre un terme à la surconsommation de l'espace et de définir des franges urbaines sur la base du bâti structuré existant. Le resserrement des limites urbaines exclue une partie du potentiel du POS qui n'a pas été mobilisé (au profit d'usages naturels ou agricoles existants ou potentiels).

À l'intérieur des franges urbaines définies par le projet demeure un potentiel de densification important. Sa mobilisation permettra de donner plus de cohérence à la forme urbaine (mise en relation des îlots notamment). Les 10 dernières années ont vu 35 ha d'espaces utilisés pour la réalisation de logements ou hébergements, le projet n'envisage pas d'extension urbaine pour les 15 ans à venir.

Le projet diversifiera l'usage résidentiel en proposant une nouvelle typologie de logements (individuel plus dense, individuel groupé ou petit collectif).

11.6 USAGES POUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

Le territoire comprend des usages économiques. Le POS n'identifie spécifiquement qu'une partie de ceux à vocation touristique (**UT**). Les usages économiques sont principalement inscrits dans le tissu urbain comme usages accompagnant la vocation dominante d'habitation. Considérant leur ampleur, le projet prévoit d'attribuer davantage d'espaces spécifiques pour ces usages.

Les zones **UT** (tourisme) du POS couvrent 3,4 ha. Le PLU intégrera également une résidence de 101 appartements pour parvenir à une surface cumulée de 5,2 ha pour l'usage touristique (**Ut**). L'extension des surfaces **Ut** se fait au dépend d'une zone **UD** (1,8 ha).

Le centre bourg comprend un espace exclusivement économique (2 garages, des bars restaurants) au aujourd'hui classé en **UC**. 1,5 ha de **UC** seront reclassés en **Ue** correspondant à un usage économique de fait et destiné à se conforter dans le cadre du projet.

Les secteurs **Ua**, **Uap**, **Ub** et **Ur** pourront (continuer à) recevoir des activités économiques accompagnant la vocation dominante d'habitation.

11.7 USAGES POUR LES ACTIVITES DE DEPLACEMENTS

Le territoire n'est pas concerné par le réseau ferroviaire, ni pas les transports fluviaux et maritimes, ni par une zone portuaire, ni par un aéroport, ni par des réseaux de transport d'énergie.

Le territoire communal comprend plusieurs voies en impasse. Les cheminements sont fréquemment discontinus et conduisent à faire des détours. En haute saison, les usagers convergent vers des sections de desserte très fréquentées et peu adaptées.

Aucune nouvelle voie de transit n'est prévue par le projet.

Durant les 15 ans à venir, le Conseil Général prévoit d'aménager la partie Ouest de la RD 163 en voie partagée. Cet aménagement se réalisera dans l'emprise actuelle. Il s'accompagne de l'aménagement du carrefour RD 163 / chemin de l'église qui a nécessité une mobilisation du foncier (p.256).

Le plan vélo du Conseil Général suit le chemin Blandin, il encouragera les cheminements doux de loisirs et promenades. Ses aménagements s'organiseront dans l'emprise du chemin.

Un autre cheminement doux est prévu le long de la RD 513, vers VILLERS SUR MER, sa vocation est davantage fonctionnelle. Sa réalisation mobilise de l'ordre de 1200 m² de zone **NC** du POS ou **N** du PLU.

Le projet de PLU prévoit de davantage mettre en relation les espaces, notamment dans le cœur ce bourg. L'évolution du foncier lié à la densification sera l'occasion de créer deux nouvelles voies de desserte, une place publique ouverte et traversante et des voies douces. Ces nouvelles voies s'inscrivent pour l'essentiel dans le tissu urbain. Des voies douces viennent s'organiser sur des secteurs **N** et **Aa**, elles seront accompagnées d'orientations d'aménagement et de programmation visant à reconstituer des continuités écologiques le long de leur tracé ou d'aménagements paysagers.

11.8 OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET USAGES DES ESPACES NATURELS

Le POS classe 127 ha en **ND** et **NDn** et 8,4 ha de boisements en espace boisé classé protégé au titre de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme.

La zone **N** du PLU s'étend sur 154,6 ha, dont un secteur **N** (sans indice) qui couvre 144,7ha.

L'habitat disséminé est en partie intégré à la zone naturelle en tant que secteur de taille et de capacité d'accueil limité (**Nh**) cumulant 9,3 ha environ. Elle comprend également un secteur de taille et de capacité d'accueil limité spécifique aux constructions et installations d'équipements publics (**Nep**) de 0,58 ha.

Dans son ensemble la zone **N** progresse 21,7%. Le PLU étend la protection des boisements au titre des EBC (L.130-1) qui couvre désormais 57 ha. Cette protection s'applique désormais aux principaux boisements communaux. 12 km de haies sont protégés au titre de l'art.L123-1-5 ainsi que l'ensemble des 47 mares et points d'eau identifiés (inventaire communal, inventaire du conservatoire du littoral et inventaire cadastral). Ces protections prennent en compte le SRCE.

L'intérêt naturel, à l'Ouest de la rue des Bruyères, est affirmé considérant la présence d'une mare et de prairies typiques. Ce secteur ne pourra intégrer que des secteurs de taille et capacité d'accueil limitée de type **Nh** ou **Nep**.

La ZNIEFF de type 1 est protégée et inscrite exclusivement dans la zone **N**. Elle justifie notamment l'absence de secteur **Nh** dans une partie du quartier du Manoir, au Nord Est de la Commune.

La zones humides (DREAL) sont prises en compte par le projet qui les classe en zone **N** pour leur intérêt naturel. L'inventaire de la DREAL en la matière justifie notamment le classement en **N** et **Nh** (et non en **Aa** et **Ah**) des abords du lieudit la Cour Jouet.

Le Site Classé des Falaises des Vaches Noires correspond à une zone **N**. Le périmètre de la servitude d'utilité publique est reporté sur le règlement graphique. Il est également classé espace remarquable au titre de la Loi Littoral.

Le site des falaises est aussi identifié par le patrimoine Géologique National. Ce périmètre est inscrit dans la zone **N**.

Pour les 15 ans à venir, le projet sanctuarise les différents périmètres relatifs à l'intérêt des Falaises des Vaches Noires (patrimonial, paysagé, naturel, risque).

Le périmètre du PPR Mouvement de terrain est, par ailleurs, reporté sur le règlement graphique.

Pour reconstituer les continuités écologiques, de part et d'autre de la RD 513, le projet inscrit des espaces (mares et parcours) en emplacements réservés, au droit des secteurs **Ue** et **Uap**. Des orientations d'aménagement et de programmation appuient également cette intention.

En limite de VILLERS SUR MER, les abords de la RD 513 sont classés en secteurs **Aa** et **N** pour éviter l'étalement urbain et préserver la continuité écologique.

De même, au lieudit les Bruyères, le projet limite l'étalement urbain à la situation existante, maintient des coupures d'urbanisation par des classements en **Aa**, et limite le bâti à de simple évolution (**Ah** et **Ur**).

Les projets (notamment ceux des secteurs Uap et Ue) s'inscrivent dans le tissu déjà bâti, dont la faune et la flore sont banales. Les pelouses urbaines sont composées d'une flore banale, dont les espèces les plus représentatives sont le Trèfle blanc, la Porcelle enracinée, la Pâquerette... Ces secteurs ne présentent pas de sensibilité biologique.

Pression sur l'état initial de l'environnement en l'absence du projet de PLU : Il demeure dans le POS en vigueur de très importantes potentialités de développement qui contreviennent notamment aux objectifs du SCoT Nord Pays d'Auge, à l'application de la Loi Littoral et à la protection de l'environnement. L'état initial de l'environnement pourrait se dégrader davantage – *considérant le fort étalement urbain des dernières années* - (étalement urbain, suppression des prairies bocagères, discontinuités écologiques, comblement des mares et destructions des haies) en l'absence d'un nouveau document d'urbanisme plus adapté aux enjeux du territoire.

11.9 USAGES RECREATIFS ET D'ANIMATION

La pratique sportive sur la commune est présente (randonnée, centre équestre ...). Le projet intègre ces activités.

La randonnée sera favorisée par les nouvelles voies douces mentionnées auparavant. Le centre équestre pourra entreprendre la construction d'annexes.

La reconstitution d'une continuité écologique à l'Est du cœur de bourg sera l'occasion d'établir un parcours autour de la biodiversité.

Le PLU affecte une surface de 0,58 ha pour un secteur de taille et de capacité d'accueil limité, secteur **Nep**. Le secteur **Nep** reclasse une partie d'un secteur **1NAa** du POS. Il pourra accueillir des équipements publics liés aux loisirs et à la convivialité en respectant une emprise au sol limitée (N9) et un pourcentage d'espace vert paysager (N13) garantissant le caractère de la zone.

11.10 COMPATIBILITE AVEC LE SCOT

La densification du tissu bâti s'organisant autour d'un réel projet urbain, la protection des espaces naturel et agricole, la prise en compte de la Loi Littoral (affirmation de la coupure d'urbanisation, dispositions réglementaires assurant le respect des échelles et volumétries dans les espaces proches du rivage, inconstructibilité dans la bande des 100 m, classement en espace remarquable du site classé, définition de la capacité d'accueil), prise en compte des espaces naturels d'exception et de la Trame Verte et Bleue... le projet de PLU s'inscrit dans l'économie général du SCoT Nord Pays d'Auge.

12 LA TRADUCTION REGLEMENTAIRE DES OBJECTIFS COMMUNAUX

12.1 DISPOSITIONS GENERALES

La traduction réglementaire des objectifs de la municipalité est conforme à son Projet d'Aménagement et de Développement Durables et elle prend en compte les orientations d'aménagement et de programmation.

Elle comprend la division du territoire en quatre types de zones différentes, des dispositions réglementaires pour chacune d'elles, l'identification d'emplacements réservés et d'éléments remarquable à protéger.

Le règlement écrit est établi conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme. Il s'applique à l'ensemble du territoire de la commune.

Les dispositions du présent règlement se substituent à celles des articles R.111-1 à R.111-24 du Code de l'Urbanisme à l'exception des articles suivants qui restent applicables.

- R.111-2 : Salubrité et sécurité publique
- R.111-4 : Archéologique
- R.111-15 : Respect de l'action d'aménagement du territoire
- R.111-21 : Respect du patrimoine urbain, naturel et historique

Toute évolution législative du Règlement National d'Urbanisme (RNU) modifierait ou supprimerait le cas échéant l'opposabilité de ces dispositions d'ordre public.

Sont également applicables, nonobstant les dispositions du présent règlement, les dispositions de l'article R.421-6 :

- Le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé que si les travaux projetés sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des sols, à l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions, l'assainissement des constructions et l'aménagement de leurs abords et s'ils ne sont pas incompatibles avec une déclaration d'utilité publique.
- Le permis de démolir peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les travaux envisagés sont de nature à compromettre la protection ou la mise en valeur du patrimoine bâti, des quartiers, des monuments et des sites.

De plus :

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration, conformément à l'article R.421-12 du Code de l'urbanisme.
- Les installations et travaux divers sont soumis à l'autorisation prévue aux articles R.421-12 et suivants du Code de l'Urbanisme.
- L'article L.111-10 relatif aux périmètres de travaux publics.
- Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés figurant au plan, au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme.
- Les défrichements sont soumis à autorisation dans les espaces boisés non classés au titre de l'article L.311-1 du Code Forestier. Par contre, les demandes de défrichements sont irrecevables dans les espaces boisés classés, figurant au plan, au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme.

Sont et demeurent applicables sur le territoire de la commune.

- LES DÉCLARATIONS D'UTILITÉ PUBLIQUE. L'article L.421-4 du Code de l'Urbanisme, relatif aux opérations déclarées d'utilité publique.
- SURSIS À STATUER. Articles L.111-9 relatif aux périmètres de déclaration d'utilité publique, et L.111-10 relatif aux périmètres de travaux publics.
- SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE. Les prescriptions prises au titre des législations spécifiques concernant les servitudes d'utilité publique restent applicables. (La liste des servitudes et leur contenu figurent en annexe dans le dossier du Plan Local d'Urbanisme).
- VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES. Les dispositions du Code du Patrimoine, livre V, applicable depuis le 20 février 2004. Le texte législatif relatif à l'archéologie préventive soit le décret n°490 du 03 juin 2004 pris pour application de la loi du 17 janvier 2001, modifiée le 01 avril 2003.

12.2 TABLEAU DES SURFACES DES ZONES ET SECTEURS

Les zones et les secteurs se répartissent comme suit. Le tableau met en évidence l'évolution des surfaces de zones et secteurs entre le POS et le PLU.

Zone POS		Zone PLU	
Zones U	47.4 ha	Zone U	66.2 ha
Secteur UC	10	Secteur Ua	3.4
		Secteur Uap	1.4
Secteur UD	34	Secteur Ub	45.3
-	-	Secteur Ue	1.5
-	-	Secteur Ur	9.4
Secteur UT	3.4	Secteur Ut	5.2
Zone NA		Zone AU	-
Zone NB	32 ha	-	-
Zone NC	39 ha	Zone A	43.2 ha
-	-	Secteur A (sans indice)	0.9
-	-	Secteur Aa	39
-	-	Secteur Ah	3.3
Zone ND et NDn	127 ha	Zone N	154.6 ha
		Secteur N (sans indice)	144.7
		Secteur Nep	0.6
		Secteur Nh	9.33
TOTAL	264 ha		264 ha

12.3 COMPARAISON POS / PLU : UNE GESTION PLUS ECONOMOME DE L'ESPACE

Entre le zonage du POS et du PLU :

- L'extension de la zone **U** correspond à l'intégration d'une partie des secteurs **1NA** pour lesquels des opérations ont été réalisées ou dont la phase opérationnelle a débuté, et au reclassement d'une partie du secteur **NB** en zone **Ur**.

- Les projets de développement résidentiel s'inscrivent dans le tissu urbanisé, en densification. Aussi, aucune zone à urbaniser **AU** n'apparaît dans le règlement graphique du PLU.
- Les zones **NB** sont supprimées pour lutter contre l'étalement urbain. Elles sont remplacées par des secteurs d'évolutions limitées des bâtiments existants (**Ah, Nh** ou **Ur**) et par des zones **A** et **N**.
- La zone agricole est étendue (+10,7%). Elle intègre les potentialités agronomiques des sols et le diagnostic agricole. Elle comprend une partie du bâti diffus comme des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (**Ah**).
- La zone Naturelle est étendue (+21,7%), elle vient border les franges urbaines et intègre les secteurs d'intérêt naturel ou paysager (ZNIEFF, site classé, zone humide...). Elle intègre le bâti diffus comme des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées.
- **UC, UD, UT, 1NA, NB** cumulent une surface de 98.4 ha, où notamment peuvent se réaliser de nouveaux logements. L'ensemble des secteurs **Ua, Uap, Ub, Ue, Ut** du PLU cumulent 56.8 ha, soit une réduction de 42,2% par rapport au POS (ou une réduction de 32,7% si l'on intègre le secteur **Ur**).

12.4 LES ZONES ET SECTEURS

Sont classées en zone urbaine (**U**) des terrains urbanisés et desservis. Cette zone a vocation à recevoir de l'habitat et toutes activités ou équipements, normalement liés et compatibles avec cette vocation résidentielle dominante : commerces, services, équipements collectifs...

Sont classées en zone agricole (**A**) les parties de territoire à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Y sont donc seulement autorisées les constructions et installations liées à l'exploitation agricole ou nécessaires aux équipements publics et aux services d'intérêt collectif.

Sont classées en Zone Naturelle et Forestière (**N**) les parties du territoire, équipées ou non, où l'intérêt des milieux naturels, la qualité des sites ou des paysages qui les composent ou les risques naturels justifient qu'elles soient protégées du développement de l'urbanisation.

Les indices que comportent ces zones précisent la vocation de certain secteur dont les enjeux ou le contexte est spécifique.

Zone Urbaine

Ua : Secteur urbain de centre bourg à intensité urbaine affirmée

Uap : Secteur urbain de centre bourg à intensité urbaine affirmée et soumis à projet d'ensemble

Ub : Secteur urbain d'intensité urbaine plus aérée

Ue : Secteur urbain à vocation économique

Ur : Secteur urbain aéré où les habitations existantes peuvent évoluer et les constructions de caractère être réhabilitées

Ut : Secteur urbain à vocation touristique

Zone agricole

A (sans indice) : Secteur de développement de l'activité agricole

Aa : Secteur agricole de pâture ou culture

Ah : Secteur de taille et de capacité d'accueil limitées, en espace agricole, où les habitations existantes peuvent évoluer

Zone naturelle et forestière

N (sans indice) : Espace naturel à protection renforcée

Nep : Espace naturel où seuls sont admis des équipements publics

Nh : Secteur de taille et de capacité d'accueil limitées, en espace d'intérêt naturel, où les habitations existantes peuvent évoluer

12.5 AUTRES PROTECTIONS ET IDENTIFICATIONS FIGURANT SUR LE REGLEMENT GRAPHIQUE

Le règlement graphique fait apparaître les espaces boisés classés (EBC), ils sont protégés au titre du L.130-1 du Code de l'Urbanisme. Ces boisements présentent un intérêt naturel manifeste, notamment lorsqu'ils sont établis dans la ZNIEFF de type 1. Les boisements du plateau et les autres boisements. Ils correspondent à une déclinaison de la trame verte du SRCE sur le territoire communal. Ils ont été identifiés par travail de terrain et vue aérienne et analysés en commission urbanisme.

Des haies remarquables et mares sont protégées au titre de l'article L.123-1-5 du Code de l'Urbanisme. Elles sont identifiées sur le règlement graphique. Le caractère de ces éléments remarquables justifie qu'ils soient protégés par des dispositions spécifiques, précisées au règlement. Le rôle déterminant, la variété des espèces et les enjeux paysagers des mares et haies ont été précisés aux chapitres 1 et 2 (ils participent à la trame verte et aux continuités écologiques). Ils correspondent à une déclinaison de la trame verte et bleue du SRCE sur le territoire communal. Ils ont été identifiés par travail de terrain et vue aérienne et analysés en commission urbanisme.

Un espace urbain cultivé est protégé au titre de l'art. L123-1-5.III.5° du code de l'urbanisme (*Localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent*). L'enquête agricole justifie ce classement. Le terrain est utilisé par un exploitant qui s'est exprimé durant l'enquête agricole.

Les zones de nuisances sonores de part et d'autre de la RD 513, par arrêté du 15 décembre 1999, sont inscrites sur le plan.

Le site classé (arrêté du 20 février 1995) des Falaises des Vaches Noires figure sur le règlement graphique, son périmètre correspond également à un espace remarquable du titre de l'article L.146-6 du code de l'urbanisme.

Les espaces proches du rivage et la bande des 100 mètres identifiés au titre de l'article L.146-4 du code de l'urbanisme sont inscrits sur le plan. Seule la limite Sud des espaces proches du rivage figure ; les espaces proches du rivage couvrent tout l'espace au Nord de cette limite.

Le PPR de mouvements de terrain des Falaises des Vaches Noires figure sur le plan.

Le règlement graphique fait apparaître 10 emplacements réservés d'intérêt général (article L.123-1-5.8° du code de l'urbanisme). Le bénéficiaire de ces emplacements réservés est la commune :

- 1 : Aménagement d'une voie douce et traitement paysager : 1450 m²
- 2 : Aménagement d'une voie douce et traitement paysager : 1600 m²
- 3 : Aménagement d'une voie douce et traitement paysager : 1350 m²
- 4 : Aménagement d'un parc de stationnement : 3550 m²
- 5 : Aménagement d'une voie douce et traitement paysager : 430 m²
- 6 : Aménagement d'un parc de stationnement : 850 m²
- 7 : Aménagement et construction à vocation de détente et loisirs : 5850 m²
- 8 : Création d'une voie de desserte : 510 m²
- 9 : Voie de desserte suivant emprise chaussée existante : 1000 m²
- 10 : Aménagement d'une voie douce : 1200 m²

Spécifiquement : l'emplacement réservé n°7 correspond à l'objectif de conforter le niveau d'équipement du territoire. L'emplacement retenu allie proximité au cœur de bourg et retrait, néanmoins, pour gérer les éventuelles nuisances sonores. L'indice Nep confère à ce secteur le maintien de son caractère naturel et les haies périphériques sont protégées. La salle de convivialité envisagée pourra conforter le lien social et intergénérationnel sur la Commune.

13 L'ÉVALUATION TRI ANNUELLE DES OBJECTIFS DU PLU

Le projet organise le territoire pour les 15 ans à venir. Un bilan des objectifs tous les 3 ans sera organisé. Le nombre de logements réalisés sera utilisé comme indicateur de suivi des objectifs. Le bilan pourra conduire à faire évoluer la traduction réglementaire du projet, en s'adaptant notamment à la mobilisation effective de la densification. Les données des recensements de l'INSEE seront utilisées ainsi que le nombre d'autorisation d'urbanisme délivrées. Une délibération du Conseil Municipal fera état du bilan des objectifs.

14 L'ÉVALUATION DE L'INCIDENCE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT TOUS LES 6 ANS

En terme d'incidence sur l'environnement, une évaluation sera réalisée tous les 6 ans. La grille d'évaluation et les critères d'analyse sont les suivants :

Critère d'analyse	État initial	État projeté en 2021	État effectif en 2021	Dispositions à prendre
Nombre de logements ⁷	270	302		
Nombre d'habitants ⁸	487	567		
SAU ⁹	36.03 ha	40		

⁷ Source INSEE

⁸ Source INSEE

Km de haie protégée	12 km	12 km		
Espace Boisé Classé en ha	57 ha	57 ha		
Espace d'intérêt naturel	154,6 ha	154,6		
Espace d'intérêt agricole	43,2 ha	43,2		

15 L'ANALYSE DES IMPACTS DU PROJET

15.1 LES RISQUES NATURELS

Les risques naturels sont rappelés et pris en compte par des dispositions réglementaires spécifiques.

Les développements s'inscrivent en dehors des principales zones de risques. Les principales prédispositions aux risques et le PPR accompagnent des protections de l'intérêt naturel ou paysager ; dès lors leurs périmètres correspondent à des zones **N**.

Les risques naturels déterminés (PPR) et les prédispositions aux risques naturels sont pris en compte par des dispositions réglementaires spécifiques (notamment aux articles 1 et 2).

Le périmètre du PPR figure sur le règlement graphique.

Seul le périmètre du PPR mouvements de terrain figure sur le règlement graphique. Considérant l'état des connaissances (prédispositions, indices) et leur caractère non réglementaire (il ne s'agit pas de plan de prévention des risques) et évolutif (mises à jour et adaptations régulières), le Conseil Municipal indique qu'il n'est pas en mesure déterminer et de délimiter l'existence des autres prédispositions aux risques. En l'état, il ne peut donc tracer avec pertinence un périmètre de risque lié à ces autres prédispositions. Les prédispositions aux risques naturels figurent néanmoins en annexes documentaires et sont prises en compte dans le règlement écrit. Les annexes documentaires pièces graphiques comprennent des planches cartographiques où apparaissent les prédispositions aux risques naturels (remontée de nappe, submersion marine, retrait gonflement argileux, mouvements de terrain, sismicité).

15.2 LA PREDISPOSITION AUX SITES ET SOLS POLLUES

L'ancienne usine de piles Wonder et l'ancien site d'une casse automobile non-réglémentée laisse supposer des pollutions des sols. Il n'est pas prévu de développements sur ces deux sites.

15.3 LA PRESERVATION DE L'ACTIVITE

La création de secteurs **Ut** et **Ue** prennent en compte les activités en place, permettent et organisent leurs développements ou évolutions.

⁹ Source Recensement Agricole

Le secteur **Uap** structure dans le cœur de bourg un espace de vie autour de rez-de-chaussée administratifs, de services et/ou bureaux. La place publique multi-usages qui s'y inscrira pourra accueillir un marché (produit locaux).

L'activité agricole est prise en compte, le PLU assure sa protection et permet son développement suivant le diagnostic agricole. Le potentiel agronomique des sols est protégé mais les possibilités de développement prennent néanmoins en compte la coupure d'urbanisation (Loi Littoral) qui couvre le territoire communal.

15.4 L'AMENAGEMENT ET STRUCTURATION DU CADRE DE VIE

Le projet prévoit dans le secteur **Uap** un projet diversifiant l'offre de logement et offrant davantage de services à la population. Ce secteur comprend aussi l'aménagement d'un lieu de vie multi-usages (place de village).

Le secteur **Ue** comprend une vocation commerciale affirmée où de nouvelles unités commerciales pourront se développer. Elles bénéficieront notamment aux usagers de la commune.

Le secteur **Nep** prévoit l'aménagement d'équipements publics (salle de convivialité...) qui permettront des manifestations, animations et fêtes communales, et des espaces paysagers.

Les emplacements réservés offriront des parcours doux complémentaires qui pourront, au droit du cœur de bourg, cheminer aux abords de plans d'eau paysagers (parcours autour de la biodiversité).

La nature, le plateau bocager et le site des Falaises des Vaches Noires constituent l'attrait et la renommée que souhaitent maintenir et trouver nombre d'usagers du territoire. Ces éléments seront préservés.

15.5 LA GESTION DES DEPLACEMENTS

Le projet met en relation les ilots urbains entre eux. Il permet des parcours plus directs vers les arrêts de bus et encourage la fréquentation des modes de déplacements alternatifs.

Le PLU intègre les projets du Conseil Général d'aménagement de la RD 163 et son plan Vélo.

Il assure la réalisation d'une voie douce fonctionnelle, le long de la RD 513, par la mise en place d'un emplacement réservé.

La mise en relation des voies de desserte permet une meilleure dilution du trafic et évite la surfréquentation de certaine section en période estivale.

Des poches de stationnement sont prévues, par la mise en place d'emplacements réservés, au droit de sites fréquentés : l'église et le point de ramassage scolaire.

15.6 LA PROTECTION DE L'ESPACE NATUREL ET DU PATRIMOINE PAYSAGER

La définition de franges urbaines met un coup d'arrêt à l'étalement urbain, permet une meilleure lecture de l'urbanisme communal et assure la protection des espaces naturels et ruraux.

Les projets s'inscrivent dans le tissu déjà bâti dont la faune et la flore sont banales. Ils ne portent pas atteintes à la biodiversité ni à la trame verte et bleue.

Les développements complémentaires des espaces proches du rivage respecteront les échelles et les volumétries par des dispositions réglementaires.

Le projet sanctuarise le site des Falaises des Vaches Noires en intégrant ses protections et inventaires.

Ruralité (espaces naturels et agricoles), boisements, haies, mares sont préservés.

16 L'ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

Arrêté du 06 janvier 2005 portant désignation du site Natura 2000 Littoral augeron (zone de protection spéciale). Le domaine public maritime comprend l'essentiel du un site Natura 2000.

Caractère général du site

<i>Classes d'habitats</i>	<i>Couverture</i>
<i>Mer, Bras de Mer</i>	<i>98%</i>
<i>Rivières et Estuaires soumis à la marée, Vasières et bancs de sable, Lagunes (incluant les bassins de production de sel)</i>	<i>1%</i>
<i>Dunes, Plages de sables, Machair</i>	<i>1%</i>

<http://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR2512001>

« Qualité et importance : Les poissons et la crevette grise sont cités au 3.3 pour leur importance commerciale dans la zone considérée. Les autres invertébrés (liste non exhaustive) sont mentionnés pour leur valeur trophique vis à vis des populations d'oiseaux hivernants et migrateurs motivant la désignation en ZPS. » : <http://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR2512001>

« Vulnérabilité du site : Productivité biologique de la zone tributaire de la préservation et de l'amélioration de la qualité physico-chimique des eaux littorales. Trafic maritime commercial très important aux abords immédiats de la zone (ports du Havre, de Rouen et de Caen-Ouistreham). » : <http://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR2512001>

L'accès à la mer depuis le plateau est interdit par arrêté préfectoral. Aucune activité majeure n'est exercée sur le littoral d'AUBERVILLE. La fréquentation touristique est limitée à quelques randonneurs ou vacanciers fréquentant essentiellement l'espace supratidal. Le projet n'a pas d'incidence sur la fréquentation du site.

Les eaux usées sont gérées en assainissement collectif. Il n'existe pas de rejet d'eaux usées en mer et les développements sont situés en zone d'assainissement collectif. Les eaux pluviales sont gérées par ressuyage naturel : le projet prévoit la protection des haies, boisements et des mares. Une étude hydraulique est engagée par la collectivité.

Les falaises des vaches noires sont protégées au titre du Site Classé, des Espaces Remarquables, des Espaces Boisés Classés. Les zones de chasse et d'habitat, notamment en relation avec la ZPS « littoral augeron », des oiseaux hivernants et migrateurs sont prises en compte et protégées.

Le projet n'a pas d'incidence sur le trafic maritime. Le projet améliore de la qualité physico-chimique des eaux littorales. Il assure une protection des dispositifs de gestion des eaux pluviales et engage la Commune et la CCED dans une étude plus fine visant à améliorer la gestion et les rejets.

Le projet ne prévoit aucun développement qui pourra porter atteinte au Site Natura 2000 : Absence d'atteinte.

17 LA COMPATIBILITE AVEC LE SCOT NORD PAYS D'AUGE

Principales orientations du SCoT Nord Pays d'Auge pour AUBERVILLE	Prise en compte et compatibilité dans le Plan Local d'Urbanisme en projet
<p>L'environnement, composante du développement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la conservation des espaces naturels d'exception dans un objectif de mise en valeur patrimoniale des sites et de développement de l'attractivité et de l'animation du territoire. - Améliorer les fonctionnalités écologique et hydraulique des zones humides ainsi que de l'ensemble des éléments du réseau hydrographique dans le cadre d'une gestion cohérente des secteurs amont et aval du territoire. - Favoriser la préservation des boisements et l'établissement de continuités écologiques entre les différents espaces. - Soutenir la diversité des milieux environnementaux caractéristique du Nord Pays d'Auge et développer la variété des composantes naturelles dans les espaces périurbains et urbains. <p>Ainsi, ces niveaux de gestion constituent la formalisation, à l'échelle du Nord Pays d'Auge, de la cohérence fonctionnelle qui est recherchée du point de vue écologique.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les grands principes de maîtrise de l'urbanisation : Le développement urbain tendra à ne pas constituer une extension des zones bâties, sans avoir étudié au préalable les capacités éventuelles des zones urbaines existantes qui pourraient recevoir ce développement. Il s'effectuera, lorsque cela sera possible, en dehors des espaces 	<p>Le zonage N et le report sur le règlement graphique du périmètre du site classé intègre, prend en compte et protège le patrimoine naturel exceptionnel du territoire. Ces protections maintiennent les caractéristiques qui font l'attrait et la renommée d'AUBERVILLE et, par la même, préservent son attractivité.</p> <p>Les principales haies, les mares et les boisements sont protégés. Aucune extension urbaine n'est envisagée en dehors des franges identifiées. Les présomptions de zone humide sont classées en zone N eu égard à leur intérêt naturel pressenti. Deux mares laissées à l'abandon et en voie de colmatage font l'objet d'emplacements réservés pour restauration, renaturation, valorisation, mise en relation. Elles offriront un support à une continuité écologique reconstituée de part et d'autre de la RD 514.</p> <p>Outre les dispositions précitées, le règlement écrit comprend des annexes réglementaires qui déterminent des essences locales à utiliser.</p> <p>La cohérence environnementale supracommunale est assurée par le classement en zone N des espaces d'exception du SCoT Nord Pays d'Auge ainsi que la Trame Verte et Bleue du SRCE.</p> <p>Aucune extension urbaine n'est prévue par le PLU. Le projet identifie le potentiel de densification et place la moitié de l'objectif de création de logements dans la structuration d'une « dent creuse » du cœur de bourg (secteur Uap).</p> <p>Le projet intègre néanmoins une opération actée par le POS dont les logements seront réalisés durant les 15 prochaines années. Le foncier (en extension urbaine) que son permis d'aménager a mobilisé n'entre pas en compte dans le calcul de la consommation foncière des années à venir.</p> <p>Aucune extension urbaine n'est envisagée par le projet. Le PLU a pour objectif de venir retisser de la cohérence urbaine (mise en relation des voies et de quartiers) entre des îlots bâtis existants et aujourd'hui simplement</p>

<p>médians identifiés au SCoT.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'extension urbaine sera mesurée à la proportion des espaces bâties qu'elle étend. Elle ne devra pas tendre à agglomérer des espaces bâtis de façon diffuse et visera à conserver et à améliorer l'organisation de l'urbanisation générale du territoire en : <ul style="list-style-type: none"> - Favorisant le regroupement du bâti de façon structurée autour d'un point de centralité (favoriser la constitution de limites urbaines lisibles), - Limitant la formation de zones bâties linéaires continues le long des voies en dehors des zones urbaines agglomérées et de leur proximité immédiate, - Limitant la densification des espaces pavillonnaires de grande taille et urbanisés de façon diffuse. La taille de ces zones pavillonnaires s'appréciera par rapport aux sites urbains traditionnels et aux centralités urbaines de la commune concernée. <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'extension urbaine recherchera à : <ul style="list-style-type: none"> - ne pas compromettre les continuités naturelles entre les boisements principaux, - favoriser la conservation des éléments caractéristiques du territoire tels que les haies bocagères, les canaux, les talus plantés; les ouvrages hydrauliques isolés comme les mares..., - ne pas altérer de façon notable les grandes orientations d'écoulement des eaux superficielles et à conserver libres de constructions les abords immédiats des cours d'eau, - ne pas compromettre l'accès aux terres agricoles. - Les zones bâties veilleront à se doter d'un assainissement de qualité ainsi que d'une gestion des eaux pluviales efficace et limitant autant que possible les rejets dans les cours d'eau. <p>L'habitat, vecteur du développement</p> <p>Les grandes orientations suivantes seront abordées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diversifier l'offre d'habitat. - Favoriser le renouvellement et l'optimisation du tissu urbain par un renforcement des bourgs. - Développer prioritairement les extensions urbaines en priorité en continuité des bourgs et enrayer la généralisation de l'urbanisation en diffus. - Créer le cas échéant de nouveaux hameaux qualitatifs. - Prendre en compte la morphologie de l'existant pour organiser, selon les cas, la densification ou la dédensification progressive. - Généraliser l'urbanisme de projet et favoriser la réalisation de nouvelles urbanisations dans le 	<p>juxtaposés.</p> <p>Le secteur Uap, et ses orientations d'aménagement et de programmation, favorise le regroupement de façon structurée. La centralité s'organisera autour de la desserte en transport en commun, des services, équipements et commerces existant ou à créer.</p> <p>Le projet a défini des franges urbaines et un périmètre aggloméré. Il n'est pas envisagé d'urbanisation linéaire.</p> <p>Seules les secteurs urbains les mieux desservis (réseaux, services, commerces) et les plus structurés sont appelés à se densifier (Ua, Uap, Up). Dans le cas contraire l'évolution est limitée (Ur).</p> <p>L'opération en secteur Uap intègre une densité de 25 logements / ha ce qui intègre les orientations du SCoT pour les territoires ruraux (minimum 8 à 10 logements / ha).</p> <p>Le projet n'envisage pas d'extension urbaine.</p> <p>La moitié de l'offre de logements s'inscrit en densification du cœur de bourg. Elle intégrera un ou plusieurs programmes adaptés à la mixité inter générationnel. L'offre de logements intègre de l'habitat collectif ou de l'individuel groupé. La densité du secteur Uap est d'environ 25 logements / ha. L'offre de logements s'inscrit en densification et proposera des terrains plus réduits que par le passé.</p> <p>En dehors de secteurs urbains les mieux desservis (réseaux, services, commerces) et les plus structurés (Ua, Uap, Up), le bâti existant verra son évolution limitée. Le secteur Uap est soumis à projet d'ensemble (OAP). L'architecture fait état d'une grande variabilité. Le projet n'imposera pas de</p>
--	--

<p>cadre de projets d'aménagement d'ensemble.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte les typicités architecturales et paysagères pour éviter la banalisation des espaces bâtis. - Concilier habitat et énergies renouvelables. - Limiter et encadrer l'implantation des Habitations Légères de Loisirs (HLL). - Le SCoT prévoit une création maximum de 140 nouveaux logements par an sur la CCED. La Commune ne pourra intégrer qu'une partie de ce potentiel. <p>Les paysages, infrastructures du développement</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les espaces de référence essentiels pour la prise en compte des motifs paysagers du territoire : - Le secteur de protection paysagère identifié au PADD et support d'une mise en valeur de l'arrière-pays. - Les axes structurants et de découverte du territoire. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Favoriser la mise en œuvre de coupures d'urbanisation. ▪ Favoriser la mise en place de cônes de vue notamment au niveau du littoral, des lignes de crêtes, des plateaux et des marais. ▪ Valoriser les entrées de villes. ▪ Traiter les franges urbaines en définissant des limites nettes entre d'une part les espaces urbains et d'autre part les espaces agricoles et naturels. ▪ Insérer l'urbanisation avec qualité dans son environnement topographique. ▪ Préserver et valoriser le patrimoine bâti. ▪ Limiter et encadrer l'implantation des Habitations Légères de Loisirs (HLL). <p>Les activités économiques et commerciales</p> <p>La constitution d'une offre économique adaptée : Le détail de la vocation des zones définies par le SCoT (littoral, rétro-littoral, arrière-pays) a éclairé les modes de localisation des différents types de surfaces à vocation économique, qui ont été hiérarchisées selon cinq typologies :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les zones d'activité artisanales, qui ont vocation à être réalisées dans le rétro-littoral et l'arrière-pays, et, sous certaines conditions, sur le littoral. ▪ Les parcs d'activité "high-tech" qui ont vocation à être édifiés du rétro-littoral à l'arrière-pays. ▪ Les parcs d'activité à grande 	<p>référence particulière mais recommandera les constructions de qualité environnementale (matériaux, normes thermiques, production d'énergie...) Les HLL sont règlementés aux articles 2. Il est organisé un développement de l'habitat mobilisant 3 à 4 % du potentiel défini par le SCoT pour l'ensemble de la communauté de communes. Cette proportion est dans la mesure du poids démographique d'AUBERVILLE dans la CCED. Le PLU intègre, par ailleurs, des éléments du diagnostic du projet PLH de la CCED auquel il n'a pas été donné suite.</p> <p>La protection du plateau bocager et des falaises correspond au maintien des caractéristiques du paysage communal.</p> <p>L'identification des franges urbaines et le projet de cœur de bourg vise rendre plus lisible le paysage urbain, notamment celui perceptible depuis la RD514 qui offre la principale vision déroulante de la Commune.</p> <p>La coupure d'urbanisation s'étend en dehors des secteurs déjà bâti. Les développements récents ont porté atteinte à sa lisibilité.</p> <p>Les coupures d'urbanisation sont identifiées dans le rapport de présentation et le PADD. Elles sont traduites réglementairement par des zones agricoles ou naturelles.</p> <p>L'entrée de ville – <i>giratoire RD514/RD163</i> – sera valorisée par une offre commerciale complémentaire.</p> <p>Des limites urbaines nettes sont matérialisées au PADD et sur le règlement graphique.</p>
---	---

<p>capacité, qui ont vocation à être créés sur les échangeurs et diffuseurs de l'A13.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les parcs d'activités des centres urbains de l'arrière-pays. ▪ Les pôles industriels, tertiaires, et/ou portuaires et logistiques de Dives sur Mer et de Honfleur, qui constituent l'armature industrielle du Nord Pays d'Auge et qui ont vocation à être confortés et, pour celui de Honfleur, étendus de manière très importante. <p>1. La prévention des risques</p> <p>L'information sur les risques et les aléas prend pour base de multiples sources documentaires et travaux de recherche dont la précision et l'exhaustivité sont très hétérogènes. Ainsi sur la commune doivent être considérés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour les inondations : la carte de la profondeur de la nappe en période de très hautes eaux (DREAL) et la carte de submersion marine. ▪ Pour les mouvements de terrain : L'Atlas des prédispositions du territoire aux mouvements de terrain (DREAL). ▪ Pour les chutes de blocs : L'Atlas des prédispositions du territoire aux chutes de blocs (DREAL) ▪ Pour les cavités souterraines : Les inventaires établis par le BRGM et la DREAL recensant les cavités souterraines d'origine naturelle et anthropique. ▪ Pour les risques de retrait et gonflement d'argiles : la cartographie du BRGM. ▪ Pour les risques technologiques : Il n'existe pas d'identification particulière. <p>2. La gestion des ressources</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuivre la sécurisation de l'alimentation en eau potable ▪ Favoriser l'amélioration des rendements des unités de gestion de l'eau. ▪ Améliorer la protection des captages en eau potable. ▪ Promouvoir, particulièrement dans les parcs d'activités, les dispositifs individuels ou collectifs de collecte et de réutilisation des eaux pluviales. ▪ Poursuivre l'amélioration des réseaux et des dispositifs d'assainissement, collectifs ou non. ▪ Favoriser la mise en œuvre de mesures limitant les phénomènes de ruissellement et la diffusion des pollutions dans le milieu courant et 	<p>Les risques naturels sont pris en comptes par des dispositions règlementaires. Le périmètre du PPR figure sur le règlement graphique. Les planches cartographiques des indices et prédispositions aux risques sont dressées en annexes documentaires et dans le rapport de présentation. Des dispositions règlementaires aux articles 1 et 2 y font référence.</p> <p>La commune est bien desservie. Les syndicats d'eau et d'assainissement garantissent l'alimentation ou le traitement des développements (situation future). Leur courriers sont joints en annexes documentaires pièces écrites.</p>
---	---

<p>les zones humides.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Favoriser un usage rationnel des phytosanitaires et promouvoir des modalités alternatives au désherbage chimique (collectivités, agriculteurs, particuliers ...). 	<p>Un entretien des mares et une renaturation est envisagée par la mise en place d'emplacements réservés. Les haies, mares et boisements existants sont protégés.</p>
---	---

18 LA DEFINITION DES MESURES DITES « COMPENSATOIRES »

L'appellation « mesures compensatoires » recouvre les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement. Le document d'urbanisme a été conçu en intégrant la dimension environnementale à tous les stades et dans les différents volets du projet. La notion de mesure compensatoire perd de son sens en étant dilué dans l'économie du projet. Elle fait davantage référence à l'opérationnel et aux études d'impact qu'au document d'urbanisme.

Les mesures visant au maintien des caractéristiques environnementales ou à la réduction des atteintes apparaissent davantage appropriées :

- Les mesures de réduction de l'impact du projet de cœur de bourg (**Uap**), voire de reconstitution d'une continuité écologique, résideront en la création de voies douces supports à des continuités écologiques par des aménagements aux abords des mares existantes (à préserver, valoriser et entretenir) en périphérie de l'opération.
- La mesure de réduction de l'impact de projet d'équipement public, en secteur **Nep**, consistera en l'aménagement paysager de l'entrée dans la parcelle concernée, à des haies périphériques protégées, à des articles N9 et N13 renseignés spécifiquement.
- Le zonage **N** tel qu'il est défini intègre et maintient les présomptions de zones humides. Le règlement graphique permet de conclure à une absence d'impact du projet sur les zones humides. Bien plus, le projet les maintient et vise à retisser des continuités.
- Le zonage **A** et **N** assure le maintien du plateau bocager, du site des Falaises des Vaches Noires et de ses abords.
- Les protections au titre de l'art.L.123-1-5 du code de l'urbanisme assurent le maintien des principales haies et des mares
- La protection au titre de l'art.L130-1 du code de l'urbanisme protège les boisements.

Conclusion :

- **Absence d'atteinte à l'environnement de la part du projet.**
- **Prise en compte de la tendance de son évolution et rééquilibrage au profit d'enjeux environnementaux.**
- **Maintien des caractéristiques environnementales de l'état initial.**
- **Reconstitution des continuités écologiques** (secteur **Uap**, mise en relation des mares, renaturation des berges et reconstitution de ripisylve...).
